



Commune de  
Saint-Bonnet-de-Rochefort (03)  
**Révision de la Carte Communale**

**1a** **RAPPORT DE PRESENTATION**



St-Bonnet  
de Rochefort

Carte communale  
Approbation le : ...  
Co-approbation le : ...

Référence : 51511

# SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A. Préambule .....	5
1. LE CONTENU D'UNE CARTE COMMUNALE .....	5
1.1. La carte communale dans la hiérarchie des normes .....	5
1.2. La composition matérielle d'une carte communale .....	5
1.3. Un découpage binaire du territoire par la carte communale.....	6
1.4. Procédure d'élaboration/révision générale d'une carte communale .....	7
2. PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE .....	8
B. Diagnostic territorial .....	9
1. PRESENTATION DU TERRITOIRE .....	9
2. COOPERATIONS INTERCOMMUNALES ET REGLES SUPRA-COMMUNALES.....	11
2.1. Les coopérations intercommunales.....	11
2.2. La présence de règles supra-communales .....	12
3. LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES .....	20
3.1. Contexte général.....	20
3.2. Contexte communal.....	20
3.3. Une croissance portée par l'accueil de nouveaux habitants .....	21
3.4. L'équilibre des populations.....	22
3.5. Une taille des ménages qui diminue .....	23
3.6. Une part importante de ménages en couple.....	24
3.7. La population active.....	25
3.8. La structure de l'emploi.....	25
3.9. Le niveau de revenus.....	26
3.10. Les perspectives de développement démographique .....	26
4. HABITAT.....	28
4.1. évolution de logements.....	28
4.2. Caractéristiques des logements .....	28
4.3. Une vacance des logements qui se résorbe .....	29
4.4. La maison individuelle reste le mode d'habiter exclusif.....	29
4.5. Le logement locatif social.....	30
4.6. Ancienneté d'occupation.....	31
4.7. les études intercommunales .....	31
4.8. Dynamique de construction .....	32
4.9. Le SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne .....	32
4.10. Les perspectives .....	33
5. LES ACTIVITES ECONOMIQUES .....	34
5.1. la structure de l'emploi.....	35
5.2. Des déplacements pendulaires indispensables en augmentation.....	36
5.3. Les commerces et des services .....	36
5.4. Le Naturopôle, une zone d'activité structurante .....	37
5.5. Un Projet de mine de Lithium dans l'Allier .....	41
5.6. Les activités agricoles.....	41
5.7. L'économie forestière .....	45
5.8. L'activité touristique .....	46
6. LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES .....	48
6.1. Les équipements publics .....	48
6.2. Le tissu associatif .....	48
6.3. Les services publics.....	49

7. LES DEPLACEMENTS .....	55
7.1. Les modes de déplacements .....	55
7.2. Le réseau routier .....	56
7.3. Une offre alternative à la voiture peu concurrentielle .....	58
7.4. Le stationnement .....	59
C. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	61
1. LE MILIEU PHYSIQUE .....	61
1.1. Contexte climatique .....	61
1.2. Géologie .....	63
1.3. Contexte topographique .....	64
1.4. Hydrographie .....	65
2. LES MILIEUX NATURELS ET LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES .....	70
2.1. Natura 2000 .....	70
2.2. Les zonages environnementaux : les ZNIEFF .....	75
2.3. Inventaire Nature Biodiversité .....	76
2.4. Trame verte et bleue (TVB) .....	76
2.5. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Saint-Pourçain Sioule Limagne .....	78
2.6. La Trame noire .....	79
3. LES AUTRES RESSOURCES DU TERRITOIRE .....	81
3.1. La stratégie régionale « eau-air-sol-énergie » .....	81
3.2. Qualité de l'air .....	81
3.3. Les énergies .....	84
3.4. Le SRCAE Auvergne et le PCAET de Saint-Pourçain Sioule Limagne .....	91
3.5. Le PNSE et le PRSE .....	91
4. LES NUISANCES ET LES RISQUES .....	93
4.1. Les risques naturels .....	93
4.2. Les risques technologiques .....	96
5. L'OCCUPATION FONCIERE DU TERRITOIRE ET LA CONSOMMATION FONCIERE .....	100
5.1. Artificialisation des sols 2011-2023 .....	100
5.2. Consommation d'espace entre le 01/01/2011 et le 31/12/2020 issue des fichiers fonciers .....	101
5.3. Occupation générale du territoire .....	102
5.4. Capacité d'accueil théorique .....	107
5.5. projection de la consommation .....	109
6. ORGANISATION URBAINE .....	110
6.1. Le Bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort .....	111
6.2. Les hameaux et les lieux-dits .....	113
7. ANALYSE DU PAYSAGE .....	117
7.2. Forêts et bocage bourbonnais .....	118
7.3. Vallée et gorge de la Sioule .....	119
7.4. Les paysages à l'échelle de l'intercommunalité .....	120
7.5. Le paysage de la commune .....	121
8. PATRIMOINE .....	122
8.1. Histoire .....	122
8.2. Les entités archéologiques .....	124
8.3. Monuments Historiques .....	125
8.4. L'architecture locale .....	127
8.5. Le petit patrimoine .....	131
D. Le projet communal .....	134
1. LES AMBITIONS EN TERMES D'ECONOMIE .....	134
1.1. Eléments à prendre en compte .....	134
1.2. Le projet communal .....	135
2. LES AMBITIONS EN TERMES DEMOGRAPHIQUES, LOGEMENTS ET CONSOMMATION FONCIERE .....	135
2.1. Eléments à prendre en compte .....	135
2.2. Projections .....	136

2.3. <i>Le projet communal</i> .....	137
E. JUSTIFICATION DES CHOIX DU PROJET DE Carte communale .....	139
1. LES ZONAGES DE LA CARTE COMMUNALE .....	139
2. JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION DES SECTEURS CONSTRUCTIBLES .....	141
2.1. <i>Evolution des superficies</i> .....	141
2.2. <i>Les zones constructibles</i> .....	143
2.3. <i>Les zones non constructibles (ZNC)</i> .....	147
3. LES SURFACES .....	148
4. LES CAPACITES D'ACCUEIL .....	149
4.1. <i>Evolution du potentiel d'accueil</i> .....	149
4.2. <i>Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF)</i> .....	156
4.3. <i>Bilan</i> .....	156



# A. PREAMBULE

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) a abrogé les MARNU (Modalité d'application du règlement national d'urbanisme) et les a remplacées par la Carte Communale.

En effet, l'article L.160.1 du code de l'urbanisme prévoit que : « *Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de carte communale qui ne sont pas dotés d'un plan local d'urbanisme, peuvent élaborer une carte communale.* »

Ce document, relativement simple dans son contenu et dans la procédure d'élaboration, permet, à l'instar des PLU, de gérer l'évolution urbaine de la commune, de manière à écarter la règle contraignante de la constructibilité limitée, tout en préservant les paysages et le patrimoine naturel local.

A ce jour, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort possède une Carte communale approuvée conjointement par le Conseil Municipal le 3 juin 2010 et le Préfet de l'Allier par arrêté en date du 16 juillet 2010.

La révision de la carte communale constitue une opportunité pour la commune, de mener une réflexion globale sur son développement, à échéance de dix ans, voire davantage. Au vu des évolutions législatives intervenues, il est indispensable que la commune se dote d'un document global actualisé. Ainsi, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort a décidé, par délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2023, de réviser sa carte communale.

## 1. LE CONTENU D'UNE CARTE COMMUNALE

### 1.1. LA CARTE COMMUNALE DANS LA HIERARCHIE DES NORMES

Les cartes communales doivent respecter les principes généraux énoncés aux articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme, comme tous les autres documents d'urbanisme, notamment les objectifs d'équilibre, de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale, et de gestion économe de l'espace.

L'article L.124-2 alinéa 8 du Code de l'urbanisme dresse la liste de ces prescriptions ou documents :

- les schémas de cohérence territoriale
- les schémas de secteur
- les schémas de mise en valeur de la mer
- les chartes des parcs naturels régionaux ou des parcs nationaux
- les plans de déplacements urbains
- les programmes locaux de l'habitat. etc.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé, après l'approbation d'une carte communale, cette dernière doit, si nécessaire, être rendue compatible dans un délai de trois ans. Une carte communale doit être compatible également avec les dispositions de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publiques, les dispositions de la loi littoral ou de la loi montagne.



### 1.2. LA COMPOSITION MATERIELLE D'UNE CARTE COMMUNALE

En application des dispositions de l'article R.124-1 du Code de l'urbanisme, une carte communale comprend un rapport de présentation et des documents graphiques.

À la différence du PLU, la carte communale ne comporte ni projet d'aménagement et de développement durables, ni orientations d'aménagement et de programmation, ni règlement, ni documents annexes. Ayant pour objet d'adapter le contenu du règlement national d'urbanisme (RNU) à la situation de la commune concernée, la carte communale ne fixe, par elle-même, aucune règle d'urbanisme propre. D'où l'absence de règlement justifiée par le maintien de l'application du RNU (Réponse ministérielle, JO, AN, 30 mars 2003, p.2620 ; CE, 13 juillet 2011, Ministre de l'Ecologie c/ Guilleux, n°335066).

Ainsi, la carte communale ne comportant pas de règlement, n'a donc pas pour objet de définir des règles d'implantation, de densité, de délimitation d'emplacements réservés. Seul un PLU peut instaurer cette typologie de réglementation.

Le rapport de présentation, qui remplit ici son rôle classique, analyse l'état initial de l'environnement, expose les prévisions de développement (économique et démographique). Il explique les choix retenus au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées. Ce rapport de présentation évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement, tout en exposant la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Une carte communale comporte, s'il y a lieu :

- L'étude prévue par l'article L. 111-1-4 alinéa 9 du Code de l'urbanisme (est visée l'étude justifiant, en fonction des spécificités locales, une certaine urbanisation des entrées de ville, dès lors que les règles prescrites sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages).
- En zone de montagne, l'étude prévue par l'article L. 145-5 alinéa 4 (est ici visée l'étude pouvant justifier, par exception à l'interdiction de principe de toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements, dans les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares, que l'aménagement et l'urbanisation de ces secteurs sont compatibles avec la prise en compte de la qualité de l'environnement et des paysages).

### **1.3. UN DECOUPAGE BINAIRE DU TERRITOIRE PAR LA CARTE COMMUNALE**

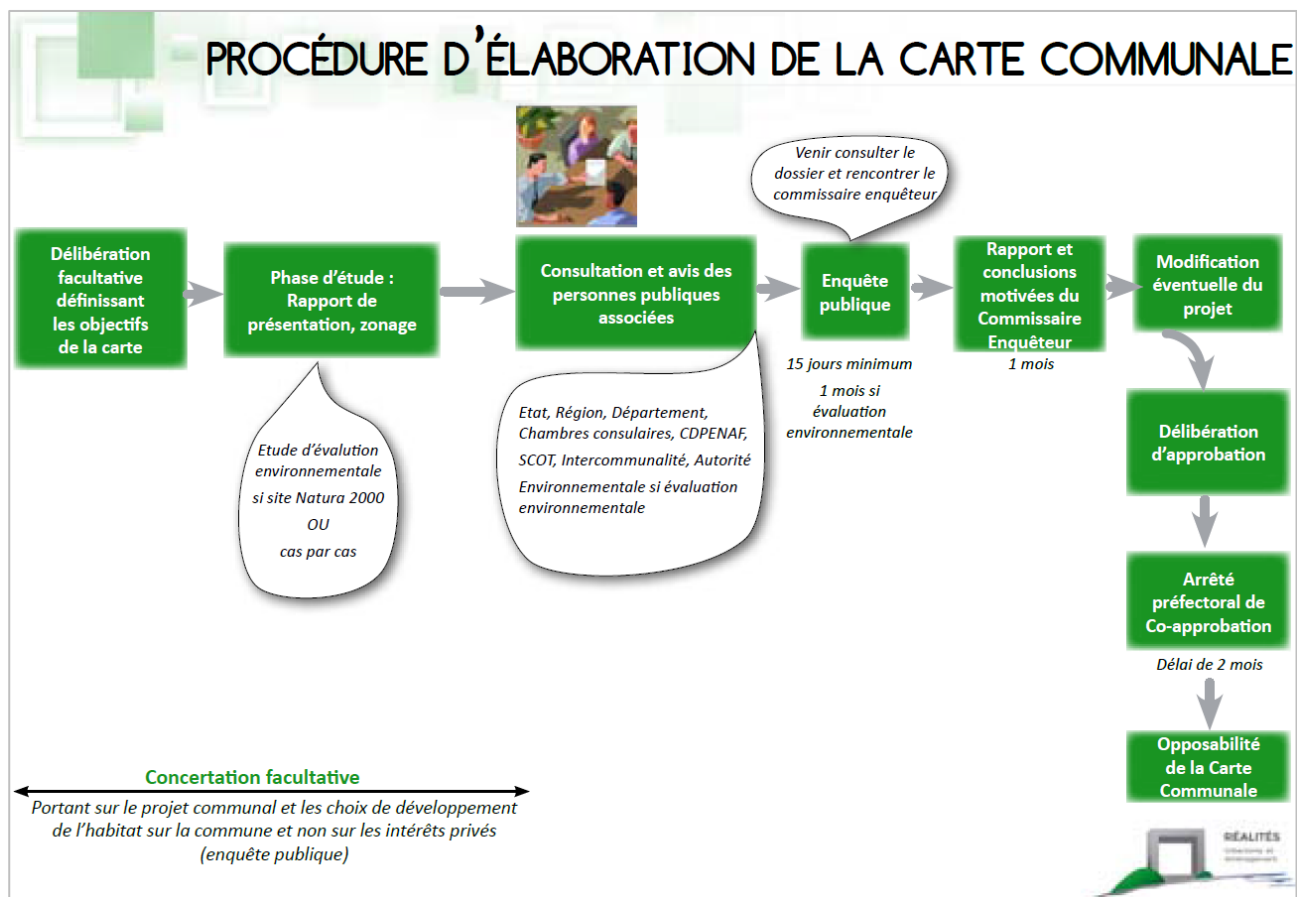
Le territoire d'une commune couverte par une carte communale est subdivisé en deux grandes catégories de « secteurs. » En application des dispositions de l'article R.124-3 du Code de l'urbanisme peuvent être délimités des « secteurs constructibles » et des « secteurs non constructibles. »

Les secteurs déclarés non constructibles par les documents graphiques d'une carte communale accueillent, malgré tout, au titre des exceptions, des travaux relatifs à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes. Pourront également être localisées dans ces mêmes secteurs non constructibles des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics ; à l'exploitation agricole ou forestière ; à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

## 1.4. PROCEDURE D'ELABORATION/REVISION GENERALE D'UNE CARTE COMMUNALE



## 2. PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Prendre en compte l'environnement dans les cartes communales nécessite d'une part d'identifier les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal, et d'autre part, de s'assurer de leur intégration au fur et à mesure de l'élaboration du projet.

Ainsi, l'objectif principal du rapport de présentation vise à comprendre le territoire dans toutes ses dimensions et composantes – traduit au travers d'un diagnostic et d'une évaluation environnementale - afin d'en dégager des enjeux et orientations.

**Cette étude a été réalisée dans le souci de répondre, au mieux, aux objectifs de développement durable.**

Le développement durable correspond à la volonté de se doter d'un nouveau projet de société pour tenter de remédier aux excès d'un mode de développement économique dont les limites sont devenues perceptibles. L'étude invite ainsi chacun à réfléchir à son mode de vie, à ses comportements, à son mode de consommation, de production et de l'inciter à en changer afin de le rendre compatible avec les valeurs qu'il défend.

Le développement durable est à l'intersection des trois sphères environnementale, sociale et économique. Le rapport de présentation analyse ainsi les paramètres de l'état environnemental initial - dans ses dimensions territoriales, paysagères, naturelles, patrimoniales et socio-économiques – permettant de dégager les différents atouts et menaces du territoire communal. Ce profil environnemental permet de dégager d'une part les enjeux, et d'autre part les stratégies de développement de la commune.

La présentation des différentes problématiques analysées n'est pas hiérarchisée, tant les enjeux mis en évidence sont tous importants et surtout dépendants les uns des autres pour le devenir du territoire.



*Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'environnement, l'économie et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois sphères.*

*C'est un développement, respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes, qui garantit l'efficacité économique.*

*Une stratégie de développement durable doit être une stratégie gagnante de ce triple point de vue, économique, social et environnemental.*



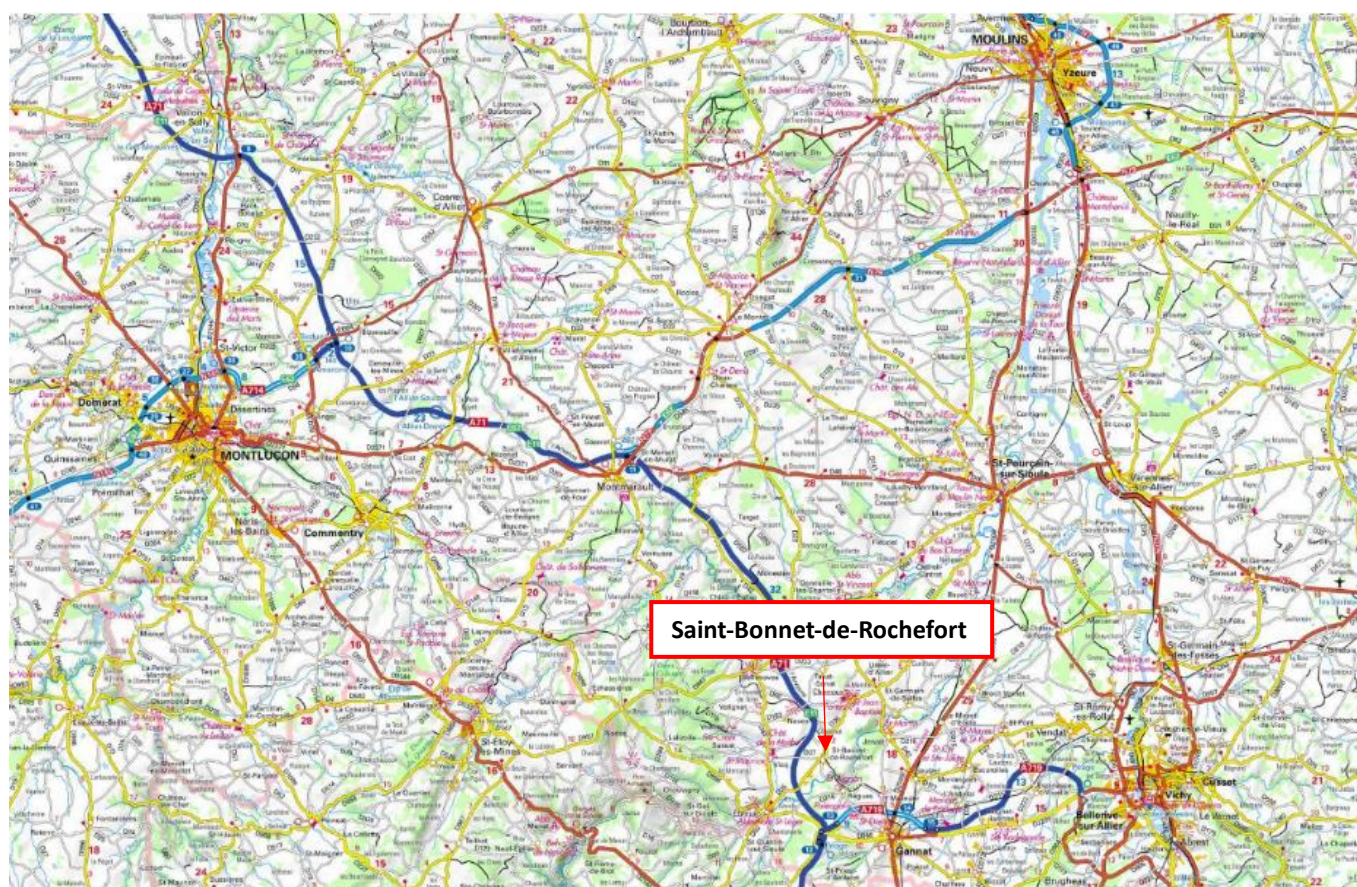
## B. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

### 1. PRESENTATION DU TERRITOIRE

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se situe dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le département de l'Allier. Elle fait partie de la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne. Elle appartient au bassin de vie de Gannat qui se trouve à 10 km du bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort. Elle se situe à proximité de Gannat et Vichy et entre Moulins au Nord et Clermont-Ferrand au Sud.

La commune accueille 717 habitants en 2020, répartis en un bourg, trois hameaux et 17 lieux-dits répartis sur l'ensemble du territoire.

Saint-Bonnet-de-Rochefort est limitrophe des communes de Naves, Charroux, Jenzat, Mazerier, Bègues, Ebreuil et Vicq. Ces communes appartiennent toutes elles aussi, à la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne.



Source : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

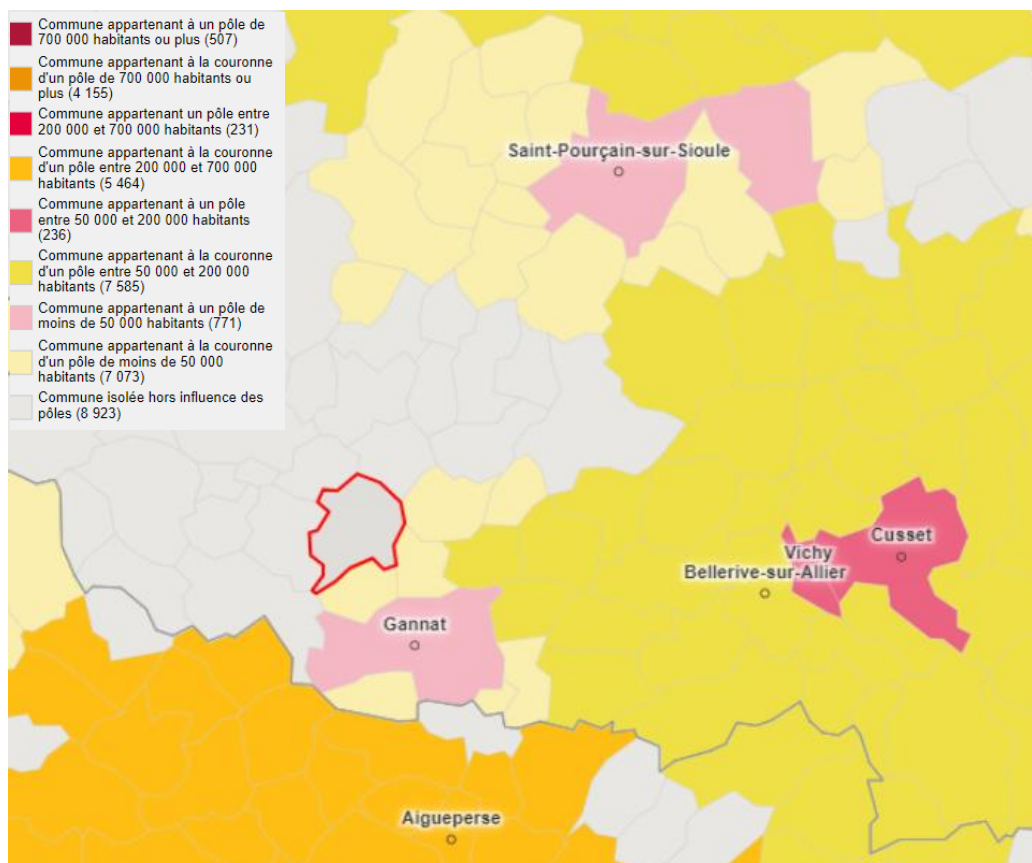
#### Les zonages de l'INSEE : Unités urbaines, Aires Urbaines et zones d'emploi

Les zonages d'études de l'Insee témoignent de la structuration des territoires et de la façon dont la population s'inscrit en leur sein. Ils apportent un éclairage différent et complémentaire des découpages administratifs ou des périmètres de projets, et permettent une approche plus fonctionnelle des territoires. Comparables et définis pour l'ensemble du territoire français, ces zonages constituent également des outils de travail et de réflexion précieux à un niveau plus local.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est :

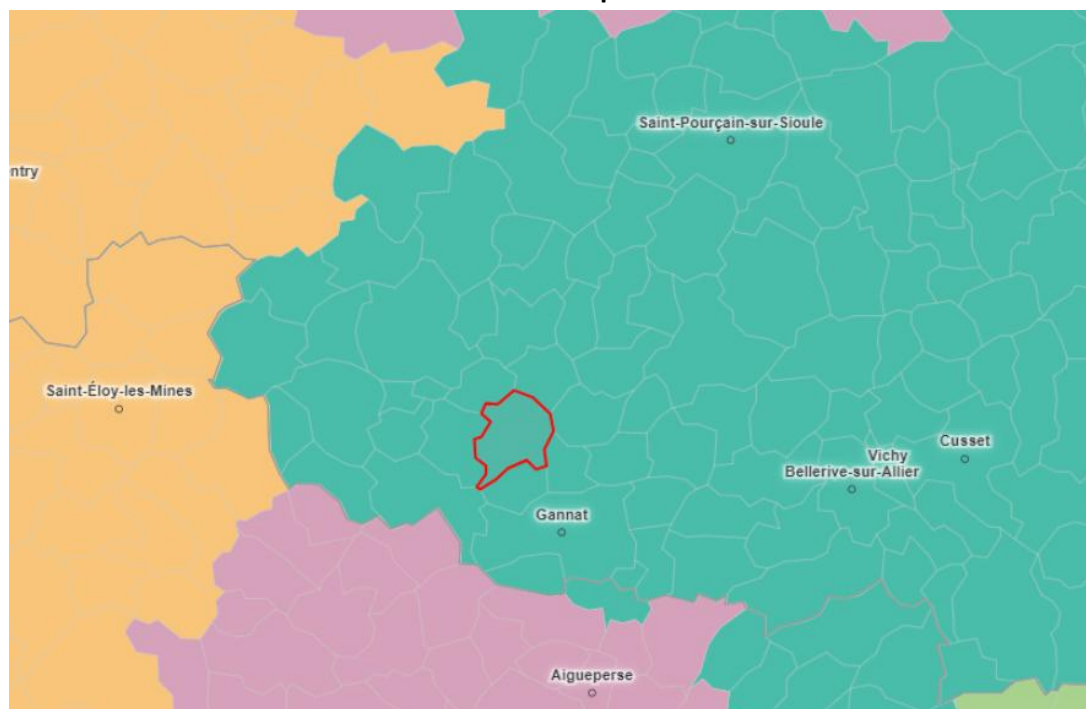
- Une commune isolée hors influence des pôles
- Une commune hors attraction des villes
- Une commune hors unité urbaine
- Une commune appartenant à la zone d'emploi de Vichy

## Aire d'attraction des villes



Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>

## Zones d'emploi



Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>



## 2. COOPERATIONS INTERCOMMUNALES ET REGLES SUPRA-COMMUNALES

### 2.1. LES COOPERATIONS INTERCOMMUNALES

#### 2.1.1. La Communauté de communes « Saint-Pourçain Sioule Limagne »

Saint-Bonnet-de-Rochefort est intégrée à la Communauté de Communes « Saint-Pourçain Sioule Limagne » qui regroupe désormais 60 communes et plus de 34 000 habitants. Son siège est situé à Saint-Pourçain-sur-Sioule.



**La communauté de communes intervient dans différents domaines :**

#### Au titre des compétences obligatoires

- Aménagement de l'espace PLU / SCoT
- Développement économique et gestion des ZAE
- Gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Gestion des milieux aquatiques et Prévention des Inondations GÉMAPI
- Promotion touristique déléguée à Val de Sioule Tourisme
- Collecte et traitement des déchets des ménages délégués aux Sictom

#### Au titre des compétences optionnelles

- Amélioration du logement et du cadre de vie OPAH
- Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire
- Action sociale

#### Au titre des compétences facultatives

- Animation et gestion de l'espace et de l'itinérance France Services
- Favoriser l'insertion par l'emploi, chantiers d'insertion
- Gérer les structures dédiées à la Petite Enfance : crèche Les Galipettes, Gannat et Relais Petite Enfance Les Minis Pousses
- Gestion et animation des structures dédiées à l'Enfance : Accueil de loisirs communautaires
- Gestion et animation du service de Transport à la demande TAD
- Gestion et animation de la Maison intergénérationnelle, Jenzat
- Etudes, réalisations et gestion d'équipements culturels, touristiques et de Pleine Nature

### 2.1.2. Les autres coopérations

#### - **Le SICTOM Sud Allier**

Créé en 1978, le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères du Sud-Allier est un syndicat mixte fermé. La compétence déchets est détenue par les communautés de communes et d'agglomération qui l'ont transféré au SICTOM Sud-Allier. La structure organise également le transport des déchets collectés jusqu'aux différentes structures de traitement (centre de tri départemental, plateformes de compostage...).

#### - **Syndicat eau et assainissement de Sioule et de Bouble**

Compétence eau et assainissement non collectif.

Le SEA de Sioule et de Bouble fait partie du SM des eaux de l'Allier.

#### - **Syndicat départemental d'énergie de l'Allier**

Compétences : production, distribution d'énergie (concession de la distribution publique d'électricité et de gaz), infrastructures (éclairage public et infrastructures de télécommunication).

## 2.2. LA PRESENCE DE REGLES SUPRA-COMMUNALES

### 2.2.1. Principes généraux du Code de l'Urbanisme

Article L101-2 : « Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

#### 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

#### 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

#### 4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;





**Les objectifs du PADD :****Axe 1 – Renforcer l’attractivité territoriale**

- Renforcer l’armature territoriale en favorisant un développement équilibré et complémentaire entre les différents pôles du territoire et en préservant son identité rurale
- Maintenir et développer l’offre de transport collectif et assurer un niveau de service cohérent
- Favoriser les solutions alternatives à l’automobile individuelle
- Equilibrer le développement démographique pour conforter l’armature territoriale
- Adapter l’offre résidentielle pour concilier attractivité démographique et économie d’espace
- Maintenir l’offre en équipements et services de proximité tout en s’appuyant sur le numérique pour l’accès à une gamme de services supérieurs
- Mettre en place une stratégie de développement résidentiel permettant de lutter contre l’étalement urbain
- Revitaliser les centres-bourgs et centres villes

**Axe 2 – Valoriser et diversifier les dynamiques économiques**

- Soutenir et valoriser les filières productives du territoire
- Conforter l’économie présentielle et touristique
- Explorer les filières porteuses de l’économie « verte » pour réduire les gaz à effet de serre
- Valoriser les espaces et activités agricoles
- Anticiper les besoins d’aménagement et de mutation des secteurs à vocation économique
- Proposer des espaces économiques de qualité
- Promouvoir une stratégie commerciale adaptée aux différentes échelles de polarités et en faveur des centres-bourgs

**Axe 3 – Protéger et mettre en valeur les atouts locaux**

- Conforter les atouts paysagers du territoire
- Faire des paysages et du patrimoine bâti et culturel des ressources pour le développement local et touristique
- Faire de la découverte des paysages un atout touristique du territoire
- Pérenniser la richesse de la biodiversité du territoire à travers la préservation et la valorisation du patrimoine naturel local
- Préserver la ressource en eau sous toutes ses formes
- Prendre en compte les risques et les nuisances dans le développement urbain
- Pérenniser les sites
- Accompagner les paysages de la transition énergétique
- Contribuer à la transition énergétique et adapter le territoire au changement climatique

**2.2.3. Le Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes**

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. Il a été adopté lors de la séance plénière des 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes s’inscrit à l’horizon 2030 et porte sur 4 grands objectifs stratégiques, qui sont les suivants :

- Construire une région qui n’oublie personne,
- Développer la région par l’attractivité et les spécificités de ses territoires,
- Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes,
- Innover pour réussir les transitions et mutations.

Le SRADDET décline ensuite ces objectifs en sous-objectifs et règles. Les principaux éléments sont :

**1. Armature urbaine, complémentarité des territoires et mixité des fonctions (objectifs 5.1, 1.3, 1.8 et règle 2)**

- Promouvoir une organisation multipolaire hiérarchisée, en renforçant les complémentarités, les coopérations et les liens de toute nature
- A travers leurs documents de planification et d’urbanisme, les territoires doivent contribuer à renforcer, sur leur périmètre, les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité

- Promouvoir une armature territoriale qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle de chaque polarité : rechercher une plus grande mixité fonctionnelle des espaces et dans les projets urbains ; et plus particulièrement de développer une plus grande multifonctionnalité des espaces périurbains
- Gestion économe de l'espace : inverser le regard et envisager le développement du territoire régional à partir de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers et valoriser dans les documents d'urbanisme les différents services rendus par ces espaces (qualité des paysages, amélioration du cadre de vie, préservation du patrimoine rural, alimentation de proximité...)
- Favoriser la ville compacte, avec une bonne desserte en transport collectif et accessible à pied et à vélo. Cela passe notamment par l'objectif d'encourager la revitalisation des centres-bourgs, notamment par : la rénovation et la diversification de l'habitat, la requalification des espaces publics, l'amélioration du commerce de proximité....

## 2. Habitat (objectifs 1.2 et 4.2, règle 3)

- Anticiper et s'adapter aux mutations démographiques (vieillesse), à l'évolution des modes de vie et aux conséquences du changement climatique : proposer des formes, tailles et typologies de logement diversifiées pour favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle recréant du lien social ; et faciliter l'accession à la propriété en soutenant des formes de production de logements alternatives au modèle de promotion immobilière classique comme l'habitat participatif ou l'acquisition de terrain par un organisme foncier solidaire
- Les objectifs de production de logements doivent être phasés dans le temps et cibler de manière prioritaire la réhabilitation de l'existant

## 3. Foncier et gestion économe de l'espace (objectif 3.1 à 3.3, règles 4, 5 et 7)

- Promouvoir des modèles de développement fondés sur les potentiels et les ressources locales : s'inscrire dans la perspective d'un urbanisme circulaire,
- Constat d'une consommation moyenne annuelle de 3 550 ha d'espace naturel, agricole et forestier, sur 2006-2015 sur la Région. Rappel du souhait de la commission européenne d'un arrêt d'ici 2050 de « toute augmentation nette de la surface de terre occupée » : il est donc nécessaire de trouver des réponses adaptées conciliant besoin du territoire et gestion économe du foncier.
- Construire un projet en orientant le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis. A défaut, toute extension ou création se feront en continuité urbaine et seront conditionnées à la définition d'objectif de qualité urbaine, architecturale, paysagère, naturelle, et de densité.
- Protéger la ruralité, en particulier son économie, en stimulant la dynamique d'installation agricole ; et assurer la sécurité alimentaire des habitants. Pour cela, il est nécessaire d'assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la biodiversité et résiliente face aux aléas climatiques
- Eviter les nouvelles implantations commerciales diffuses et enrayer la multiplication des surfaces commerciales périphériques (OAP thématique par exemple)

## 4. Préservation de la Trame Verte et Bleue (objectifs 1.6 à 1.9, règles 35 à 41)

- Préserver les continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, et de réduire la consommation des espaces de nature ordinaire qui sont perméables aux déplacements des espèces.
- Maintenir des milieux ouverts diversifiés, par exemple en limitant la conversion de prairies en cultures ou en luttant contre la déprise agricole. La mobilisation de zonages spécifiques va de pair avec la préconisation d'une gestion durable des espaces
- Préserver les milieux humides
- Préserver et gérer les milieux boisés, par exemple en préservant les forêts anciennes et la trame vieux bois, en préservant le maillage bocager
- Favoriser la présence de végétaux en ville et la dés-imperméabilisations des sols.

## 5. Préservation de la ressource en eau (objectif 4.5, règle 8)

- L'accroissement des besoins en eau génère des conflits d'usage : il est nécessaire de rationaliser au maximum les usages et de conditionner les projets d'aménagement à la disponibilité de la ressource
- Mettre en place des mesures de préservation nécessaires pour le maintien des écosystèmes

6. Climat-air-énergie (objectifs 1.5, 2.9, 3.7, 3.8 et 9.1, règles 23 à 34)

- Prévenir le changement climatique :
  - Gestion économe du foncier et désartificialisation des sols
  - Habitat : favoriser l'éco-conception et l'usage des matériaux bio-sourcés et recyclés
  - Favoriser l'intermodalité et développer les modes doux (modes actifs)
  - Gestion des déchets et développement d'une économie circulaire
- Identifier et lutter contre ses effets : Protection de la TVB, de la nature ordinaire, de l'eau et préservation de la ressource en eau
- Lutte contre la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre
- Concrétisation de la transition énergétique

7. Innovation et anticipation des mutations

- Promouvoir l'utilisation de nouveaux matériaux et de nouveaux systèmes de rafraîchissement des bâtiments (géothermie par exemple)
- Engager une massification de la nature en ville (définition d'un taux de végétalisation des toitures, rues, places et bords de voiries, ..., création de jardins partagés, massification de plantation d'arbres, ...) pour diminuer les consommations énergétiques et lutter contre les îlots de chaleur et les effets sur le changement climatique
- Encourager les projets d'aménagement de type écoquartier
- Les espaces urbains doivent appliquer les principes d'une ville flexible, de l'urbanisme circulaire, afin de s'adapter aux changements d'usage : vers la production de bâtiments évolutifs et réversibles

2.2.4. Les autres programmes

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne

Le PGRI du bassin-versant Loire-Bretagne a été approuvé par arrêté préfectoral du 15 mars 2022. Ce plan, portant sur une période de six ans, constitue le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne.

La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues, leurs zones d'expansion et les capacités de ralentissement des submersions marines
- Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque,
- Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable,
- Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale,
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation,
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

Ces six objectifs se déclinent en quarante dispositions.

Conformément aux articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles, si nécessaire, avec les dispositions du PGRI suivantes :

- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI,
- et les orientations fondamentales et dispositions du plan.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour un grand bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les orientations fondamentales du

SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et à certains documents tels que les plans locaux d'urbanisme.

Le SDAGE Loire Bretagne a été approuvé par arrêté du préfet coordinateur de bassin le 18 novembre 2015 et porte sur la période 2022-2027.

Objectif de 61% des eaux en bon état en 2027.

Aujourd'hui, 24% des eaux sont en bon état et 10% en sont proches.

Pour le SDAGE 2022-2027, les pratiques d'aménagement et de gestion de l'eau sur le bassin Loire Bretagne sont régies par plusieurs orientations :

- Repenser les aménagements de cours d'eau
- Réduire la pollution par les nitrates
- Réduire la pollution organique et bactériologique
- Réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues au micropolluants
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Maîtriser les prélèvements d'eau
- Préserver les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

#### Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) de la Sioule

Issus de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des outils de planification qui visent à fixer les objectifs d'utilisation, de valorisation et de protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Leur objectif est de définir et mettre en œuvre une politique locale cohérente afin de concilier la satisfaction des divers usages de l'eau (domestiques, agricoles, industriels, pêche etc.), sans porter d'atteinte irréversible à la ressource en eau et aux milieux aquatiques.

Le bassin versant de la Sioule a été identifié par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne de 1996 comme un territoire prioritaire pour la mise en place d'un SAGE

Le périmètre d'élaboration du SAGE a été fixé par arrêté préfectoral le 9 décembre 2005. Il s'étend des sources de la Sioule au niveau du lac des Servières, jusqu'à la confluence avec l'Allier à Contigny.

Celui-ci a été approuvé par un arrêté en février 2014. 5 enjeux ont été définis :

- Enjeu 1 : Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides
- Enjeu 2 : Préserver, améliorer et sécuriser la qualité des eaux
- Enjeu 3 : Préserver et améliorer la quantité des eaux
- Enjeu 4 : Protéger les populations contre les risques d'inondations
- Enjeu 5 : partager et mettre en œuvre le SAGE

#### Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Elaboré conjointement par l'Etat et la Région Auvergne et approuvé par le conseil régional d'Auvergne. Ce document est pris en compte dans le SRADDET.

#### Le Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne

Approuvé en avril 2005, ce schéma a pour rôle d'encadrer la rédaction des plans simples de gestion, des règlements types de gestion et des codes de bonnes pratiques sylvicoles qui doivent lui être conformes. A ce titre, il constitue le document de référence pour leur agrément. Il a été rédigé dans le souci d'une gestion durable. La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à

satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et international.

Ce schéma fixe 6 objectifs :

- la conservation et l'amélioration appropriée des ressources forestières et de leur contribution aux cycles mondiaux du carbone
- le maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers
- le maintien et l'encouragement des fonctions de production des forêts
- le maintien, la conservation et l'amélioration appropriée de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers
- le maintien et l'amélioration appropriée des fonctions de protection de la gestion des forêts (notamment sols et eau)
- le maintien d'autres bénéfices et conditions socio-économiques.

### Le plan Biodiversité

Le Plan biodiversité a été présenté à l'occasion du premier comité interministériel pour la biodiversité début juillet 2018. La lutte contre l'érosion de la biodiversité constitue une priorité de l'action du gouvernement au même titre que la lutte contre le changement climatique.

Ce plan est articulé autour de 6 axes thématiques pour :

- reconquérir la biodiversité dans les territoires ;
- construire une économie sans pollution et à faible impact pour la biodiversité ;
- protéger et restaurer la nature dans toutes ses composantes ;
- développer une feuille de route européenne et internationale ambitieuse pour la biodiversité ;
- connaître, éduquer, former ;
- améliorer l'efficacité des politiques de biodiversité.

La limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est réaffirmée pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette ».

### Le plan Régional d'Agriculture Durable (PRAD)

Le plan régional de l'agriculture durable (PRAD) a été approuvé, le 24 février 2012, par le préfet de la région Rhône-Alpes. Créé par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, le PRAD fixe les orientations stratégiques de l'Etat pour l'agriculture et l'agroalimentaire, et les traduit en projets opérationnels.

L'objectif de ce plan est de permettre à l'agriculture et à l'agroalimentaire de répondre à un triple défi : le défi alimentaire, le défi territorial et le défi environnemental, dans un contexte socio-économique en changement.

### La stratégie régionale eau-air-sol-énergie

La stratégie Eau-Air-Sol-Énergie d'Auvergne-Rhône-Alpes constitue une feuille de route ambitieuse et globalement structurée incluant des objectifs chiffrés à 2027 ou 2040, une gouvernance multi-niveau, une déclinaison départementale précise, et l'ajout récent d'un volet énergie pour répondre aux besoins de la transition écologique.

Origines et évolution

- Lancement officiel : initialement lancée le 28 mai 2021 par le préfet de Région, cette stratégie visait à améliorer la qualité de l'eau, de l'air et réduire la pollution des sols
- Evolution en 2023/2024 : la stratégie est révisée et enrichie d'un volet énergétique, devenant ainsi la stratégie Eau-Air-Sol-Énergie, alignée avec les priorités nationales de la Planification écologique (France Nation Verte) dès décembre 2023 et début 2024.

Cette stratégie a pour objectif de soutenir les bonnes initiatives jusqu'à l'inversion des tendances, afin de maintenir les conditions du développement économique et humain de la région Auvergne-Rhône-Alpes tout en préservant ses milieux naturels. Elle invite à considérer le coût global de tout projet d'aménagement à long terme, au-delà de ses effets à court terme. Elle ne vise pas à freiner le développement, mais à le réorienter en assurant à la fois l'équilibre entre les activités, la préservation de l'environnement et la conciliation des différents usages de l'eau, de l'air et du sol. Elle plaide pour un développement qui ne soit pas systématiquement synonyme de pression accrue et invite à appliquer pleinement la séquence éviter-réduire-compenser en donnant la priorité à l'évitement.

Pour mettre en œuvre concrètement cette ambition, la stratégie fixe un certain nombre d'objectifs de résultat chiffrés à court terme (2027) avec des perspectives de long terme (2040).



Ces objectifs découlent d'orientations législatives nationales et européennes mais peuvent aussi être plus ambitieux, faisant par là-même de la région Auvergne-Rhône-Alpes un territoire d'expérimentation.

Thème	Objectifs fixés pour 2027 et 2040	Actions clés
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre 60 % des masses d'eau en bon état d'ici 2027, et 100 % d'ici 2040.</li> <li>- Réduire les prélèvements de 10 % d'ici 2025 et de 25 % d'ici 2035.</li> <li>- Rétablir l'équilibre des ressources en eau dans les bassins déficitaires d'ici 2027</li> </ul>	Plan Eau 53 mesures, captages prioritaires, sobriété, retenues, gouvernance locale
<b>Air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire de 50 % le nombre de jours de dépassement des seuils réglementaires de pollution d'ici 2027.</li> <li>- Se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé pour la qualité de l'air d'ici 2040</li> </ul>	ZFE-m, sensibilisation, aides conditionnelles
<b>Sol</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) des sols en 2040.</li> <li>- Réduire d'au moins 50 % la consommation foncière réelle d'ici 2027 par rapport à la moyenne 2013–2017</li> <li>- Dédier 5 % du territoire régional à une protection forte pour 2040</li> </ul>	Gouvernance ZAN, reconversion de friches, renaturation
<b>Energie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Viser la neutralité carbone d'ici 2050, en intégrant les enjeux liés aux énergies renouvelables dans la stratégie</li> </ul>	Développement des ENR, méthanisation, collectifs partenariaux, financements régionaux

### PCAET

Les Plans Climat Air-Energie Territoriaux (PCAET) permettent aux collectivités de planifier leurs politiques en termes d'atténuation du changement climatique (en réduisant les consommations d'énergie et les émissions de GES et en produisant des énergies renouvelables) et d'adaptation du territoire à ses effets inéluctables (préservation de la biodiversité, développement des circuits de production et de consommation dits de « proximité », préservation de la qualité de l'air...).

Ils sont désormais rendus obligatoires pour les EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants par la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat.

Pour ce qui est de la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne, le PCAET a été élaboré sous l'impulsion du SDE 03 (Syndicat Des Energies) et un regroupement de bureaux d'étude a accompagné la Communauté de communes pour lancer cette démarche. La phase diagnostic a été initiée en janvier 2019, suivie de l'élaboration de la stratégie.

Début 2020, à l'issue d'une phase de consultation, le plan d'action a été défini. Le PCAET a été déposé le 21 janvier 2021, validé par les services de l'Etat le 17 mars 2021, et entériné le 21 avril 2021 par la MRAe (mission régionale d'autorité environnementale).

La Communauté de communes a engagé un plan d'actions complet et opérationnel déployé sur 6 axes :

- AXE 1 – Collectivité exemplaire
- AXE 2 – Sobriété et efficacité énergétique
- AXE 3 – Développement raisonné des Energies Renouvelables et locales
- AXE 4 – Adapter les pratiques du territoire aux enjeux du climat de demain
- AXE 5 – Un territoire aux mobilités adaptées
- AXE 6 – Développer l'économie locale et circulaire

### PDH

Un Plan Départemental de l'Habitat (PDH) est élaboré dans le département suivant les dispositions de l'article L.302-10 et du code de la construction et de l'habitation afin d'assurer la cohérence entre les politiques d'habitat menées dans les territoires couverts par un PLH et celles menées dans le reste du département.

### 3. LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Source : dossier complet de l'INSEE, paru en février 2024 (RP2009, RP2014 et RP2020 au 01/01/2023).

#### 3.1. CONTEXTE GENERAL

Le territoire du SCot Saint-Pourçain Sioule Limagne compte 33 906 habitants en 2020 selon l'INSEE.

C'est un territoire qui semble connaître un **nouveau « souffle » démographique depuis 1999**, porté par un **solde migratoire positif**.

En termes de répartition de la population, la hiérarchie du territoire se dessine distinctement. Le territoire s'organise ainsi autour de deux polarités démographiques principales que sont Gannat (5 841 habitants) et Saint-Pourçain-sur-Sioule (5 090 habitants).

Secondement, plusieurs communes réparties sur le territoire comportent plus d'un millier d'habitants : Ebreuil (1 252 habitants), Broût-Vernet (1 194 habitants), Chantelle (1 061 habitants) et Bellenaves (1 016 habitants).

Malgré une augmentation globale de la population entre 1999 et 2015, différentes dynamiques démographiques sont à noter, tant du point de vue territorial que temporel.

Les polarités principales de Gannat et Saint-Pourçain-sur-Sioule ont perdu des habitants sur l'intervalle 1999-2010 avant de retrouver une dynamique démographique positive à compter de 2010.

Concernant les pôles secondaires, Bellenaves et Broût-Vernet connaissent une croissance démographique continue depuis 1999 alors qu'on observe une baisse de la population à Ebreuil et Chantelle à compter de 2010.

Il convient de souligner le dynamisme démographique sur la partie sud/sud-est du territoire, qui semble bénéficier des influences extérieures (influence de Vichy Agglomération notamment).

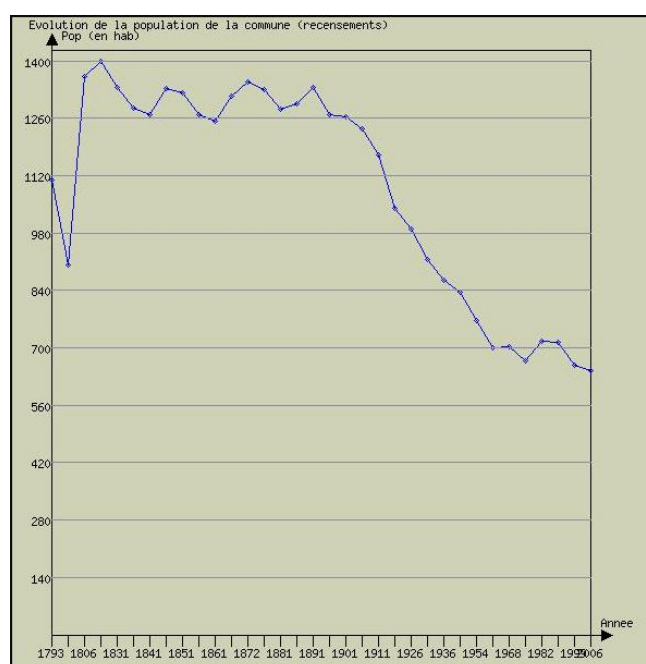
Enfin, il faut rappeler le contexte démographique plus difficile sur la partie nord du territoire, phénomène qui s'observe aussi en dehors du territoire (secteur peu dense et peu dynamique entre Moulins et Montluçon).

#### 3.2. CONTEXTE COMMUNAL

##### Un territoire autrefois plus peuplé

Saint-Bonnet-de-Rochefort fut un territoire plus habité de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : la population communale comprenait alors entre 900 et 1 350 habitants, avec un pic haut à 1 394 habitants en 1821.

Par la suite, la commune subit une baisse démographique durant tout le 20<sup>e</sup> siècle (marqué par les guerres mondiales et l'exode rural). La commune compte 1 260 habitants en 1901 et ils ne sont plus que 656 en 1999.



Evolution démographique historique – Saint-Bonnet-de-Rochefort – Source : <http://cassini.ehess.fr/fr/html/>

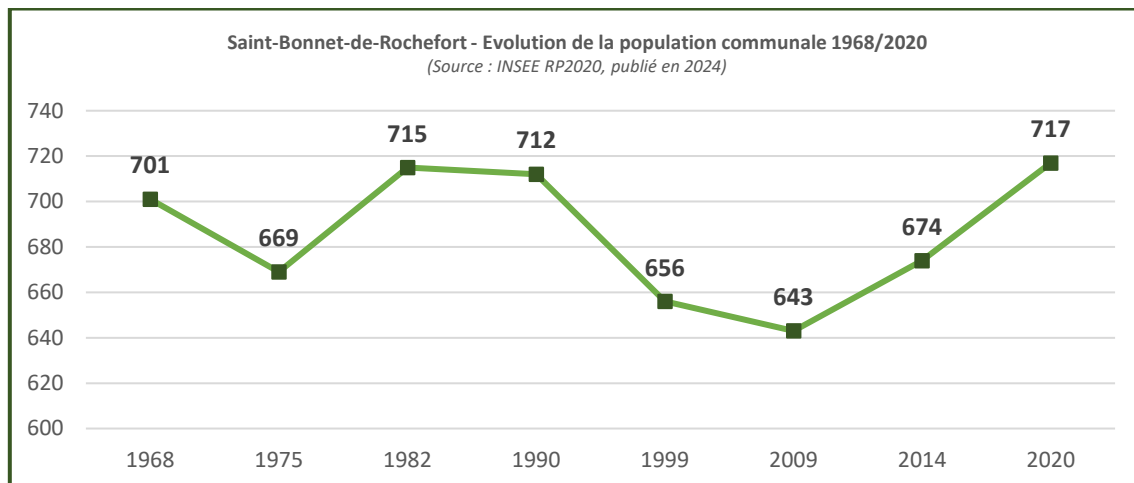


### Une évolution en dent de scie depuis 1968

La commune a connu une évolution en dent de scie depuis 1968 avec une période de baisse entre 1968 et 1975 suivie d'une période d'augmentation de la population entre 1975 et 1982 et puis de nouveau une plus longue période de diminution de celle-ci entre 1982 et 2009.

### Une reprise démographique depuis les années 2010

Après une longue période d'affaiblissement démographique, le territoire bénéficie d'un renouveau démographique. Selon les chiffres de l'Insee, la population communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort est de 717 habitants en 2020. La reprise démographique s'est traduite par l'accueil d'environ 74 habitants en 11 ans, soit une moyenne de 6,7 habitants/an.

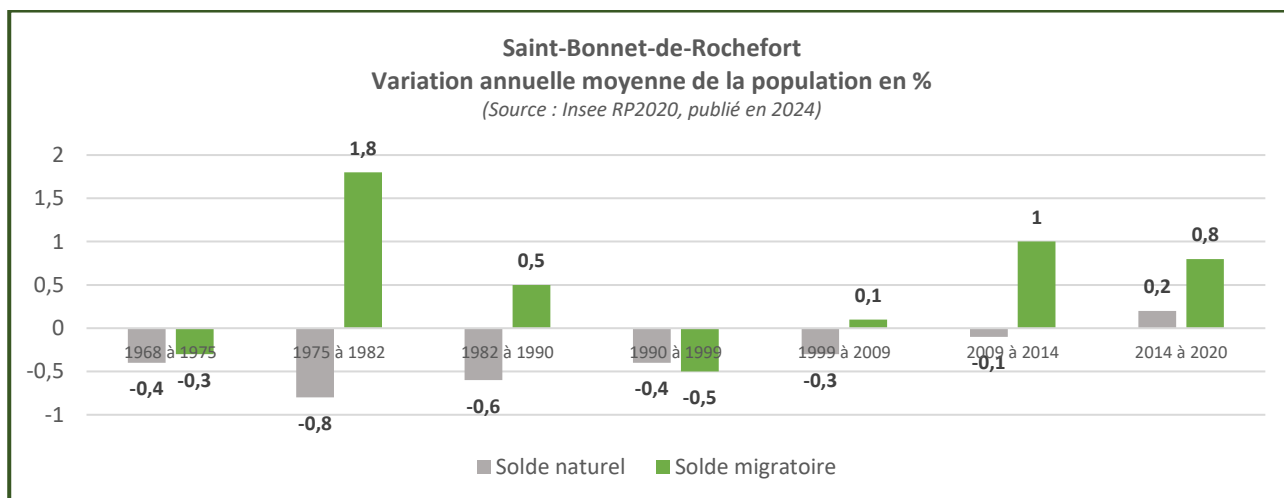


### Une croissance communale cependant plus forte que celle de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne

Le taux annuel moyen de croissance de la commune est positif depuis les années 2010. Cette situation tranche avec celles de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne et du département de l'allier, qui connaissent une évolution beaucoup plus faible.

Source : INSEE, RGP 1968 à 2020	Variation annuelle moyenne de la population en %						
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014	2014 à 2020
<b>Saint-Bonnet-de-Rochefort</b>	-0.7%	+0.9%	-0.1%	-0.9%	-0.2%	+0.9%	+1.0%
<b>CC SPSL</b>	-0.7%	-0.5%	-0.4%	+0.1%	+0.4%	+0.1%	+0.1%
<b>Allier</b>	-0,3%	-0,3%	-0,4%	-0,4%	-0,0%	-0,0%	-0,4%

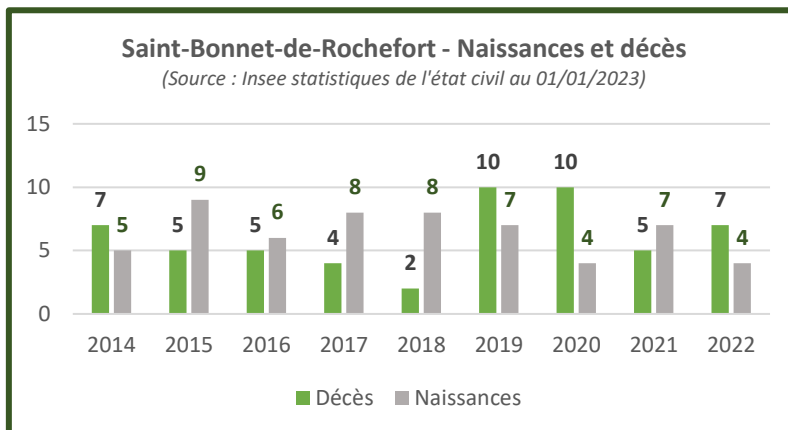
### 3.3. UNE CROISSANCE PORTEE PAR L'ACCUEIL DE NOUVEAUX HABITANTS



**Solde migratoire :** différence entre le nombre de personnes entrant sur le territoire et le nombre de personnes sorties au cours de l'année  
**Solde naturel :** différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours de l'année.

**Le renouvellement de la population s'effectue surtout par l'accueil de nouvelles populations, phénomène entraînant par rebond, un solde naturel positif.**

Au début de la reprise démographique au tournant des années 2010, c'est l'accueil de nouvelles populations qui a été le moteur principal de la relance. On note d'ailleurs un taux exceptionnellement haut du solde migratoire sur la période 2009-2014.



Par la suite, l'accueil de ces nouvelles populations s'est traduit par une croissance positive du solde naturel.

Le solde naturel est assez faible (du fait de l'équilibre naissances/décès) mais reste positif. En 2022, la commune compte 4 naissances contre 7 décès.

Cette situation diffère de celles de la CC Saint-Pourçain Sioule et Limagne et du département de l'Allier, pour lesquels, la croissance est plus faible, portée plutôt par le solde migratoire uniquement.

### 3.4. L'EQUILIBRE DES POPULATIONS

#### 3.4.1. Les classes d'âges : une population encore jeune ...

Saint-Bonnet-de-Rochefort dispose d'une assez bonne répartition des classes d'âges, mettant en avant une population jeune.

Plus de la moitié de la population de Saint-Bonnet-de-Rochefort soit 51% a moins de 45 ans. La part des plus de 75 ans est faible, en particulier par rapport aux territoires de comparaison.

Source : INSEE, RGP 2020

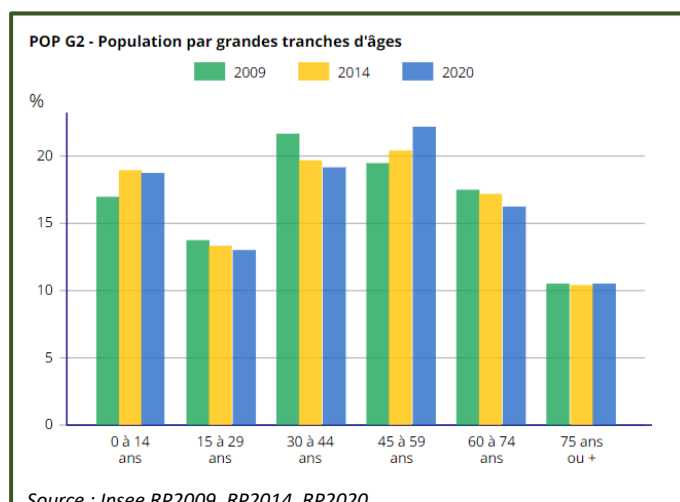
	Population par tranche d'âge (en %)			
	Saint-Bonnet-de-Rochefort		CC SP SL	Allier
	2009	2020	2020	2020
0-14 ans	17.0	18.8	16.1	14.9
15 – 29 ans	13.8	13.0	13.3	14.2
30 – 44 ans	21.7	19.2	16.6	15.5
45 – 59 ans	19.5	22.2	21.0	20.3
60 – 74 ans	17.5	16.3	20.4	21.4
75 et +	10.5	10.5	12.7	13.7

La part des moins de 15 ans est supérieure à celle des territoires de comparaison ; et connaît une évolution communale positive (ils représentaient 17% de la population totale en 2009, contre 18.8% en 2020). Cet indice confirme la hausse des naissances sur la commune sur cette période.

La part des 15-29 ans est moins bien représentée mais reste similaire que celle des territoires de comparaison.

La part des 30-44 ans est supérieure (19.2%) à celles de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (16.6%) et du Département (15.5%). Néanmoins, cette catégorie de la population connaît une baisse, passant de 21.7% de la population totale en 2009, à 16.2% en 2020. Cet indice révèle des signes de de vieillissement à venir.

La part des 45-59 ans est légèrement supérieure à celles de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne et de l'Allier. Il s'agit de



la catégorie ayant le plus évolué : la part des 45-59 ans représentaient 19.5% de la population en 2009, contre 22.2% en 2020. Cette évolution révèle également des signes de vieillissement.

La part des 60-74 ans est nettement plus faible que celle des territoires de comparaison. De plus, elle a diminué passant de 17.5% en 2009 contre 16.3% de la population totale en 2020.

La part des plus de 75 ans est également inférieure à celle de la Communauté de communes et du Département ; et elle est constante depuis 2009.

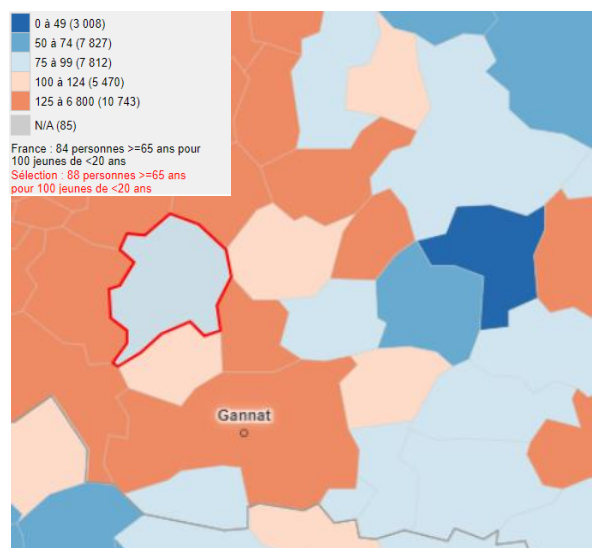
### 3.4.2. ... mais avec des signes avant-coureurs de vieillissement

L'indice de jeunesse sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est de 93 personnes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 60 ans, confirmant une population communale relativement jeune.

L'indice de vieillissement sur la commune indique 88 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans, traduisant ainsi ses signes de vieillissement de la population communale.

Cet indice reste cependant plus faible qu'à l'échelle de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (122 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans), et du département de l'Allier (136 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans).

Ces indicateurs montrent une population encore jeune, mais il ne faut pas mettre de côté les signes avant-coureurs d'un vieillissement des populations. Il est nécessaire de permettre un accueil régulier de nouveaux habitants, en diversifiant le profil de ces derniers : cibler notamment les jeunes ménages.



<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive>

## 3.5. UNE TAILLE DES MENAGES QUI DIMINUE

*Ménages : ensemble des occupants d'un même logement (résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent.*

La commune compte 310 ménages en 2020 contre 272 en 2010. Le nombre de ménages augmente.

En revanche, depuis 1968, la moyenne de la taille des ménages a diminué sur la commune, ce qui est conforme à la tendance nationale. Cela est dû à l'évolution des modes de vie au sein de la société française, avec un nombre plus important de divorces, des structures familiales plus diversifiées et une augmentation générale de personnes vivant seules.

On constate que le phénomène de desserrement des ménages(\*) n'épargne pas la commune.

Le nombre moyen d'occupants par résidence principale baisse régulièrement depuis plusieurs décennies.

(\*) Le desserrement des ménages est un phénomène national. La diminution de la taille des ménages (liée au vieillissement, au développement des familles monoparentales...) accroît significativement la demande en logement et participe largement au dynamisme de la construction neuve depuis plusieurs années. Elle a également une incidence sur la demande locative de logements et la demande de logements adaptés à des besoins spécifiques.

En moyenne, la commune compte environ 2.31 personnes par ménage en 2020, soit une taille des ménages légèrement supérieure à la moyenne des territoires de comparaison.

Depuis 1968 ans, la taille des ménages est en baisse sur la commune passant d'environ 2.9 personnes par ménage en 1968 à 2.4 personnes en 1999 puis 2.3 en 2020.

Taille des ménages en 2020 (RGP Insee 2020)		
Saint-Bonnet-de-Rochefort	CC SPSL	Allier
2,31	2,11	1.99

### 3.6. UNE PART IMPORTANTE DE MENAGES EN COUPLE

Les ménages constitués de couples sont majoritaires (63% des ménages de la commune). Néanmoins, il y a une répartition globalement équilibrée avec la même part de ménages d'une personne, de couples sans enfant et de couples avec enfants. Ils représentent chacun environ 31% des ménages de la commune.

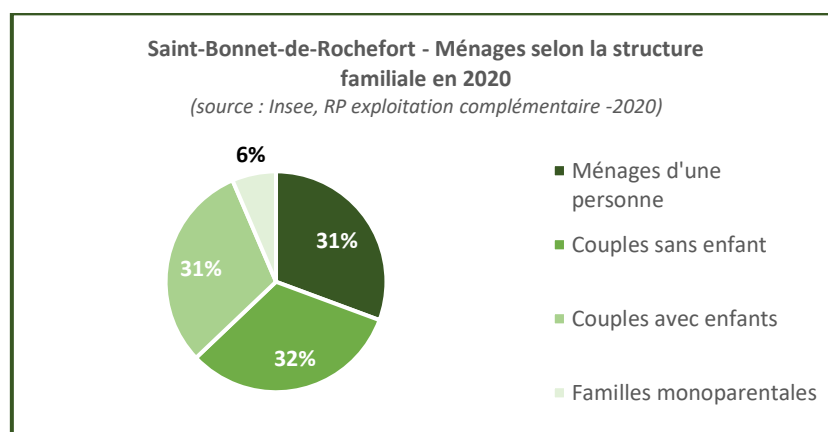
La part des ménages d'une personne est inférieure à celle du département (41% en 2020) et de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (36%).

A l'inverse, la part des couples sans enfant est légèrement supérieure à la part à l'échelle du département (29%). La part est en revanche similaire à celle de la CC. Il en est de même pour les couples avec enfants (20% des ménages pour l'Allier et 23% pour la Communauté de communes).

La part des ménages la plus faible est celle des familles monoparentales (6% des ménages de la commune). Elle est légèrement supérieure à l'échelle du département (8%) et de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (8%).

Les autres ménages sans famille ont disparu, passant de 2.9% des ménages en 2010 à 0% en 2020. Ces ménages représentent 1% des ménages du département de l'Allier et de la Communauté de communes.

Excepté la part des familles monoparentales (10% des ménages en 2010 contre 6% en 2020) et des ménages sans famille qui ont diminué depuis 2010, les autres types de ménages ont subi une augmentation.



La diversification de l'offre de logements contribue à maintenir une diversité des tailles et formes de ménages, essentielle pour maintenir un équilibre démographique.

L'analyse de la structure des ménages est un des indicateurs permettant de cibler une offre de logements adaptée aux besoins.

### 3.7. LA POPULATION ACTIVE

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort constate une augmentation significative de la part des actifs de 15-64 ans ayant un emploi sur la période 2009-2020.

La part de chômeurs a également augmenté sur la période 2009-2020. Cette part reste comparable à celle de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (également en augmentation, passant de 7.6% de chômeurs en 2009 à 8.2% en 2020).

La part d'inactifs (élèves, étudiants, retraités, autres) a nettement diminué sur la période. Cette part est inférieure à celle de la CC SPSL (24.8% en 2020) et à celle du département (26.9%).

Population de 15 à 64 ans par type d'activité (Source : Insee RP2009 et RP2020)	Saint-Bonnet-de- Rochefort	
	2009	2020
<b>Actifs</b>	72.7%	78.1%
<b>Actifs ayant un emploi</b>	66.0%	70.4%
<b>Chômeurs</b>	6.7%	7.8%
<b>Inactifs</b>	27.3%	21.9%
<i>Dont élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés</i>	8.4%	9.2%
<i>Dont retraité et pré-retraités</i>	13.4%	6.6%
<i>Dont autres inactifs</i>	5.5%	6.1%

Saint-Bonnet-de-Rochefort - % des CSP (catégories socio professionnelles)			
Source : Observatoire des territoires	% des CSP en 2009	% des CSP en 2020	% des CSP en 2020 Département Allier
<b>Agriculteurs exploitants</b>	3.1	2.5	1.7
<b>Artisans, commerçants, chefs d'entreprise</b>	6.2	5.1	3.4
<b>Cadres et professions intellectuelles supérieures</b>	6.9	6.8	4.5
<b>Professions intermédiaires</b>	10	14.4	11.2
<b>Employés</b>	16.2	10.2	15.5
<b>Ouvriers</b>	18.5	14.4	12.9
Population active ayant un emploi des 25 ans à 54 ans, par catégorie professionnelle au lieu de résidence (population active occupée et chômeurs)			

L'analyse de l'évolution des catégories socioprofessionnelles met en évidence :

- Une augmentation des professions intermédiaires
- Une stabilité des cadres
- Une baisse des autres CSP.

Malgré la forte baisse des agriculteurs sur la commune, cette CSP est cependant mieux représentée qu'à l'échelle départementale.

### 3.8. LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

Le nombre d'emplois dans la commune est de 245 en 2020. Cela représente une hausse ces dernières années puisque qu'ils étaient de 231 en 2009.

Cependant, l'indicateur de concentration de l'emploi a fortement diminué en 10 ans, alors même que le nombre d'actifs ayant un emploi et résidant dans la commune a augmenté (270 en 2009 puis 304 en 2020).

Au niveau de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne, cet indicateur est de 83.8 emplois pour 100 actifs résidant dans le territoire. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est donc un pôle d'emploi assez important au sein de l'intercommunalité.

Insee RP2009 et RP2020	Saint-Bonnet-de-Rochefort	
	2009	2020
Nombre d'emplois dans la zone	231	245
Actifs ayant un emploi résidant dans la commune	270	304
Indicateur de concentration d'emploi	85.6	80.6
Taux d'activités parmi les 15 ans ou + en %	55.7%	57.9%

### 3.9. LE NIVEAU DE REVENUS

En 2021, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort compte 296 ménages fiscaux.

Les indicateurs mettent en exergue un niveau de revenu légèrement supérieur à ceux de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne et du Département.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccma, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)	Saint-Bonnet-de- Rochefort	CC SPSL	Allier
Nombre de ménages fiscaux	296	15 501	160 041
Part des ménages fiscaux imposés	ss	44.8%	45.3%
Médiane du revenu disponible par unité de consommation	21 880	21 670	21 500
Taux de pauvreté	ss	13.6%	16.2%
Pour des raisons de secrets statistiques, certains indicateurs ne peuvent être renseignés (échantillon trop faible).			

### 3.10. LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

#### Les perspectives de l'Insee

Le portrait de l'Allier dressé dans une lettre de l'Insee présente une photographie de 2010 pour dessiner le département en 2040.

« Le renouveau attractif, constaté ces dernières années, ne serait pas suffisant pour contrecarrer la décroissance démographique naturelle mais il la limiterait fortement », écrit l'Insee. **L'Allier ferait ainsi partie des sept départements français dont la population baisserait ces trente prochaines années.**

La tendance ne toucherait cependant pas tous les secteurs de l'Allier avec la même puissance. L'arrondissement de Vichy gagnerait 2% d'habitants à l'horizon 2040 quand ceux de **Moulins en perdraient 2 %** et de Montluçon 5 %.

L'Allier fait partie des départements où la part des personnes très âgées parmi les seniors est la plus élevée. Face à ce vieillissement marqué se posent les questions du maintien à domicile des personnes âgées et de la dépendance.

Source : Marylène Gauvin, INSEE ANALYSES, « La Lettre » de l'Insee Auvergne, n°96, novembre 2013, « L'Allier à grands traits ».

Le portrait de la région Auvergne Rhône Alpes dressé dans une lettre de l'Insee présente des projections de développement à l'horizon 2050.

« Dans un contexte national de ralentissement démographique et de vieillissement de la population, la région Auvergne-Rhône-Alpes enregistrerait d'ici 2050 une croissance démographique rapide supérieure à la moyenne française. Sous réserve de la poursuite des tendances actuelles, la Haute-Savoie et l'Ain concentreraient 30 % de l'accroissement de population régional grâce à leur attractivité résidentielle. Les départements jeunes et urbains du Rhône, de l'Isère et du Puy-de-Dôme auraient une croissance démographique supérieure à la moyenne régionale. La Savoie, la Drôme et l'Ardèche connaîtraient des évolutions similaires mais le vieillissement de la population y serait plus prononcé. **Les dynamiques démographiques seraient moins favorables dans la Loire, en Haute-Loire, dans l'Allier et le Cantal. Ce dernier département devrait même perdre des habitants du fait d'un déficit naturel prononcé.** »

Source : Simon Desgouttes, Axel Gilbert, INSEE ANALYSES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, No 41, Paru le : 22/06/2017.

En 2013 et 2017, les études Insee ont quelque peu évolué. Les projections de 2017 à l'horizon 2050, sont un peu moins pessimistes, en affichant une potentielle **évolution annuelle moyenne de 0.07% sur le département de l'Allier.**

#### Le SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été **approuvé** en Conseil communautaire le 17 octobre 2022.

**La croissance démographique visée à l'échelle de la Communauté de Communes est d'environ +0.36% par an en moyenne de 2020 à 2040.**

Le DOO indique que « chaque commune déterminera un objectif qui lui sera propre en s'appuyant notamment sur les tendances démographiques récentes ».

La répartition de l'objectif de croissance démographique au sein de l'armature territoriale est recommandée comme suit :

- Entre 0,50 et 0,60 % pour les pôles principaux ;
- Entre 0,30 et 0,50 % pour les pôles de proximité ;
- Entre 0,30 et 0,40 % pour les pôles industriels, dont fait partie Saint-Bonnet-de-Rochefort ;
- Entre 0,15 et 0,30 % pour les autres communes du territoire.

### **Perspectives de développement : Saint-Bonnet-de-Rochefort en 2035**

Les perspectives de développement de la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort à 10 ans se basent sur plusieurs scénarii :

- Une évolution basée sur 0.30%/an, correspondant à la projection basse du SCOT.
- Une évolution basée sur 0.40%/an, correspondant à la projection haute du SCOT.
- Une évolution basée sur les projections générales de l'Insee à l'échelle du département et à l'horizon 2050, en affichant une potentielle évolution annuelle moyenne de +0.07% sur le département de l'Allier.

#### Projections sur la DEMOGRAPHIE

	Scénario croissance comparable au département de l'Allier <b>-0.4%</b>	<b>Scénario des projections INSEE</b> <i>Département de l'ALLIER en 2050</i> <b>: +0.07%/AN</b>	Croissance comparable à la CC SPSL <b>+0.1%</b>	Scénario bas SCOT <b>+0.30%</b>	Scénario haut SCOT <b>+0.40%</b>	Croissance comparable à la période 2009-2014 <b>+0.9%</b>	Croissance comparable aux dernières années <b>+1%</b>
<b>Nombre d'habitants en 2020</b>	717						
<b>Nombre d'habitants en 2035</b>	675 (-42 hab.)	725 (+8 hab.)	728 (+11 hab.)	750 (+33 hab.)	761 (+44 hab.)	820 (+103 hab.)	832 (+115 hab.)

Ces estimations permettent d'avoir une idée des pistes de développement. Un équilibre doit être recherché. Afin d'éviter les éventuels effets de sursaut ponctuel, un scénario de croissance intermédiaire est envisageable.

#### **Ce qu'il faut retenir :**

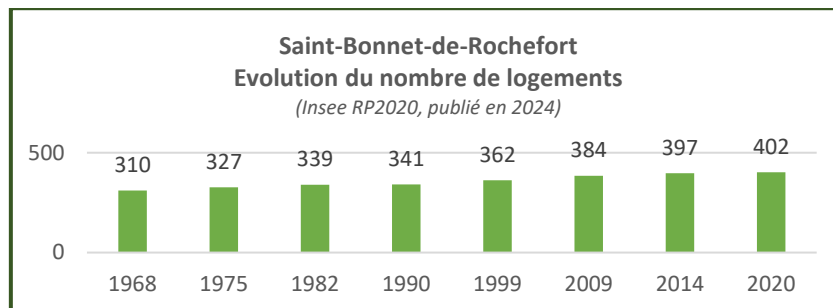
- La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est identifiée comme un pôle industriel du SCOT.
- Une évolution démographique en dent de scie mais positive depuis 10 ans.
- Le renouvellement de la population s'effectue à la fois par l'accueil de nouvelles populations, phénomène entraînant par rebond, un solde naturel positif.
- Une population encore jeune mais avec des signes avant-coureurs de vieillissement.

## 4. HABITAT

Sources : Dossier complet Insee, paru en février 2024 ; observatoire des territoires ; statistiques locales de l'Insee.

Le territoire du SCoT de la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne concentre environ 9% du parc de logements à l'échelle de l'Allier.

### 4.1. EVOLUTION DE LOGEMENTS



Selon l'Insee, Saint-Bonnet-de-Rochefort compte 402 logements en 2020.

Le parc des logements connaît une augmentation plutôt constante depuis 1968, contrairement à l'évolution des populations. La dynamique de production de logements la plus forte sur la commune est la période 1999-2009.

➡ Sur les 11 dernières années (2009-2020), la production de nouveaux logements sur Saint-Bonnet-de-Rochefort est de l'ordre de +18 logements, soit 1.6 logements par an selon les données INSEE.

La dynamique communale est globalement comparable à celle de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne

INSEE, RGP 1968 à 2020	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2014	2014-2020
Taux de variation annuel moyen des logements							
<b>Saint-Bonnet-de-Rochefort</b>	+0.77%	+0.52%	+0.07%	+0,67%	+0,67%	+0.67%	+0,19%
<b>CC SPSL</b>	+0.55%	+0.84%	+0,58%	+0.33%	+0.78%	+0,69%	+0,37%

Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive>

### 4.2. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se caractérise par :

- **Une majorité de résidences Principales.** Leur part est similaire à celle des territoires de comparaison.
- **Les résidences secondaires : leur part fluctue, est en légère hausse sur la dernière période.** Cette catégorie de logement est par contre, bien supérieure à celle des territoires de comparaison.
- **Une part non négligeable de logements vacants (8.5% du parc en 2020).** Elle est néanmoins bien inférieure à celle des territoires de comparaison.

Evolution des logements (en %)					
Source : INSEE, RP2020	Saint-Bonnet-de-Rochefort			CC SPSL	Allier
	2009	2014	2020	2020	2020
<b>Résidences principales</b>	71.6	71.8	76.6	76.9	77.9
<b>Résidences secondaires</b>	15.8	13.5	14.9	10.1	7.2
<b>Logements vacants</b>	12.6	14.7	8.5	13.0	14.9

Une partie de la vacance se trouvant dans le centre bourg, les villages et les hameaux, ce phénomène peut trouver plusieurs explications, et notamment :

- Des possibilités au recours à la construction neuve en périphérie du bourg, plus facile et accessible que la reprise de bâtiments vacants, et qui n'incite donc pas à encourager l'utilisation de ce patrimoine ;



- Des logements secondaires issus d'un patrimoine familial qui se détériorent et deviennent un patrimoine aujourd'hui vacant, faisant l'objet d'une rétention foncière importante et ne répondant plus aux normes de confort actuelles.

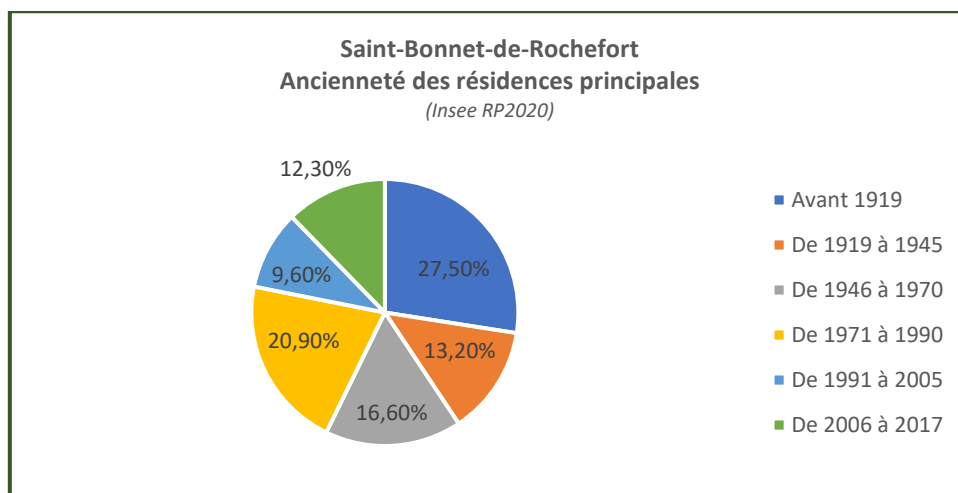
	2009	%	2014	%	2020	%
<b>Ensemble</b>	<b>384</b>	<b>100,0</b>	<b>397</b>	<b>100,0</b>	<b>402</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	275	71,6	285	71,8	308	76,6
Résidences secondaires et logements occasionnels	61	15,8	54	13,5	60	14,9
Logements vacants	48	12,6	59	14,7	34	8,5

*Evolution des logements sur Saint-Bonnet-de-Rochefort – Insee, RP2009, RP2014 et RP2020*

#### 4.3. UNE VACANCE DES LOGEMENTS QUI SE RESORBE

Le taux de logements vacants est de 8.5% en 2020 selon l'Insee, soit 34 logements. Ce nombre est moins important que les années précédentes où on dénombrait 48 logements vacants sur le territoire communal en 2009 (soit 12.6% du parc de logements) et 59 logements en 2014 (soit 14.7% du parc de logements). Le taux de logements vacants pour l'année 2020 est donc bien inférieur à celui des territoires de comparaison.

On peut mettre en lien cette augmentation de logements vacants notamment entre 1990 et 2014 avec l'ancienneté du parc de logement. En effet, plus de la moitié des résidences principales de Saint-Bonnet-de-Rochefort ont été construites avant 1970 et plus d'un quart d'entre elles avant 1919. Le parc de logement était donc déjà ancien et potentiellement dégradé.



#### 4.4. LA MAISON INDIVIDUELLE RESTE LE MODE D'HABITER EXCLUSIF

Un parc de logements tourné quasi exclusivement vers de l'individuel. Les maisons représentent 98% des logements.

D'après les données Insee, il n'est recensé que 8 appartements sur la commune, soit 2% des logements ; un taux bien inférieur aux territoires de comparaison (9.7% pour la CC et 27.6% pour le département).

Source : INSEE, RP 2020	Saint-Bonnet-de-Rochefort	CC SP SL	Allier
<b>Maisons</b>	394 (98%)	89.6%	71.6 %
<b>Appartements</b>	8 (2%)	9.7%	27.6%

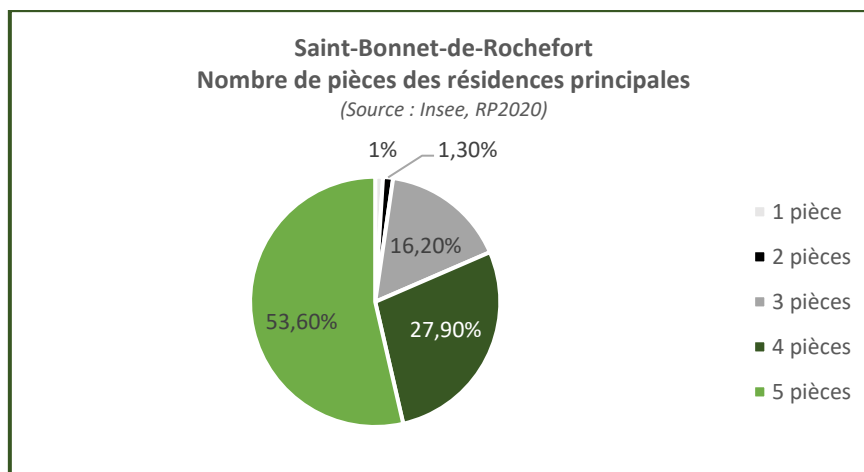
Cela s'explique compte-tenu du caractère rural de la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

L'appellation « maison individuelle » masque cependant des formes d'habitat plus diversifiées puisque la majorité des constructions datent d'avant 1919 et correspondent à des formes d'habitat anciennes (nombreuses fermes anciennes).

Le parc de résidences principales se répartit principalement en logements de grande taille (type 5 et type 4) avec une moyenne de 4.3 pièces par logement.

La commune compte peu de petits logements : trois de 1 pièce et quatre de 2 pièces.

Il faut néanmoins souligner que Saint-Bonnet-de-Rochefort est un territoire où le besoin en logements de petites tailles existe mais ne doit pas être surdimensionné.



#### 4.5. LE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL

Une bonne répartition entre propriétaires et locataires est nécessaire pour attirer différents types de ménages et permettre un certain turn-over sur la commune.

Le parc de logements est occupé majoritairement par les propriétaires (81.8 %). Cette part est supérieure à celle du département de l'Allier et aussi du territoire intercommunal.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort compte, selon l'Insee, 15 logements sociaux. De plus, il y a actuellement 20 demandes actives sur le territoire communal.

Source Insee RP 2020	Saint-Bonnet-de-Rochefort	CC SPSL	Allier
<b>Propriétaires</b>	252 (81.8%)	71.9%	65.1%
<b>Locataires</b>	48 (15.6%)	25.9%	32.9%
<i>Dont locataire d'un logement HLM loué vide</i>	15 (4.9%)	4,3%	9.9%
<b>Logés gratuitement</b>	8 (2.6%)	2,2%	2 %

Le site internet sur la demande-logement-social.gouv.fr indique l'existence de 13 logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2023, de l'organisme « Allier Habitat ». La mairie indique elle aussi l'existence de 13 logements sociaux sur son territoire.

Statistiques des logements INDIVIDUELS pour cette commune

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2023	Délais moyen d'attribution dans cette commune (en mois)	Indicateur de pression de la demande
T1	0	0	0	NP	NP
T2	0	5	0	NP	NP
T3	4	13	0	NP	NP
T4	6	9	2	4	4,5
T5	0	1	0	NP	NP
T6 et plus	0	0	0	NP	NP

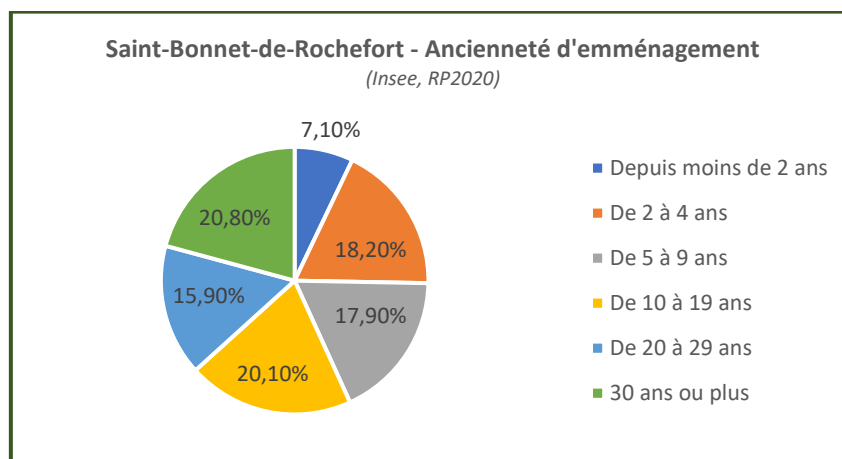
Statistiques des logements COLLECTIFS pour cette commune

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2023	Délais moyen d'attribution dans cette commune (en mois)	Indicateur de pression de la demande
T1	0	0	0	NP	NP
T2	0	4	0	NP	NP
T3	1	11	0	NP	NP
T4	2	3	0	NP	NP
T5	0	0	0	NP	NP
T6 et plus	0	0	0	NP	NP

Source : <https://mademande03.dlauvergne.fr/connexion/infos-patrimoine/03/>

#### 4.6. ANCIENNETE D'OCCUPATION

Le renouvellement du parc se fait à un rythme long mais cohérent avec l'évolution socio-démographique de la commune : la majorité des occupants restent plus de 10 ans dans leur logement.



#### 4.7. LES ETUDES INTERCOMMUNALES

Le territoire dispose d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) depuis 2018.

Le PIG « Habiter Mieux 2022 » concerne 1615 logements sur 317 communes. Ce programme d'une durée de 4 ans relève du Conseil Départemental de l'Allier.

Le territoire est également concerné par une OPAH à l'échelle de la CCSPSL. D'une durée de 5 ans, l'objectif concerne 595 logements.

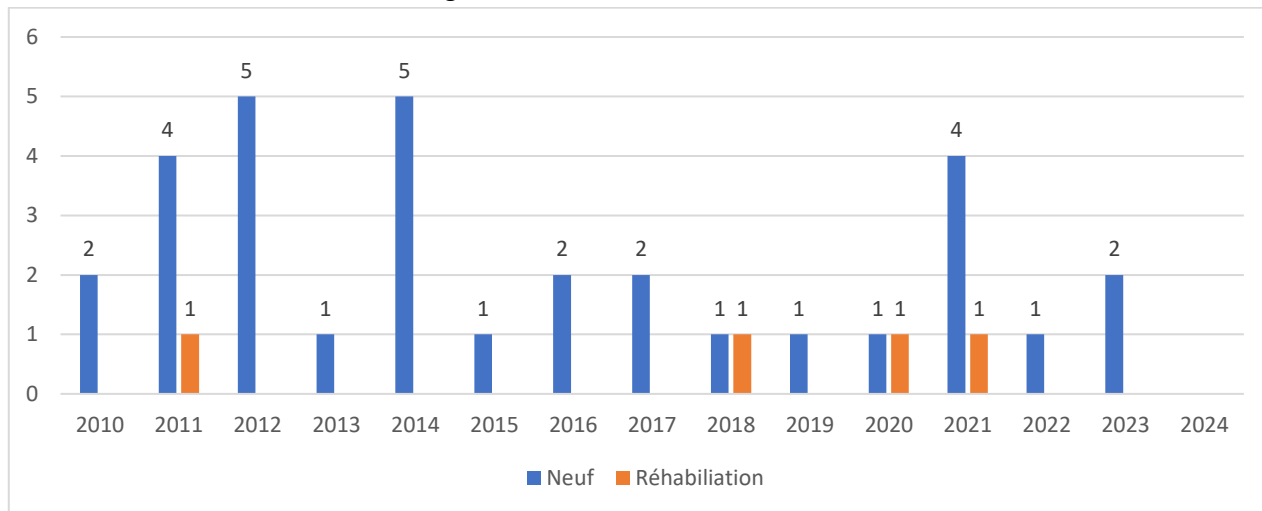
Aucun Programme Local d'Habitat n'existe sur le secteur.

#### 4.8. DYNAMIQUE DE CONSTRUCTION

L'analyse des permis de construire accordés sur la période 2010- 2024, indique la création de 36 logements, dont :

- 32 nouveaux logements, exclusivement des maisons individuelles, soit une moyenne de l'ordre de 2.3 logements par an.
- 4 logements en renouvellement urbain. Il s'agit de réhabilitation/changement de destination de constructions existantes, en un ou plusieurs logements.

Logements autorisés entre 2010 et 2024



Source : registre des permis de construire, Mairie.

#### 4.9. LE SCOT SAINT-POURÇAIN SIOULE LIMAGNE

Prescription du DOO du SCOT :

Afin de favoriser la mixité fonctionnelle, les nouveaux logements seront prioritairement développés à proximité des commerces et des emplois. Ainsi, les objectifs quantitatifs maximaux de production de nouveaux logements sur la période 2020-2040 sont les suivants :

Gannat	562	Barberier	12	Marcenat	31
Saint-Pourçain-sur-Sioule	453	Bègues	18	Le Mayet-d'École	21
<b>Pôles principaux</b>	<b>1 015</b>	Biozat	81	Mazier	28
		Bransat	42	Monestier	22
Beilenaves	100	Cesset	31	Monétay-sur-Allier	48
Broût-Vernet	66	Chareil-Cintrat	23	Monteignet-sur-l'Andelot	26
Chantelle	90	Charmes	37	Montord	14
Ebreuil	74	Charroux	38	Nades	12
<b>Pôles de proximité</b>	<b>330</b>	Chezelle	14	Naves	14
		Chirat-l'Église	14	Paray-sous-Briailles	49
Bavet	55	Chouvigny	43	Poëzat	15
<b>Saint-Bonnet-de-Rochefort</b>	<b>64</b>	Contigny	40	Saint-Dizier-la-Forêt	28
Saint-Germain-de-Salles	31	Coutansouze	14	Saint-Loup	48
<b>Pôles industriels</b>	<b>150</b>	Deneuille-lès-Chantelle	7	Saint-Priest-d'Andelot	12
		Échassières	26	Saulcet	77
		Esrouilles	57	Saulzet	29
		Étroussat	44	Sussat	10
		La Ferté-Hauterive	20	Target	16
		Fleuriet	23	Taxat-Senat	12
		Fourilles	18	Le Thell	35
		Jenzat	33	Usseil-d'Allier	15
		Latéline	12	Valignat	6
		Lalizolle	30	Veauce	5
		Loriges	23	Verneuil-en-Bourbonnais	18
		Louchy-Montfand	42	Vicq	27
		Louroux-de-Bouble	22	<b>Autres communes</b>	<b>1 381</b>

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort pourrait donc réaliser 64 nouveaux logements sur la période 2020-2040, soit 3.2 logements/an en moyenne, sur 20 ans ; soit à l'échelle de la carte communale : 32 logements pour 10 ans.

#### 4.10. LES PERSPECTIVES

Les scénarios proposés sont issus des perspectives démographiques déclinées plus haut.

Rappel : Projections sur la DEMOGRAPHIE

	Scénario croissance comparable au département de l'Allier <b>-0.4%</b>	<b>Scénario des projections INSEE</b> <i>Département de l'ALLIER en 2050</i> <b>: +0.07%/AN</b>	Croissance comparable à la CC SPSL <b>+0.1%</b>	Scénario bas SCOT <b>+0.30%</b>	Scénario haut SCOT <b>+0.40%</b>	Croissance comparable à la période 2009-2014 <b>+0.9%</b>	Croissance comparable aux dernières années <b>+1%</b>
<b>Nombre d'habitants en 2020</b>	717						
<b>Nombre d'habitants en 2035</b>	675 (-42 hab.)	725 (+8 hab.)	728 (+11 hab.)	750 (+33 hab.)	761 (+44 hab.)	820 (+103 hab.)	832 (+115 hab.)

Sont à prendre en compte pour évaluer les besoins en logements pour la période 2024-2034 :

- **La taille des ménages :**

La taille des ménages en 2020 selon l'Insee est sur la commune de 2.31 pers/ménage. Malgré un taux supérieur à la moyenne de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne, il est nécessaire de prendre en considération le desserrement des ménages, phénomènes qui touche tous les territoires.

- **La vacance des logements :**

En 2020, selon les données Insee 2024, le nombre de logements vacants est de 34, soit 8.5% du parc des logements. Le souhait du SCOT est d'atteindre un objectif de réduction des taux de logements vacants de 3 points par rapport au taux en vigueur au moment de l'élaboration du document, sans être inférieur à 7%.

- **La consommation moyenne par logement :**

Le SCOT préconise différents types de densités nettes moyennes à appliquer pour les nouveaux logements à construire dans les documents d'urbanisme. En ce qui concerne la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, elle est identifiée par le SCOT comme un pôle industriel. Ainsi, elle devra appliquer une densité de 10 logements/ha soit une consommation de 1 000 m<sup>2</sup> par logement.

- **Un coefficient de rétention :**

Aux données brutes des potentialités urbaines, il est nécessaire d'appliquer un coefficient minimum de rétention foncière lié à deux facteurs : Les propriétaires des terrains ne souhaitent pas nécessairement bâtir ou vendre ; la situation du marché foncier.

Le SCOT rappelle d'ailleurs qu'une rétention d'au maximum 50% peut être admise si elle est justifiée, au sein du tissu urbain, et de 10% maximum sur les secteurs en extension urbaine.

#### Ce qu'il faut retenir

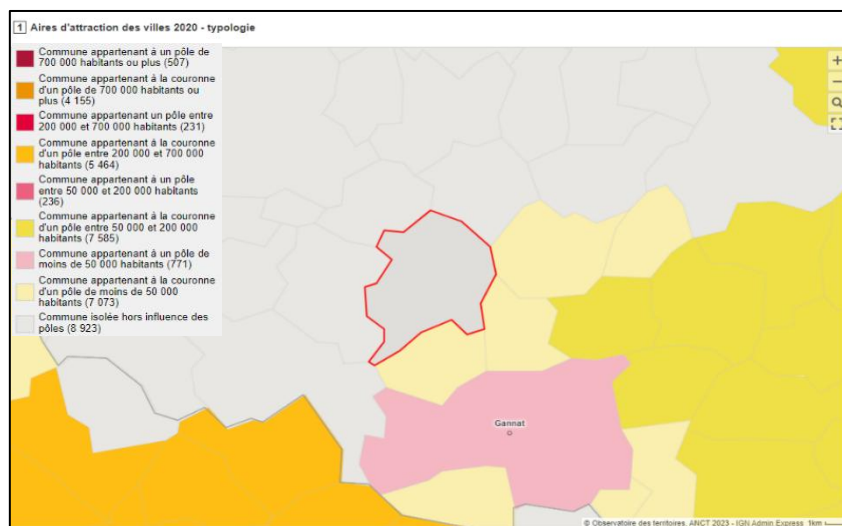
- Une augmentation constante des logements depuis 1968.
- Sur les 11 dernières années, la commune a gagné 18 logements.
- Une majorité de résidences principales. La répartition entre maison et appartement est très déséquilibrée : Les maisons représentent 98% des logements en 2020 et 8 appartements.
- La vacance est peu marquée sur la commune, avec 8.5% du parc des logements ⇒ réduire la vacance à 5.5%.
- Plusieurs logements locatifs sociaux : 13 logements sociaux. 20 demandes actives sur le territoire.
- La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort peut réaliser 64 nouveaux logements sur la période 2020-2040, soit à l'échelle du futur PLU : 32 logements pour 10 ans.

## 5. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Le territoire du SCoT de la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne concentre environ 9% des emplois à l'échelle de l'Allier.

Le territoire de la Communauté de Communes compte 11 218 emplois. Pour rappel, les catégories socioprofessionnelles mettent en évidence de nombreux ouvriers, peu de cadres et une proportion d'agriculteurs importante. La répartition des emplois sur le territoire fait écho à ces proportions de CSP.

Une surreprésentation dans les secteurs de l'industrie (22%) et de l'agriculture (8%) et une part moindre de l'emploi public qui reste toutefois important (28%). Des emplois concentrés (>50%) sur les polarités de Saint-Pourçain-sur-Sioule (industrie et services) et Gannat (services). Des pôles industriels (Saint-Germain-de-Salles, Saint-Bonnet-de-Rochefort et Bayet) et de services publics (Bellenaves, Chantelle, Broût-Vernet et Ebreuil) secondaires.



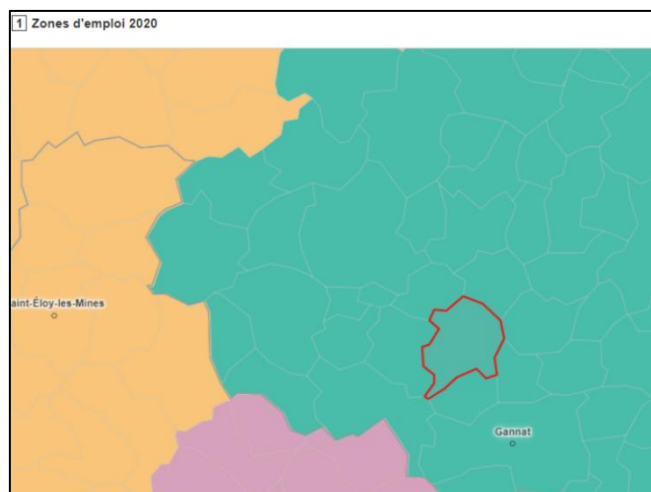
Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est identifiée par l'INSEE comme une commune isolée hors influence des pôles, et faisant partie de la zone d'emploi de Vichy.

La commune est classée en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR).

Les zones de revitalisation rurale (ZRR), créées par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995, visent à aider le développement des territoires ruraux principalement à travers des mesures fiscales et sociales.

Des mesures spécifiques en faveur du développement économique s'y appliquent. L'objectif est de concentrer les mesures d'aide de l'État au bénéfice des entreprises créatrices d'emplois dans les zones rurales les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique.



Source : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>

### 5.1. LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

Le nombre d'emploi dans la zone a connu une augmentation en 11 ans tout comme le nombre d'actifs ayant un emploi résidant la zone qui est lui aussi en augmentation.

Sources : Insee, 2019	2009	2020
Nombre d'emplois dans la zone	231	245
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	270	304
Indicateur de concentration d'emploi	85.6	80.6

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort compte 44 établissements au 31 décembre 2020, offrant 245 emplois sur le territoire dont 211 postes salariés. Ce nombre d'emplois a augmenté depuis 11 ans : il y avait 231 emplois sur la commune en 2009.

En 2020, le secteur du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration représente le plus d'établissements (31.8%) suivi par le secteur de la construction (15.9%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (15.9%).

DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 31 décembre 2020

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>44</b>	<b>100,0</b>
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	5	11,4
Construction	7	15,9
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	14	31,8
Information et communication	1	2,3
Activités financières et d'assurance	3	6,8
Activités immobilières	0	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	7	15,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4	9,1
Autres activités de services	3	6,8

Champ : activités marchandes hors agriculture.

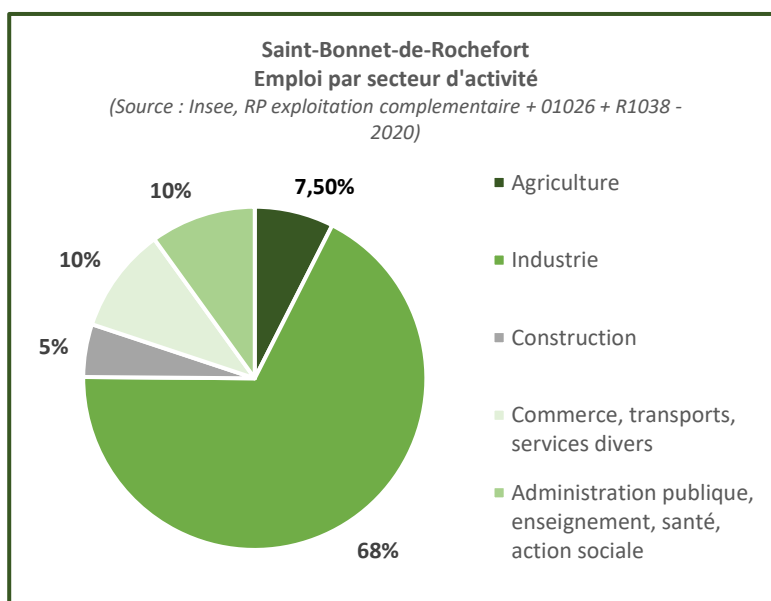
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2022.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-03220#chiffre-cle-5>

Cependant, ce ne sont pas nécessairement ces secteurs qui emploient. Il s'agit généralement de petites entreprises sans salarié.

68% des emplois de la commune se situent dans le secteur de l'industrie ce qui représente 136 emplois environ.

L'indicateur de concentration d'emploi a baissé de 85.6 à 80.6 entre 2009 et 2020. Cela signifie qu'en 2020 il y avait 80.6 emplois sur la commune pour 100 actifs ayant un emploi. Ce résultat est similaire en comparaison avec la Communauté de communes et est plus faible que celui du département (83.8 pour la CC et 98.1 pour le département).



## 5.2. DES DEPLACEMENTS PENDULAIRES INDISPENSABLES EN AUGMENTATION

Le nombre d'actifs résidant sur la commune et ayant un emploi a augmenté depuis 2009, il est de 70.4% en 2020 ; mais le nombre d'actifs travaillant et habitant sur la commune est en baisse et ne représente plus que 21.7% des actifs en 2020.

Plus de 78% des actifs résidant sur la commune travaillent en dehors de la commune, cette part est en augmentation car elle était de 74.7% en 2009.

	Saint-Bonnet-de-Rochefort	
	2009	2020
Source : INSEE, RGP 2020		
% d'actifs ayant un emploi	66.0%	70.4%
Travaillant sur la commune de résidence	25.3%	21.7%
Travaillant dans une autre commune que la commune de résidence	74.7%	78.3%

88,5% des déplacements domicile-travail se font aujourd'hui en voiture.

## 5.3. LES COMMERCE ET DES SERVICES

Malgré le nombre d'habitants sur la commune et la disparition progressive des commerces de proximité dans le milieu rural, l'activité commerciale à Saint-Bonnet-de-Rochefort persiste puisque quelques commerces et services sont encore présents sur le territoire. En 2021, l'Insee ne recense aucun équipement du tourisme et seulement 1.4 équipements pour 1000 habitants en ce qui concerne les services de transport, les services et équipements de la santé, et les services et équipements de l'enseignement puis 2.8 commerces pour 1000 habitants. En revanche, la commune compte en 2021, 12.7 services aux particuliers pour 1000 habitants. Ce taux est semblable à celui de l'intercommunalité (16.8) et du département (15.5). Globalement, le taux d'équipement de la commune (23.9) est plus faible que pour le département (35.0) et l'intercommunalité (36.6).

Artisanat :

- Maçons :
  - Dominique Marinier (3 rue des Tisserands)
  - Benoit Grillet (Linard)
- Entreprise de travaux publics
  - Philippe Miharant (1 chemin de la Chaume)
  - Luc Faure (24 route de Bellenaves)

Commerces :

- Boulangerie-pâtisserie : Le fournil d'Arthur (5 avenue de la Mairie)
- Restaurant : La table de Saint-Bonnet (2 route de Gannat)
- Epicerie – Point poste : Multiple rural (1 route de Vicq)



Pour leurs autres besoins, les habitants de la commune doivent se rendre sur les communes voisines de Gannat ou Ebreuil.



## 5.4. LE NATUROPÔLE, UNE ZONE D'ACTIVITE STRUCTURANTE

### 5.4.1. Contexte économique et territorial

La Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne, quatrième pôle économique de l'Allier, démontre une vitalité exceptionnelle avec plus de 1 500 entreprises économiques et 11 500 salariés dont plus de 25% dans l'industrie. Ce secteur d'activité a connu une progression de ses emplois de +14% entre 2015 et 2021. Ce territoire rural de 60 communes, 33 768 habitants (37.1 hab./km<sup>2</sup>) à la démographie relativement stable, combine attractivité économique, tourisme et préservation de son patrimoine naturel.

Le développement économique est une politique prioritaire depuis des années sur le territoire, renforcée en 2017 après la fusion des intercommunalités et la prise en charge de 11 zones d'activités totalisant 294 ha aménagés. La stratégie foncière qui est menée a permis des implantations et extensions d'entreprises industrielles et logistique au fil des années : les Ateliers Louis Vuitton, ZINQ France ; TRANSLPES COMPOSITE ; VTD ; BULLE DE LINGE ; PECHEUR.COM ; PRAXY DEVELOPPEMENT ; TRANSPORTS LASSALLE ; DELANCHY ; UNITHER INDUSTRIE, PILEJE INDUSTRIE, D-LAB, LES BOUGIES DE CHARROUX, etc.

Le tissu économique du territoire est diversifié (maroquinerie, agroalimentaire, métallurgie, pharmaceutique, matériaux construction, etc.), sans filière dominante, ce qui le rend plus résilient face aux conjonctures.

L'inventaire foncier des zones d'activités intercommunales présente le bilan suivant (mars 2025) :

Désignation	SURFACE TOTALE AMENAGEE	Surface commercialisée m <sup>2</sup>	Surface commercialisable CC SPSL m <sup>2</sup>	Foncier privé non exploité m <sup>2</sup>	Foncier acquis à aménager m <sup>2</sup>	Foncier privé URBANISABLE m <sup>2</sup>	TX OCCUPATION SURFACE AMENAGEE
Les Bouillots / Bayet	214 873,00	200 717,00	-	-	-	110 093,00	100%
Les Cassons / Bayet	48 718,00	48 718,00	-	-	-	10 600,00	100%
Chaptuzat / Chantelle	24 105,00	21 005,00	2 631,00	-	6 388,00	21 550,00	89%
Chamboirat / Ebreuil	87 993,00	56 165,00	4 699,00	9 559,00	12 078,00	54 100,00	81%
Les Clos Durs / Gannat	196 666,00	149 040,00	7 119,00	-	160 000,00		95%
Le Malcourlet / Gannat	499 464,00	451 229,00	9 645,00	-	28 000,00	57 059,00	98%
Les Prés Liats / Gannat	197 746,00	120 421,00	29 882,00		12 688,00	32 636,00	92%
Naturopole / St Bonnet R.	105 685,00	84 069,00	-	4 482,00	-	61 348,00	96%
la Carmone / St Pourçain	154 980,00	146 299,00	-	-	-	22 860,00	100%
les Jalfrettes (Assemblia compris), hors Pont Panay / St Pourçain	923 998,00	603 380,00	246 707,00	2 179,00	-	60 391,00	73%
Les Echerolles / St Loup	484 979,00	319 239,00	1 678,00	15 082,00	-	491 290,00	96%
	2 939 207,00	2 200 282,00	302 361,00	31 302,00	219 154,00	921 927,00	89%

Depuis 2018, c'est environ 45 ha de foncier économique qui a été commercialisé, soit en moyenne 6.4ha/an. 40% de ces surfaces ont permis l'implantation d'entreprises industrielles nouvelles, le reste ayant servi au développement d'entreprises déjà présentes.

Parmi les zones intercommunales aménagées, trois sont déjà totalement commercialisées et quatre sont commercialisées à plus de 95%. Les fonciers disponibles à l'échelle de l'intercommunalité sont morcelés et correspondent majoritairement à des petites parcelles (< 5 000m<sup>2</sup>), ce qui n'est pas propice à l'accueil d'activités industrielles. A noter que les activités économiques du territoire se concentrent sur quatre pôles : Saint-Pourçain sur Sioule (2 zones d'activités) ; Gannat (3 zones d'activités) ; Saint-Loup avec la zone des Echerolles et Saint-Bonnet de Rochefort avec le Naturopôle.

Parmi celles-ci, trois zones sont labellisées Parc d'Activités d'Intérêt Régional depuis 2024 (zone des Jalfrettes / St Pourçain ; Les Echerolles ; Naturopôle). Seuls les bassins de St Pourçain sur Sioule et Gannat sont actuellement en mesure de proposer un grand tènement de plus de 10 ha.

Le tissu économique à dominante industrielle a conduit l'intercommunalité à être labellisée Territoire d'Industrie en 2019 et renouvelé en 2024 au sein du territoire Riom-Vichy. Cette reconnaissance permet de mener des actions inter-territoires, en partenariat avec les entreprises, pour promouvoir et développer l'industrie.

Enfin, la Communauté de communes porte une certification ISO 14001 (norme environnementale) sur les zones d'activités Naturopôle, Malcourlet 3 (Gannat) et pour tous futurs aménagements de zone. Le périmètre de la certification concerne trois phases : l'aménagement de la zone ; l'accueil/implantation des entreprises et la gestion/entretien de la zone. Cette démarche traduit l'exigence que se donne l'intercommunalité en termes de maîtrise de ses impacts environnementaux et du niveau de qualité des infrastructures proposées aux entreprises.

#### 5.4.2. Le Naturopôle

La zone d'activités du Naturopôle a été créée en 1995 par la commune de Saint-Bonnet de Rochefort, autour des deux entreprises déjà présentes : LPH (1987) et ESKISS PACKAGING (1991).

Grâce à un partenariat public/privé fort, la zone s'est développée autour de l'industrie, en conservant la thématique nutrition/santé/le végétal. Elle a obtenu en 2006 et en 2010 le label Pôle d'Excellence Rurale. La zone est devenue Zone d'Aménagement Concerté en 2010. Depuis cette même année, elle est certifiée ISO 14001 dans le but de démontrer l'exigence de la collectivité et des acteurs de la zone en matière de développement durable. Cette certification, initiée par la mairie de Saint-Bonnet de Rochefort, est portée par la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne depuis 2021. Elle intègre des exigences environnementales pour les aménagements de la zone, l'accueil et l'implantation d'entreprises et pour sa gestion et son entretien.

La dernière phase d'aménagement a été réalisée en 2020 par la Communauté de communes permettant la viabilisation d'environ 3.8ha de terrains constructibles. Cela a permis l'implantation de deux nouvelles industries : D-LAB et BOUGIES DE CHARROUX.

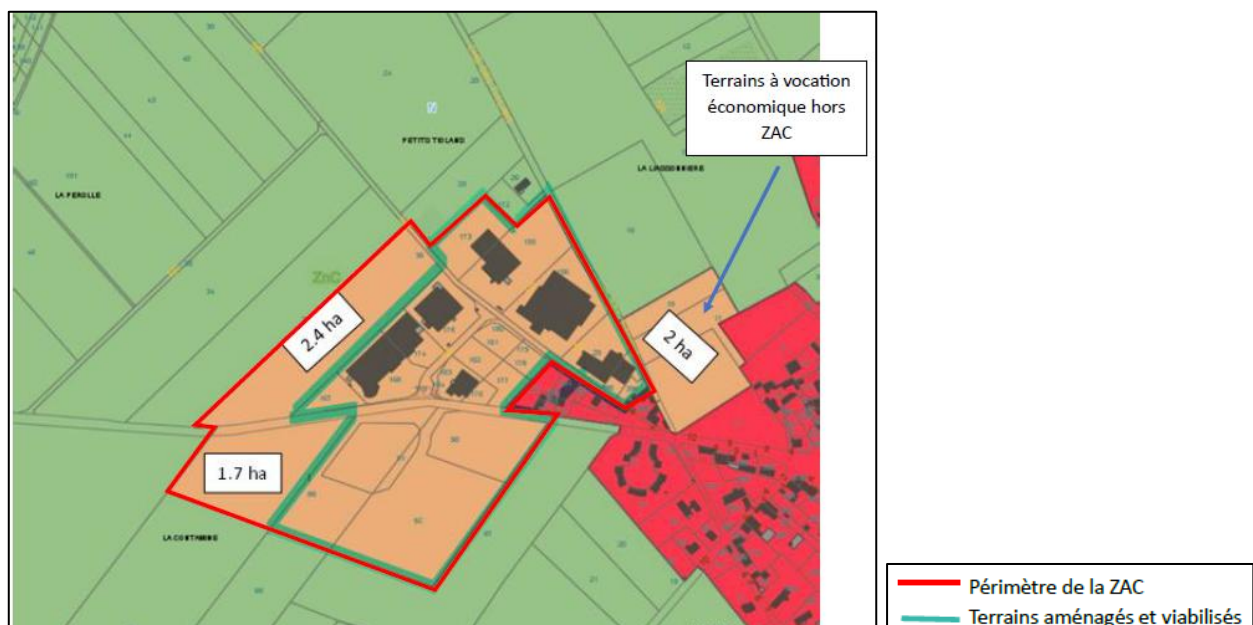
La ZAC du Naturopôle compte une superficie totale de 15.88ha, dont 8.7ha de terrains viabilisés, 3.1ha de terrains constructibles non viabilisés et 4.1ha d'équipements et espaces publics (parking, voiries, bassins, etc.).

Actuellement la zone compte 6 entreprises pour environ 350 emplois.

Les acteurs de la zone se sont fédérés au travers de l'association « Naturopôle Nutrition Santé », marquant ainsi la volonté de maintenir la thématisation du parc. Il n'est pas possible de s'implanter sur la zone sans que le projet ne soit validé par l'association et les collectivités.

Le Naturopôle est labellisé Parc d'Activités d'Intérêt Régional depuis 2020 (renouvelé en 2024) par le Conseil régional.

Plan de situation :



### 5.4.3. Etat des lieux de la zone

La zone d'activités du Naturopôle s'est continuellement développée depuis sa création, tout en maintenant une cohérence entre les entreprises implantées et une exigence de développement durable. Cela a notamment été possible grâce à la certification ISO 14001 qui intègre une charte architecturale et paysagère permettant de maintenir une bonne intégration de la zone dans son environnement.

La zone est divisée en deux parties par la route départementale D37 : d'un côté la partie plus ancienne « Naturopôle 1 » et de l'autre la partie aménagée en 2020 « Naturopôle 2 ».

Chacune de ces parties intègre un parking mutualisé pour les salariés des entreprises.

Le parking mutualisé du Naturopôle 2 va être agrandi dans le courant de l'année 2025, intégrant une réserve incendie de 500m<sup>3</sup> sous voirie. Cet équipement sera mutualisé pour trois entreprises de la zone et évite ainsi une consommation de foncier sur chacun des sites industriels. De plus, la Communauté de communes souhaiterait installer des ombrières photovoltaïques sur le parking afin de produire de l'électricité, consommable par les entreprises de la zone.

Le Naturopôle 1 comprend également un village d'entreprises construit par la Chambre de Commerce et d'Industrie, proposant notamment une salle de réunion commune.

Actuellement, on recense 1.93ha de terrain constructible et viabilisé, toujours en propriété de la Communauté de communes, sur le Naturopôle 2. Toutefois, cette surface fait l'objet de deux options d'achats pour deux projets de développement d'industrielles de la zone qui occuperaient l'ensemble du terrain.

La partie plus ancienne de la zone recense un terrain de 3 795m<sup>2</sup>, constructible mais non exploité pour le moment. Ce terrain est la propriété de la société PILEJE, implantée sur la zone.

Le périmètre de la ZAC intègre des terrains qui n'ont pas été aménagés et qui ne sont pas la propriété de la collectivité. Cela concerne une superficie de 2.4ha sur le Naturopôle 1 et 1.7 ha sur le Naturopôle 2 (voir plan de situation précédent) :

- La parcelle de 2.4ha sur le Naturopôle 1 présente un intérêt pour le développement de la zone, par sa topographie et son accès interne à la zone.
- La parcelle de 1.7ha sur le Naturopôle 2 n'a pas vocation à être aménagée du fait de sa topographie (en pente et en contre-bas de l'usine D-LAB), de sa trop petite surface pour justifier des aménagements techniques (notamment pour l'assainissement) et d'un accès non adapté.

Plan des implantations d'entreprises sur la zone :



#### 5.4.4. Evolutions et perspectives

La Communauté de communes ne dispose plus de terrain commercialisable pour accueillir des nouveaux projets d'entreprises sur la zone.

Les différents échanges avec les entreprises de la zone ont permis d'identifier les besoins suivants :

- Une capacité d'extension pour les industriels déjà implantés : 2 à 3 ha
- Une capacité d'accueil de nouvelles activités industrielles et/ou de R&D, complémentaires aux activités de la zone : 5 ha

La zone du Naturopôle fait partie intégrante du réseau Arbios, positionné sur les applicatifs du végétal. Ce réseau regroupe des acteurs multi compétences, avec des objectifs forts de positionnement de la filière local comme leader européen. Ainsi le Naturopôle, de par sa thématique, a vocation à continuer son développement.

La Communauté de communes souhaite poursuivre le développement du Naturopôle tout en préservant une exigence forte sur la maîtrise de son impact environnemental. La consommation de foncier fait partie des enjeux intégrés dans le plan de management du développement durable de la zone, outil d'application de la certification ISO 14001. C'est pourquoi les futurs aménagements devront optimiser au maximum la mutualisation des espaces et limiter l'artificialisation des sols. L'extension de la zone doit être maîtrisée et doit proposer une configuration cohérente vis-à-vis de l'existant.

Proposition d'un nouveau périmètre de ZAC :



Au sud de la zone : extension des terrains constructibles sur 2ha. Cette surface est destinée à permettre le développement des entreprises D-LAB et PILEJE dans les 5 ans. En effet, ces deux sociétés, déjà présentes sur la zone, portent des projets d'extension de leurs activités notamment par l'intégration de certaines étapes de leur chaîne de valeur industrielle (préparation des plantes matière première, recherche et développement).

Au nord de la zone : l'espace constructible est concentré pour permettre la mutualisation d'équipements et l'accueil de nouvelles activités. Les échanges avec les acteurs du Naturopôle ont permis de confirmer la nécessité d'avoir du foncier



disponible pour des nouvelles implantations sur environ 5 ha (dont 1.4 ha déjà dans la ZAC). En effet, la recherche menée par les entreprises afin d'innover dans l'exploitation des capacités des plantes identifie des solutions applicables mais qui nécessiteront des savoir-faire et des infrastructures dédiées.

Par ailleurs, les limites cadastrales et le découpage des terrains permettant l'exploitation agricole ont été pris en compte dans le tracé du potentiel périmètre de ZAC. Ce périmètre tient également compte de la présence d'une potentielle voie romaine qui serait évitée.

Cette modification du périmètre de la ZAC permettrait d'intégrer 5.7 ha de nouvelles surfaces constructibles. En parallèle, 4.7 ha seraient sortis de la ZAC pour retrouver une vocation agricole. Au final, ce seront 7.1ha de fonciers nouveaux commercialisables.

### 5.5. UN PROJET DE MINE DE LITHIUM DANS L'ALLIER

Dans le département de l'Allier, sur le site de Echassières, l'entreprise Imerys projette d'ouvrir une mine et des installations industrielles pour exploiter un important gisement de lithium. Cette première mine de lithium en France permettrait de fournir de quoi produire l'équivalent de 700 000 batteries de voitures électriques chaque année.

Il est potentiellement prévu qu'une unité de chargement de Lithium s'installe à Saint-Bonnet-de-Rochefort, aux abords de l'autoroute.

### 5.6. LES ACTIVITES AGRICOLES

Le territoire de la Communauté de communes de Saint-Pourçain-Sioule-Limagne compte 804 exploitants répartis sur 613 exploitations agricoles (Recensement Agricole 2020). La surface agricole utile est de 61 265 hectares, soit 67% de l'ensemble du territoire. L'influence de l'activité agricole se retrouve aussi au niveau des différentes entreprises d'amont et d'aval des filières agricoles nombreuses sur le territoire et pourvoyeuses d'emplois (plus de 1 000 emplois).

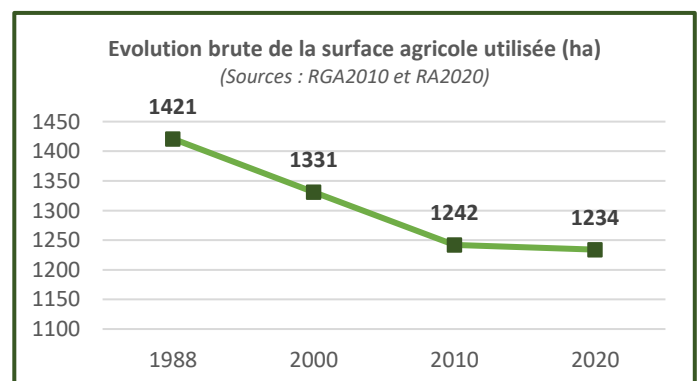
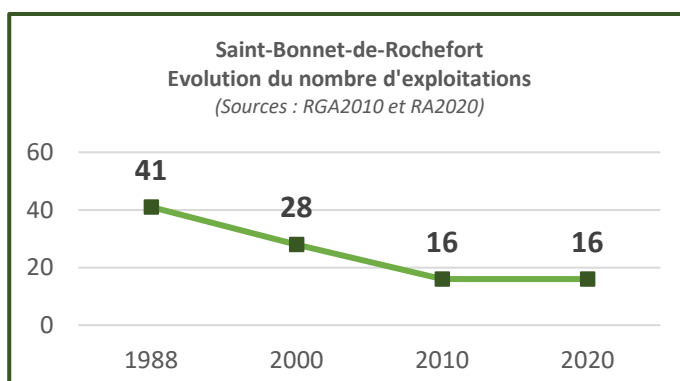
La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort fait partie de la Petite Région Agricole (PRA) du Val d'Allier.

Le Val d'Allier, autour de Gannat, Vichy et Saint-Pourçain, et dans sa partie nord avec l'irrigation, fait exception dans le Bourbonnais herbagé. Annonçant la grande Limagne d'Auvergne, la Limagne bourbonnaise composée de terrains et d'alluvions riches donne de très hauts rendements en céréales : blé et maïs. La Forterre possède aussi des terres profondes, noires et très fertiles. Les coteaux calcaires dans la région de saint-Pourçain font la transition entre les terrains de la vallée et les sols anciens des plateaux. Tantôt riches, tantôt médiocres, ils conviennent à la culture et à la vigne. Même si le vignoble de Saint-Pourçain est de faible ampleur, sa renommée n'est plus qu'à faire et il a obtenu en 2009, son passage en AOC.

#### **Le nombre d'exploitations et les surfaces concernées**

L'activité agricole est marquée par une baisse continue du nombre d'exploitation agricole depuis les années 80, ce nombre a presque été divisé par trois entre 1988 et 2020 passant de 41 exploitations à 16.

De même, la surface agricole utilisée connaît une diminution entre 1988 et 2020 passant de 1421 ha à 1234 ha. Il y a donc une diminution de 15.1% de la SAU entre ces deux dates (-187 ha).



A l'inverse, la surface agricole par exploitation augmente. On compte en moyenne 77 ha/ exploitation en 2020 contre 34 ha/ exploitations en 1988.

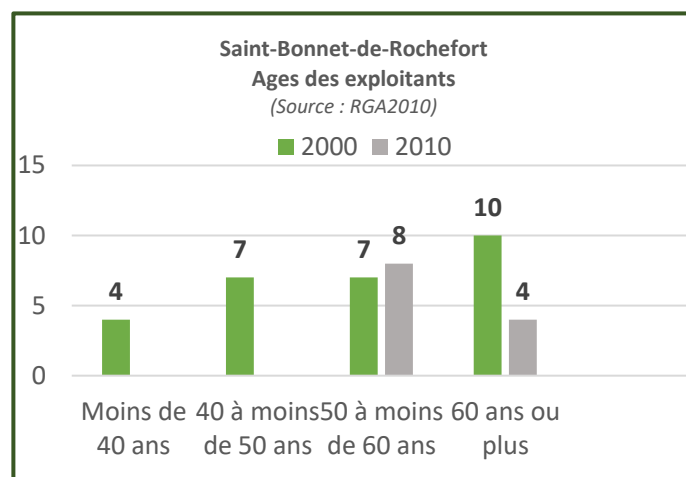
### L'âge des exploitants

En 2000, 4 exploitants ont moins de 40 ans, 7 exploitants ont entre 40 et 50 ans, 7 ont entre 50 et 60 ans et 10 ont plus de 60 ans. 4 exploitations sont sans successeur connu.

En 2010, 8 exploitants ont de 50 à moins de 60 ans et 4 ont plus de 60 ans.

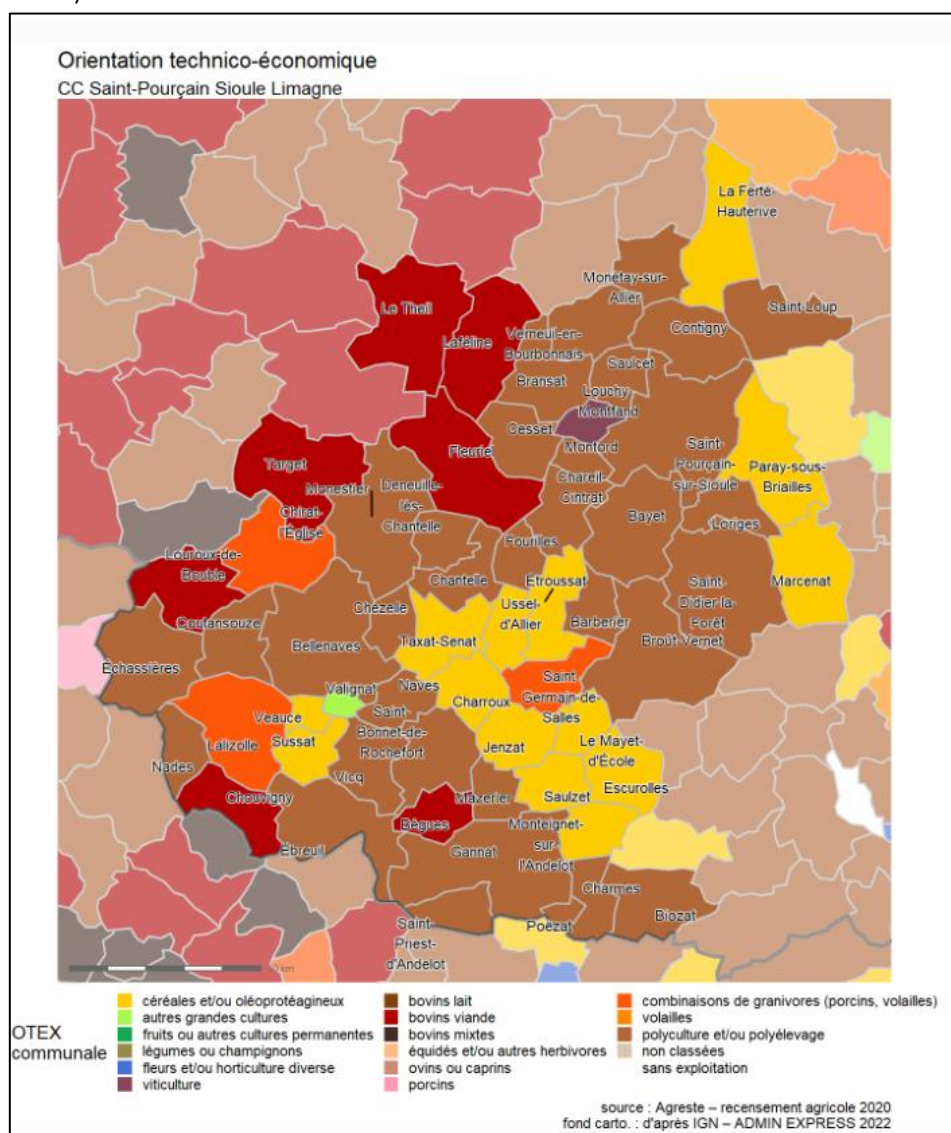
En revanche, en 2010, 10 exploitations sont classées sans successeur connu.

Le recensement agricole 2020 n'indique pas les âges des exploitants à échelle communale.

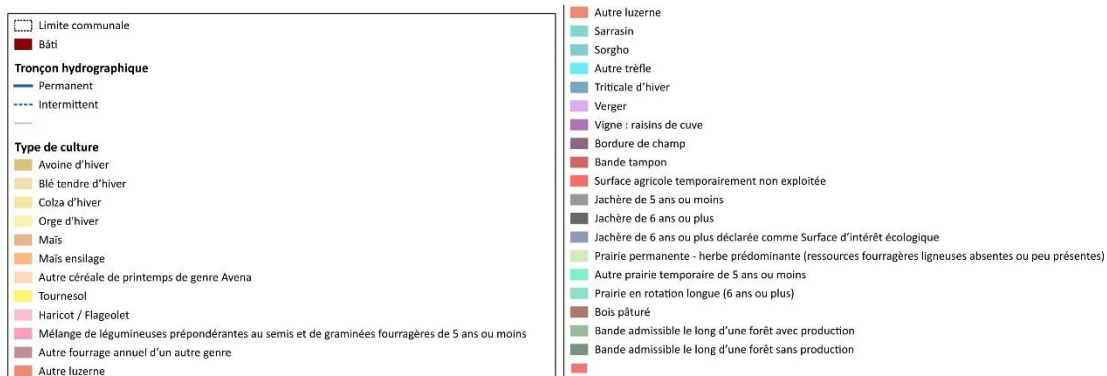
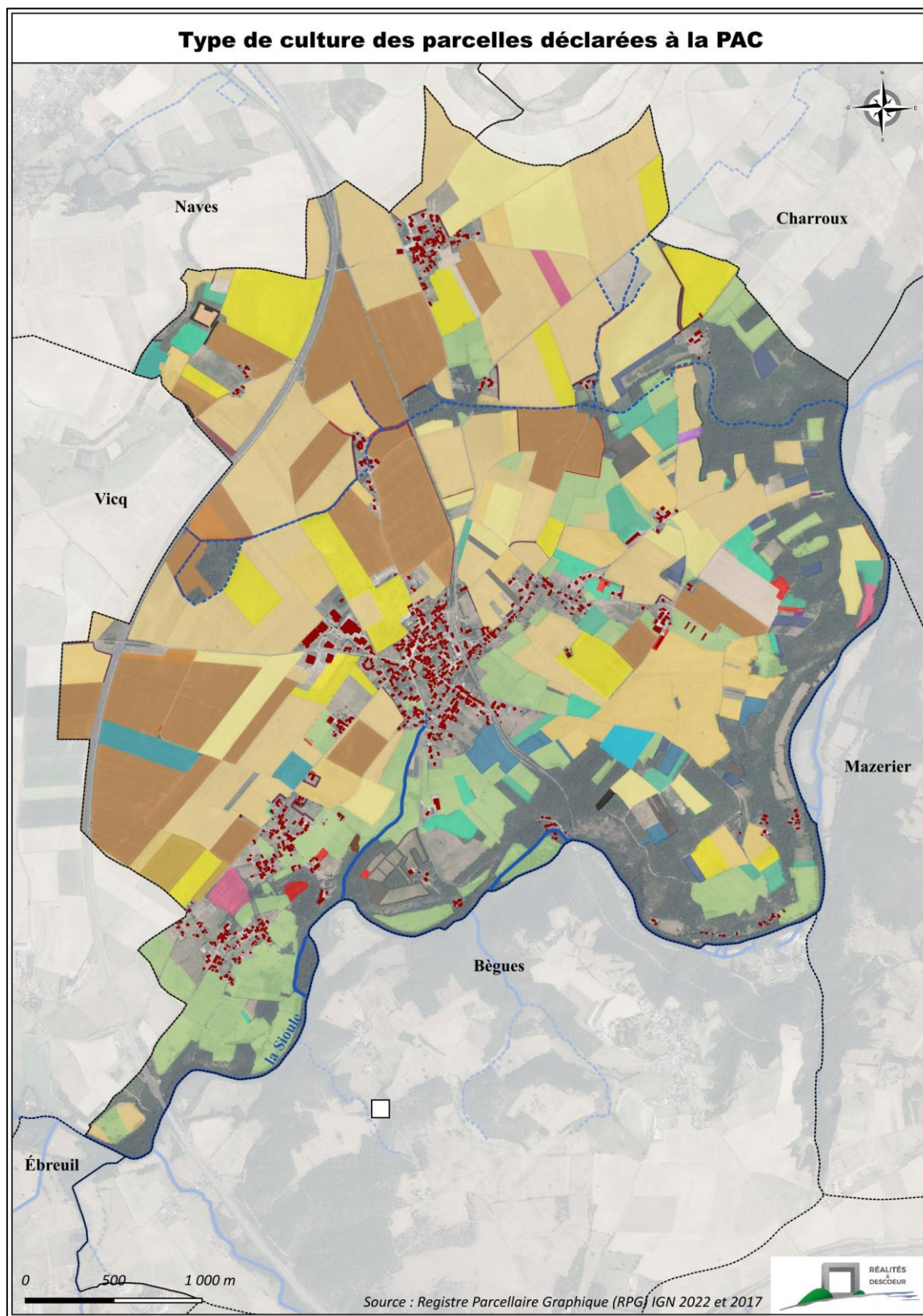


### Les productions

Le territoire est essentiellement agricole et l'agriculture est un secteur important pour la commune. L'orientation technico-économique du territoire est les exploitations de polyculture (céréales et oléo protéagineux) et/ou polyélevage (bovins/ovins/avicole).







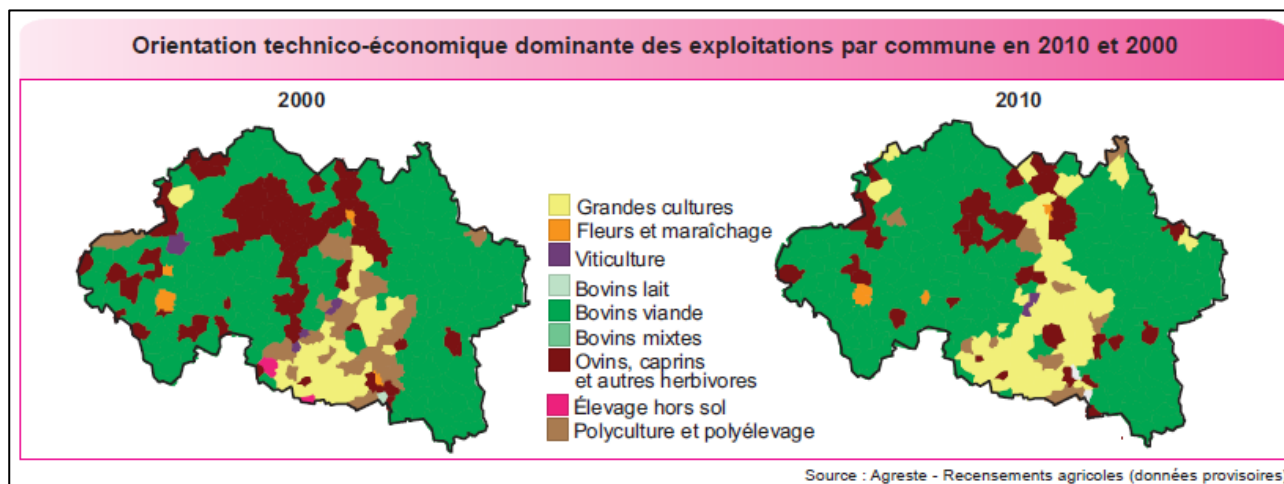
La superficie des cultures diminue légèrement : 781 ha de céréales en 2000 et 740 ha en 2010 dont par exemple 561 ha de blé tendre en 2000 et 554 ha en 2010 ; 175 ha de maïs en 2000 et 138 ha en 2010 et 274 ha d'oléagineux en 2000 et 221 ha en 2010 dont par exemple 231 ha de colza en 2000 et 183 ha en 2010 ...

Une prédominance de superficies en terres labourables : surfaces en céréales et oléo-protéagineux (928,5 ha en 2020) puis des prairies (231,1 ha en 2020) et quelques surfaces de cultures permanentes (0,9 ha en 2020).

Exploitations en ayant				Hectares
Cultures		2000	2010	2010
Céréales	Blé tendre	25	15	554
	Orge et escourgeon	10	7	37
	Maïs-grain et maïs-semence	17	9	138
Oléagineux	Colza	12	9	183
	Tournesol	5	8	37
Fourrages et superficies toujours en herbe	Maïs fourrage et ensilage			
	Superficie toujours en herbe	15	7	113

Source : RGA 2010 ; secret statistique (s)

Le cheptel a tendance à diminuer : on compte 191 têtes de bovins en 2000, 173 en 2010. 91 têtes de vaches en 2000 et 76 en 2010...



Source : Agreste Allier, n°103, novembre 2011

La commune est concernée par 9 Indications Géographiques Protégées (IGP) :

- Agneau du Bourbonnais
- Vins : Allier, Val de Loire
- Bourbonnais
- Bœuf Charolais du Bourbonnais
- Volailles d'Auvergne
- Jambon d'Auvergne
- Saucisson sec d'Auvergne
- Porc d'Auvergne

## 5.7. L'ECONOMIE FORESTIERE

Source : PRFB AURA, 2019-2029.

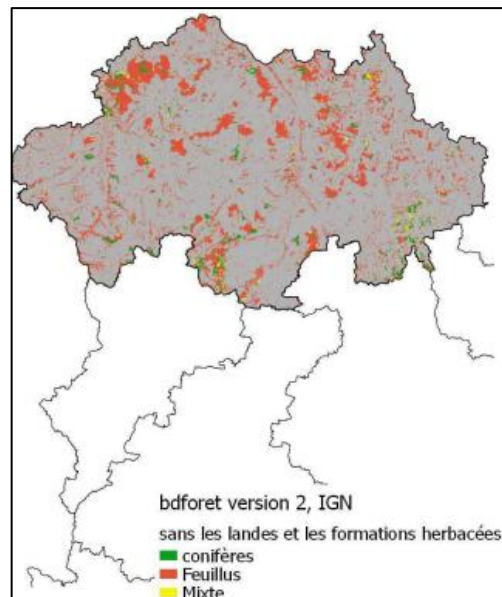
La forêt joue un rôle majeur dans les défis environnementaux à venir, et notamment :

- L'atténuation du changement climatique, par le stockage carbone
- La lutte contre l'érosion de la Biodiversité
- La lutte contre l'épuisement des ressources : que ce soit pour les matériaux ou pour l'énergie.

Selon le Programme Régional de la Forêt et du Bois (PRFB), la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se situe dans le massif forestier du Bourbonnais, au nord de l'Auvergne.

Il est caractérisé par :

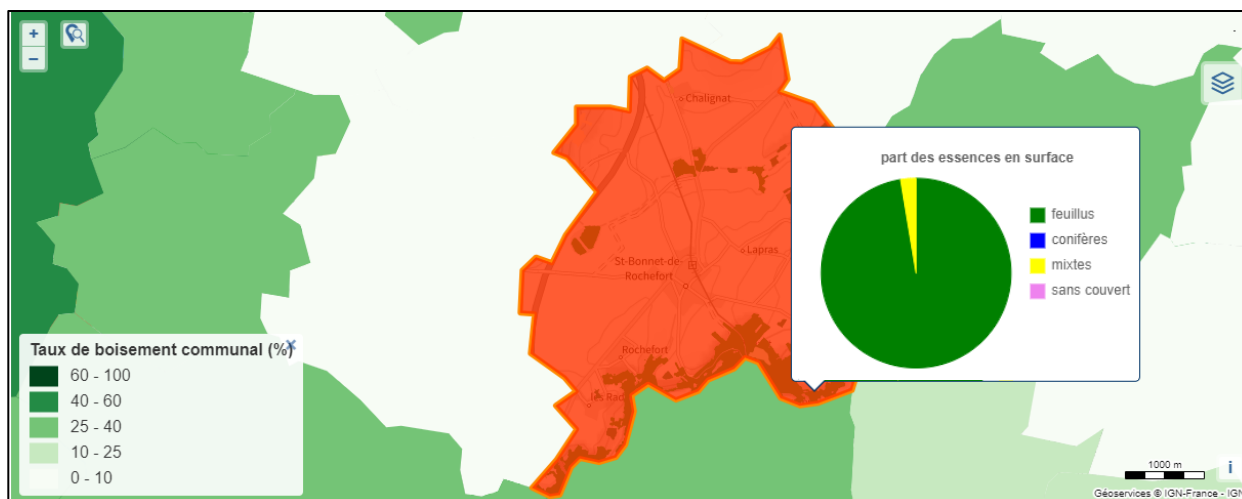
- Son relief peu vallonné, une altitude basse, un taux de boisement faible, mais des massifs forestiers importants (principalement forêts de feuillues de plaines).
- Quelques plantations de douglas existent (environ 8% du volume sur pied).
- Exploitation plutôt facile en comparaison du reste de la région, du fait des pentes faibles ; mais les sols sont sensibles au tassement.
- Propriété forestière moins morcelée que sur le reste de la région.
- Proportion plus forte de forêts privées dotées d'un plan simple de gestion.
- Traitement en taillis sous futaie assez fréquent en forêt privée.



Les priorités du massif sont :

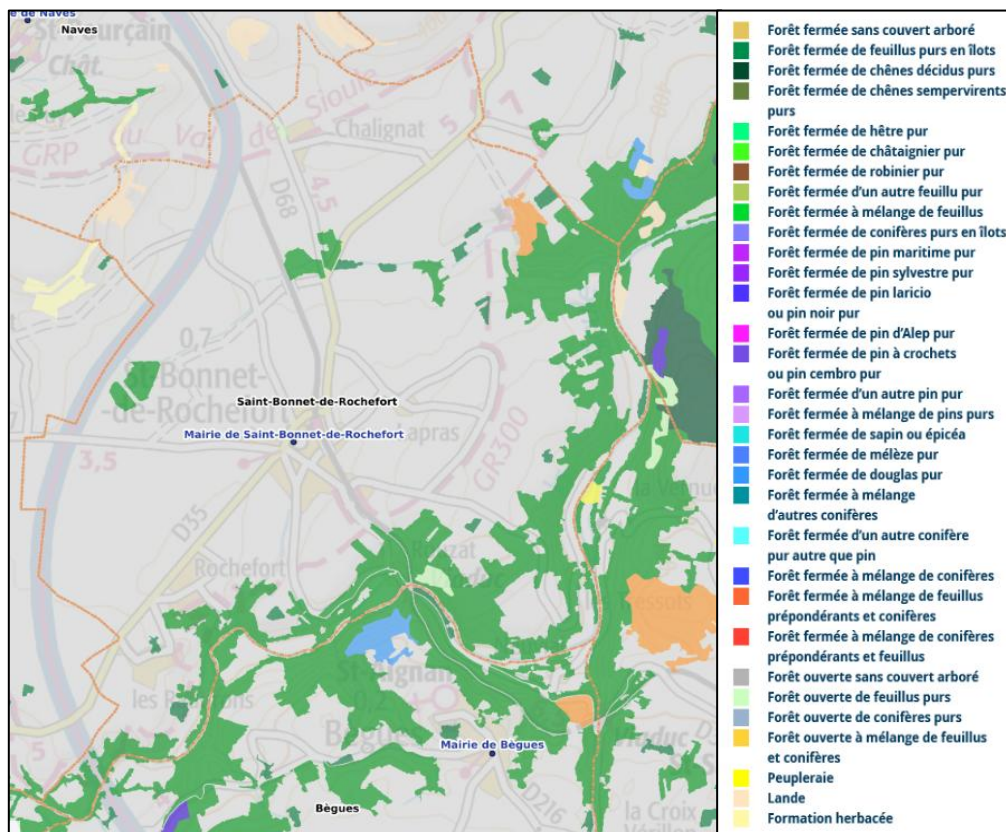
- La valorisation des produits forestiers, en priorité par le développement des débouchés locaux, notamment pour le bois énergie
- Le renouvellement de la ressource, avec des enjeux particuliers pour le chêne pédonculé et dans une moindre mesure le hêtre (dépérissement en lien avec le changement climatique)
- La captation des crédits publics pour l'entretien et la création de dessertes forestières, les documents de gestion durable et la valorisation des services écosystémiques.

La surface boisée de Saint-Bonnet-de-Rochefort était en 2008 de 267.3 ha, soit un taux de boisement de 16.34% avec une prépondérance de feuillus.



Source : <https://foret.ign.fr/actualites/une-carte-des-taux-de-boisement-par-commune>





Source : portail cartographique IFN V2

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort ne dispose pas de Réglementation des boisements.

## 5.8. L'ACTIVITE TOURISTIQUE

Le tourisme sur le territoire de la CCSPSL repose sur les sites naturels remarquables, des sites bâtis très nombreux et des itinéraires pédestres qui permettent de mettre en valeur ces éléments.

L'attrait touristique de la commune s'observe à travers le nombre de résidences secondaires et la présence de plusieurs structures d'accueil sur la commune. En effet, le territoire communal dénombre 14.9% de résidences secondaires (soit 60 sur 402 logements en 2020) ; des gîtes (Le verger du pas de la Sioule, La Couturière, L'atelier), des chambres d'hôtes (Passage du 8 et chambres sur une île) et deux lodges.

La commune dispose de plusieurs monuments historiques présentant un intérêt touristique :

- L'église de Saint-Bonnet
- Le château de Rochefort
- Le viaduc ferroviaire de Rouzat

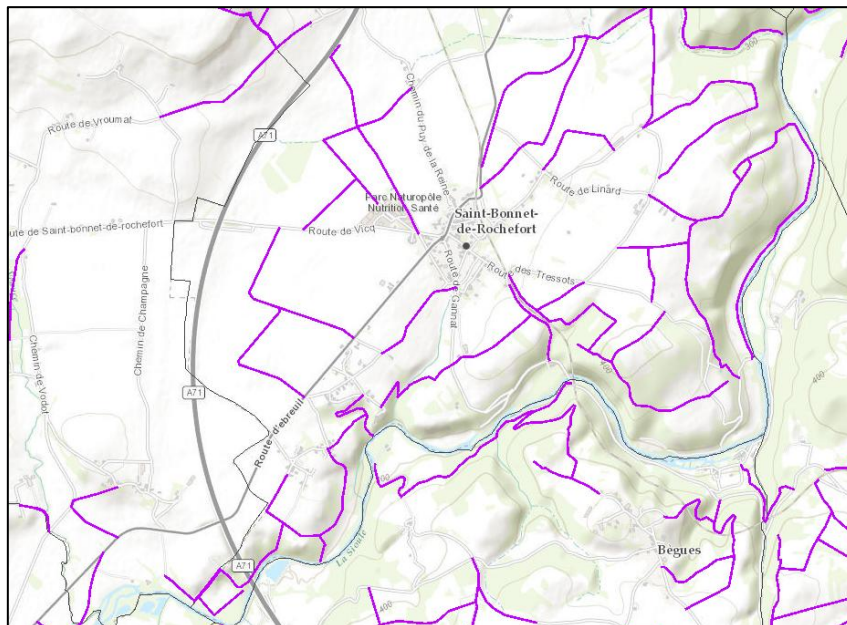
La proximité des gorges de la Sioule constitue un attrait touristique important pour la commune. Des activités de loisirs et de sport sont proposées à proximité de Saint-Bonnet-de-Rochefort, notamment à Ebreuil où une base de loisirs est implantée. De plus, au-delà de l'aspect pittoresque du site, la rivière de la Sioule est classée 1<sup>ère</sup> catégorie et attire donc de nombreux pêcheurs.

Le GR 300 (chemin de Saint-Jacques en Bourbonnais) traverse la commune, entre Charroux et Ebreuil. Depuis quelques années, la commune est traversée par le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle qui part de Souvigny pour se diriger vers Le-Puy-en-Velay, en passant par Ebreuil et Clermont.

La commune dispose d'un sentier de randonnée balisé : Les Tressots : un circuit de randonnée d'environ 6.5km. Un des rares chemins où l'on peut véritablement longer la Sioule qui évolue ici dans un paysage de gorges, avec d'impressionnants viaducs.

L'itinéraire de la GTMC ou Grande Traversée du Massif Central en VTT est constitué d'un parcours d'environ 56 km de Chantelle à Riom. En partant de Chantelle, les cyclistes accèdent ensuite à Charroux pour poursuivre leur itinéraire jusqu'à Saint-Bonnet-de-Rochefort. Celui-ci permet de passer à proximité du château de Rochefort avant de découvrir la plaine d'Ebreuil.

Plusieurs chemins sont recensés dans le PDIPR de l'Allier (chemin de la Reine, chemin de l'Economique, chemin de Chalignat, chemin des Ruillers, ...). Des itinéraires de petites randonnées sont présents sur les communes voisines.



Source : <https://cartallier.cd03.fr/apps/PDIPR/>

### Restauration

- La commune dispose d'un restaurant « La Table de Saint-Bonnet ».
- Les autres restaurants les plus proches se situent à Gannat, Naves, Charroux, Ebreuil, ...

### Ce qu'il faut retenir

- Le Naturopôle, un espace d'activités au service du dynamisme du territoire, reconnu à l'échelle régionale.
- Plus de 78% des actifs résidant sur la commune travaillent en dehors de la commune, cela peut s'expliquer par la proximité avec Gannat et Vichy.
- L'offre en commerces et services subsiste malgré la disparition progressive des commerces en milieu rural.
- Une agriculture encore présente sur le territoire. La polyculture et le polyélevage sont les activités principales sur la commune.
- Le taux de boisement est de 16.34% (essentiellement de feuillus).
- Une activité touristique confidentielle.

## 6. LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES

### 6.1. LES EQUIPEMENTS PUBLICS

#### 6.1.1. Les services à la population

Le bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort dispose de services de proximité : mairie, agence postale, salle polyvalente et relais-bibliothèque.

Le territoire se distingue par la présence d'une gare ferroviaire qui participe grandement à son attractivité.

En termes de santé, aucun équipement ou service n'existe sur la commune excepté un centre de secours de première intervention. Cependant, le territoire intercommunal dispose des équipements et services nécessaires. Plusieurs maisons de santé existent sur le territoire intercommunal. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se situe à proximité de celles-ci : la maison de santé pluri professionnelles la plus proche est celle d'Ebreuil (5.5 km).

#### 6.1.2. Les établissements scolaires et périscolaires

Les services de Petite Enfance se situent sur Gannat : multi accueil Les Galipettes, RPE.

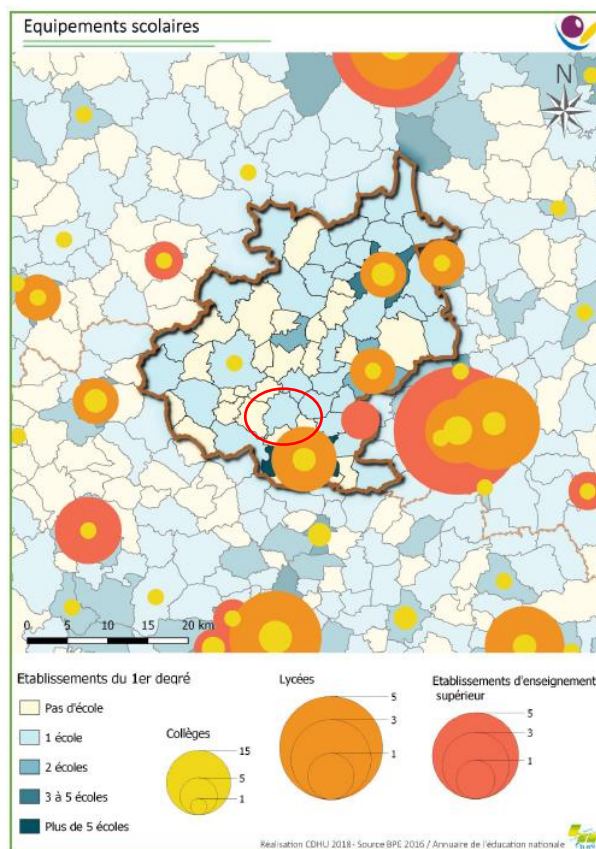
L'Accueil de Loisirs Communautaire se répartit sur 3 sites (Bellenaves, Louchy-Montfand, Mazerier).

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort dispose d'une école maternelle et d'une école primaire, un restaurant scolaire et une garderie périscolaire. L'école primaire comprend le cours préparatoire (CP) et le cours élémentaire (CE1 et CE2). Environ 90 élèves sont scolarisés sur la commune.

A Charroux, on retrouve une classe du cours moyen (CM1 et CM2).

A noter que la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort appartient au Regroupement Pédagogique Intercommunal de Charroux-Saint-Bonnet-de-Rochefort.

Les collèges de rattachement sont celui de Gannat et de Bellenaves. Les lycées de secteur de la commune sont celui de Saint-Pourçain (Blaise de Vigenère) et celui de Cusset (Albert Londres).



#### 6.1.3. Les équipements sportifs, de loisirs et culturels

La commune dispose d'une salle polyvalente, d'un terrain de tennis et de basket en extérieur près de l'école dans le bourg ainsi qu'une salle multisports (chemin du Puy de la Reine) et une aire de détente fitness.

#### 6.1.4. Les projets communaux

Aménagement de la place du 8 mai (réalisation en septembre 2024) : désimperméabilisation de place et végétalisation ; organisation des stationnements et des circulations piétonnes et routières.

### 6.2. LE TISSU ASSOCIATIF

Plusieurs associations sont présentes sur le territoire et participent au dynamisme local :

- Association Communale de Chasse Agréée
- Association des parents d'élèves
- Chorale Cantabile
- Association Les Tacaros (de style association des fêtes)



- Amicale des CATM
- Amicale des Sapeurs-Pompiers

### 6.3. LES SERVICES PUBLICS

#### 6.3.1. Eau potable

Source : <https://www.sivom-sioule-bouble.com/eau-potable/ressources-du-sivom-sioule-et-bouble/>

Concernant l'adduction et la distribution de l'eau potable, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est rattachée au SIVOM Sioule et Bouble. Le SIVOM assure la production, le transfert et la distribution de 46 communes pour environ 26 678 habitants.

Dans le Puy-de-Dôme, le captage sous basaltique de Louchadière est la principale ressource du SIVOM de Sioule et Bouble. Cette ressource produit environ 2 000 000 m<sup>3</sup> par an.

Dans l'Allier, une prise d'eau dans la rivière la Sioule, permet, après traitement, l'alimentation en eau potable de la commune de Gannat. Cette eau de surface subit un traitement dans une usine. Cette ressource permet de produire environ 350 000 m<sup>3</sup> d'eau par an.

Le SIVOM de Sioule et Bouble dispose également d'interconnexions avec les syndicats voisins. Elles ont été mises en place par le Syndicat Mixte des Eaux de l'Allier (SMEA). Ces interconnexions permettent d'utiliser les ressources des syndicats voisins en cas de problème ou de production insuffisante des ressources du SIVOM Sioule et Bouble et de garantir ainsi aux abonnés une eau de qualité en quantité suffisante.

Le SIVOM compte environ 17 623 abonnés en 2022 pour l'eau potable. Le nombre d'habitants raccordés pour la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est de 485 habitants en 2022.

Le bilan 2022 fait état d'une eau de bonne conforme du point de vue physico-chimique ainsi que microbiologique.

Le SIVOM de Sioule et Bouble publie pour 2022 un taux de 98.8 % de taux de conformité.

Cette mesure permet d'assurer le respect des limites réglementaires de qualité de l'eau qui arrive chez les adhérents (bactéries pathogènes dans l'eau notamment). Le taux doit obligatoirement répondre aux mesures de l'ARS, et sous certaines conditions, à celles du distributeur.

Le SIVOM de Sioule et Bouble propose une eau du robinet ayant répondu à 100 % de conformité aux contrôles physico-chimiques. Cet indicateur mesure le respect de la réglementation en vigueur quant à la présence de pesticides, nitrates, bromate ou chrome.

#### 6.3.2. Assainissement

Il existe un schéma directeur d'assainissement datant de 2004. Un nouveau schéma est en cours de réalisation sur la commune.

##### L'assainissement collectif :

Le réseau d'assainissement collectif est exploité en régie par la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort. La commune est dotée d'une station d'épuration fonctionnant selon un système de filtres plantés.

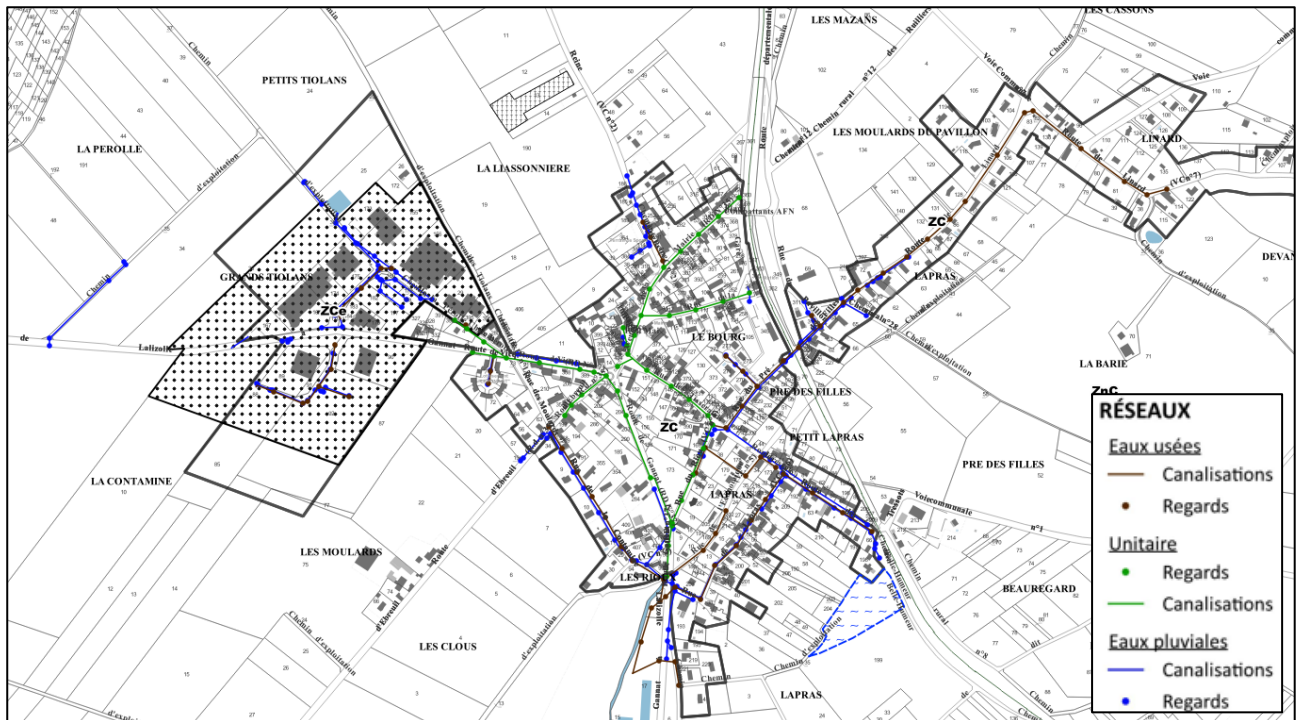
Station de Saint-Bonnet-de-Rochefort :

- Code SANDRE : 040000103220
- Maître d'ouvrage : commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort
- Exploitant : commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort
- Type d'épuration : Filtres Plantés File Boue / Filtres plantés de roseaux
- Capacité : 1710 EH
- Charge maximale en entrée 1315 EH
- Débit de référence retenu : 257 m<sup>3</sup>/jour
- Débit arrivant à la station / Valeur moyenne : 213 m<sup>3</sup>/jour

- Date de mise en service: 2012-04-15

Les performances environnementales de la station sont plutôt bonnes :

- Conformité des équipements d'épuration,
- Conformité de la performance des ouvrages d'épuration au regard de la réglementation européenne



Réseaux d'assainissement

Les rapports du BDQE (Bureau Départemental de la Qualité de l'Eau) de l'Allier montrent que la station ne présente pas de dysfonctionnement. Au regard de sa capacité et de la charge traitée, l'ouvrage peut accepter une charge de pollution supplémentaire.

La station s'inscrit au niveau du secteur le plus urbanisé de la commune. Elle dessert l'ensemble du centre-bourg ainsi que le secteur des Linards à l'Est de la voie ferrée et le Naturopôle à l'Ouest du bourg. Les autres secteurs urbanisés relèvent d'un système d'assainissement individuel.

#### **L'assainissement individuel :**

En dehors des secteurs actuellement raccordés à une STEU, et conformément aux directives du guide du SAGE Loire-Amont au paragraphe D.1.5, il convient de privilégier l'assainissement non collectif et promouvoir l'entretien des installations. Cette recommandation peut être prise en compte dans l'établissement de la carte communale afin de limiter la concentration des eaux usées et leur rejet après traitement en un seul point (risque de concentration de pollution en cas de dysfonctionnement du dispositif de traitement).

L'assainissement non collectif est géré en régie par le SIVOM Sioule et Bouble.

#### **Les eaux pluviales :**

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort ne dispose pas d'un zonage des eaux pluviales.

Le SDAGE recommande de façon générale de réduire les rejets d'eaux pluviales, et fixe des valeurs maximales pour les débits rejetés lors d'une pluie décennale : débit rejeté inférieur à 3 litres / seconde/ hectare.

#### **6.3.3. Déchets**

Source : <http://www.sictomsudallier.fr>

La collecte et le traitement des déchets sont assurés par le SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitements des Ordures Ménagères) Sud Allier. Ce syndicat situé à Bayet, collecte et traite les déchets de 149 communes du Sud du département.

La collecte des déchets se fait en porte à porte 1 fois par semaine pour les ordures ménagères et toutes les 3 semaines pour les sacs ou bacs jaunes contenant les déchets recyclables.

Le tri du verre se fait en apport volontaire (place de la Gare et à Rochefort). Il existe sur la commune une borne textile.

Les déchetteries les plus proches sont situées à Ebreuil (5km), Bellenaves (6km) et Gannat (13 km).

Au total, le SICTOM dispose de 15 déchetteries.

#### Le traitement des déchets

Après la collecte des déchets, le SICTOM Sud-Allier les oriente vers des centres de traitement adaptés.

- L'installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Guègue à Cusset pour enfouissement des déchets non valorisables.
- L'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères (UVEOM) de Bayet avec une valorisation énergétique (vapeur d'eau) et matière (mâchefers et ferrailles) des déchets ménagers résiduels.

110 000 MWh sont produits environ chaque année, soit l'équivalent de la consommation électrique de 27 000 foyers hors chauffage. Environ 66 500 MWh sont vendus à l'usine d'équarrissage voisine, ce qui lui permet d'économiser l'équivalent d'un semi-remorque de fioul chaque semaine.

7 500 MWh sont auto-consommés par l'UVEOM.

- Le centre Allier Tri de Chézy où les emballages ménagers recyclables sont séparés par catégories de matériaux puis conditionnés pour le transport vers les filières de recyclage.

En 2016, 94 257 habitants étaient desservis par le SICTOM :

- 26 288 tonnes de déchets ont été collectés en ordures ménagères, 785 tonnes en déchetterie et 711 tonnes en refus de tri => Soit 27 784 tonnes incinérée à l'UVEOM de Bayet.
- 2 882 tonnes de verres collectés, 4 747 tonnes de papier/cartons/briques alimentaires, 667 tonnes de plastiques/métaux en ce qui concerne les emballages ménagers recyclables.

#### Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) – Allier

Le PDEDMA de l'Allier en vigueur a été validé par arrêté préfectoral du 15 juillet 2004. Conformément à la loi du 13 août 2004, le Conseil Général a décidé d'exercer la compétence planification et en Octobre 2008 a entériné le lancement de la révision de ce plan.

Il existe également un plan départemental de gestion des déchets du BTP, élaboré par la Préfecture, et adopté en 2003 avec signature d'une charte par les différentes parties prenantes. La production de déchets du BTP avait été alors estimée à 403 000 T/annuelles dont 271 500 Tonnes de déchets inertes.

Les lois Grenelle ont rappelé la nécessité d'une mise en place d'une gestion durable des déchets et inscrivent les objectifs suivants :

- diminuer la production d'ordures ménagères de 7% sur 5 ans
- limiter les capacités de traitement des installations de stockage et d'incinération à 60 % des déchets produits sur le territoire.
- mettre en place des filières spécifiques (seringues, déchets dangereux, pneus et produits d'ameublement...)
- instaurer des plans départementaux de gestion des déchets du BTP

La prise en compte de ce PDEDMA au sein de la Carte Communale n'est pas directement visible car la compétence est traitée à l'échelle intercommunale (SICTOM Sud Allier). Toutefois, l'élaboration de la Carte Communale nécessite une réflexion générale sur la localisation des futures zones sources de déchets (zones à urbaniser) en accord avec la gestion actuelle des déchets et notamment leur collecte. Les constructions dans la continuité de celles existantes sont donc à favoriser.

Le SRADDET approuvé en avril 2020 comporte un volet portant sur les déchets, dont les objectifs sont les suivants :

- Réduire de 10% en 2020 par rapport à 2010 la production des Déchets Ménagers et Assimilés et des quantités de déchets d'activités économiques
- Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation (objectifs quantitatifs par filières)
- Atteindre une valorisation matière de 55% en 2020 et de 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes

- Atteindre une valorisation matière de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020.

#### 6.3.4. Energie

La gestion des énergies revient au Syndicat départemental d'énergie de l'Allier (SDE03). Il représente les collectivités de l'Allier et intervient dans tout le département. Il est compétent en matière de construction de réseaux, de distribution électrique, d'éclairage public.

Les réseaux sont enfouis sur tout le bourg. Une étude est en cours sur les hameaux.

#### 6.3.5. Nouvelles technologies de l'information et des communications

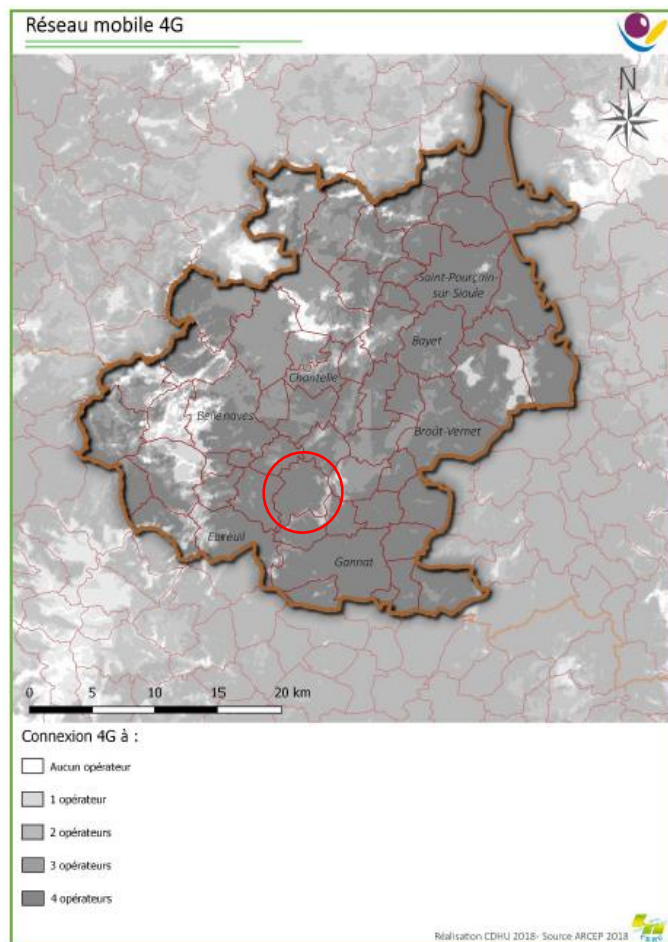
Source : <https://www.monreseau mobile.fr/> et Diagnostic du SCOT (2019)

##### - Connexion internet mobile

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort dispose globalement d'une bonne à très bonne couverture mobile avec deux opérateurs. Néanmoins, avec les deux autres opérateurs, une partie du territoire à l'Est de la commune dispose d'une couverture assez limitée.

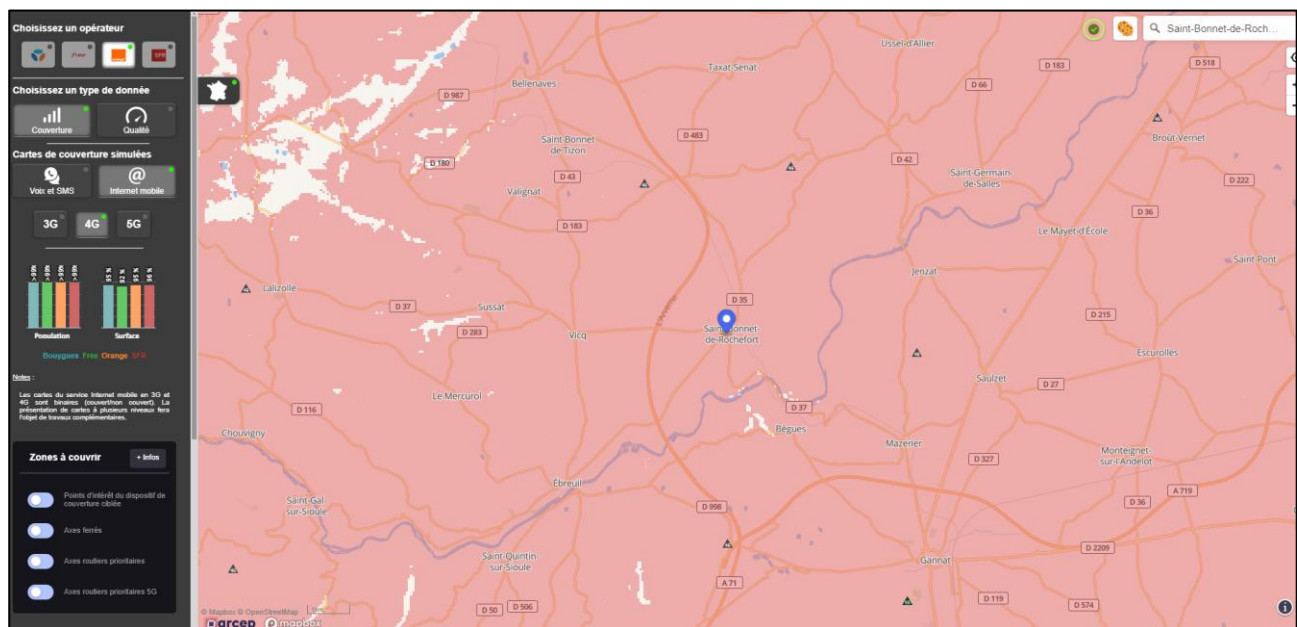
Il n'y a pas d'émetteurs 4G sur le territoire. Des émetteurs sont présents à proximité de la commune, notamment le long de l'A71.

La commune est tout de même couverte par la 4G, par les 4 opérateurs.



Source : SCOT, Rapport de présentation, Tome 1, 2022

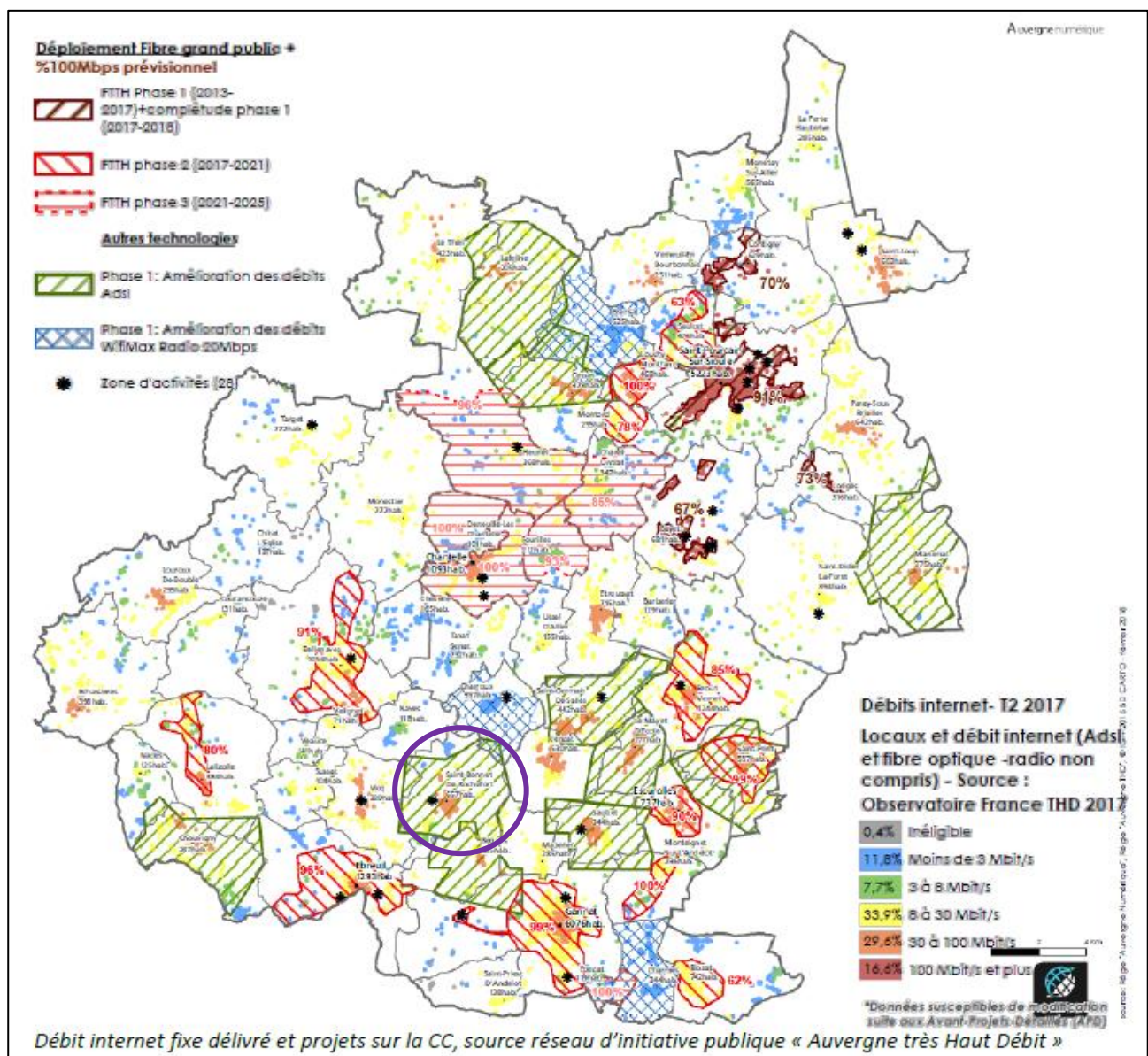




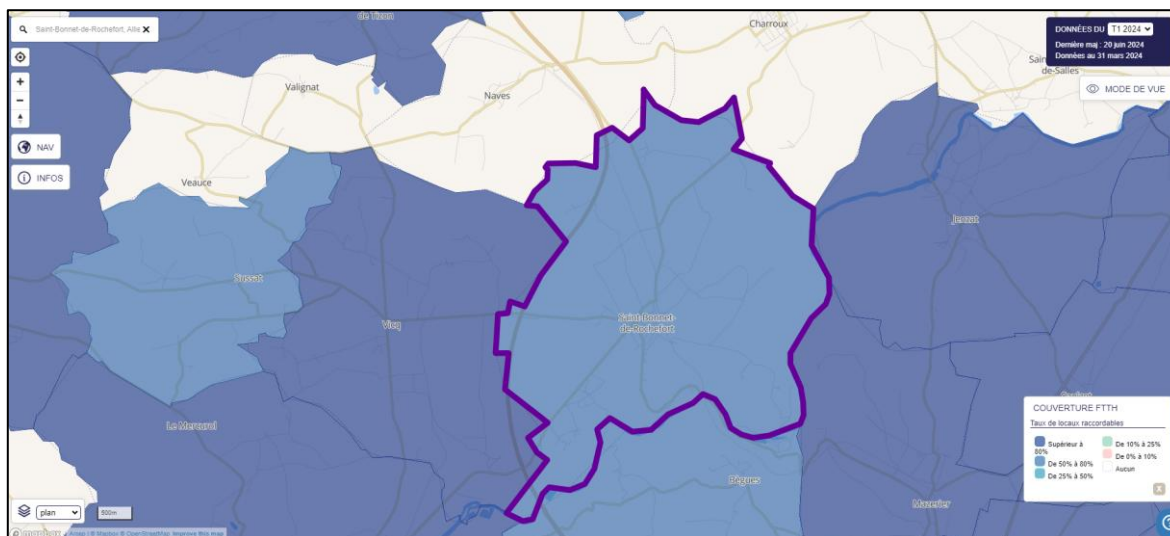
Source : monreseaumobile.fr

### - Connexion internet fixe

La carte qui suit est issue d'une étude sur le très haut débit du Conseil Départemental de l'Allier. Elle renseigne sur le débit internet fixe théorique mais aussi les projets de déploiement de la fibre grand public.



A Saint-Bonnet-de-Rochefort, le taux de couverture en fibre optique se situe entre 50% et 80% et 361 sont raccordables en FttH. La fibre optique a commencé à être installée en 2020. La commune est située en zone peu dense où le déploiement de la fibre optique est assuré par un réseau d'initiative publique (RIP). Un point de mutualisation (PM) est installé dans la ville pour desservir les foyers éligibles aux offres internet très haut-débit.



Source : <https://cartefibre.arcep.fr>

#### Ce qu'il faut retenir

- Les services et les équipements présents à Saint-Bonnet-de-Rochefort assurent un service de proximité.
- Concernant l'adduction et la distribution de l'eau potable, la commune est rattachée au SIVOM Sioule et Bouble.
- Le réseau d'assainissement collectif est exploité en régie par la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort.
- L'assainissement non collectif est géré en régie par le SIVOM Sioule et Bouble.
- La collecte et le traitement des déchets sont assurés par le SICTOM Sud Allier.
- La commune dispose d'une bonne couverture mobile.



## 7. LES DEPLACEMENTS

### 7.1. LES MODES DE DEPLACEMENTS

Le nombre d'actifs ayant un emploi et résidant sur Saint-Bonnet-de-Rochefort a augmenté sur les 10 dernières années, mais le nombre d'actifs travaillant sur la commune est en légère baisse et ne représentent plus que 21.7% des actifs ayant un emploi en 2020.

C'est donc un peu plus de 78% des actifs qui travaillent en dehors de la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort et cette part est en constante augmentation (74.7% en 2009).

Cela s'explique notamment par la proximité de bassins d'emplois comme Saint-Pourçain, Gannat, ...

Toutefois, le développement du Naturopôle contribuera à la hausse de l'emploi sur la commune, et devrait donc contribuer une progression des actifs résidants et travaillant sur la commune.

88.5% des actifs occupés utilisent un véhicule pour se rendre à leur travail.

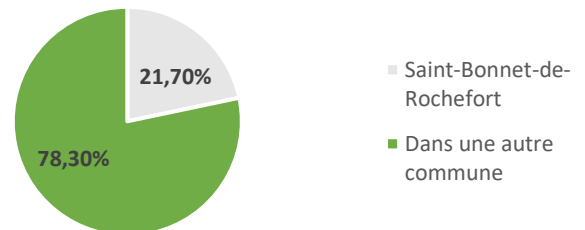
Sur la période 2009-2020, la motorisation des ménages a augmenté : 92.9% des ménages disposent d'au moins une voiture (90.4% en 2009).

La dépendance à la voiture est liée à la fois aux déplacements domiciles-travail, mais également aux déplacements pour la consommation et les loisirs ; elle tient au caractère rural de la commune.

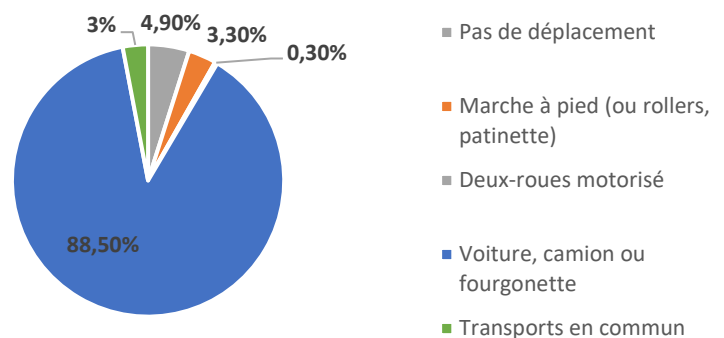
Les moyens de transports motorisés sont donc les plus utilisés pour se rendre en travail, en 2020, très largement devant les autres moyens de déplacements, la marche à pied étant utilisés par 3.3% des actifs.

La commune étant desservie en transport en commun, 3% des actifs les utilisent.

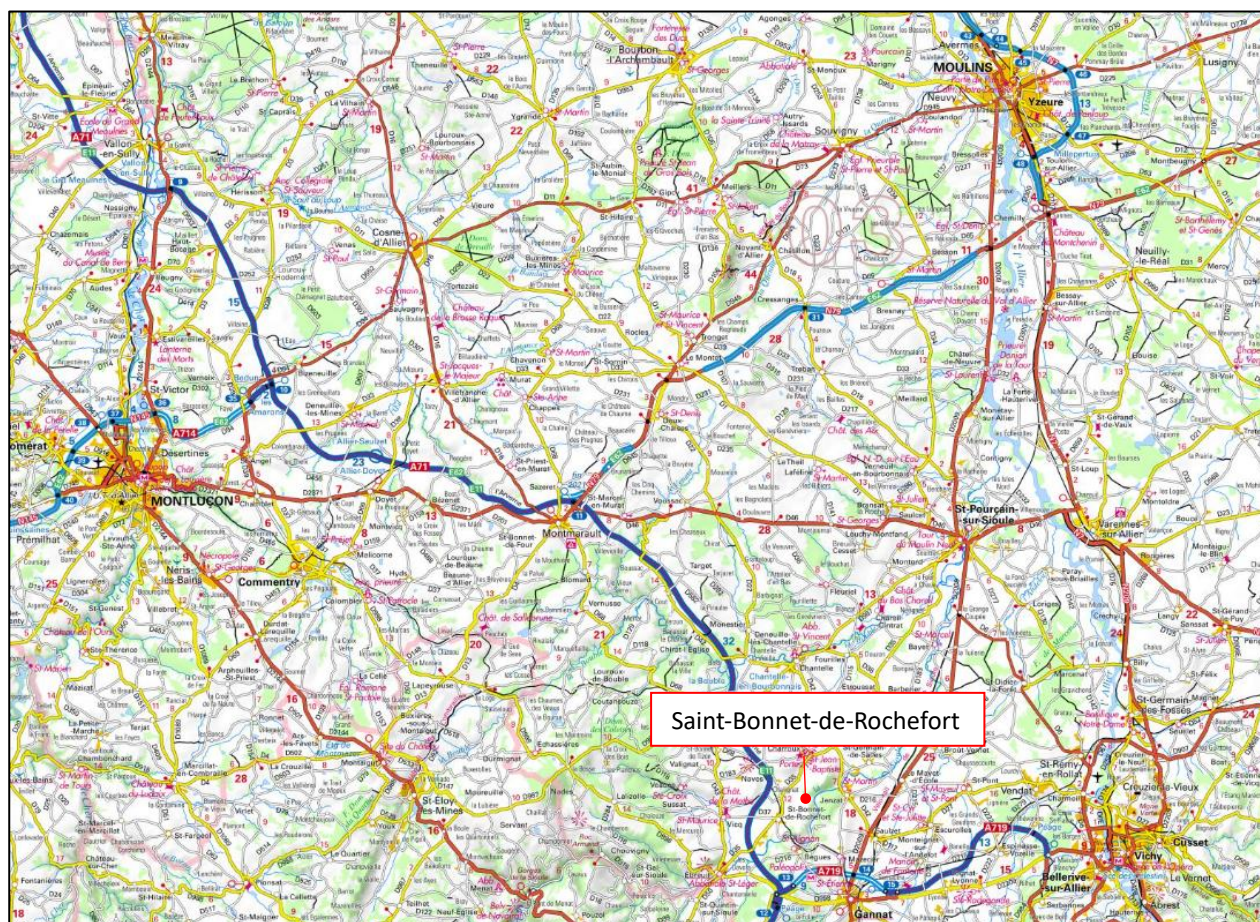
Lieu de travail des actifs résidant sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort  
(Source : Insee RP2020)



Saint-Bonnet-de-Rochefort  
Moyen de transport utilisé pour se rendre au travail en 2020  
(Insee RP2020, publié en 2024)



## 7.2. LE RESEAU ROUTIER



Source : <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

Le territoire communal est traversé par une infrastructure d'envergure nationale, l'A71, axe qui relie Paris à Clermont-Ferrand. Il ne dessert pas directement la commune mais la traverse dans sa partie Ouest. L'échangeur se trouve à Ebreuil à une dizaine de kilomètres de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

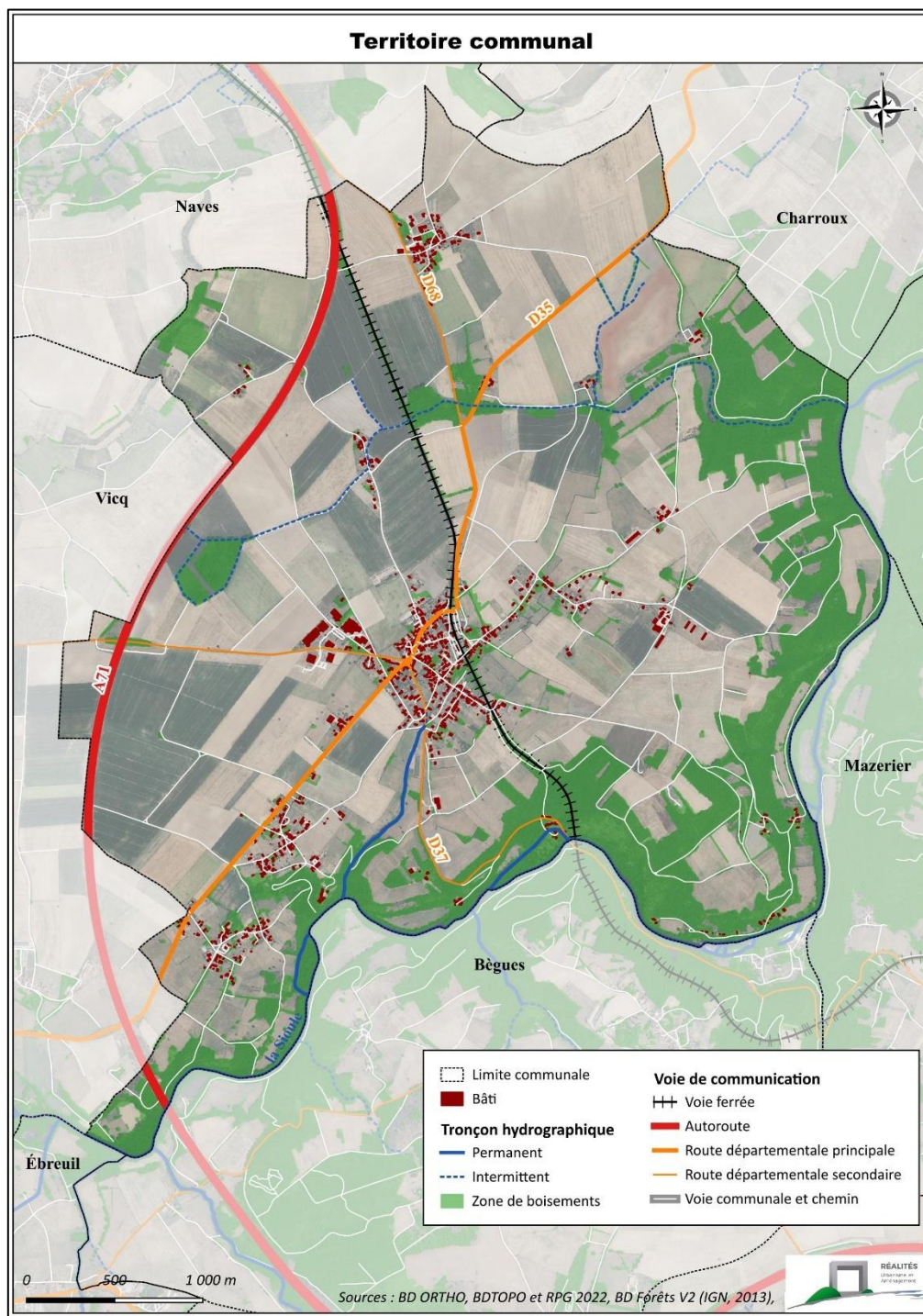
Des routes secondaires :

- La RD35 : cet axe relie Ebreuil et l'A71 au Sud-Ouest à Charroux au Nord-Ouest.
- La RD37 : elle permet de relier Vicq à l'Ouest et Gannat au Sud-Est en passant par Mazerier.
- Au Nord du bourg, l'embranchement RD68 au hameau de l'étang relie la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort à Bellenaves et Montmarault.

Selon les données du Département de l'Allier, sur la RD37, on compte entre 500 et 5000 véhicules par jour en 2023. Le comptage réalisé sur la RD35 fait état de 1214 véhicules par jour dont 7.4% de poids lourd en 2023.

Le réseau viaire est complété par un maillage de voies et de chemins communaux et ruraux qui assurent la desserte du bourg et des différents lieux-dits répartis sur l'ensemble du territoire communal.





### **Classement « route à grande circulation » et Amendement Dupont**

L'urbanisation le long des routes importantes constitue un enjeu pour le territoire. La loi n°95-101 du 02/02/1995 relative au renforcement et à la protection de l'environnement, a introduit un article L111-6 dans le Code de l'Urbanisme, qui vise à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières très fréquentées.

La commune est concernée par ces dispositions :

- L'autoroute A71 est classée comme voie à grande circulation et crée en dehors des secteurs actuellement urbanisés une zone non aedificandi, c'est-à-dire non constructible, de 100 m de chaque côté de cette infrastructure de transport.
- Cette règle de limitation de l'urbanisation cesse de s'appliquer dès lors qu'un véritable projet d'aménagement des abords des voies est mis en place.

Cette marge de recul est inconstructible.

La marge de recul instituée n'a pas pour effet de stériliser les espaces bordant les infrastructures routières. Bien au contraire, l'aménagement qualitatif de ces espaces situés aux abords immédiats de l'agglomération doit être stratégique, puisqu'ils vont être le support d'une nouvelle urbanisation et la nouvelle "vitrine" de la ville ou du bourg. Cette bande

de reculement permet aux projets urbains de prendre en considération le paysage environnant et l'intégration harmonieuse des infrastructures. L'inconstructibilité de cette bande vise l'intégration paysagère de ces zones transitoires. L'espace ainsi libéré permet soit de maintenir une activité agricole existante, soit d'en créer une, facilitant l'intégration des infrastructures routières.

### **Zone d'interdictions d'accès**

Les SUP de type EL11 grèvent les accès directs des propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération. Concernant les routes express et les déviations d'agglomération, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains, mais les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après le rétablissement de la desserte des parcelles intéressées.

## **7.3. UNE OFFRE ALTERNATIVE A LA VOITURE PEU CONCURRENTIELLE**

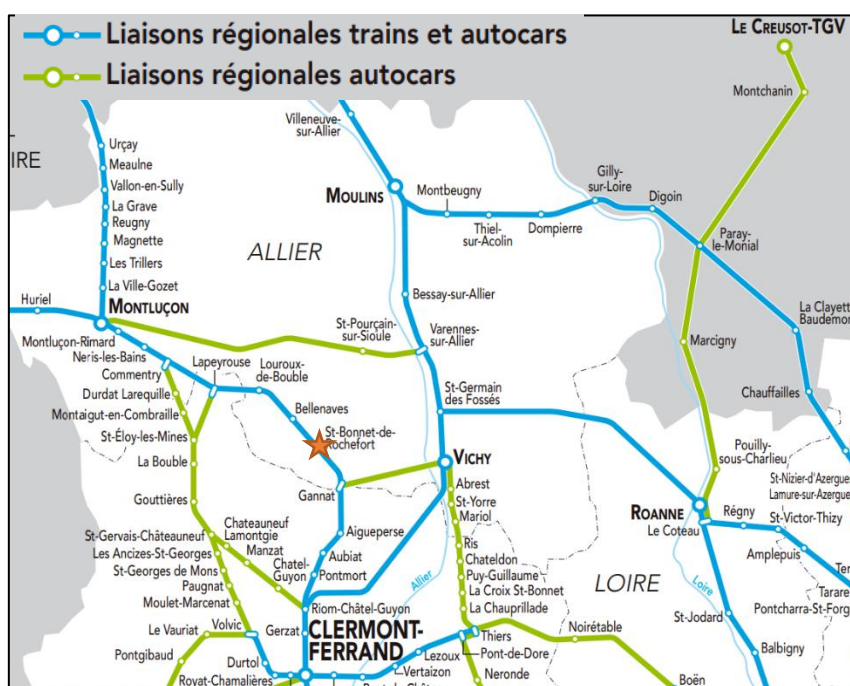
Bien que le territoire de la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne ait un caractère rural, il n'est pas pour autant enclavé grâce à une diversité d'offre de transport collectif organisé par la Région Auvergne Rhône Alpes ou par le Département de l'Allier par délégation.

Travailler à une offre de mobilité plus adaptée est un des objectifs du PADD du SCOT.

### **7.3.1. Transport ferroviaire**

La commune est traversée de Nord en Sud par la voie ferrée Clermont-Ferrand/Paris. Elle dessert le bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort à raison de 4 arrêts par jour (ligne Montluçon-Gannat).

Les autres gares les plus proches sont Bellenaves et Gannat qui permettent de rejoindre les agglomérations de Clermont, Montluçon, Vichy. Ces gares n'offrent pas de TGV.



*Extrait de la carte du réseau TER et Cars Auvergne Rhône Alpes.*

### **7.3.2. Transports par car départemental**

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort était autrefois desservie par une liaison par car qui permettait de rejoindre Gannat et Vichy. Celle-ci a été abandonnée par manque de fréquentation.

Les habitants peuvent néanmoins rejoindre Saint-Pourçain-sur-Sioule ou Gannat pour bénéficier de la ligne B Montluçon/Vichy, et la ligne K Gannat/Moulins. Ils peuvent également rejoindre Bellenaves pour bénéficier de la ligne E Bellenaves/Gannat/Vichy.



### 7.3.3. Transport à la demande (TAD)

La Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne propose pour l'ensemble des soixante communes du territoire un service de transport à la demande (TAD) ouvert à tous, le service T'LIB. Il s'agit d'un service de transport à la demande de porte-à-porte que les habitants peuvent utiliser une fois par semaine hors rendez-vous médical (sauf dérogations).

### 7.3.4. Transport scolaire

Le transport scolaire est assuré au quotidien vers Bellenaves, Gannat et Saint-Pourçain-sur-Sioule. La commune recense un ramassage scolaire quotidien entre Charroux et Saint-Bonnet de Rochefort ; un ramassage quotidien vers les collèges de Gannat et Bellenaves ; un ramassage quotidien vers le lycée de Saint-Pourçain-sur-Sioule et un ramassage hebdomadaire vers le lycée de Cusset.

## 7.4. LE STATIONNEMENT

Des espaces de stationnements sont présents à 13 principaux espaces de la commune. Le stationnement apparaît suffisant. La commune ne dispose pas de places de stationnement pour les véhicules hybrides ou électriques, ni pour les vélos.

Localisation	Nombre de places			Spécificité éventuelle (arrêt minute, zone bleue,...)
	Voitures	Véhicules hybrides et électriques	Vélos	
Rond-point d'entrée de bourg	8			Dont 1 PMR
Rue des Tisserands	6			
Place du 8 mai	Places non matérialisées pour l'instant sera fait en septembre octobre lors des travaux d'aménagement de la place			
Place de l'Eglise	Places non matérialisées			
Parking multiple rural	9			
Parking école primaire	11			Dont 1 PMR
Parking salle des fêtes + aire d'accueil	21			Dont 2 PMR Aire d'accueil (4 campings-car)
Parking de la Gare	14			Dont 1 PMR
Parking école maternelle	8			Dont 1 PMR
Parking mairie	11			Dont 1 PMR
Lotissement Les Cypres	5			Parking sablé
Rue du Pré des Filles	6			Parking sablé
Jardin des Plantes	7			Parking sablé
Rue du Pavillon				

Localisation des stationnements

Il n'existe pas de site de covoiturage sur la commune mais sur les communes voisines proches. 12 aires de covoiturage sont présente sur le territoire intercommunal.

**Ce qu'il faut retenir**

- Des déplacements liés à l'emploi (78.3% des actifs travaillent en dehors de la commune).
- Un niveau d'équipement automobile qui s'améliore, une bonne desserte routière, proximité de Gannat et Vichy, insuffisance des transports en commun excepté la desserte ferroviaire, ... favorisent l'usage de la voiture.
- Il n'y a pas de problématique spécifique concernant le stationnement sur la commune.



## C. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 1. LE MILIEU PHYSIQUE

#### 1.1. CONTEXTE CLIMATIQUE

Sources consultées : Météo France [www.meteo-mc.fr](http://www.meteo-mc.fr) ; [www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr](http://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr)

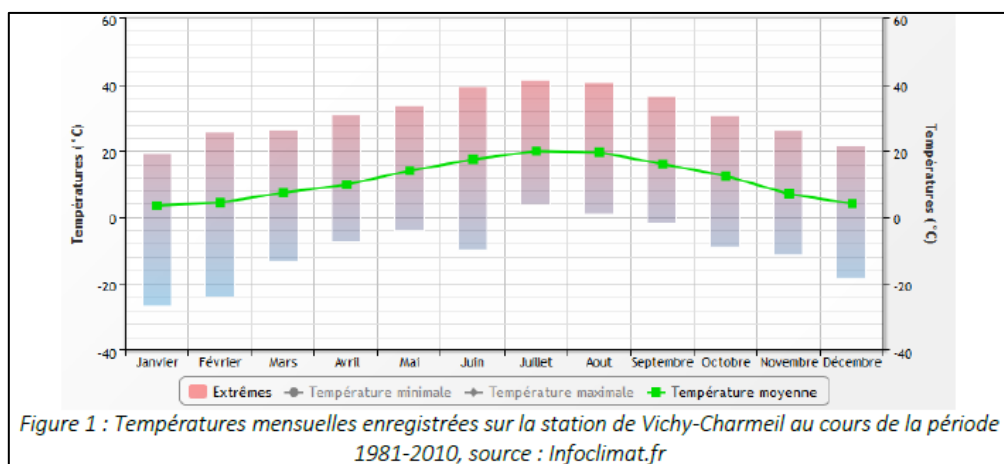
Le département de l'Allier se trouve être compris entre deux zones climatiques, une zone océanique plus ou moins altérée au nord et à l'ouest, et une zone de climat de montagne au sud ; on peut en gros distinguer trois zones homogènes :

- Les régions de plaines à faible altitude, vallées fluviales (Sioule, Allier, Cher) où les quantités de précipitations et les températures sont assez proches.
- Les collines d'altitude moyenne (400 à 600 m) au centre du département en prolongement de la Bosse.
- La montagne de la Bosse vers Lalizolle et les Monts de la Madeleine (entre 600 et 1200 m) où les températures moyennes sont plus basses et la pluviosité très nettement supérieure au reste du département (1000 à 1200 mm). Le nombre de jours de neige atteint en moyenne 30 jours.

Les paramètres climatiques proposés dans cette section s'appuient sur une station de mesure météorologique du réseau de Météo France, située à Vichy-Charmeil, station de référence représentative du climat du territoire CC Saint-Pourçain Sioule Limagne et disposant de données homogénéisées pour le paramètre étudié, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une correction permettant de gommer toute forme de distorsion d'origine non climatique (déplacement de station, rupture de série...).

- Températures

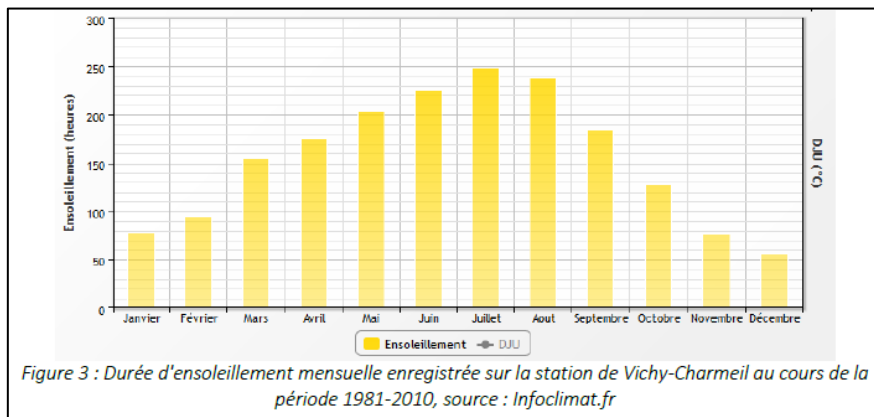
D'après les relevés de la station Vichy-Charmeil, la température moyenne annuelle observée est de 11,3 °C. Selon METEO France, la moyenne minimale est de 6,0 °C (le mois le plus froid étant janvier avec une moyenne de 3,5 °C) et la moyenne maximale atteint 16,7 °C (le mois le plus chaud étant juillet avec 19,9°C de moyenne). Les écarts de température sont donc relativement modérés tout au long de l'année.



Source : Rapport de présentation, tome 1, SCOT, 2022.

- L'ensoleillement

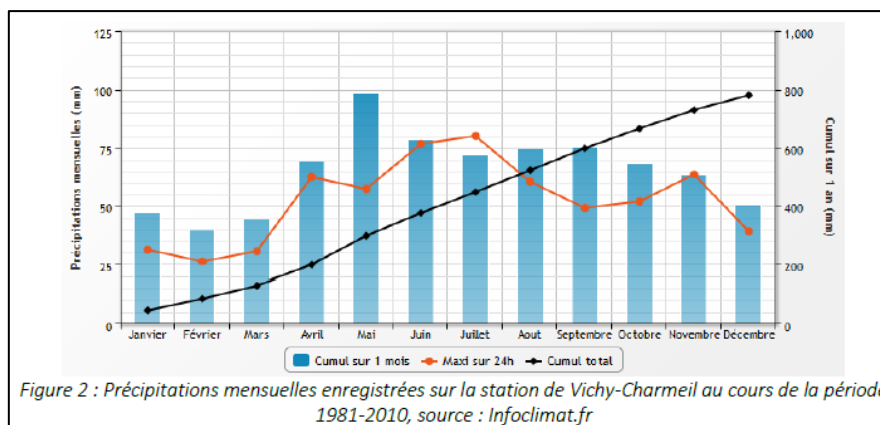
D'après les relevés de la station Vichy-Charmeil, les moyennes mensuelles et annuelles d'ensoleillement sont respectivement de 155 heures et 1 861,8 heures. Le mois le plus ensoleillé est le mois de juillet avec une moyenne de 248,9 heures contre 55,9 heures sur décembre, mois le moins ensoleillé.



Source : Rapport de présentation, Tome 1, diagnostic, SCOT, 2022.

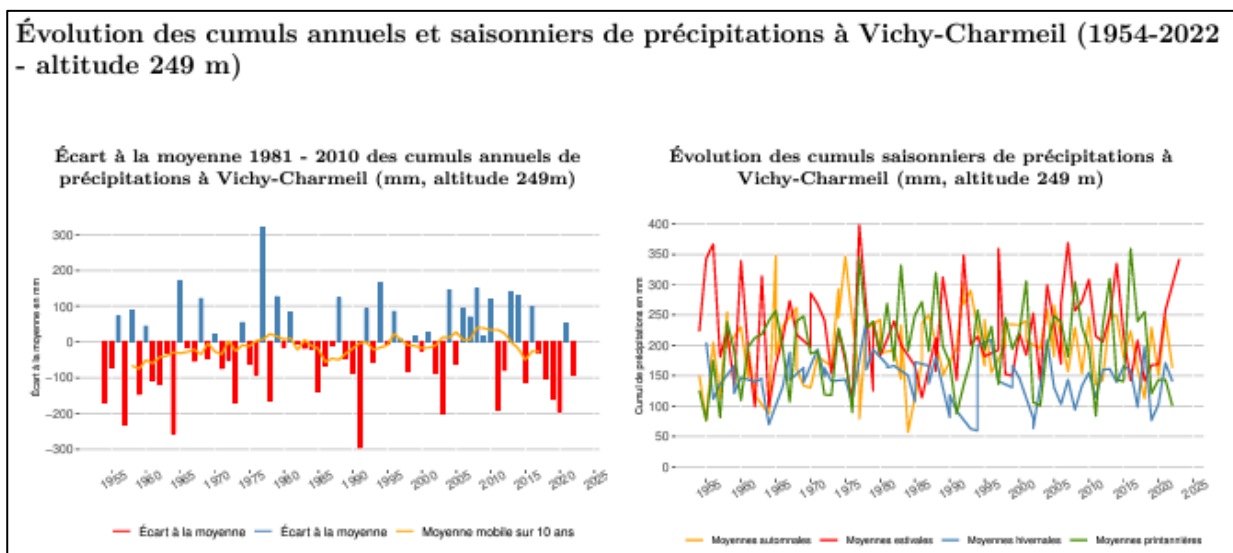
#### - Précipitations

Le graphique ci-dessous montre que les précipitations sont assez régulières tout au long de l'année, avec une moyenne annuelle de 779,5 mm/an, réparties sur 116,7 jours environ. Néanmoins, on remarque des pics de pluie au printemps. Le mois le plus arrosé est mai avec une moyenne de 98,2 mm/an. Les mois les plus secs sont janvier, février et mars avec une moyenne de 43,6 mm/an environ sur ces trois mois. S'agissant du reste de l'année, de juin à décembre, les précipitations sont relativement homogènes.



Source : Rapport de présentation, Tome 1, diagnostic, SCOT, 2022.

Le profil Climat Air Energie de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (édité par l'ORCAE, en avril 2024) permet un suivi des données, toutes proportions gardées, puis que les paramètres climatiques proposés s'appuient sur la station de mesure de Vichy-Charmeil.



Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

Le régime de précipitations présente une grande variabilité d'une année à l'autre.

Les stations étudiées en Auvergne-Rhône-Alpes ne montrent pas de tendance nette sur l'évolution du cumul annuel des précipitations. Le régime global de précipitations a peu évolué sur les 60 dernières années. L'évolution des cumuls de précipitations entre la période trentenaire (1993-2022) et la précédente (1963-1992) est de l'ordre de 1.9% à Vichy-Charmeil.

Les conclusions sont identiques pour l'analyse saisonnière, qui ne révèle pas non plus de tendance nette. L'incertitude est grande quant à l'évolution des précipitations dans le court, moyen et long terme. Aucune projection ne démontre à l'heure actuelle d'évolution tendancielle, dans un sens ou dans l'autre.

#### - Le vent

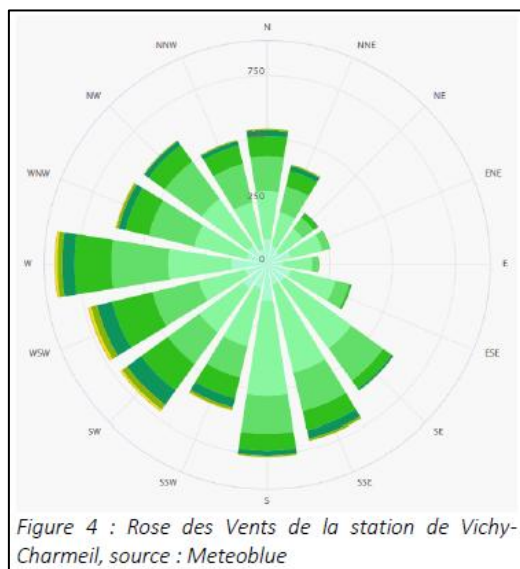
Les Roses des Vents permettent de connaître le nombre d'heures par an où le vent souffle et quelles sont ses directions préférentielles.

À la lecture de la Rose des vents de Vichy-Charmeil (voir ci-contre), le territoire étudié est soumis à des vents modérés à forts provenant principalement de l'ouest / ouest sud-ouest / sud-ouest (vents dominants), mais également du sud / sud sud-Est. Notons qu'il peut exister des différences significatives entre les saisons.

Les vents les plus forts étant le plus souvent enregistrés en hiver et en provenance de l'ouest, même s'ils apparaissent tout de même moins forts que sur le littoral.

S'agissant des rafales, la maximale a été enregistrée le 25 novembre 2011 à 288,9 km/h.

Le mois de novembre présente des rafales maximales, environ 280 km/h, bien plus élevées que les autres mois dont la moyenne est d'environ 100 km/h.



Source : Rapport de présentation, Tome 1, SCOT, 2022.

## 1.2. GEOLOGIE

Source consultée : <http://infoterre.brgm.fr/> / <https://www.cbnmc.fr/>

On retrouve sur le territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort :

- Des roches sédimentaires carbonatées du Tertiaire sur la majeure partie de la commune.
- Quelques roches sédimentaires détritiques du Tertiaire.

Dans la partie centre-sud du territoire, autour de Bellenaves, Naves, Charroux, ou encore Chantelle, on observe une alternance entre des roches sédimentaires (marnes, argiles, calcaires, etc.) et des alluvions.

Ces roches sédimentaires sont majoritairement des formations marno-calcaires datées de l'oligocène et du miocène inférieur, respectivement deuxième et troisième période de l'ère tertiaire. Les alluvions présentes dans ce secteur sont des dépôts provenant principalement de la Bouble et du Boublon.

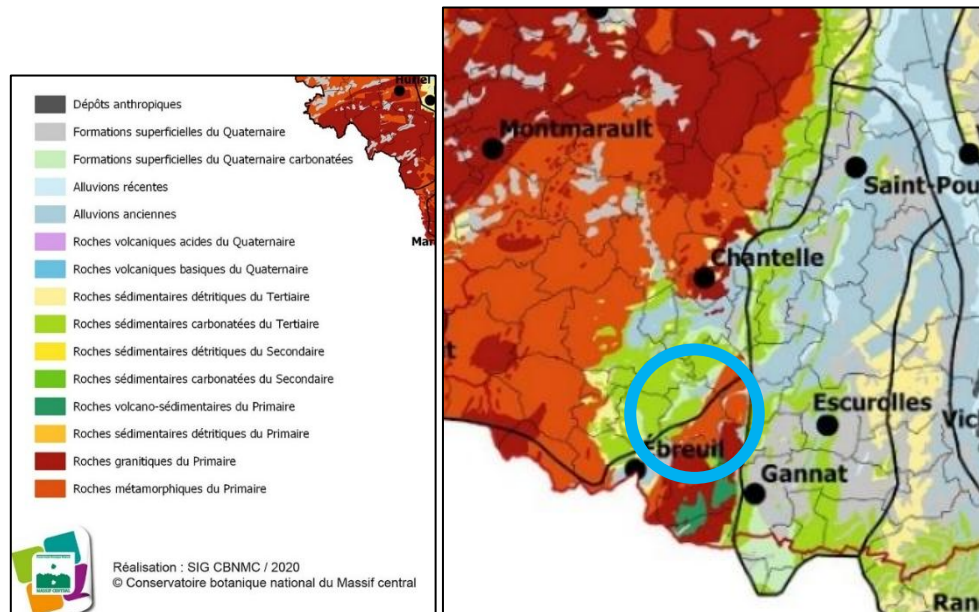
La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est donc occupée par des terrains sédimentaires oligo-pliocènes.

Les roches métamorphiques observées sont :

- Des marnes alternativement beiges et verdâtres, à bancs calcaires, parfois oolithiques (Oligocène) (partie Ouest de la commune).
- Des Gneiss à deux micas. Formations cristallophylliennes du groupe de la Sioule. Protérozoïque probable (partie Est de la commune).
- Colluvions alimentées essentiellement par les formations oligocènes

Des alluvions se situent au niveau des cours d'eau composés de matériaux alluviaux :

- Alluvions anciennes de moyenne terrasse : limons, argiles à graviers ou galets
- Alluvions anciennes de moyenne terrasse : limons, argiles à graviers ou galets
- Alluvions récentes : sables grossiers et galets



Source : <https://www.cbnmc.fr/>

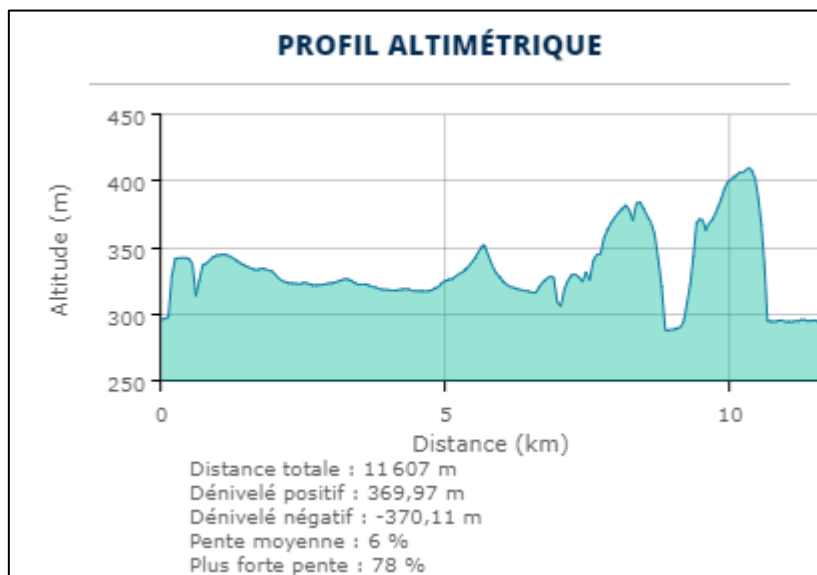
### 1.3. CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

Situé aux portes du Massif Central et de ses reliefs tumultueux, le département de l'Allier possède un relief déjà marqué. En effet, l'altitude est comprise entre 169 m à Urçay (Vallée du Cher) et 1292 m au puy de Montoncel (Montagne bourbonnaise proche de Vichy). Le territoire est entaillé d'une multitude de vallons qui trouvent leur origine dans la présence de nombreux cours d'eau (ex : l'Allier, le Cher, la Loire, etc.).

Le territoire couvert par le SCot Saint-Pourçain Sioule Limagne présente un relief relativement marqué même s'il ne recense pas les principaux points hauts du département. Globalement, le territoire s'oriente selon un axe sud-ouest / nord-est. L'amplitude topographique est d'environ 550 m.

La majorité du territoire communal de Saint-Bonnet-de-Rochefort s'inscrit dans un plateau dominant les gorges de la Sioule au Sud et à l'Est. L'altitude moyenne de la commune est de 339 m et l'amplitude entre le point le plus haut (Boutilliers, 412 m) et le point le plus bas (Gorges de la Sioule 297 m) est de 115 m.

D'une manière générale, le relief s'incline très franchement d'Ouest en Est en direction des gorges de la Sioule. Ainsi, à l'Ouest de la commune, le relief, compris entre 300 et 330 m d'altitude, est très peu mouvementé. Tandis qu'à l'Est du territoire, le relief est plus important et la pente beaucoup plus marquée et plus abrupte que dans le reste de la commune. En quelques mètres, l'altitude passe en effet de 400 m à environ 300 m d'altitude, constituant ainsi les coteaux abrupts de la vallée de la Sioule.



Source : <https://www.geoportail.gouv.fr/>

## 1.4. HYDROGRAPHIE

### 1.4.1. Réseau hydrographique

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort s'inscrit dans le bassin versant de la Sioule.

Le réseau hydrographique communal est essentiellement constitué de la Sioule qui, sur 7 kilomètres, constitue la limite entre Saint-Bonnet-de-Rochefort et les communes de Begues, Mazerier et Jenzat.

La Sioule descend des flancs des Monts Dore, au cœur du Puy-de-Dôme. Les gorges de la vallée de la Sioule qui s'encaissent entre Saint-Bonnet-de-Rochefort et Jenzat sont la partie la plus mouvementée de son voyage. Une fois la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort passée, elle reçoit le renfort de la Bouble, et rejoint le fleuve de l'Allier vers la commune de Saint-Pourçain.

A noter que la commune fait partie du périmètre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) de la Sioule.

Les autres cours d'eau qui traversent la commune sont des ruisseaux sans nom, affluents de la Sioule, au débit souvent intermittents. Le plus important d'entre eux traverse la commune d'Ouest en Est et se jette dans la Sioule à hauteur du lieu-dit Millery, au nord-Est de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

### 1.4.2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne

Source consultée : [www.sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr](http://www.sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour un grand bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et à certains documents tels que les plans locaux d'urbanisme.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est intégralement incluse dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 approuvé par la préfète coordonnatrice de bassin en date du 18 mars 2022.

Les principaux enjeux du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 sont :

- La restauration des milieux aquatiques :
  - en créant des conditions favorables au maintien et au retour des espèces vivant dans les cours d'eau (poissons, invertébrés...);
  - en remettant en état des zones humides servant de frayères ;
  - en aménageant ou supprimant des obstacles à la migration des poissons ;
  - en restaurant la continuité écologique et la circulation des sédiments.



- **La lutte contre les pollutions diffuses** :
  - o en encourageant le retour à une fertilisation équilibrée ;
  - o en réduisant l'usage des pesticides, quels qu'en soient les usages (agricoles ou domestiques) voire en les supprimant ;
  - o en limitant le transfert des polluants vers les eaux (mise en place systématique de bandes enherbées le long des cours d'eau et de bassins tampons sur les systèmes de drainage).
- **Le partage de la ressource en eau** : le SDAGE fixe des objectifs de débit minimum à respecter dans les cours d'eau sur l'ensemble du bassin. En complément, il identifie les secteurs où les prélèvements dépassent la ressource en eau disponible et il prévoit les mesures pour restaurer l'équilibre et réduire les sécheresses récurrentes.
- **Le littoral** : un chapitre spécifique du SDAGE traite de ce sujet. Le point principal concerne la lutte contre le développement des algues responsable des marées vertes et la lutte contre les pollutions bactériologiques qui peuvent affecter des usages sensibles (baignade, conchyliculture, pêche à pied...).
- **Les zones humides** doivent être inventoriées afin de les protéger et les restaurer, car elles nous rendent de nombreux services gratuits : épuration, régulation de la quantité d'eau, biodiversité, usages récréatifs...
- **Le développement des SAGE** : le SDAGE favorise le développement de ces outils de gestion locale de l'eau. Pour de nombreux thèmes, le comité de bassin a estimé qu'une règle uniforme pour l'ensemble du bassin n'était pas adaptée. Dans ces cas, le SDAGE confie aux SAGE la responsabilité de définir des mesures adaptées localement.
- **L'adaptation au changement climatique** est poursuivie dans le SDAGE 2022- 2027 (47 % des propositions de modifications portent sur la prise en compte du plan d'adaptation du changement climatique du bassin Loire-Bretagne).

#### 1.4.3. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Sioule

La commune est concernée par le SAGE Sioule approuvé le 7 mars 2014.

Les principales caractéristiques du SAGE de la Sioule sont les suivantes :

- Superficie 2 559 km<sup>2</sup>
- Localisation - 3 départements (Allier, Puy-de-Dôme et Creuse) - 160 communes
- 4 enjeux de territoire du SAGE définis dans le PAGD
  - o Qualité de l'eau ;
  - o Gestion quantitative de la ressource en eau ;
  - o Gestion des ouvrages notamment les barrages hydroélectriques ;
  - o Gestion des espèces et des espaces naturels.

Le SAGE de la Sioule définit 5 grandes orientations :

- Fixer les objectifs de qualité à atteindre dans un délai donné ;
- Répartir l'eau entre les différentes catégories d'usagers ;
- Identifier et protéger les milieux aquatiques sensibles ;
- Définir des actions de développement et de protection de la ressource en eau et de lutte contre les inondations
- Evaluer les moyens économiques et financiers nécessaires.

Les principaux affluents du bassin de la Sioule sont représentés par :

- En rive gauche : la Miouze, le Sioulet, la Bouble ;
- En rive droite : la Viouze.

#### 1.4.4. Les objectifs de bon état

Le territoire de la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se situe sur une masse d'eau souterraine : « Massif central Bassin versant de la Sioule » (n° FRGG050).

Ø La masse d'eau nommée "Massif Central Bassin Versant de la Sioule" (FRGG050)			
Type de masse d'eau souterraine	État de la masse d'eau en 2015		Objectif d'atteinte du bon état global
	Chimique	Qualitatif	
Socle, écoulement Libre	Bon	Bon	2015

Source : Rapport de présentation, Tome 1, SCOT - Etat des lieux 2019 – Bassin Loire-Bretagne

67



Légende	
	BV Sioule
	Zones humides identifiées sur le terrain
Sondages pédologiques	
	Négatifs
	Positifs
	Surfaces en eau
	Cours d'eau et écoulements
	Sources

*Inventaire des zones humides du SAGE Sioule / Plan d'assemblage de l'atlas des zones réellement humides suite aux expertises de terrain*

#### 1.4.6. Contrat territorial "Sioule et affluents" 2014 / 2018

C'est un outil opérationnel déclinant les objectifs du SAGE contractualisé entre les maîtres d'ouvrage et les financeurs pour réaliser des travaux autour de 3 volets :

- restauration des milieux aquatiques,
- réduction des pollutions ponctuelles et diffuses,
- animation, communication et suivi.

Il est porté par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement Touristique du bassin de Sioule (SMAT).

**Ce qu'il faut retenir**

- La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est très majoritairement occupée par des terrains sédimentaires oligo-pliocènes.
- La majorité du territoire communal de Saint-Bonnet-de-Rochefort s'inscrit dans un plateau dominant les gorges de la Sioule au Sud et à l'Est.
- L'altitude moyenne de la commune est de 339 mètres et l'amplitude entre le point le plus haut (Boutillers, 412m) et le point le plus bas (Gorges de la Sioule 297m) est de 115 mètres.
- Le territoire communal est rattaché au bassin versant de la Sioule. Il est traversé uniquement par la Sioule et des petits cours d'eau sans nom qui sont des affluents.
- Saint-Bonnet-de-Rochefort comme l'ensemble de l'Allier constate une augmentation des températures sur les 30 dernières années, engendrant un impact important sur l'environnement et la santé, à anticiper.



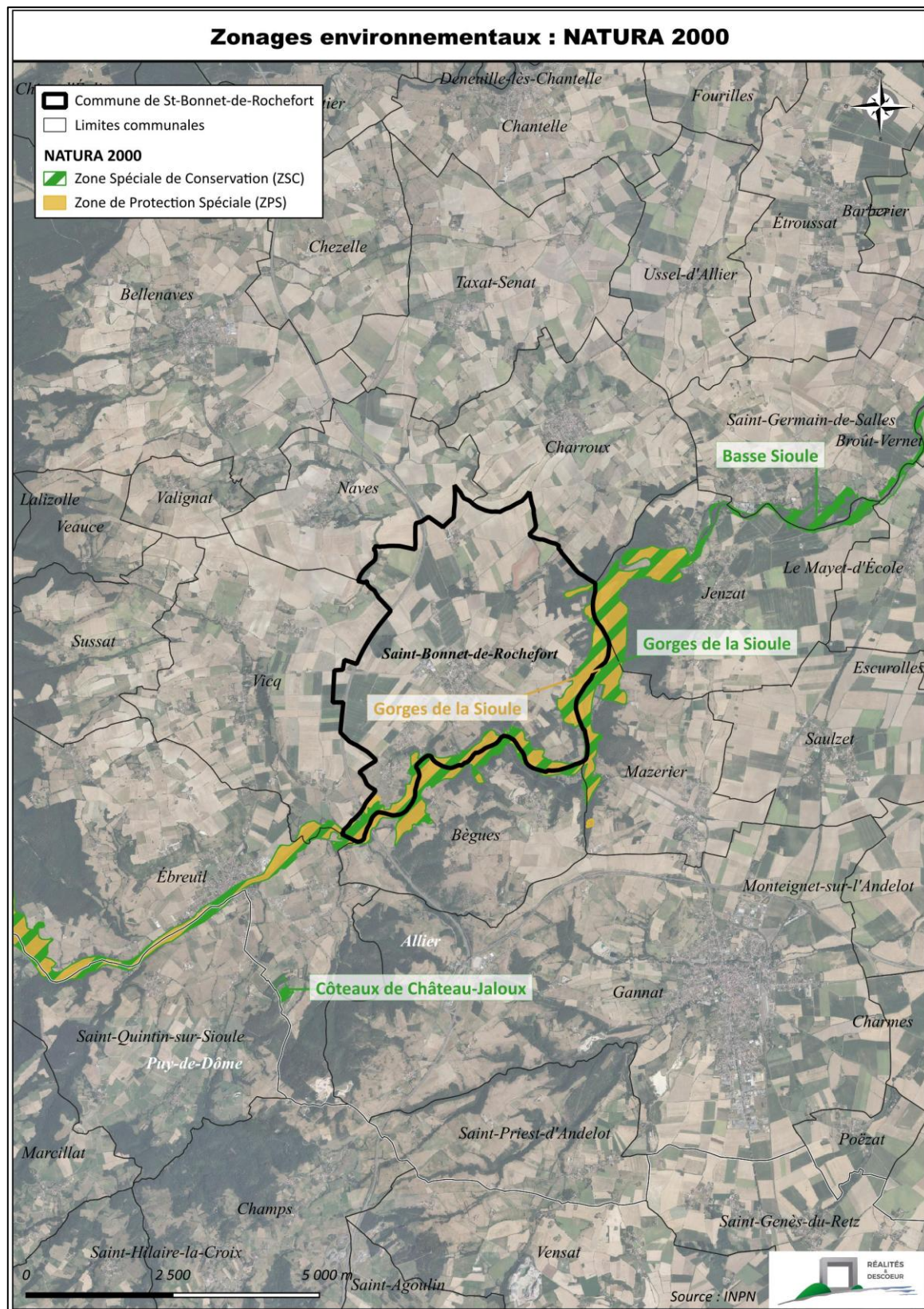
## 2. LES MILIEUX NATURELS ET LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES

Sources : <https://inpn.mnhn.fr/>

### 2.1. NATURA 2000

On dénombre 2 sites Natura 2000 sur le territoire de la commune :

- FR8301034 : Gorges de la Sioule (ZSC)
- FR8312003 : Gorges de la Sioule (ZPS)





Le site Natura 2000 des Gorges de la Sioule est constitué d'une ZPS et d'une ZSC. La ZPS couvre 31 communes dont 8 dans l'Allier et 23 dans le Puy-de-Dôme, le long de la rivière Sioule. La ZPS s'étend sur une surface de 24 656 ha.

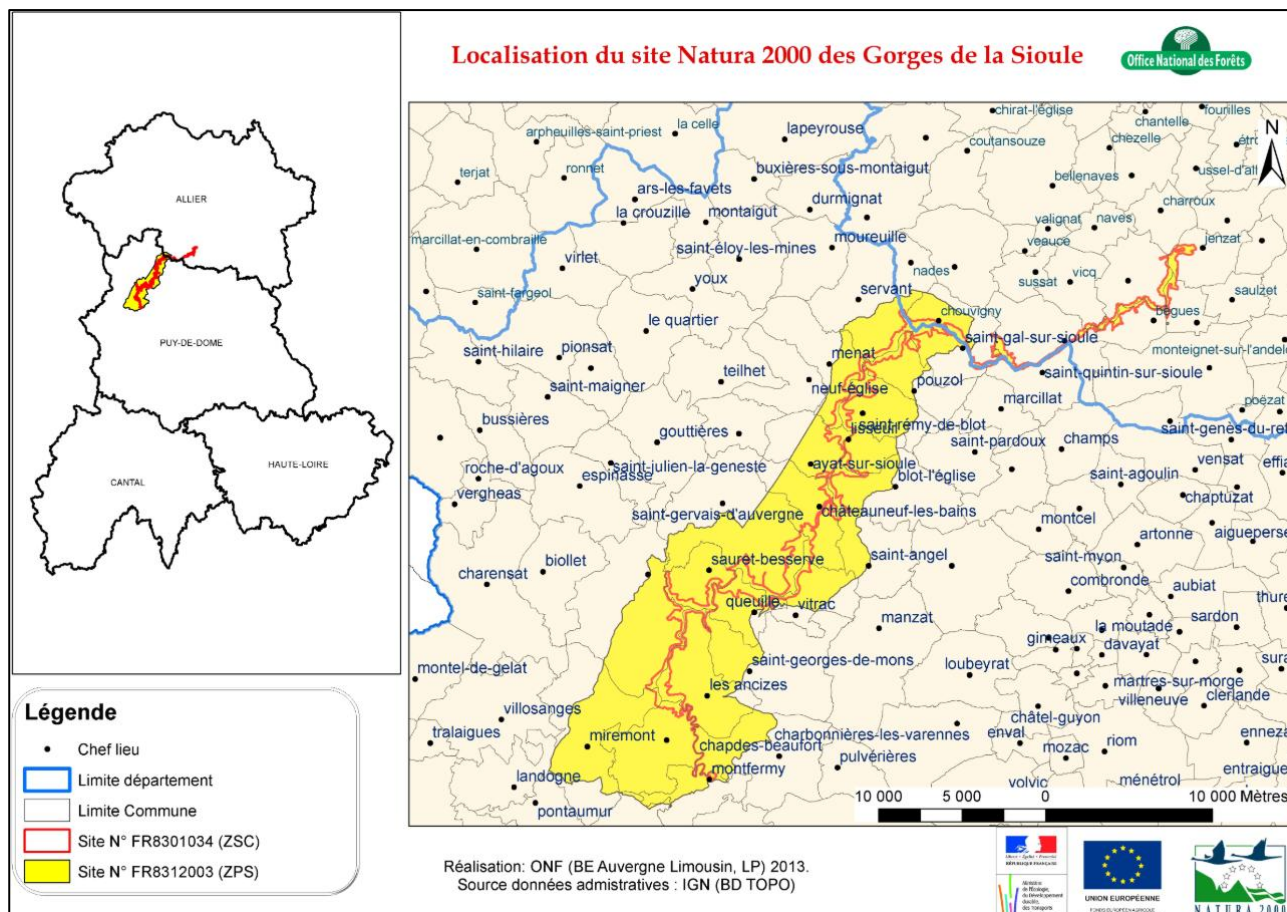
Le territoire de la ZSC recouvre 30 communes également à cheval sur les départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme. Il couvre une superficie de 3 777 ha de Montfermy (63) à Jenzat (03).

La Sioule traverse du sud-ouest au nord-est la région des Combrailles qui constitue un vaste plateau.

La Sioule a creusé des gorges profondes qui donne son entité au site des Gorges de la Sioule.

Plusieurs beaux méandres dont celui de Queuille et les secteurs encaissés comme les Gorges de Chouigny présentent les paysages les plus remarquables.

La vallée s'ouvre au niveau du bassin d'Ebreuil avant de retrouver son paysage escarpé au niveau du horst de Jenzat.



### 2.1.1. Natura 2000 : ZPS Gorges de La Sioule

#### Caractéristiques du site

La ZPS gorges de la Sioule FR8312003 (directive Oiseaux) a été désignée comme tel par l'arrêté ministériel du 24.04.06. D'une superficie de 26 024 ha, cette ZPS s'étend dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, résultant de la contribution de 31 communes.

Le Docob de la ZPS gorges de la Sioule a été élaboré par l'ONF (ONF 2005b).

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	25%
Prairies semi-naturelles humides	22%
Prairies améliorées	21%
Cultures céréalières extensives	13%
Landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues	8%
Forêts de résineux	2%
Forêts mixtes	2%
Forêt artificielle en monoculture	2%
Rochers intérieurs, éboulis rocheux	1%
Eaux douces intérieures	1%
Pelouses sèches, steppes	1%
Autres terres	1%
Autres terres arables	1%

### Autres caractéristiques du site :

Le site Natura 2000 des gorges de la Sioule est centré sur la rivière Sioule et quelques affluents sur près de 96 kilomètres intégrant des versants escarpés et boisés et les bordures de plateaux agricoles. La Sioule traverse du sud-ouest au nord-est la région des Combrailles ; ce pays constitue un vaste plateau, doucement incliné en direction du nord. La rivière, très sinueuse, entaille ce plateau avec des dénivelés pouvant aller jusqu'à 300m du rebord du plateau au lit de la Sioule. Le paysage est marqué par ce fort encaissement qui donne son identité au site.

Avec 47 % du site "Oiseaux" occupés par la prairie, l'activité agricole majeure sur le site est l'élevage, principalement bovin ; l'élevage "à viande" domine en zone aval et se partage avec, l'élevage laitier en amont. L'élevage ovin est secondaire. La culture reste surtout concentrée dans le bassin d'Ebreuil (1.2 % du territoire).

La ZPS est marquée par une occupation des sols très forestière sur les versants de la vallée. La Forêt occupe 44 % du site "Oiseaux". Elle se partage en boisement feuillus (84,4%), résineux (9.2%) et mixtes (6.4%). Dans les zones accidentées de la vallée, la sylviculture pratiquée reste à minima ; les boisements feuillus, quelquefois mixtes (pins sylvestres) dominent largement le paysage. La principale production est le bois de chauffage.

### Qualité et importance

Grand ensemble de plateaux vallonnés entrecoupés de vallées et de gorges. Les milieux rocheux des gorges sont abondants. On trouve pelouses, landes sèches, formations thermophiles et forêts feuillues ou mixtes.

Il s'agit d'un site où l'avifaune est très diversifiée, et les rapaces notamment y atteignent des densités très élevées.

Le site héberge également un axe de migration très important (rapaces, cigognes, pigeons et passereaux) sans doute le plus important de la région.

Certaines espèces y ont été notées occasionnellement comme *Sylvia undata*, *Sula bassana* et *Stercorarius parasiticus*

Les espèces d'oiseaux de l'annexe 1 de la directive Oiseaux qui ont observées dans la ZPS sont (ONF 2005b ; encadré) :

ESPÈCES inscrites à l'annexe 1		Nicheur s	Habitats	Nombre de couples nicheurs
Aigle botté	<i>Hieraetus pennatus</i>	Oui	Forêt-prairies-bocage	6-10
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	Oui	Milieux ouverts-landes-bocage	Plus de 100
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Oui	Forêt-landes-bocage	20-50
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	Oui	Cultures-prairies-landes-zones humides-coups forestières	5-10
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	Oui	Cultures-prairies-landes-zones humides-coups forestières	10-15
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	Oui	Forêt-landes-milieux ouverts-friches	9-12
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	Oui	Landes-plantations-régénérations	plus de 50 couples
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	Oui	Zones rupestres	5
Grand-duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>	Oui	Zones rupestres-milieux ouverts	22-27
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Oui	Cours d'eau	> 10
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Oui	Forêt-cours et plans d'eau-bocage-prairies	30-60
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Oui	Forêt-bocage-prairies-landes	20-30
Edicnème criard	<i>Burhinus oedipnemus</i>	Oui	Cultures-prairies	1-5
Pic cendré	<i>Picus canus</i>	Oui	Forêt feuillue ou mixte	8-10
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Oui	Forêt feuillue	plus de 5
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Oui	Forêt feuillue ou mixte	25-50
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Oui	Landes arbustives-prairies et haies	500 couples minimum

Autres espèces :

ESPÈCES	inscrites à l'annexe 1	Statut	ESPÈCES	inscrites à l'annexe 1	Statut
Balibard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	M	Grue cendrée	<i>Grus grus</i>	M
Bihoreau gris	<i>Nycticorax nycticorax</i>	M	Guifette noire	<i>Chlidonias niger</i>	M
Blongios nain	<i>Ixobrychus minutus</i>	M	Héron pourpre	<i>Ardea purpurea</i>	M
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>	M	Hibou des marais	<i>Asio flammeus</i>	M
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	M	Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	M
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	M	Pluvier doré	<i>Pluvialis apricaria</i>	M
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	M	Traquet rieur	<i>Oenanthe leucura</i>	M
Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>	M	Vautour fauve	<i>Gyps fulvus</i>	P
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	M			

### Vulnérabilité :

- Tourisme et sports de nature (oiseaux rupestres notamment).
- Modifications de l'agriculture (déprise, drainage, irrigation ponctuellement) et de la sylviculture : risque ponctuel de perte de diversité de boisements et d'habitats, ...

Le Docob de la ZPS *gorges de la Sioule* a établi trois objectifs de conservation (ONF 2005b ; encadré ci-dessous), c'est-à-dire des « objectifs de maintien ou de rétablissement, dans un état favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvage » qui ont justifié la désignation de cette ZPS

Objectifs	Stratégie	Modalités d'intervention
<b>Milieux ouverts</b>  <b>Conserver un milieu ouvert avec éléments structurants</b>	Maintien des milieux ouverts Maintien ou amélioration du paysage bocager Maîtrise des pratiques néfastes à l'avifaune	Selon le diagnostic : - gestion extensive - fauche tardive et centrifuge - entretien, plantation de haies - pas de traitements phytosanitaires préjudiciables à l'avifaune - usage raisonné de substances susceptibles de contaminer la chaîne alimentaire
<b>Milieux forestiers</b>  <b>Offrir à l'avifaune un espace favorable à sa diversité</b>	Création ou maintien d'un espace diversifié favorable à la nidification et à l'alimentation des oiseaux	Selon le diagnostic : - favoriser une forêt diversifiée dans ses essences et sa structure - restaurer des clairières - façonner des lisières complexes - maintenir des arbres vieillissants ou morts et des îlots de vieillissement - favoriser des zones et périodes de tranquillité - entretenir manuellement ou mécaniquement en période tardive
<b>Favoriser les actions de gestion</b>  <b>des milieux ouverts ou forestiers :</b> - soit qu'elles améliorent la gestion courante, - soit qu'elles restaurent une gestion sur un espace en abandon	Aider les exploitants agricoles et les forestiers candidats à la mise en œuvre d'actions de gestion	Accompagnement des actions : - lors du diagnostic environnemental préalable, - par des formations spécifiques
	Identifier les propriétaires concernés par des habitats où des actions de gestion seraient à préconiser	Animation foncière et cartographie au 1/5 000 <sup>ème</sup> : - cartographie prioritaire sur les habitats ouverts, puis forestiers, - identification des propriétaires et création d'une base de données.
	Limiter les conséquences des abandons d'usage agricole. Réduire les effets du morcellement de la propriété.	Maîtrise foncière par acquisitions, locations, associations ou groupements fonciers, échanges.

### 2.1.2. Natura 2000 : ZSC Gorges de La Sioule

#### Caractéristiques du site

Le site Natura 2000 *Sic gorges de la Sioule* FR 8301034 fut inscrit comme Sic le 7 novembre 2013 puis a été désigné comme ZSC par arrêté ministériel du 23 juillet 2015.

Le Docob de la ZSC *gorges de la Sioule* a été élaboré par l'ONF (ONF 2005).

Le site abrite des milieux naturels très riche et diversifiés. La Sioule serpente dans les gorges encaissées, elle sert de refuge à de nombreuses espèces : Loutre, Castor mais aussi saumon, chabot, Ecrevisse à pattes blanches, Lamproie... C'est le paradis des pêcheurs.

Des habitats naturels rares : la vallée de la Sioule constitue un corridor continu, abritant une grande diversité d'habitats et d'espèces de forte valeur patrimoniale. Elle abrite 13 habitats naturels d'intérêt communautaire (rare à l'échelle de l'Europe) :

- le cours d'eau et ses affluents qui constituent l'épine dorsale du site
- huit habitats forestiers (forêts alluviales, forêts de ravins sur éboulis, chênaies-frênaies fraîches, hêtraies, hêtraies-chênaies)
- les fruticées à buis, les rochers et falaises et les éboulis des versants chauds
- les prairies maigres de fauche riches en fleurs, les landes sèches à "bruyères", les pelouses sèches
- des sources salées (sur les communes de Châteauneuf et Jenzat)

Habitats	Numéro EUR 15/2
Cours d'eau	3260
Landes sèches	4030
Fruticées à buis	5110
Pelouses sèches	6210
Prairies maigres de fauche	6510
Eboulis mobiles	8150
Rochers et falaises	8220
Hêtraies acidiphiles et	9120
Hêtraies à asperule	9130
Chênaies-frênaies fraîches	9160
Forêts de ravin	9180
Forêts alluviales	91EO

**Autres caractéristiques du site :**

Le site Natura 2000 des gorges de la Sioule est centré sur la rivière et quelques affluents sur près de 96km intégrant des versants escarpés et boisés et les bordures de plateaux agricoles. Dans ce secteur de moyenne montagne la rivière est de régime torrentiel pour s'étendre ensuite sur deux vastes plans d'eau créés par deux barrages hydroélectriques.

Le site possède un complexe de milieux souterrains d'origine artificielle (2 châteaux, 2 complexes miniers) et d'un bâti varié (2 châteaux, 1 barrage, 1 moulin) favorables aux chiroptères.

**Qualité et importance :**

Les habitats d'intérêt sont constitués principalement d'habitats forestiers (environ 80% des surfaces d'intérêt communautaire) dont les hêtraies acidiphiles à houx, les forêts de pente, les forêts alluviales à aulne et frêne.

Les milieux ouverts d'intérêt sont concernés principalement par les landes à bruyères et les prairies de fauche.

24 espèces de l'Annexe II de la DHFF sont décrites sur ce site dont 15 sont des espèces liées aux milieux humides ou aquatiques (*Oxygastra curtisii*, *Coenagrion mercuriale*, *Austropotamobius pallipes*, *Petromyzon marinus*, *Lampetra planeri*, *Salmo salar*, *Cottus gobio*, *Triturus cristatus*, *Bombina variegata*, *Castor fiber*, *Lutra lutra*, *Rhodeus amarus*, *Lycaena helle*, *Lycaena dispar*, *Euphydryas aurinia*). 6 espèces sont des chauves-souris, dont 4 sont inféodées au bâti et aux espaces agricoles (*Rhinolophus hiposideros*, *Rhinolophus ferrumequinum*, *Myotis myotis*, *Myotis emarginatus*) alors que les 2 autres espèces sont plus forestières (*Barbastella barbastellus*, *Myotis bechsteinii*).

Des enjeux concernant également les problématiques de gestion forestières (*Bombina variegata*, *Castor fiber*, *Barbastella barbastellus*, *Myotis bechsteinii*, *Buxbaumia viridis*, ...)

**Vulnérabilité :**

Les enjeux sont de plusieurs ordres : sylvicole (risque d'exploitation mal adaptée) ; agricole (déprise en fond de vallée ou sur les versants, surexploitation sur les plateaux...) ; touristique ou de loisirs (escalade, nautisme, randonnée pouvant engendrer des dérangements) ou de travaux de tout ordre (routier, minier, ferroviaire, fluvial, hydro-électrique...) sur tous les milieux naturels. Les pressions et activités humaines se concentrent sur les barrages hydroélectriques en fond de vallée et autour des villages situés sur le plateau.

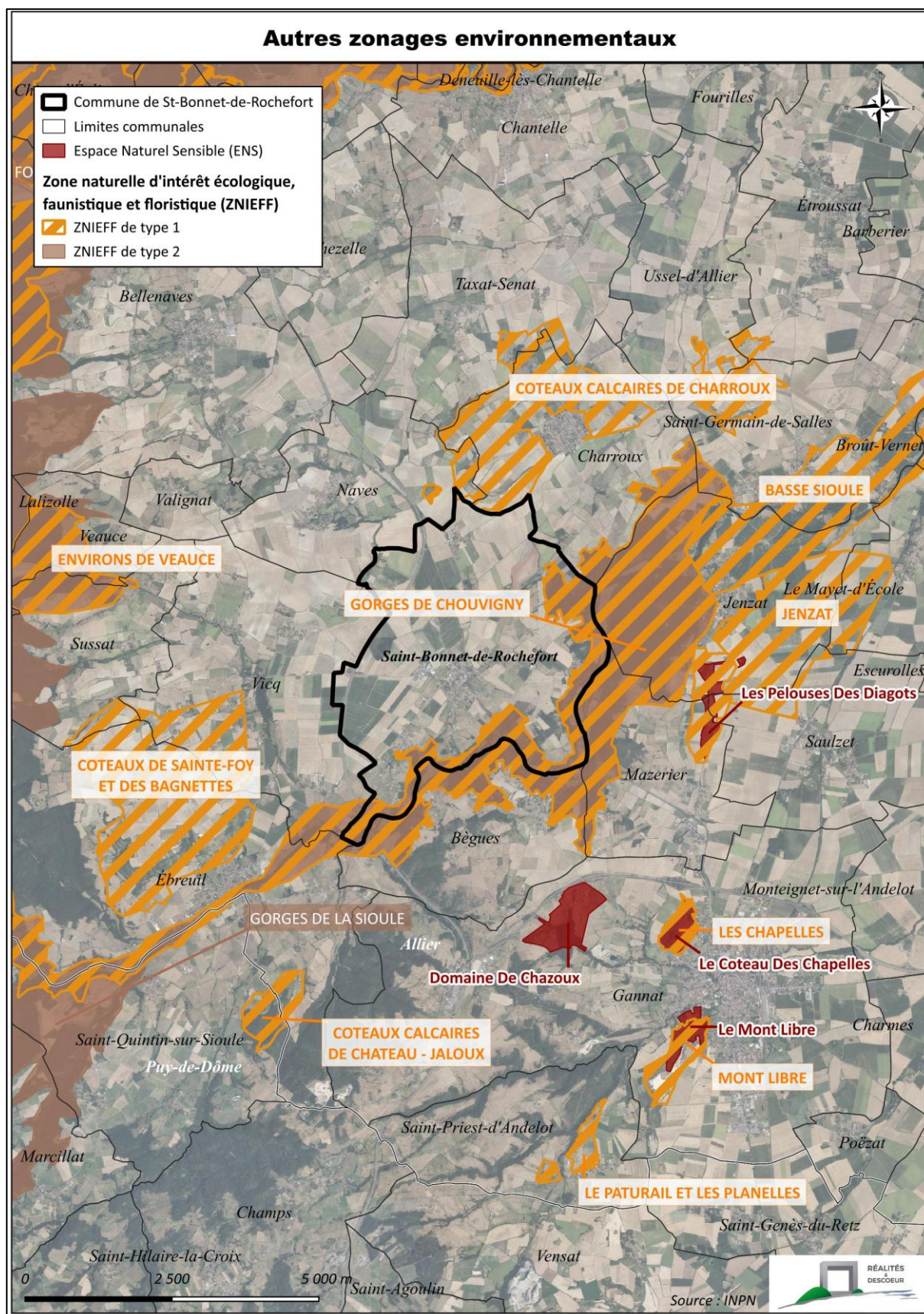
Le Docob du Sic *gorges de la Sioule* a établi 5 objectifs de conservation (ONF 2005a ; encadré ci-dessous), c'est-à-dire « objectifs de maintien ou de rétablissement, dans un état favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvage » qui ont justifié la désignation de ce Sic.

Objectifs	Stratégie	Modalités d'intervention
<b>Cours d'eau</b>  Préserver la qualité et le régime du réseau hydrographique.  Favoriser la fonctionnalité de ce corridor.	Entretien ou réhabilitation des milieux aquatiques	Mise en œuvre de contrats "Restauration Entretien Rivière"
	Limitation de l'impact des ouvrages hydrauliques	Poursuite des négociations entre E.D.F., la D.R.I.R.E., le C.S.P. et les Fédérations de Pêche.
	Amélioration de la circulation des espèces.	Suppression des petits infranchissables. Réhabilitation des passes mixtes.
	Maîtrise de l'alimentation du réseau hydrographique en tête de bassin versant	Proscrire toute perturbation supplémentaire par drainage ou par création de nouveaux plans d'eau.
	Préservation de la qualité des cours d'eau vis-à-vis des espèces piscicoles indésirables et des entraînements de vase.	Militer pour le respect des procédures de vidange en rappelant : - les procédures et réglementations, - les incidences sur l'environnement.
<b>Habitats ouverts</b>  Préserver ces habitats qui occupent moins de 3 % de la surface.  Favoriser la diversité faunistique et floristique qu'ils induisent.	Préservation de la qualité du réseau hydrographique en tête de bassin versant.	Favoriser une gestion écologique en tête de bassin versant en : - limitant les apports d'effluent - réhabilitant la ripisylve.
	Maintien ou amélioration de la biodiversité des prairies maigres de fauche	Gestion pérenne de cet habitat par fauche tardive et centrifuge et non utilisation de traitements phytosanitaires.
<b>Habitats espaces</b>  Favoriser l'habitat du Damier de la Succise.	Maintien en l'état ou réouverture des landes et pelouses sèches	Entretien ou restauration de ces habitats en : - favorisant leur pâturage - ou en les débroussaillant.
	Maintien ou restauration de systèmes prairiaux bocagers.	Proposer : - la plantation et/ou l'entretien de haies, - une gestion extensive des prairies.



## 2.2. LES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX : LES ZNIEFF

Saint-Bonnet-de-Rochefort contribue à deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type I :



**ZNIEFF de type I (Gorges de Chouvigny) / ZNIEFF 830005437**



Cette ZNIEFF 1 couvre 2292 ha sur les communes de : Mazerier, Saint-Quentin-sur-Sioule, Saint-Germain-des-Salles, Ebreuil, Marcillat, Pouzol, Jenzat, Bègues, Servant, Charroux, Saint-Gal-sur-Sioule, Chouvigny, Vicq, Saint-Bonnet-de-Rochefort

Ce site de grande valeur qui encadre la route touristique longeant la Sioule est constitué de gorges granitiques relativement encaissées qui permettent l'installation de groupements végétaux rupestres sur les versants bien exposés. La flore est composée de stations thermophiles isolées à Erable de Montpellier, de plantes grasses typiques des fentes rocheuses comme l'Olombic perché, d'espèces de bois alluviaux frais comme la Julienne des Dames ou la Lathrée clandestine, de fourrés à buis sur les pentes rocheuses ensoleillées. Ces gorges sont réputées pour l'accueil de nombreux rapaces diurnes ou nocturnes parmi les plus rares d'Auvergne et pour certains d'Europe. La présence du l'Azuré des Orpins, papillon thermophile peu commun dans la région, peut être soulignée. Ce site mérite que l'on maintienne ses grands équilibres, notamment en évitant l'enrésinement et en maintenant les maigres taillis de chênes et la qualité des eaux de la Sioule.

#### **ZNIEFF de type I (Coteaux calcaires de Charroux) / ZNIEFF 830020532**

Cette ZNIEFF 1 couvre 640 ha sur les communes de : Taxat-Senat, Saint-Germain-des-Salles, Ussel-d'Allier, Etroussat, Charroux, Saint-Bonnet-de-Rochefort et Naves.

Cette ZNIEFF englobe les coteaux calcaires situés à proximité du village de Charroux, au Sud du département de l'Allier. Ces milieux ouverts et secs présentent un intérêt pour la flore, ainsi que pour des papillons typiques de ces espaces.

Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par une ZNIEFF de type 2 :

#### **ZNIEFF de type II (Gorges de la Sioule) / ZNIEFF 830007449**

Cette ZNIEFF 2 couvre 33 360 hectares sur le département de l'Allier et du Puy-de-Dôme.

La zone montre la présence d'espèces déterminantes :

- *Salmo salar* : avril à juin (smolts dévalants), abondance B ; tout au long de l'année observation ponctuelle d'adultes en migration vers les frayères, abondance A
- *Genetta genetta* : indices de présence
- *Biscutella granitica* : A confirmer

### **2.3. INVENTAIRE NATURE BIODIVERSITE**

PNA-PRA : Répartition des chauves-souris en Auvergne Rhône Alpes

Nom commun	Statut Liste rouge Régionale
Barbastelle d'Europe	VU (Auv)
Murin de Daubenton	LC (Auv)
Murin de Natterer	LC (Auv)
Petit rhinolophe	LC (Auv)
Pipistrelle commune	LC (Auv)
Pipistrelle de Kuhl	LC (Auv)
Murin de grande taille	VU (Auv)
Murin à moustaches	LC (Auv)
Noctule commune	NT (Auv)
Oreillard roux	LC (Auv)
Sérotine commune	LC (Auv)

PNA-PRA : Cours d'eau occupés ou potentiellement occupés de la Loutre d'Europe en Auvergne-Rhône-Alpes :

- La Sioule

Autres biodiversités :

- Répartition du sonneur à ventre jaune

### **2.4. TRAME VERTE ET BLEUE (TVB)**

La Trame Verte et Bleue (TVB) est une démarche qui vise à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer,... et assurer ainsi leur cycle de vie.

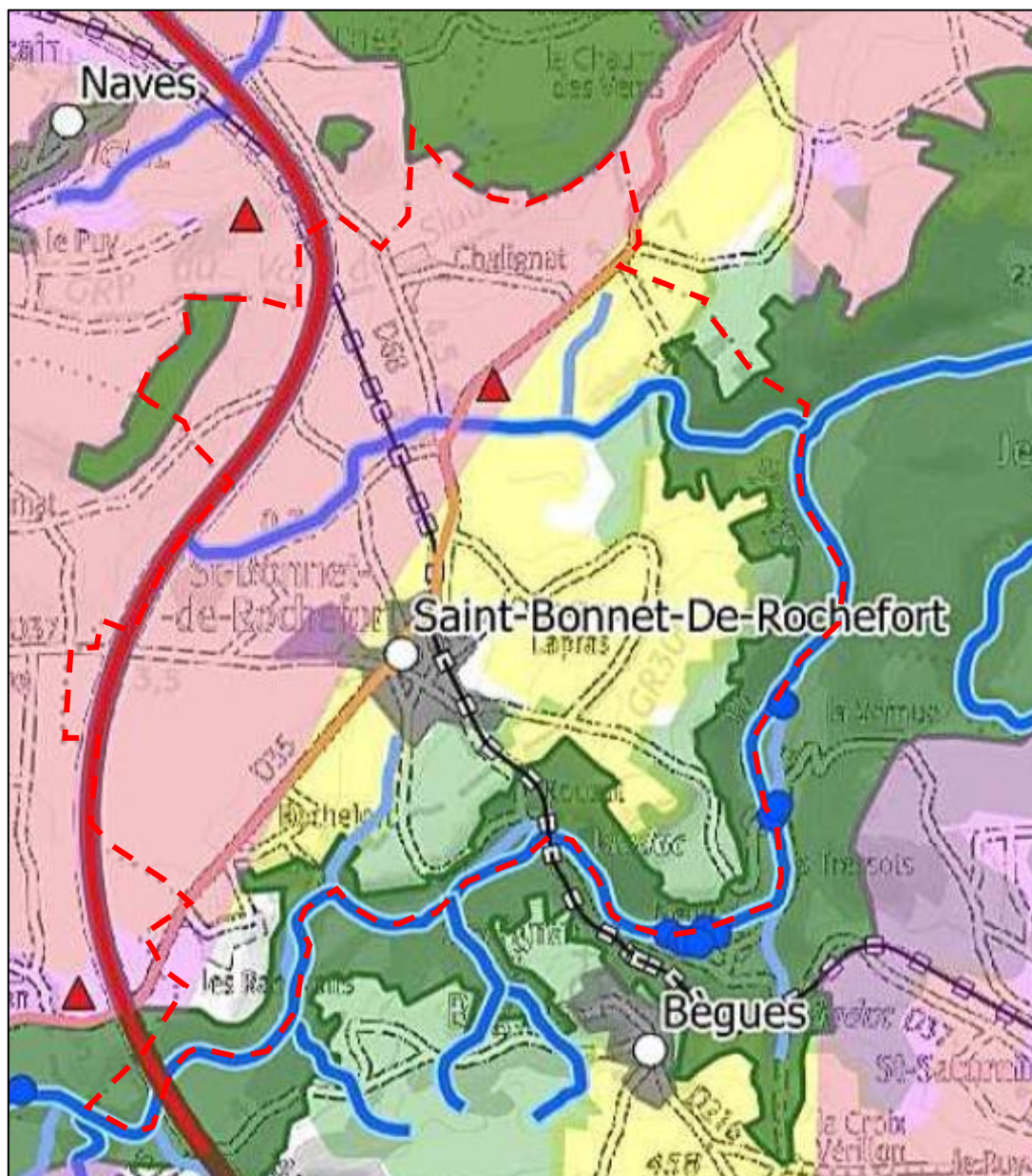
Pour cela, cette démarche doit être réalisée à plusieurs échelles, notamment au travers la réalisation de plusieurs documents de planification, avec lesquels la Carte Communale doit être compatible :

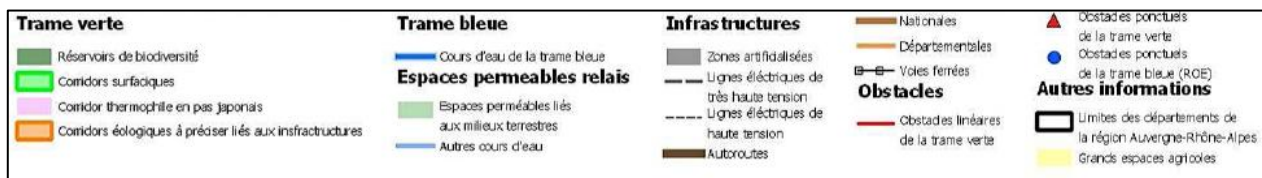
#### 2.4.1. Le SRADET

- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADET)**

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par les trames vertes et bleues suivantes :

- Trame bleue : la Sioule et ses affluents.
- Trame verte : réservoir de biodiversité concentré sur la vallée encaissée de la Sioule et sur le secteur du Puy de la Reine.
- Des espaces perméables relais à l'interface entre le réservoir de biodiversité de la vallée de la Sioule et les espaces agricoles et espaces artificialisés.
- Un corridor thermophile en pas japonais en partie Nord-Ouest du territoire communal, au sein des espaces agricoles inscrits aux abords de l'A71.
- Obstacle ponctuel à la trame verte au Nord, au droit du hameau de l'Étang.
- Obstacle linéaire à la trame verte, au droit de l'A71.
- Obstacles à la trame bleue au Sud-Est de la commune, en limite communale, au droit de la Sioule.

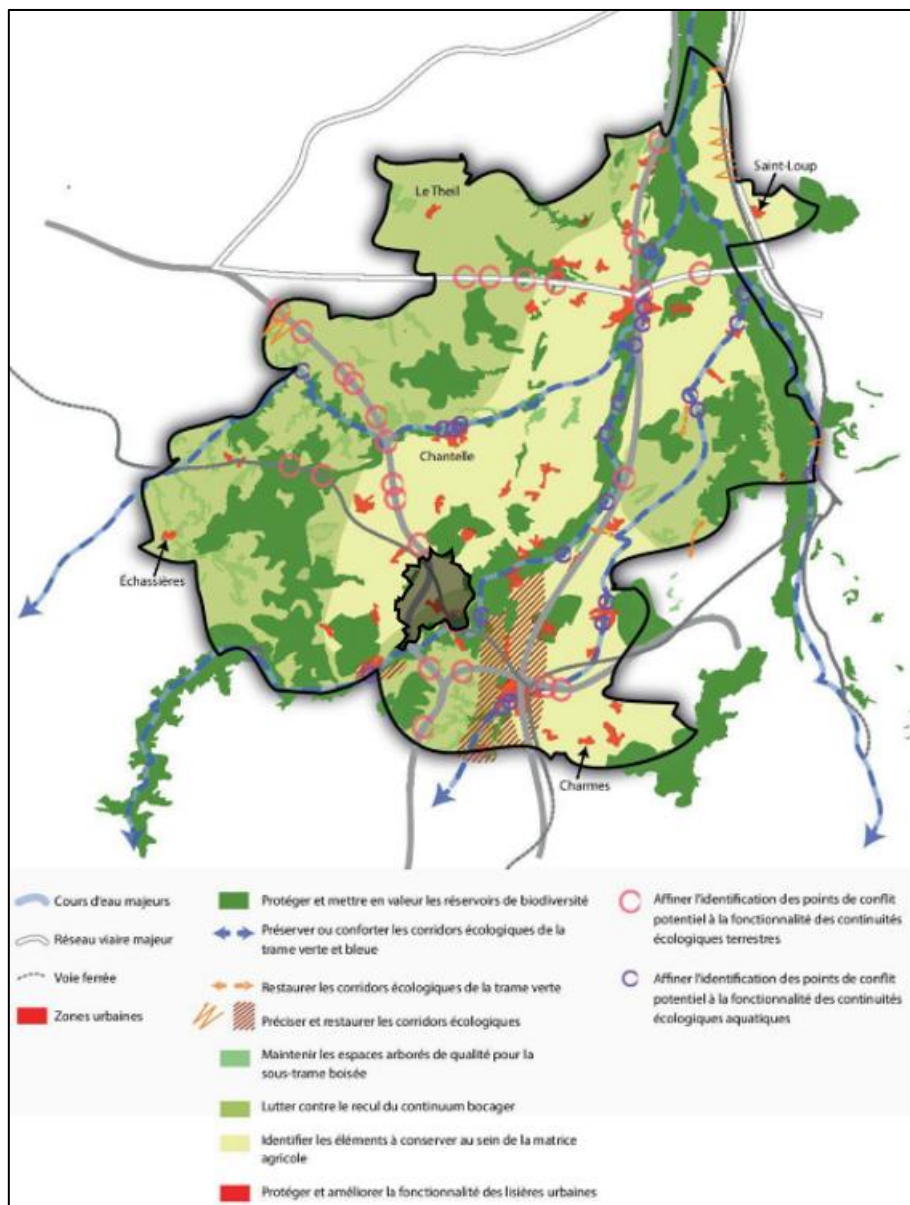




## 2.5. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) SAINT-POURÇAIN SIOULE LIMAGNE

Les principaux éléments écologiques d'intérêt identifiés par le DOO sont les suivants :

- le réseau hydrographique composé essentiellement des cours d'eau de l'Allier, la Sioule, la Bouble, le Douzenan et l'Andelot, ainsi que les mares et étangs de Gratteloup, du Vernet, du Lonzat et de Saint-Gilbert ;
- les milieux boisés formés par le massif des Colettes, des Gorges de la Sioule, des Mouzières, de Marcenat, de Montpensier ainsi que les bois du Vousset, de Briailles, de Saint-Geat, Mal ;
- les ripisylves et forêts alluviales principalement développées dans les vallées de l'Allier et de la Sioule ;
- le bocage très bien représenté à l'ouest du territoire ;
- les pelouses sèches calcicoles relictuelles principalement localisées le long du val d'Allier, de part et d'autre de la vallée de la Sioule, sur les coteaux calcaires de Charroux, Jenzat, Mazerier, Saulzet ou encore de Château-Jaloux à Ebreuil, des Trequins et de Blanzat de Sainte-Foy et des Bagnettes ;
- les milieux humides accompagnant les bords des lits majeurs des cours d'eau, les dépressions, etc.



Source : DOO SCOT, 2022



Sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, le DOO met en avant les éléments suivants marqués par la vallée de la Sioule :

- Protéger et mettre en valeur des réservoirs de biodiversité
- Préserver ou conforter les corridors écologiques de la trame verte et bleue
- Affiner l'identification d'un point de conflit potentiel à la fonctionnalité des continuités écologiques terrestres : tracé de la voie ferrée au sein du réservoir de biodiversité formé par la Sioule
- Maintenir les espaces arborés de qualité pour la sous-trame boisée

Le DOO identifie également des éléments en lien avec le caractère agricole de la commune :

- Lutter contre le recul du continuum bocager
- Identifier les éléments à conserver au sein de la matrice agricole



Source : DOO SCOT, 2022

## 2.6. LA TRAME NOIRE

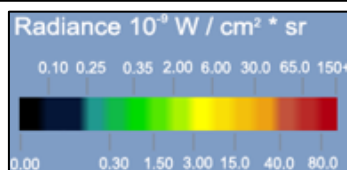
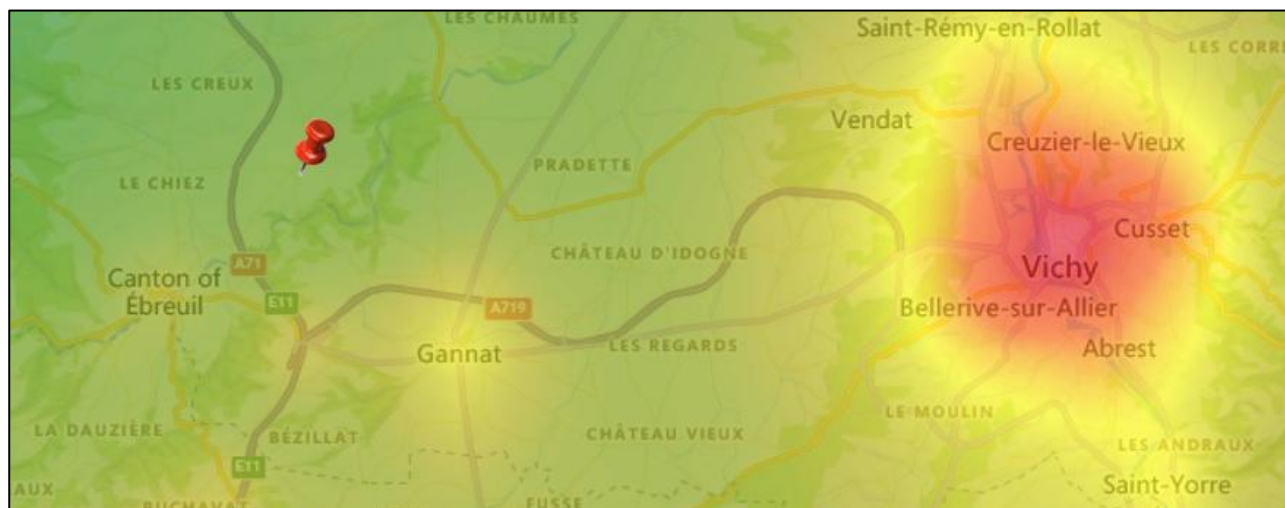
Source : <https://www.lightpollutionmap.info>

La carte suivante illustre la pollution lumineuse nocturne (à partir des données VIIRS 2021/ DMSP exprimée en puissance/cm<sup>2</sup> du rayonnement émis = radiance ou luminance énergétique).

Le territoire communal est peu soumis à de la pollution lumineuse : les zones d'émissions se concentrent au niveau de l'agglomération de Vichy.

Néanmoins, le territoire communal ne présente pas de réservoirs de la trame noire (en bleu nuit sur la carte).

<sup>1</sup> VIIRS : [composites annuels des lumières nocturnes ajustées par BRDF Lunar BRDF de la NASA](#)



Source : <https://www.lightpollutionmap.info>

#### Ce qu'il faut retenir

- Une grande richesse naturelle et une biodiversité reconnues au travers de plusieurs zonages environnementaux : ZNIEFF et Natura 2000.
- Les espaces agraires et le maillage bocager constituent des espaces complémentaires à la biodiversité et des liens entre les corridors écologiques.



### 3. LES AUTRES RESSOURCES DU TERRITOIRE

#### 3.1. LA STRATEGIE REGIONALE « EAU-AIR-SOL-ENERGIE »

La stratégie Eau-Air-Sol-Énergie d'Auvergne-Rhône-Alpes constitue une feuille de route ambitieuse et globalement structurée incluant des objectifs chiffrés à 2027 ou 2040, une gouvernance multi-niveau, une déclinaison départementale précise, et l'ajout récent d'un volet énergie pour répondre aux besoins de la transition écologique.

Origines et évolution :

- Lancement officiel : initialement lancée le 28 mai 2021 par le préfet de Région, cette stratégie visait à améliorer la qualité de l'eau, de l'air et réduire la pollution des sols
- Evolution en 2023/2024 : la stratégie est révisée et enrichie d'un volet énergétique, devenant ainsi la stratégie Eau-Air-Sol-Énergie, alignée avec les priorités nationales de la Planification écologique (France Nation Verte) dès décembre 2023 et début 2024.

Cette stratégie a pour objectif de soutenir les bonnes initiatives jusqu'à l'inversion des tendances, afin de maintenir les conditions du développement économique et humain de la région Auvergne-Rhône-Alpes tout en préservant ses milieux naturels. Elle invite à considérer le coût global de tout projet d'aménagement à long terme, au-delà de ses effets à court terme. Elle ne vise pas à freiner le développement, mais à le réorienter en assurant à la fois l'équilibre entre les activités, la préservation de l'environnement et la conciliation des différents usages de l'eau, de l'air et du sol. Elle plaide pour un développement qui ne soit pas systématiquement synonyme de pression accrue et invite à appliquer pleinement la séquence éviter-réduire-compenser en donnant la priorité à l'évitement.

Pour mettre en œuvre concrètement cette ambition, la stratégie fixe un certain nombre d'objectifs de résultat chiffrés à court terme (2027) avec des perspectives de long terme (2040).

Ces objectifs découlent d'orientations législatives nationales et européennes mais peuvent aussi être plus ambitieux, faisant par là-même de la région Auvergne-Rhône-Alpes un territoire d'expérimentation.

Thème	Objectifs fixés pour 2027 et 2040	Actions clés
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre 60 % des masses d'eau en bon état d'ici 2027, et 100 % d'ici 2040.</li> <li>- Réduire les prélèvements de 10 % d'ici 2025 et de 25 % d'ici 2035.</li> <li>- Rétablir l'équilibre des ressources en eau dans les bassins déficitaires d'ici 2027</li> </ul>	Plan Eau 53 mesures, captages prioritaires, sobriété, retenues, gouvernance locale
<b>Air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire de 50 % le nombre de jours de dépassement des seuils réglementaires de pollution d'ici 2027.</li> <li>- Se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé pour la qualité de l'air d'ici 2040</li> </ul>	ZFE-m, sensibilisation, aides conditionnelles
<b>Sol</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) des sols en 2040.</li> <li>- Réduire d'au moins 50 % la consommation foncière réelle d'ici 2027 par rapport à la moyenne 2013–2017</li> <li>- Dédier 5 % du territoire régional à une protection forte pour 2040</li> </ul>	Gouvernance ZAN, reconversion de friches, renaturation
<b>Energie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Viser la neutralité carbone d'ici 2050, en intégrant les enjeux liés aux énergies renouvelables dans la stratégie</li> </ul>	Développement des ENR, méthanisation, collectifs partenariaux, financements régionaux

#### 3.2. QUALITE DE L'AIR

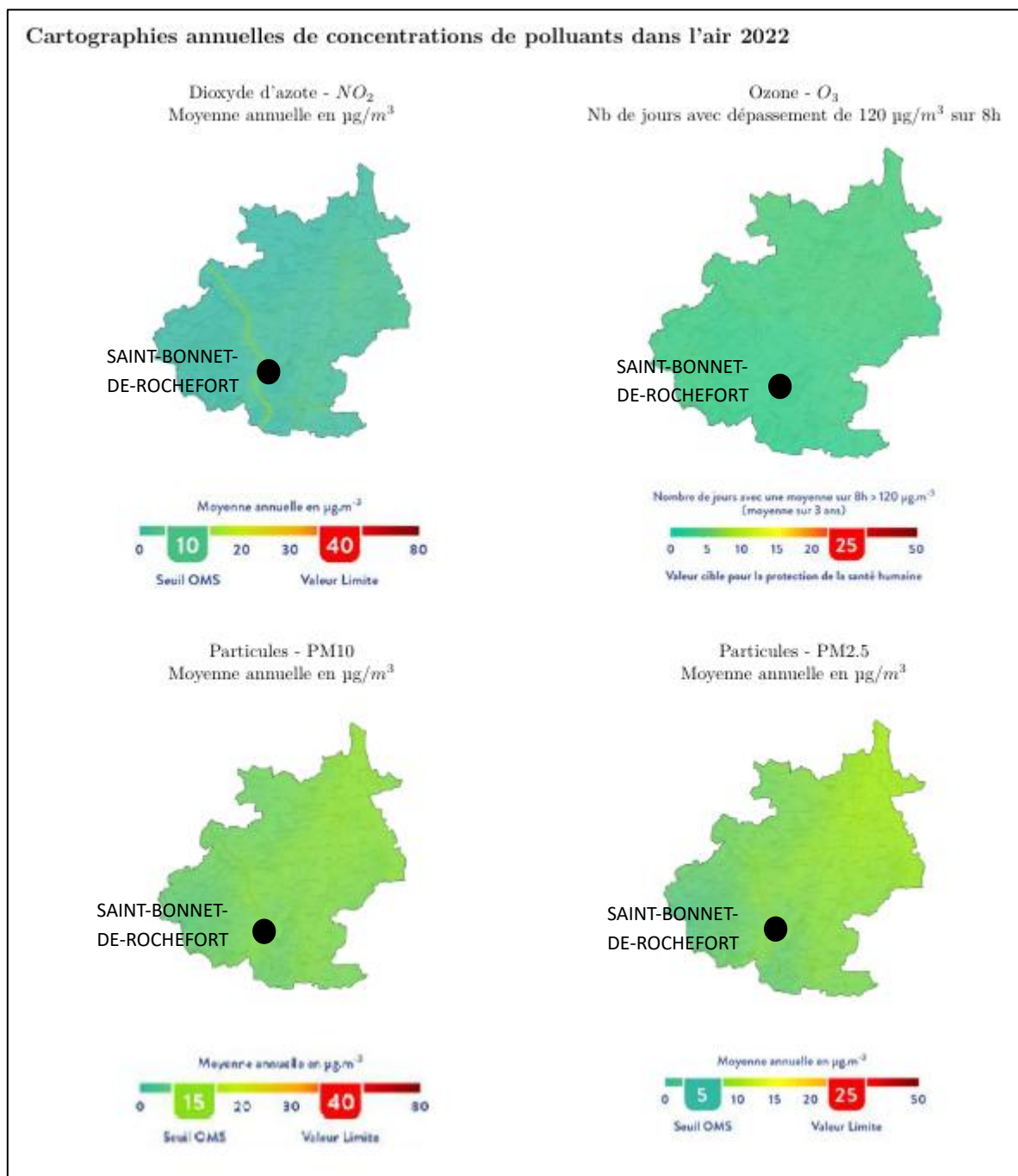
Source : Profil climat air énergie, CC Saint-Pourçain Sioule Limagne, ORCAE, avril 2024

Installé au pied du massif central, le département de l'Allier est largement ouvert aux influences océaniques. En termes de paysage, l'Allier est dominé par une succession de bocages et de petites montagnes qui n'induisent pas de phénomènes sévères d'accumulation des polluants. Peu densément peuplé (moitié moins que la moyenne régionale),

le département compte 3 zones urbaines principales avec les agglomérations de Montluçon, Moulins, et Vichy. Trois axes routiers structurants parcourent le département avec des trafics importants : A71, RN7 et A79 (ex-RCEA pour Route Centre-Europe – Atlantique). L'économie est marquée par une surreprésentation de l'industrie et de l'agriculture par rapport au niveau national.

État de la qualité de l'air : Dans l'Allier, la majorité de l'année, les conditions climatiques et géographiques sont plutôt favorables à une bonne qualité de l'air. Les enjeux en matière de pollution de l'air sont principalement liés à l'exposition de population au dioxyde d'azote aux abords des grandes voies de circulation et aux particules fines dans les grandes agglomérations (impacts liés aux émissions du chauffage auxquelles s'ajoutent les contributions directes ou indirectes du trafic routier et du monde agricole).

Le secteur où se situe Saint-Bonnet-de-Rochefort est plus particulièrement sensible à l'enjeu de mobilité. A l'instar d'autres territoires, la proximité avec les axes de circulation importants représentent des zones particulièrement vulnérables quant à l'exposition des habitants aux concentrations en NO<sub>2</sub>.



Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orca-e-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

### Dioxyde d'azote

La pollution au dioxyde d'azote concerne principalement les abords des grandes voiries. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est assez peu concernée par ce type de pollution, à l'exception des abords immédiats de l'A71, secteurs à vocations agricoles, n'accueillant pas d'habitation. Les concentrations de NO<sub>2</sub> sont en diminution régulière depuis ces 12 dernières années.

### Particules PM10

Les concentrations en PM10 sont proches des plus basses enregistrées dans la région et évoluent peu depuis 2016. De plus, elles se situent en dessous du seuil recommandé par l'OMS.

Les niveaux de PM10 sont homogènes sur le département et ne posent pas de problème vis-à-vis de la valeur limite annuelle. Il n'y a par conséquent aucune exposition de population à des niveaux supérieurs à la réglementation.

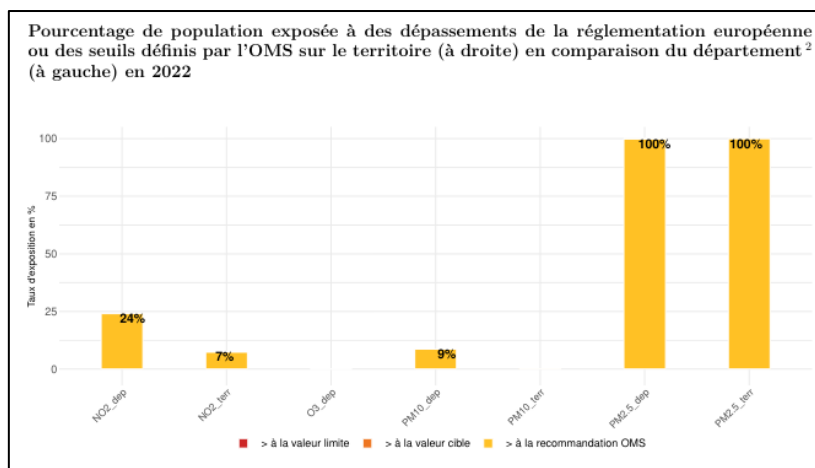
Comme pour les moyennes annuelles, les concentrations journalières maximales sont aussi faibles et ne posent pas de problème réglementaire, quelle que soit la zone du département, agglomérations comprises.

### Particules PM2.5

A l'instar des PM10, les niveaux de PM2.5 sont assez bas et ne posent pas de problème réglementaire vis-à-vis de la valeur limite annuelle.

### Ozone-valeur cible santé

L'ozone est présent à des concentrations supérieures à la valeur cible pour la santé sur aucune partie du territoire.

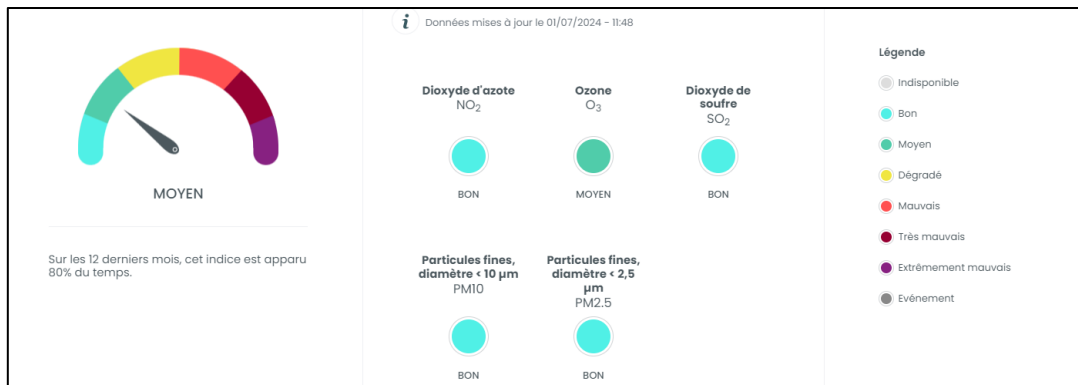


Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

Pour chaque polluant, le dioxyde d'azote NO<sub>2</sub>, l'ozone O<sub>3</sub>, les particules fines PM10 et les particules très fines PM2,5, les barres verticales visualisent la proportion d'habitants exposés à des concentrations annuelles de qualité de l'air supérieures à des valeurs de référence 3 : valeurs annuelles limite ou cible (directive européenne) et seuils annuels recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Quand l'exposition est nulle, la barre verticale est absente du graphique (pas d'étiquette correspondante).

Quand l'étiquette est présente mais que la barre n'est pas présente, cela signifie que l'exposition est très faible.

Les calculs « d'exposition de la population » sont établis en croisant les informations relatives à un bilan annuel de qualité de l'air avec les données démographiques fournies par l'INSEE : il s'agit donc d'habitants (résidence principale) au sens du recensement, il n'y a pas de spatialisation des personnes suivant les lieux de travail, de déplacement ou autres lieux d'activités.

Sur la commune :

Source : [https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/air-commune/SaintBonnetdeRochefort/03220/indice-atmo?adresse=Saint-Bonnet-de-Rochefort+\(03800\)&date=2024-07-02](https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/air-commune/SaintBonnetdeRochefort/03220/indice-atmo?adresse=Saint-Bonnet-de-Rochefort+(03800)&date=2024-07-02)

**L'ambroisie**

L'ambroisie, plante dont le pollen très allergisant génère des nuisances importantes auprès des populations, constitue un risque public pour la santé.

Un arrêté préfectoral prescrivant la destruction obligatoire de l'ambroisie dans le département de l'Allier est en vigueur depuis le 23 septembre 2015.

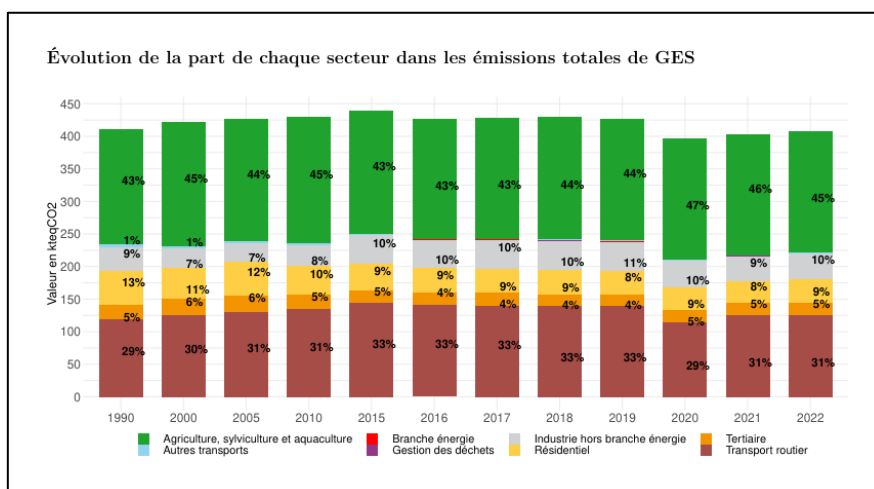
**3.3. LES ENERGIES****3.3.1. Profil énergétique de la CC St Pourçain Sioule Limagne**

Les données suivantes sont issues du profil climat air énergie de l'Observatoire Régional Climat air énergies Auvergne Rhône Alpes (ORCAE AURA) réalisé à l'échelle de la C.C. Saint-Pourçain Sioule Limagne en avril 2024.

**Les émissions de gaz à effet de serre**

Rappelons que les GES regroupent 6 gaz à effet de serre générés par l'activité humaine, les deux principaux sont le Gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) et le Méthane (CH<sub>4</sub>). Ces GES contribuent pour les ¾ à l'effet de serre anthropique (dû à l'activité humaine).

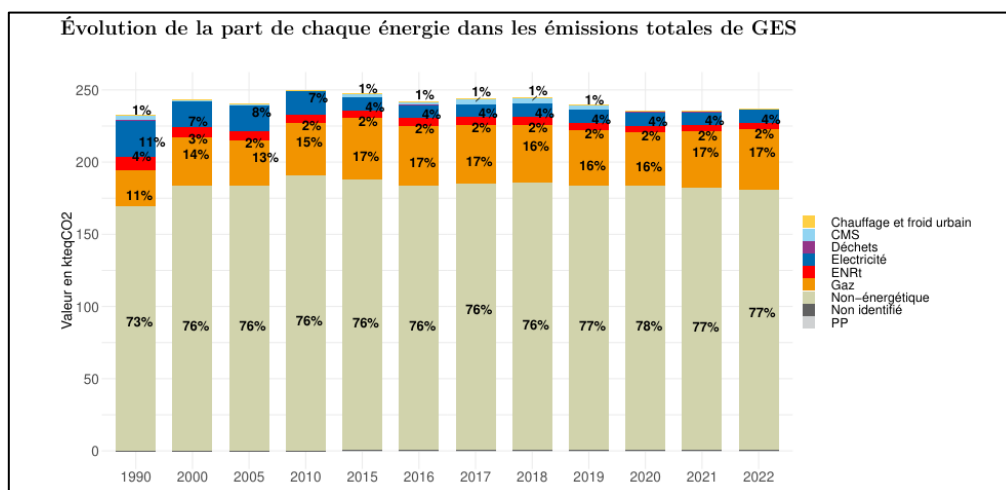
Les secteurs "Agriculture, sylviculture et aquaculture" et "Transport routier" sont les deux principaux secteurs d'émissions GES, respectivement 45% et 31% des émissions GES totales. Le caractère agricole du territoire de la CC SPSL justifie ce constat.



Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

Les sources non-énergétiques, représentent une source émettrice GES majeure du territoire de la CC SPSL (77%), largement devant le gaz (17%), l'électricité (4%) et les énergies renouvelables (2%).

Les émissions de GES baissent progressivement : -7% depuis 2015.



Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

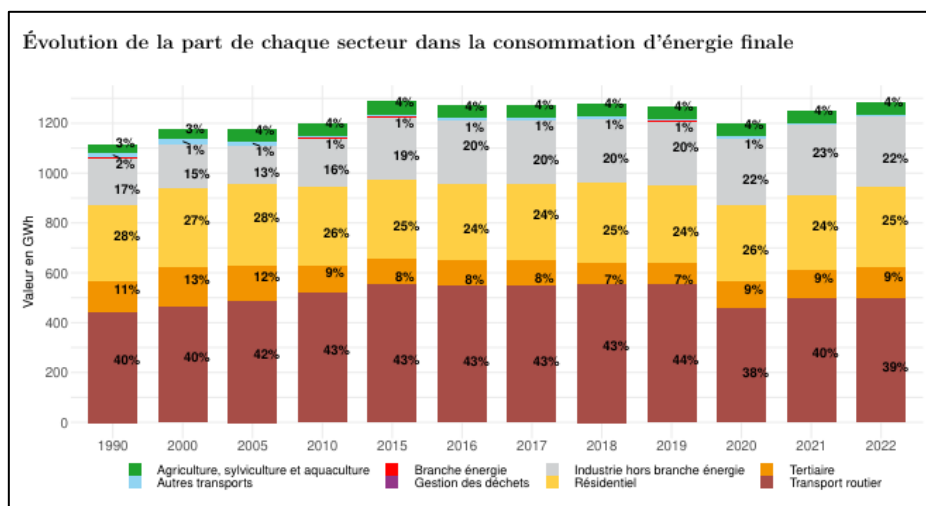
### Les consommations énergétiques

Le secteur "transport routier" est le premier secteur le plus consommateur d'énergie (39 %). Le caractère rural du territoire de la CC SPSL implique une dépendance à la voiture en raison d'un relatif éloignement de la population des centralités ou pôles d'attraction : pôles d'emplois, commerces et services de proximité, gares, équipements publics, etc.

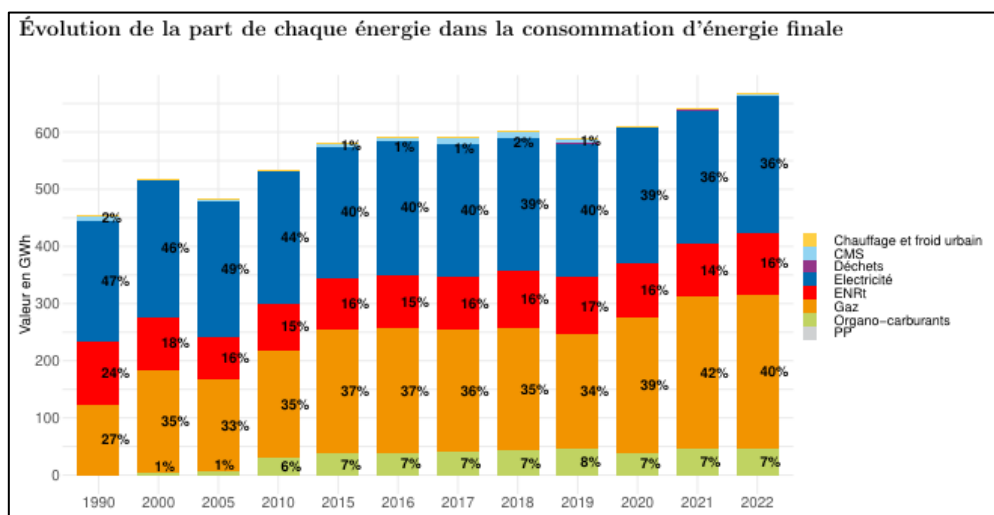
Le secteur « résidentiel » est le deuxième secteur le plus consommateur d'énergie (25%). Toutefois, comme évoqué précédemment, le faible poids démographique des 61 communes membres de la CC SPSL explique que la consommation énergétique du secteur résidentiel soit bien inférieure à celle de la moyenne départementale (31,8 %). En effet, l'absence des 3 principaux pôles urbains du département (Moulins, Vichy et Montluçon) confirme cette tendance.

Le gaz est très largement la ressource la plus consommée puisqu'elle représente près de la moitié de la consommation d'énergie finale (40 %). L'électricité représente 36 % de l'énergie finale consommée. Les Énergies Renouvelables représentent quant à elles près de 16 % de l'énergie finale consommée contre 10,5 % à l'échelle départementale.

On note cependant une baisse de 0% des consommations d'énergie finale depuis 2015.



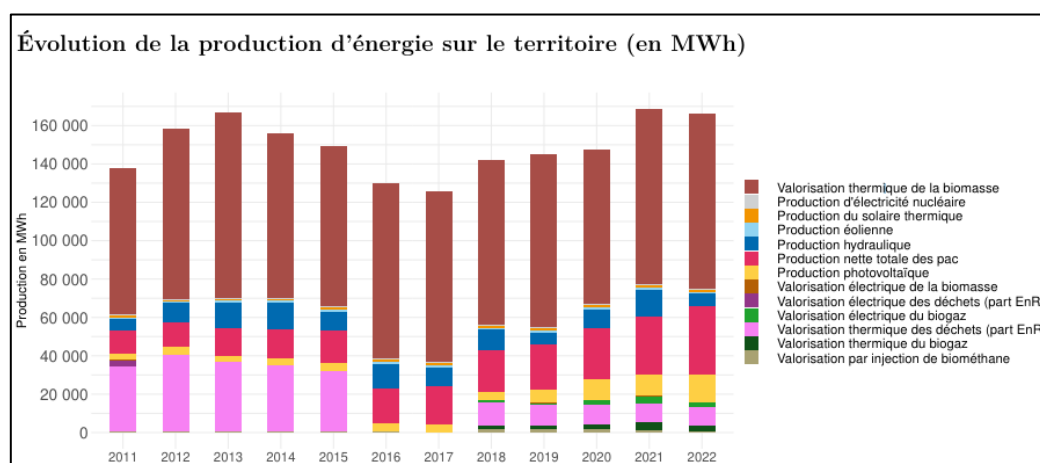




Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

### Production d'énergie en 2022

Selon les données fournies par l'ORCAE Auvergne-Rhône-Alpes, les principales sources de production d'énergie sur le territoire de la CC SPSL sont, par ordre décroissant, la valorisation thermique de la biomasse, la production nette des pompes à chaleur, la production photovoltaïque, la valorisation thermique des déchets, la production hydraulique, la valorisation thermique du biogaz, la valorisation électrique du biogaz puis la production solaire thermique et l'éolien.

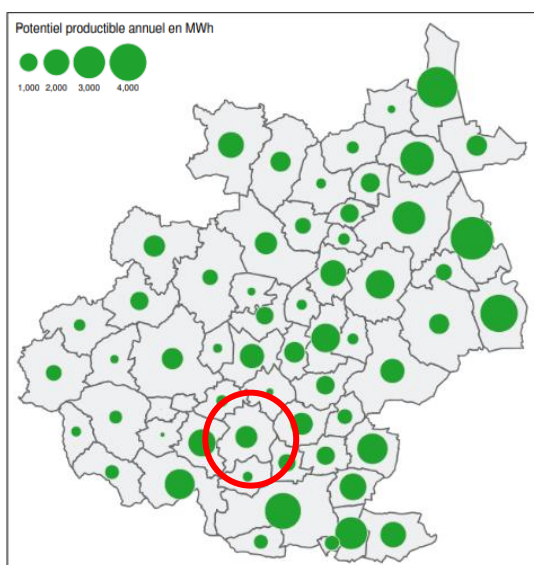


Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

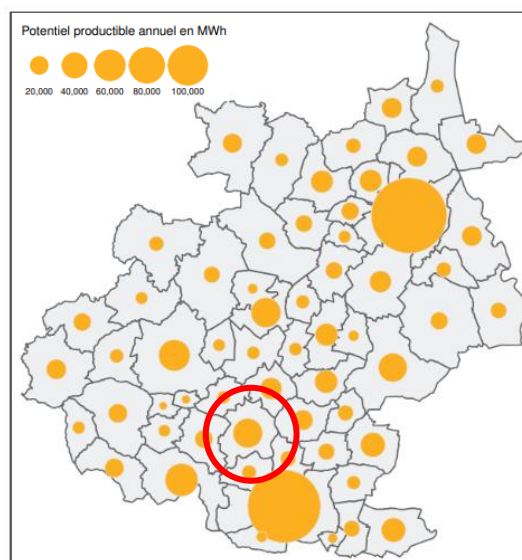
### Potentiel de production d'énergie :

L'ORCAE a estimé les potentiels de développement d'énergie renouvelable pour 4 filières : méthanisation, solaire (photovoltaïque et thermique), bois et éolien.

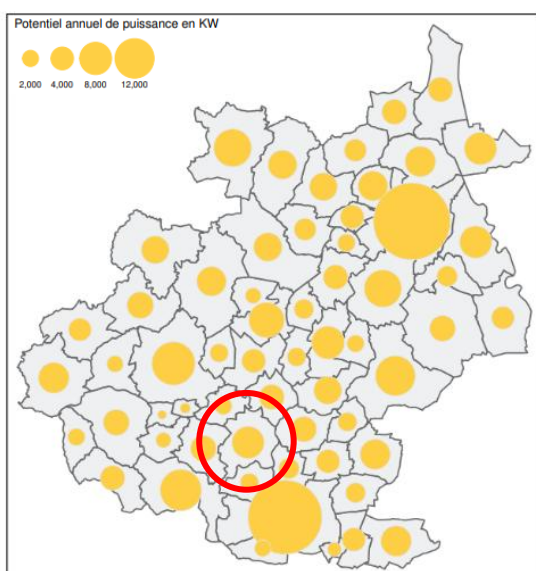
Potentiel de méthanisation



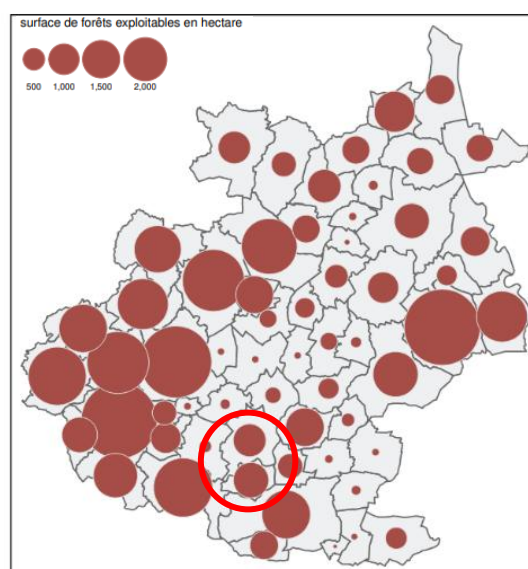
Potentiel solaire thermique



Potentiel solaire photovoltaïque de puissance



Estimation de la surface de forêts exploitables

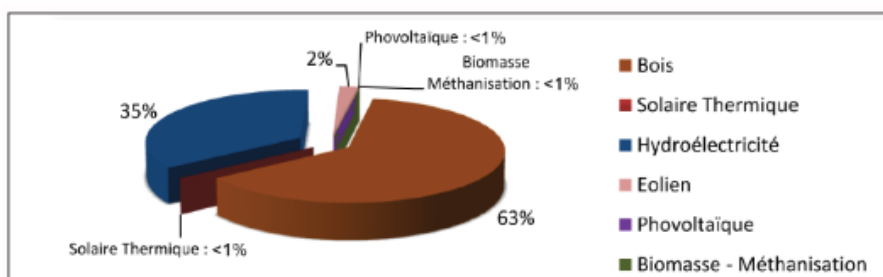


Source : [https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user\\_upload/mediatheque/orcae/Profils\\_v1/Profil\\_200071389.pdf](https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/orcae/Profils_v1/Profil_200071389.pdf)

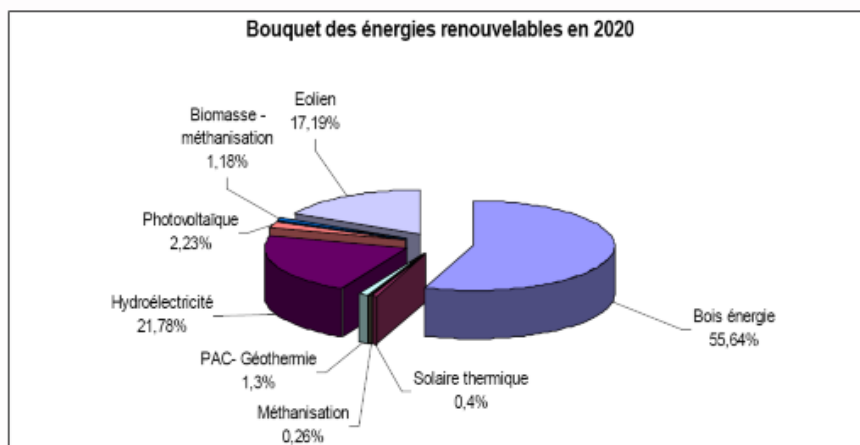
### Les énergies renouvelables :

Avec une forte croissance des installations renouvelables, la part de renouvelable dans la consommation d'énergie finale en Auvergne est de 14.3% (8<sup>ème</sup> région française). La production renouvelable est majoritairement liée au bois énergie et à l'hydroélectricité.

Notons que pour le bois énergie, la majorité de son utilisation est faite en chauffage domestique, sous la forme de bois bûche, utilisation qui n'est pas la plus performante en termes de consommation d'énergie finale (rendement) et d'émissions de polluants (particules fines).



Extrait de la production renouvelable pour la Région Auvergne (SRCAE) 2008



Bouquet des énergies renouvelables en Région Auvergne en 2020

	Hydroélectricité	Éolien	Photovoltaïque	Valorisation électrique du biogaz	Valorisation électrique des déchets
Production ou valorisation estimée (MWh) en 2010	15 551	1 736	411	0	0
Production estimée (MWh) en 2015	14 346	1 774	4 259	0	0
Évolution entre 2010 et 2015	- 7,7 %	+ 2,2 %	+ 936,3 %	0	0

Tableau 21 : Production d'électricité renouvelable sur le territoire de la C.C Saint-Pourçain Sioule Limagne, Source : OREGES – 26/09/17

En 2015, sur le territoire du SCot Saint-Pourçain Sioule Limagne, la production d'électricité renouvelable s'élève à environ 20 400 MWh contre 17 700 MWh en 2010, soit une évolution de + 15,1 % en 5 ans. Pour l'année 2015, les principales sources de production d'électricité renouvelable sont l'hydroélectricité (70,4 %) devant le photovoltaïque (20,9 %) et l'éolien (8,7 %). Avec un seul mat sur le territoire, l'éolien est peu développé notamment en comparaison de l'ancienne région Auvergne (8,7 % contre 18 % de l'électricité renouvelable produite). Au contraire, la production d'électricité renouvelable à partir du photovoltaïque est en croissance constante depuis 2008 avec 366 installations en 2015 contre 123 en 2010 ou aucune en 2008. Dans ce domaine, le territoire est en avance par rapport à l'ancienne région Auvergne (20,9 % contre 16%). La part de la production d'électricité à partir des barrages et usines hydroélectriques fluctue depuis 2008 mais enregistre une baisse globale depuis 2013 malgré le maintien du nombre d'installations (11 depuis 2008).

Jusqu'en 2015, aucune production d'électricité à partir de la valorisation des déchets ou du biogaz n'est enregistrée sur le territoire.

	Bois énergie	Valorisation thermique du biogaz	Valorisation thermique des déchets	Production nette des PAC	Solaire thermique
Production ou valorisation estimée (MWh) en 2010	0	0	76 748	9 230	1 307
Production estimée (MWh) en 2015	106 704	0	63 303	17 333	1 844
Évolution	/	/	- 17,5 %	+ 87,8 %	+ 41,1 %

*Tableau 22 : Production de chaleur renouvelable sur le territoire de la C.C Saint-Pourçain Sioule Limagne, Source : OREGES – 26/09/17*

Au cours de l'année 2015, la production de chaleur renouvelable a atteint 189 184 MWh sur le territoire du SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne. Il est difficile de juger de son évolution dans la mesure où les données concernant l'énergie "bois énergie" n'est disponible que depuis 2015. Pour l'année 2015, les principales sources de production de chaleur renouvelable sont le bois énergie (56,4 %) puis la valorisation thermique des déchets (33,5 %), la production nette des pompes à chaleur (9,2 %) et le solaire thermique (0,9 %).

La filière bois énergie est une filière importante sur le territoire et qui continue de se développer avec la présence de trois chaufferies en 2015 contre une seule en 2010. La production de chaleur à partir des déchets est en recul depuis 2012 (- 17,5 %). Au contraire, le part de la production de chaleur à partir des pompes à chaleur est en nette progression (+ 88% environ depuis 2010) suite à l'augmentation du 157 nombre d'unités (784 unités en 2015 contre 319 en 2008). De même, le solaire thermique est en plein développement (+41,1 % par rapport à 2010) grâce à une augmentation de la surface de capteurs (3 512 m<sup>2</sup> de capteurs en 2015 contre 2 546 m<sup>2</sup> en 2010).

Jusqu'en 2015, aucune production de chaleur à partir de la valorisation du biogaz n'est enregistrée sur le territoire. En 2015, selon l'évaluation du SRCAE Auvergne de juillet 2018, la part de la production d'ENR sur le territoire du SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne dans la consommation d'énergie finale est d'environ 15 % contre 18 % environ sur le territoire de l'ancienne région Auvergne.

### La biomasse

D'après l'ADEME, le territoire du SCoT Saint Pourçain Sioule Limagne compte deux sites de méthanisation en fonctionnement :

Commune	Dénomination	Adresse	Capacité nominale (N) / réglementaire (R)
Saint-Pourçain-sur-Sioule	SARL SIOULE BIOGAZ	"Les Millets" Rachailier	3 200 tonnes /an (N et R) avec injection directe dans le réseau public de gaz
Le Theil	Agriobiogaz du bocage Le Theil	"Larveron"	3 200 tonnes /an (R)

*Source : Rapport de présentation, tome 1, SCOT, 2022*

À l'échelle départementale, le territoire étudié apparaît comme un précurseur dans le domaine de la méthanisation puisque deux des trois unités de méthanisation en fonctionnement, en 2018, y sont localisées. Toutefois, à court-terme, sept autres unités de méthanisation seront créées sur le département mais aucune sur le territoire.

A noter que le Conseil Départemental a réalisé une étude du potentiel méthanisable à l'échelle du département, les collectivités sont invitées à prendre le relais. L'étude, non rendue publique à ce jour, comporte un scénario de répartition d'installations de méthanisation par EPCI.

Par ailleurs, le Syndicat d'Énergie du Département de l'Allier (SDE03) a fixé des objectifs élevés de développement du gaz vert sur le département grâce à une extension du réseau de gaz.

### L'éolien

Historiquement, des Zones de Développement de l'Éolien (ZDE) avaient été définies sur chacune des anciennes intercommunalités, aujourd'hui fusionnées au sein de la Communauté de Communes Saint Pourçain Sioule Limagne, périmètre du SCoT. Ces ZDE définissaient les secteurs à prioriser pour l'implantation de projets éoliens (ex : Secteur de le Theil / Fleuriel, de la Ferté-Hauterive, de Biozat, etc.).

Actuellement, une seule éolienne est enregistrée sur le territoire. Cette éolienne, érigée en 2007 et mise en service en 2009, est détenue par un propriétaire privé et est localisée au nord-ouest de la commune de Saulzet. D'après le "Porter à connaissance", un projet de parc, très contesté, est à l'étude dans la forêt des Collettes, à Bellenaves, ainsi que sur les communes de Bransat et Laféline. Un parc de 6 éoliennes avait également été autorisé à Biozat, mais fait l'objet d'un contentieux.

### Photovoltaïque

En 2015, sur le territoire du SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne, la production d'énergie solaire représente 4 259 MWh pour le photovoltaïque et 1 844 MWh pour le solaire thermique. Parmi les installations et centrales photovoltaïques en fonctionnement sur le territoire, on peut citer la centrale de Louroux-de-Bouble qui a été mise en place lors de la rénovation énergétique de ses écoles.

Le projet envisagé à Bayet s'organise autour de la centrale de production électrique avec une production de 30 MW d'électricité. La centrale photovoltaïque de Monétay-sur-Allier, dont le permis de construire a été accepté en 2015, a été mise en service dès 2019 pour une puissance produite de 3 MW comprenant 8 800 panneaux solaires. Ce parc solaire a été lauréat de l'appel d'offre de la commission régulation de l'énergie CRE 2016.

### Le développement de la filière bois énergie

La première énergie renouvelable produite sur le territoire du SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne est le bois-énergie. Le territoire compte trois installations dédiées à la production d'énergies renouvelables à partir de la filière bois-énergie.

Commune	Nom du réseau	Longueur (km)	Chaleur produite (MWh)
Ébreuil	RDC (bois) - Ébreuil	0,7	1 900
Bellenaves	RDC – SIESS de Bellenaves	1,0	0
Louroux-de-Bouble	RDC – Louroux-de-Bouble	0,2	150

\*RDC : Réseau de Chaleur

Source : Rapport de présentation, tome 1, SCOT, 2022

### L'énergie hydroélectrique

De nombreuses petites centrales hydroélectriques (PCH) sont présentes sur le territoire du SCoT Saint Pourçain Sioule Limagne, au sein du val de Sioule. Il s'agit de centrales qui revendent ou autoconsomment l'électricité produite et dont la puissance est inférieure à 10 000 kW.

A termes, l'objectif est que l'ensemble des moulins localisés le long du cours d'eau de la Sioule soient prochainement équipés de turbines pour générer de l'électricité. C'est le cas du moulin de Salles, situé sur la commune de Jenzat, où devrait prochainement être construit, au droit de ce dernier, une microcentrale hydroélectrique.

Certaines de ces PCH ont subi des travaux pour la prise en compte des continuités écologiques.

### La géothermie

D'après l'ADEME, le sous-sol auvergnat étant très complexe, le potentiel n'est pas encore totalement connu. Toutefois, la région présente de nombreux atouts et augure de réelles perspectives de développement de la géothermie. La composition du sous-sol du territoire du SCoT pourrait se révéler intéressante pour l'utilisation de l'énergie géothermique. En effet, une superficie non négligeable du territoire est couverte par un socle granitique ou des formations métamorphiques dotés d'une faible à très faible ressource en eau. De plus, les caractéristiques des formations marnocalcaires des Limagnes, à l'Est du territoire, pourraient s'avérer également peu propice à l'exploitation de la ressource en eau.



Ainsi, le territoire présente de nombreuses zones où la ressource aquifère serait faible à nulle. C'est pourquoi, dans ces secteurs, la réalisation de sondes géothermiques pourrait s'avérer intéressante afin de déterminer le réel potentiel du territoire.

Par ailleurs, la production de chaleur renouvelable à partir de pompes à chaleur est en forte croissance ces dernières années grâce à l'explosion du nombre d'unités. De plus, selon l'arrêté du 24/10/2017 publié au Journal officiel du 26/10/2017, un permis de recherches de gîtes géothermiques à haute température, dit "permis de Combrailles-en-Marche" a été accordé pour une durée de 3 ans sur les départements de l'Allier et du Puy de Dôme (Auvergne-Rhône Alpes) ainsi que de la Creuse (Nouvelle Aquitaine)

### 3.4. LE SRCAE AUVERGNE ET LE PCAET DE SAINT-POURÇAIN SIOULE LIMAGNE

#### 3.4.1. Le SRCAE Auvergne

L'Allier doit appliquer localement les objectifs du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) de la Région Auvergne, dont les objectifs sont :

- réduction de 22.4% de la consommation d'énergie finale en 2020 par rapport à 2008 ;
- réduction de 15% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2007 (soit -20% par rapport à 1990) ;
- production d'énergies renouvelables équivalente à 30% dans la consommation énergétique finale de 2020.

#### 3.4.2. Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Un PCAET est un Plan Climat Air Energie Territorial soit un projet de développement durable axé sur les changements climatiques et intégré dans les politiques structurantes du territoire.

Un PCAET a deux objectifs principaux :

- L'atténuation qui consiste à réduire les émissions des Gaz à effet de serre
- L'adaptation qui consiste à réduire la vulnérabilité du territoire et l'adapter aux évolutions du climat.

Le PCAET de la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne a été déposé le 21 janvier 2021, validé par les services de l'Etat le 17 mars 2021, et entériné le 21 avril 2021 par la MRAe (mission régionale d'autorité environnementale).

La Communauté de communes a engagé un plan d'actions complet et opérationnel déployé sur 6 axes :

- AXE 1 – Collectivité exemplaire
- AXE 2 – Sobriété et efficacité énergétique
- AXE 3 – Développement raisonné des Energies Renouvelables et locales
- AXE 4 – Adapter les pratiques du territoire aux enjeux du climat de demain
- AXE 5 – Un territoire aux mobilités adaptées
- AXE 6 – Développer l'économie locale et circulaire

### 3.5. LE PNSE ET LE PRSE

#### 3.5.1. Le PNSE

Le quatrième Plan National Santé Environnement (PNSE 4) en vigueur (2021-2025) et qui a pour objectif de réduire l'impact des altérations de notre environnement sur notre santé, permet de poursuivre et d'amplifier les actions conduites par les différents plans précédents élaborés dans le domaine de la santé environnementale au niveau national (PNSE) et régional (PRSE).

Au cours des cinq prochaines années, le PNSE 4 poursuit quatre objectifs ambitieux déclinés en vingt actions :

- 1) S'informer, se former et informer sur l'état de mon environnement et les bons gestes à adopter pour notre santé et celle des écosystèmes
  - ACTION 1 Connaître l'état de son environnement et des bonnes pratiques à adopter
  - ACTION 2 Identifier les substances dangereuses pour la santé et l'environnement dans les objets du quotidien
  - ACTION 3 Être mieux informé sur la bonne utilisation des produits ménagers et leur impact sur la santé et l'environnement
  - ACTION 4 Informer les propriétaires d'animaux sur l'utilisation des produits biocides
  - ACTION 5 Approfondir les connaissances des professionnels sur les liens entre l'environnement et la santé
  - ACTION 6 Se renseigner sur les conseils de prévention avant et après la grossesse

- ACTION 7 Informer et sensibiliser les jeunes à la santé environnement
- 2) Réduire les expositions environnementales affectant la santé humaine et celle des écosystèmes sur l'ensemble du territoire
  - ACTION 8 Maitriser l'exposition aux ondes électromagnétiques et améliorer la connaissance des impacts sanitaire
  - ACTION 9 Réduire les nuisances liées à la lumière artificielle pour la santé et l'environnement
  - ACTION 10 Prévenir et agir dans les territoires concernés par la pollution des sols
  - ACTION 11 Prévenir les impacts sanitaires des espèces nuisibles par des méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement
  - ACTION 12 Mieux comprendre et prévenir les cas de légionellose
  - ACTION 13 Mieux gérer les risques sanitaires et environnementaux des nanomatériaux
  - ACTION 14 Améliorer la qualité de l'air intérieur au-delà des actions à la source sur les produits ménagers et les biocides
  - ACTION 15 Réduire l'exposition au bruit
- 3) Démultiplier les actions concrètes menées par les collectivités dans les territoires
  - ACTION 16 Créer une plateforme collaborative pour les collectivités et renforcer l'expertise des territoires pour réduire les inégalités sociales et territoriales en santé environnement
  - ACTION 17 Renforcer la sensibilisation des urbanistes et aménageurs des territoires pour mieux prendre en compte la santé environnement
- 4) Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations et des écosystèmes.
  - ACTION 18 Créer un espace commun de partage de données environnementales pour la santé, le Green Data for Health
  - ACTION 19 Structurer et renforcer la recherche sur l'exposome et mieux connaître les maladies liées aux atteintes à l'environnement
  - ACTION 20 Surveiller la santé de la faune terrestre et prévenir les zoonoses

### 3.5.2. Le PRSE

Le PRSE4 Auvergne-Rhône-Alpes 2024-2028 constitue le principal plan pour le pilotage de la santé environnement pour la région. Ce document est établi autour de 3 axes :

- Axe 1 : développer les connaissances, informer et sensibiliser les acteurs
  - Observation en santé-environnement
  - Éducation et promotion de la santé-environnement
  - Formation des acteurs en santé-environnement
- Axe 2 : réduire les expositions
  - Espèces à enjeux pour la santé en expansion
  - Zoonoses
  - Ressources en eau : réutilisation d'eaux non conventionnelles
  - Ressources en eau : plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE)
  - Qualité de l'air extérieur
  - Qualité de l'air intérieur
- Axe 3 : Mobiliser les territoires
  - Animation territoriale (acculturation, diagnostics, accompagnement de projets)
  - Urbanisme favorable à la santé

#### Ce qu'il faut retenir

- Le territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort étant situé à l'écart des grandes agglomérations, offre des espaces préservés et une plutôt bonne qualité de l'air.
- La commune dispose de potentiels intéressants à développer : photovoltaïque, géothermie, ...

## 4. LES NUISANCES ET LES RISQUES

Sources consultées : [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr)

### 4.1. LES RISQUES NATURELS

#### 4.1.1. Arrêtés de catastrophe naturelle

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par les risques suivants :

- Inondation
- Sismique (aléa 3)
- Mouvement de terrain
- Retrait et gonflement argileux (important)
- Radon (faible)

7 arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris depuis 1982 :

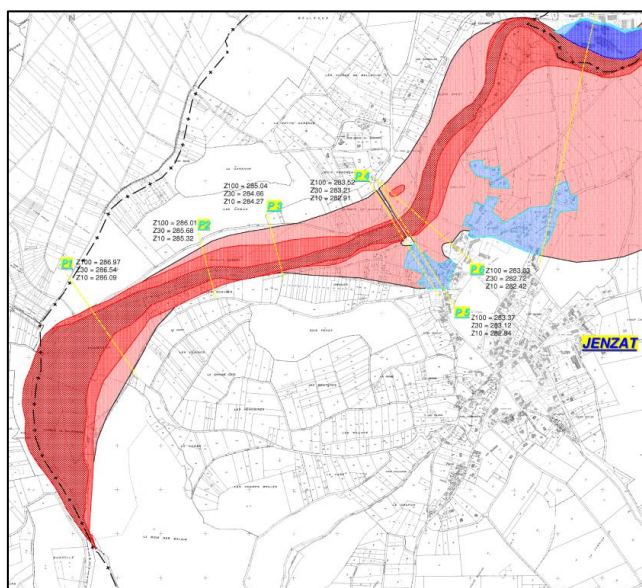
Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE2014522A	Sécheresse	01/01/2019	10/07/2020
INTE1914147A	Sécheresse	01/07/2018	22/06/2019
INTE0400656A	Sécheresse	01/07/2003	26/08/2004
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
ECOZ8800025A	Inondations et/ou Coulées de Boue	18/03/1988	19/06/1988
NOR19830621	Inondations et/ou Coulées de Boue	18/05/1983	24/06/1983
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

*Arrêtés de catastrophe naturelle pris sur la commune ([georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr))*

#### 4.1.2. Le risque inondation

La commune est parcourue par plusieurs cours d'eau. Ainsi, naturellement, la commune peut-être sensible aux inondations, d'autant qu'elle a déjà fait l'objet de 4 déclarations de catastrophes naturelles concernant les inondations/coulées de boue.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par le périmètre du PPRI Rivière Sioule de la commune de Jenzat.



Le type d'inondation sur la commune est principalement dû à la montée des eaux de la Sioule. La commune peut être concernée par les inondations dans les secteurs suivants : Lieudits : « Rouzat », « Jacques Martin », « Conche », « Les Mandets » et « Les Tressots ».

Aucune crue significative n'a été recensées depuis la mise en service des barrages.

#### 4.1.3. Le risque cavités souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'Homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort n'est pas concernée.

#### 4.1.4. Le risque mouvement de terrain

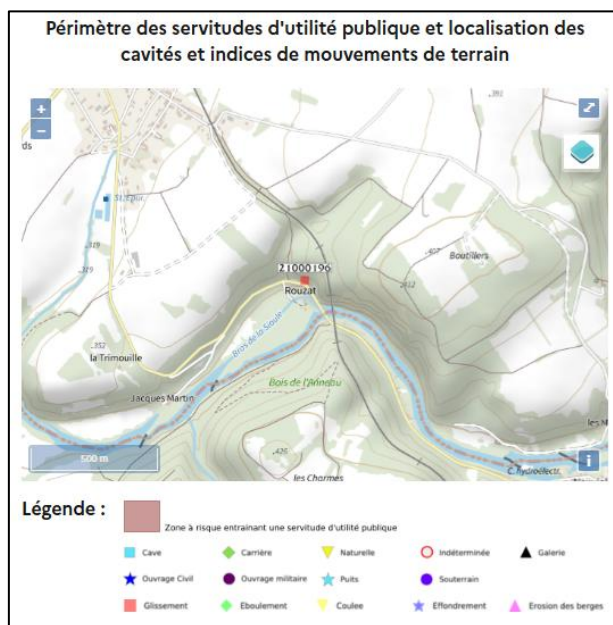
Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (fonte de neige, pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitations de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

La constructibilité dans ces zones peut être conditionnée au respect de dispositions visant à réduire les risques.

La commune a déjà fait l'objet d'une déclaration de catastrophes naturelles concernant les mouvements de terrain en 1999.

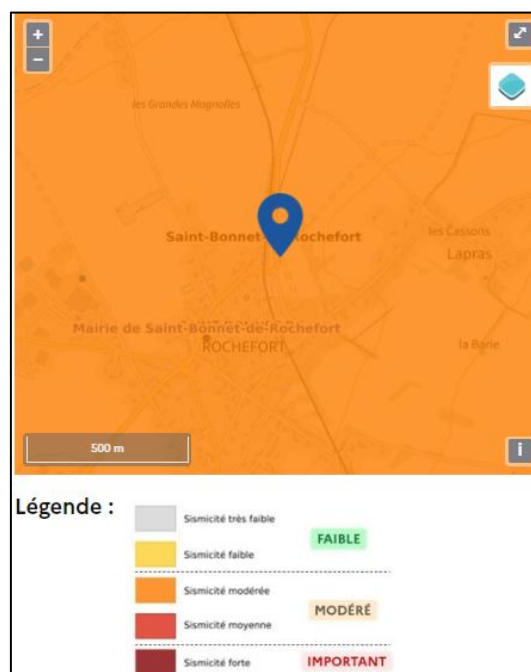
1 glissement de terrain a été recensé sur le secteur de Rouzat, secteur éloigné des pôles urbanisés de la commune.

Identifiant	Type	Lieu
21000196 	Glissement	Rouzat RD37



#### 4.1.5. Le risque sismique

Le territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort présente un aléa sismique modéré (3 sur 5). Ce classement implique l'application des règles de construction parasismiques, pour toute construction neuve, pour les travaux lourds ou d'extension de l'existant, pour les établissements recevant du public...



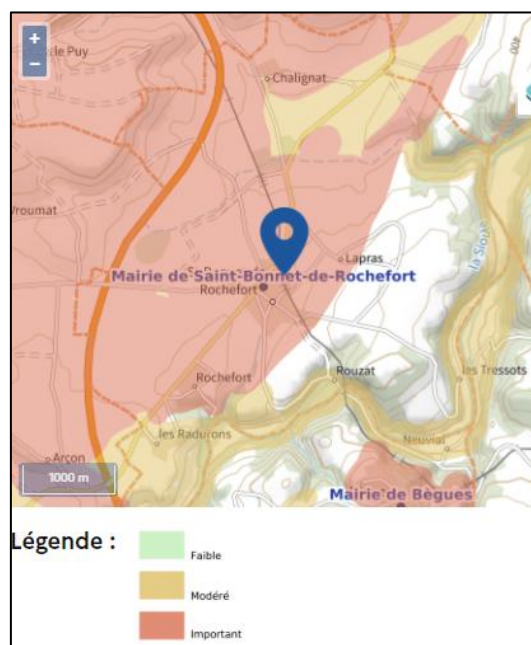
Source : georisques

#### 4.1.6. Le risque retrait-gonflement des sols argileux

Le retrait-gonflement des argiles est lié à la teneur en eau des terrains argileux, qui gonflent et se rétractent avec la sécheresse.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par le risque Argiles et a fait l'objet de 3 arrêtés de catastrophe naturelle pour des sécheresses.

Les aléas sont importants sur la partie Nord-Ouest de la commune qui accueille les principaux pôles d'urbanisation ; à l'exception du secteur des Radurons concerné par un aléa modéré, comme la vallée de la Sioule.



Source : georisques

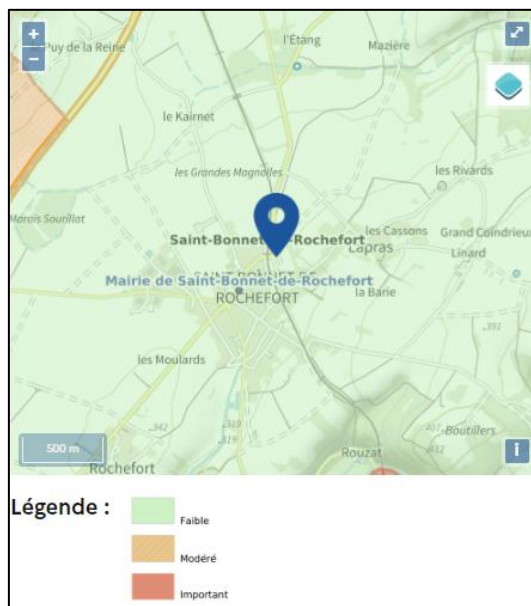
#### 4.1.7. Le risque radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.



Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m<sup>3</sup> (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par un potentiel radon de catégorie 1 (faible).



Source : georisques

## 4.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### 4.2.1. Pollution des sols et anciens sites industriels

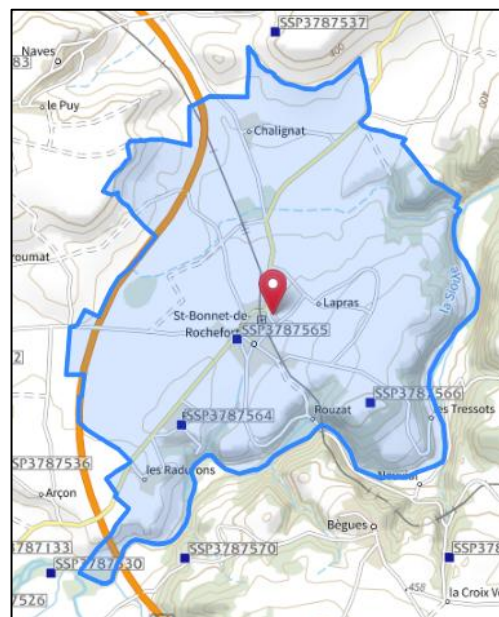
Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

#### Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS)

Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par la présence de 3 sites :

- Ancienne décharge communale
- Fabrique de peintures ICOPEINT
- Station service BP



Source : georisques

A noter qu'à l'exception de l'ancienne décharge communale, les sites sont inscrits au sein du tissu urbanisé et sont aujourd'hui occupés.

#### Les sites BASOL

Un site ou sol pollué est présent sur Saint-Bonnet-de-Rochefort : la station-service BP (carrefour D37 (route de Gannat) et D35 (route de Combronde).

(Source : georisques)

#### 4.2.2. Installations industrielles

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

##### Les ICPE

Aucune installation classée n'est recensée sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

##### Les installations industrielles rejetant des polluants

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols.

Aucune installation n'est répertoriée sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

#### 4.2.3. Canalisation de transport de matières dangereuses

Le territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort n'est pas concerné.

#### 4.2.1. Classement sonore des routes

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par le classement sonore de l'A71.

La communes est traversée du Nord au Sud par l'A71. Le tracé de cette autoroute s'inscrit en limite Ouest du territoire communal, sur un secteur comptant un nombre limité de constructions : le Puy de la Reine, les Magnolles et Chalignat.

La politique nationale pour réduire les nuisances sonores, engagée depuis la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, relative à la lutte contre le bruit, s'articule autour de deux lignes directrices pour ce qui concerne les transports terrestres.

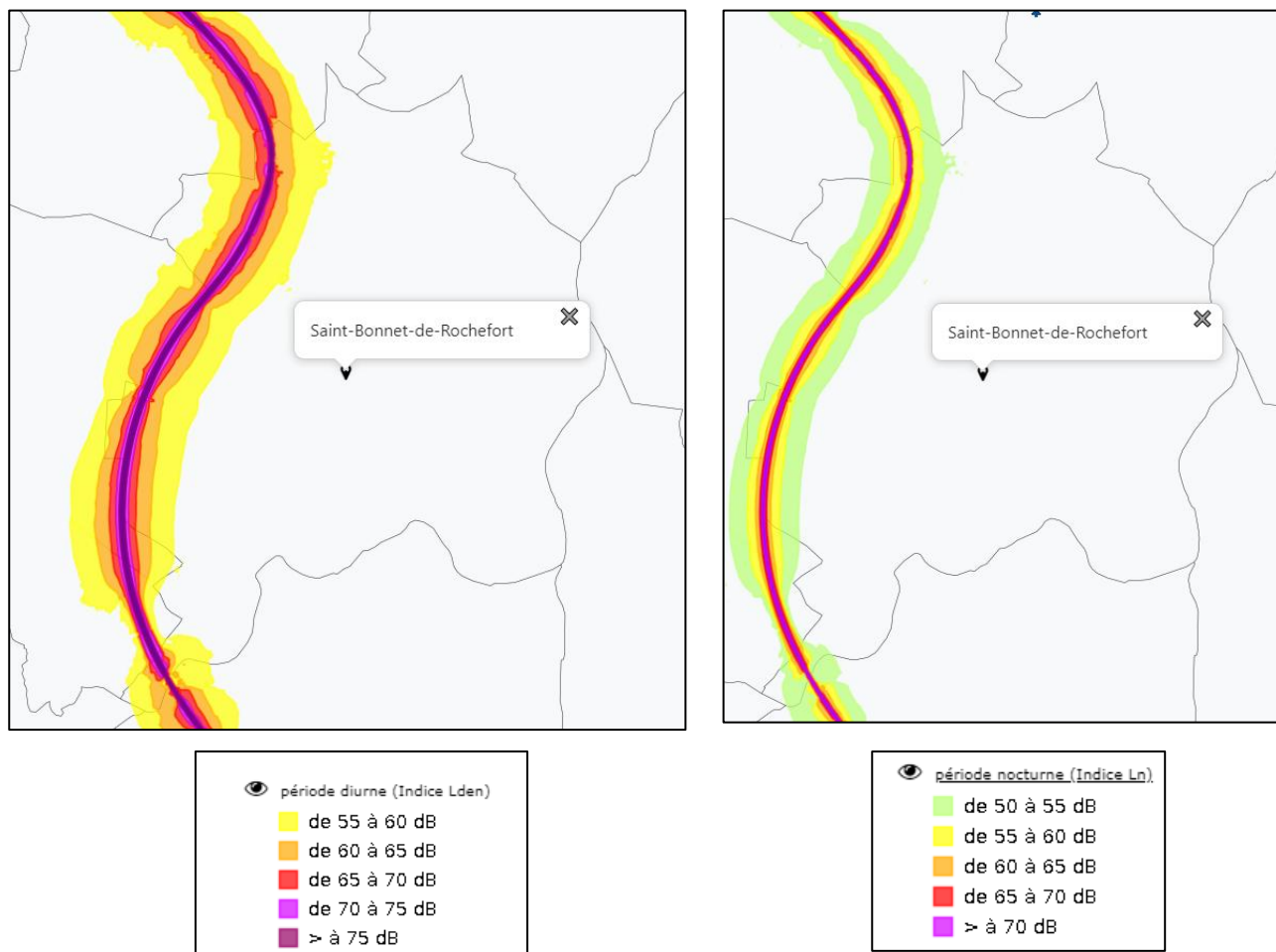
Le classement sonore des voies bruyantes et la définition des secteurs où l'isolation des locaux doit être renforcée pour une meilleure protection :

Les bâtiments à construire situés dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter une isolation acoustique minimum contre le bruit extérieur. Ces prescriptions sont fixées par l'arrêté du 30 mai 1996, la circulaire du 25 juillet 1996 pour les bâtiments d'habitation, l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996, et par 3 arrêtés et une circulaire du 25 avril 2003 pour les établissements d'enseignement, de santé et les hôtels.

Ces textes ont été codifiés dans la partie réglementaire du code de l'environnement. Désormais ce sont les articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 qui réglementent le classement des infrastructures de transport terrestre.

Source : préfecture de l'Allier

Saint-Bonnet-de-Rochefort												Code INSEE :		03220	
ID	NOM	CLASSE	MOA	DEBUT	FIN	TISSU	TRAFFIC 2040		VITESSE		CATEGORIE			LONG (m)	
							TMJA	% PL	VL	PL	2014	2021	EVOLUTION		
50204803	A71_04	Autoroute	SAP2R	Limite communale Saint-Bonnet-de-Rochefort/Vicq	Limite communale Saint-Bonnet-de-Rochefort/Vicq	Ouvert	25477	10	130	90	1	1	NON	3 196	



Les cartes de bruit stratégiques (CBS) sont des documents de diagnostic macroscopique, établies à l'échelle départementale, qui visent à évaluer, au travers d'une modélisation, l'exposition des populations au bruit des infrastructures de transport terrestre.

La commune est également traversée par une voie ferrée, mais au regard de son trafic limité, aucune cartographie du bruit n'existe.

#### - Le risque rupture de barrage

Des études de l'onde de submersion ont été réalisées dans le cadre de l'étude EDF du barrage de Fades-Besserve datée de septembre 1998.

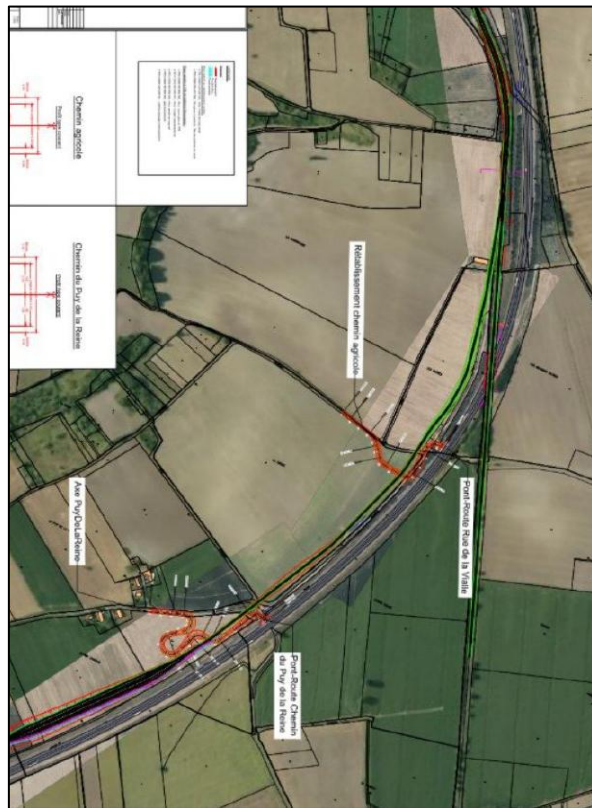
L'onde de submersion arriverait sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort à hauteur du point kilométrique 50, environ 2 heures 8 minutes après la rupture progressive du barrage de Fades-Besserve et atteindrait une hauteur d'eau maximale de 15 m.

Les secteurs concernés par ce risque s'inscrivent aux abords de la Sioule, à l'écart des espaces urbanisés.

#### - Le projet d'un embranchement ferré

Le décret n°2024-740 du 5 juillet 2024 qualifie de projet d'intérêt national majeur le projet d'extraction et de transformation de lithium par la société Imerys dans l'Allier. Ce projet concerne notamment le territoire communal dans le cadre de l'aménagement d'un embranchement ferré inscrit à l'Ouest de l'A71 de l'autoroute.

Bien que les aménagements ne soient pas encore précisément définis, les secteurs concernés par ce projet s'inscrivent à l'écart des espaces urbanisés. L'espace le plus proche est celui du Puy de la Reine, il est inscrit en zone non constructible.



Extrait plan projet provisoire (source DDT03)

#### Ce qu'il faut retenir

- Un risque retrait et gonflement argileux important.
- Un risque sismique modéré.
- Un risque inondation, mouvement de terrain et radon (faible).
- Trois anciens sites industriels ou activités de service sur la commune qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols.
- La commune est concernée par le classement sonore de l'A71.

## 5. L'OCCUPATION FONCIERE DU TERRITOIRE ET LA CONSOMMATION FONCIERE

La consommation foncière et l'artificialisation du territoire sont des indicateurs aujourd'hui incontournables de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

En effet, la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols est devenu, ces dernières années en France, une priorité. Le développement économe, préservant les espaces agricoles et naturels est l'un des objectifs majeurs pour les prochaines années.

L'analyse de l'artificialisation des sols est complexe, et peut être faite au regard de nombreux indicateurs et méthodologies qui ne peuvent pas être comparées entre-elles.

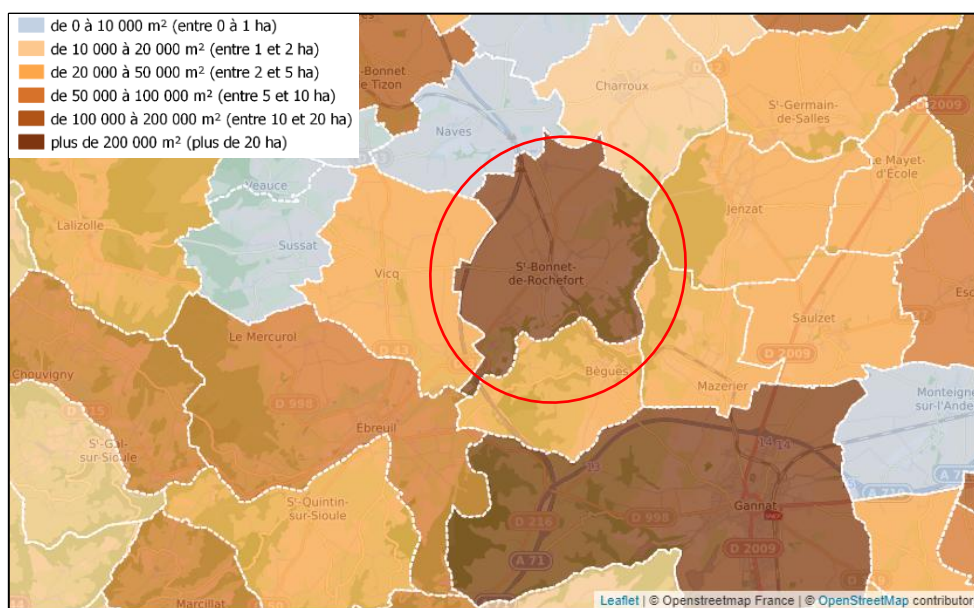
Dans le cadre de la révision de la Carte Communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort, le choix a été fait de croiser 2 types de données :

- Une donnée mise en place par le portail de l'artificialisation des sols : le flux d'artificialisation, permettant de situer la commune dans le territoire intercommunal
- Une analyse de la consommation foncière réalisée à partir de la comparaison de photographies aériennes et du registre des autorisations d'urbanisme.

### 5.1. ARTIFICIALISATION DES SOLS 2011-2023

Source : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/les-donnees-au-1er-janvier-2019#paragraphe--969>

Selon les données de l'observatoire de l'artificialisation des sols, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort a artificialisé 20.64 ha entre 2011 et 2023, soit une moyenne de 17 200 m<sup>2</sup> par an, majoritairement en faveur du développement résidentiel.

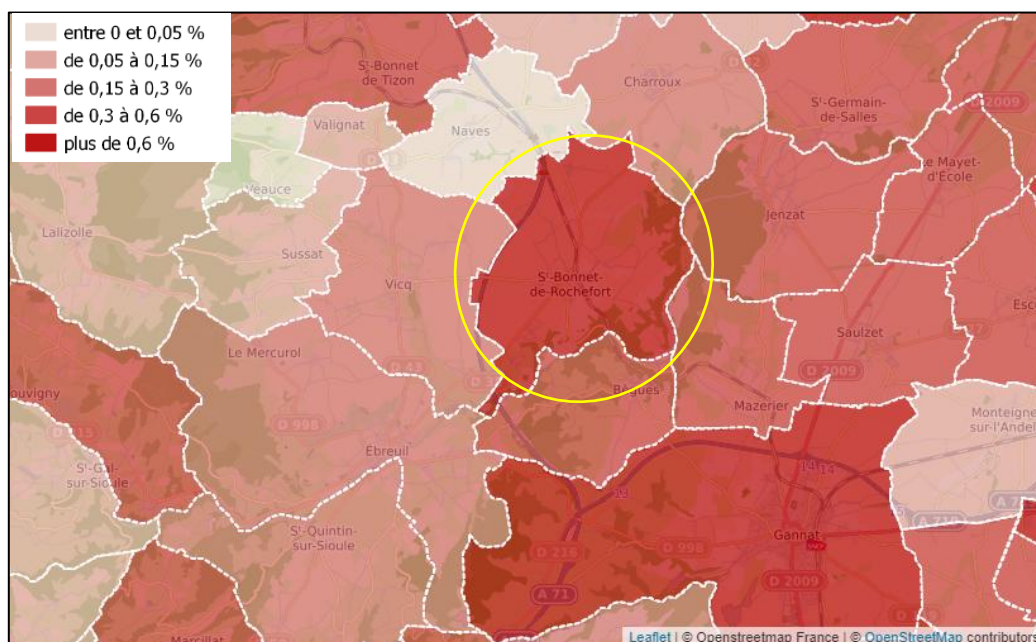


Consommation d'espace pour la période 2011-2023 (%)

Source : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-artificialisation>

Saint-Bonnet-de-Rochefort fait partie des communes de l'intercommunalité qui consomme le plus d'espace. Elle se distingue par une part d'artificialisation (surface artificialisée par rapport à la taille de la commune) de l'ordre de +1.26%. Elle se rapproche plutôt du taux de la commune de Gannat. Les communes limitrophes consomment moins d'espace et Saint-Bonnet-de-Rochefort apparaît dans la moyenne très haute.





Taux d'espace consommé par rapport à la surface communale (2011-2023)

Source : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-artificialisation>

	Surface artificialisée 2011-2023 (m²)	Dont surface dédiée à l'habitat (m²)	Taux d'artificialisation (%)
Saint-Bonnet-de-Rochefort	206 403	166 604	1.26
Charroux	17 674	17 674	0.17
Naves	1 844	1 844	0.02
Vicq	34 399	30 651	0.26
Bègues	25 946	25 055	0.31
Mazierier	32 604	27 479	0.45
Jenzat	42 509	36 725	0.36
Gannat	601 231	75 395	1.64

## 5.2. CONSOMMATION D'ESPACE ENTRE LE 01/01/2011 ET LE 31/12/2020 ISSUE DES FICHIERS FONCIERS

Source : <https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/49496/>

La loi Climat & Résilience d'août 2021 fixe un objectif de diminution par deux de la consommation d'espace d'un territoire entre 2021 et 2031 par rapport à la consommation d'espace de l'année 2011 à l'année 2020 (incluses), qui représente pour Saint-Bonnet-de-Rochefort une surface de 18.4 ha.

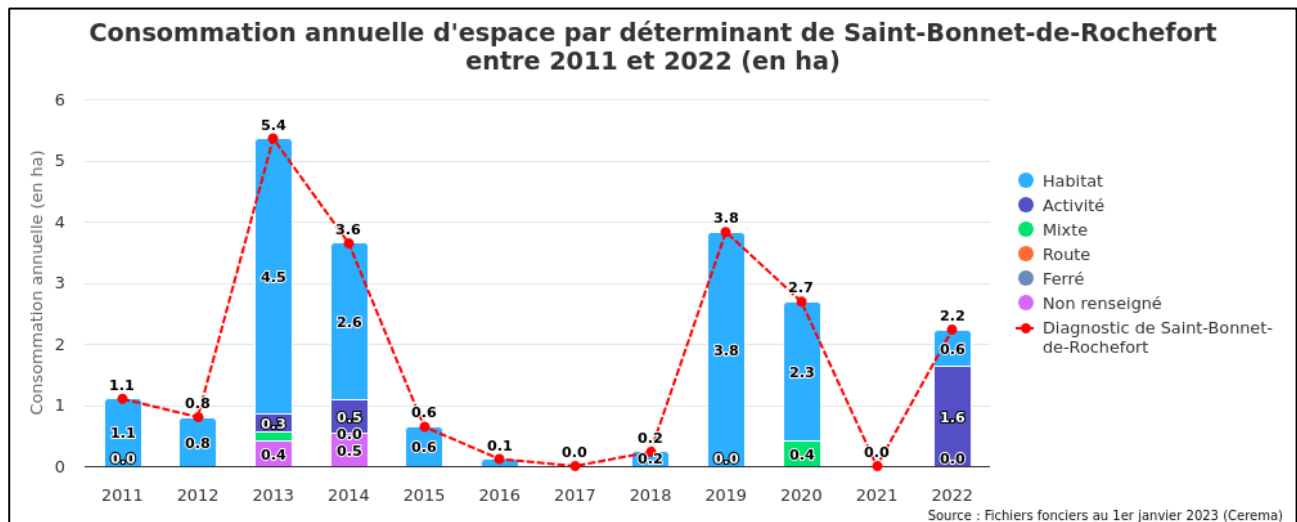
Aujourd'hui, la consommation d'espace est mesurée avec les fichiers fonciers produits et diffusés par le Cerema depuis 2009 à partir des fichiers MAJIC<sup>2</sup> de la DGFIP<sup>3</sup>.

### Consommation annuelle brute du territoire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Saint-Bonnet-de-Rochefort	1.1	0.8	5.4	3.6	0.6	0.1	0.0	0.2	3.8	2.7	0.0	2.2	20.6

2MAJIC : Mise À Jour des Informations Cadastreales : donnée fiscale servant à calculer la taxe foncière en particulier.

3DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Habitat	1.1	0.8	4.5	2.6	0.6	0.1	0.0	0.2	3.8	2.3	0.0	0.6	16.7
Activité	0.0	0.0	0.3	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.6	2.5
Mixte	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.0	0.0	0.6
Route	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ferré	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Non renseigné	0.0	0.0	0.4	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
<b>Total</b>	<b>1.1</b>	<b>0.8</b>	<b>5.4</b>	<b>3.6</b>	<b>0.6</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.2</b>	<b>3.8</b>	<b>2.7</b>	<b>0.0</b>	<b>2.2</b>	<b>20.6</b>

Pour respecter la tendance générale fixée par la loi, la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 9.2 hectares environ.

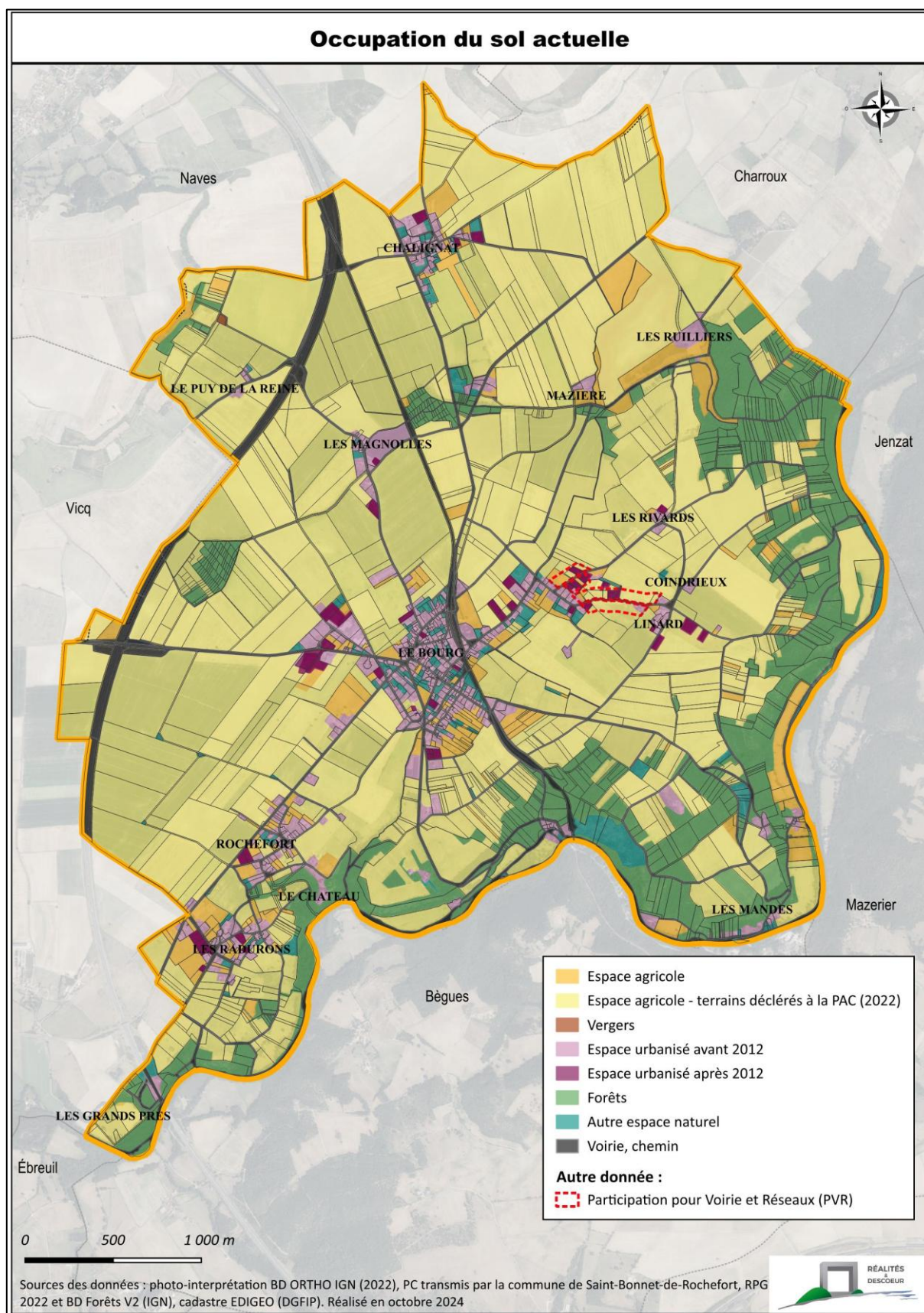
### 5.3. OCCUPATION GENERALE DU TERRITOIRE

La superficie géoréférencée du territoire est de 1641,3 ha. La superficie de la commune informatisée et géoréférencée peut être différente de la superficie administrative.

L'analyse de l'occupation du territoire et de l'évolution de la consommation foncière entre 2011 et 2020 (10 années) a été réalisée à partir des surfaces géoréférencées.

Il s'agit d'une estimation du bureau d'études basée sur la photographie aérienne 2022 (Source IGN), les données PAC 2024, et les données communales (permis de construire). Il s'agit de chiffres non figés, établis sur la base d'une photographie aérienne à grande échelle et comprenant une marge d'interprétation dans l'occupation des parcelles.

L'occupation du territoire peut se partager en trois grandes typologies : agricoles, naturels, urbanisés.



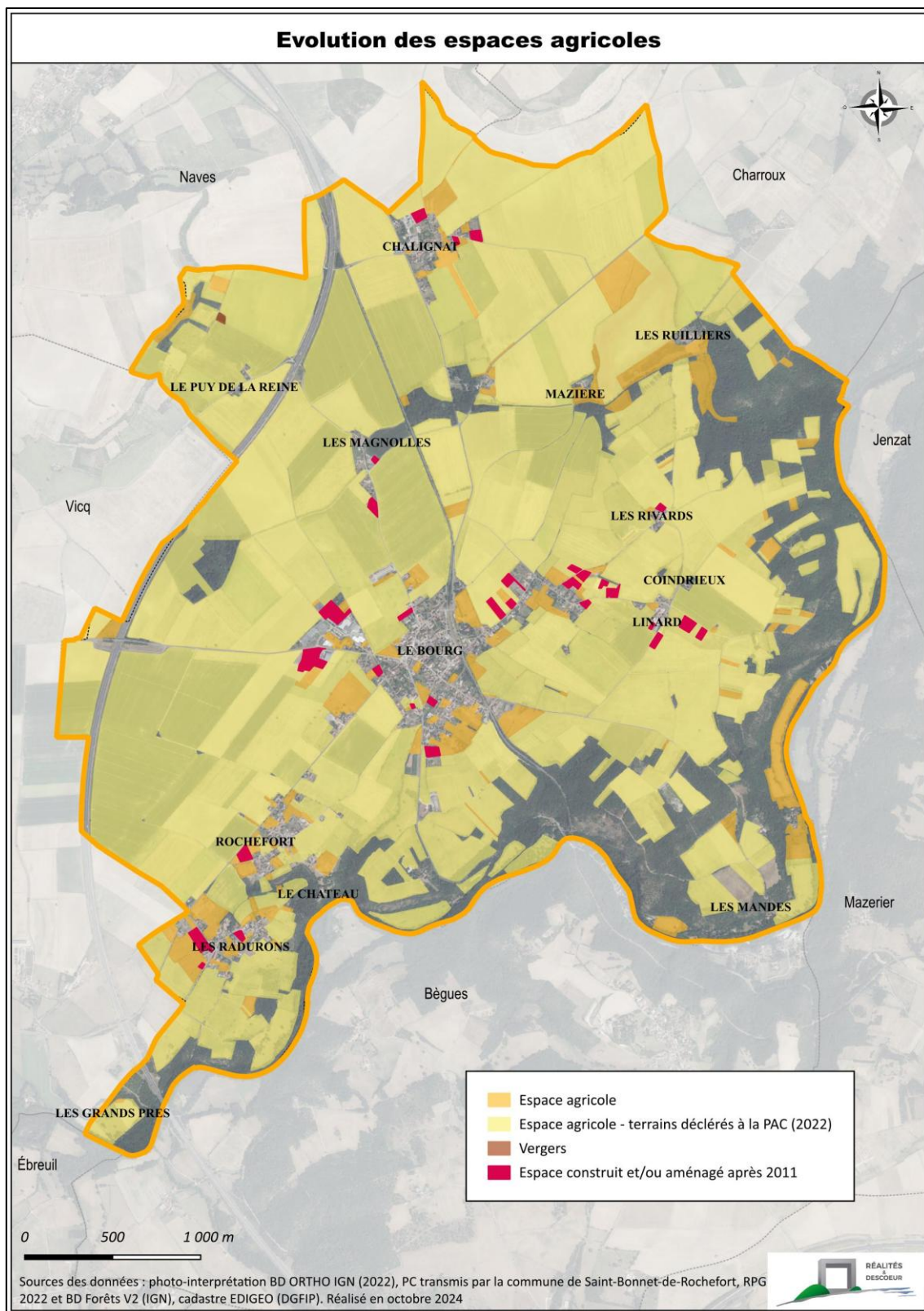


### Les espaces agricoles

Les terres agricoles dominent largement l'occupation du territoire avec 1182,8 ha soit 72,1% du territoire. Il s'agit de l'occupation du sol la plus importante sur la commune. Elle a été estimée selon les données PAC 2022 et la photographie aérienne de 2022.

Depuis 2012, les nouvelles constructions se sont réalisées majoritairement sur de l'espace agricole :

- Pour de l'habitat : 5,89 ha
- Pour des activités industrielles : 2,49 ha
- Pour de l'activité agricole : 1,57 ha
- Pour des équipements : 0,21 ha

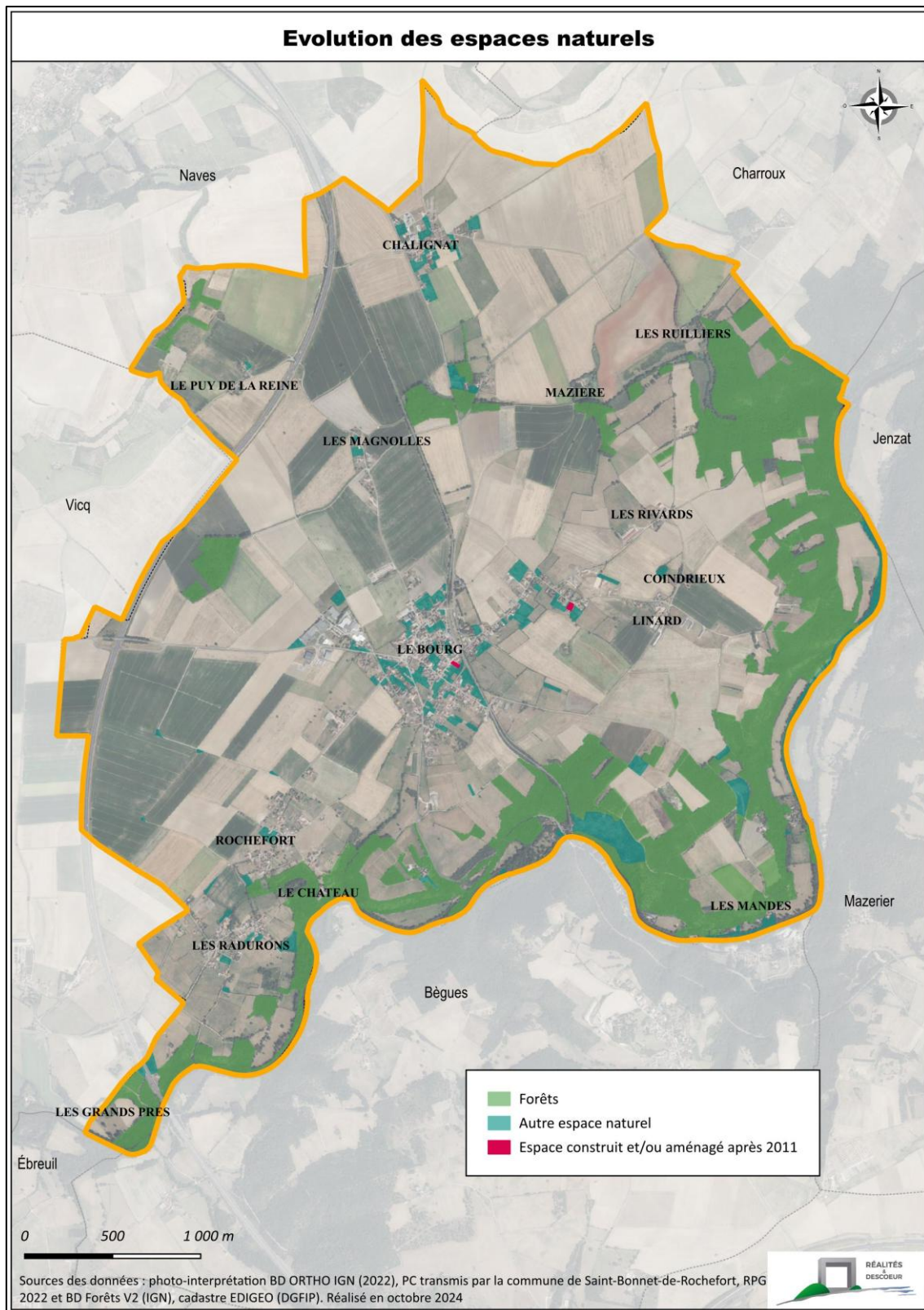


### Les espaces naturels

Les milieux naturels et semi-naturels qui se composent des forêts, des terres non utilisées par l'agriculture, des vergers, des parcs et jardins ; représentent 249,8 ha, soit 12,2 % du territoire :

- Espaces de forêt : 221,2 ha
- Vergers : 0,2 ha
- Autres espaces naturels (correspondant aux autres espaces non utilisés par l'agriculture, au réseau hydrographique, aux jardins...) : 28,5 ha

Depuis 2012, 0,17 ha d'espace naturel a été consommé, uniquement pour de l'habitat.





### **Les espaces urbanisés**

Les territoires urbanisés (habitat, équipements, activités, loisirs, voiries, voie ferrée...) occupent 208,6 ha, soit 12,7% du territoire.

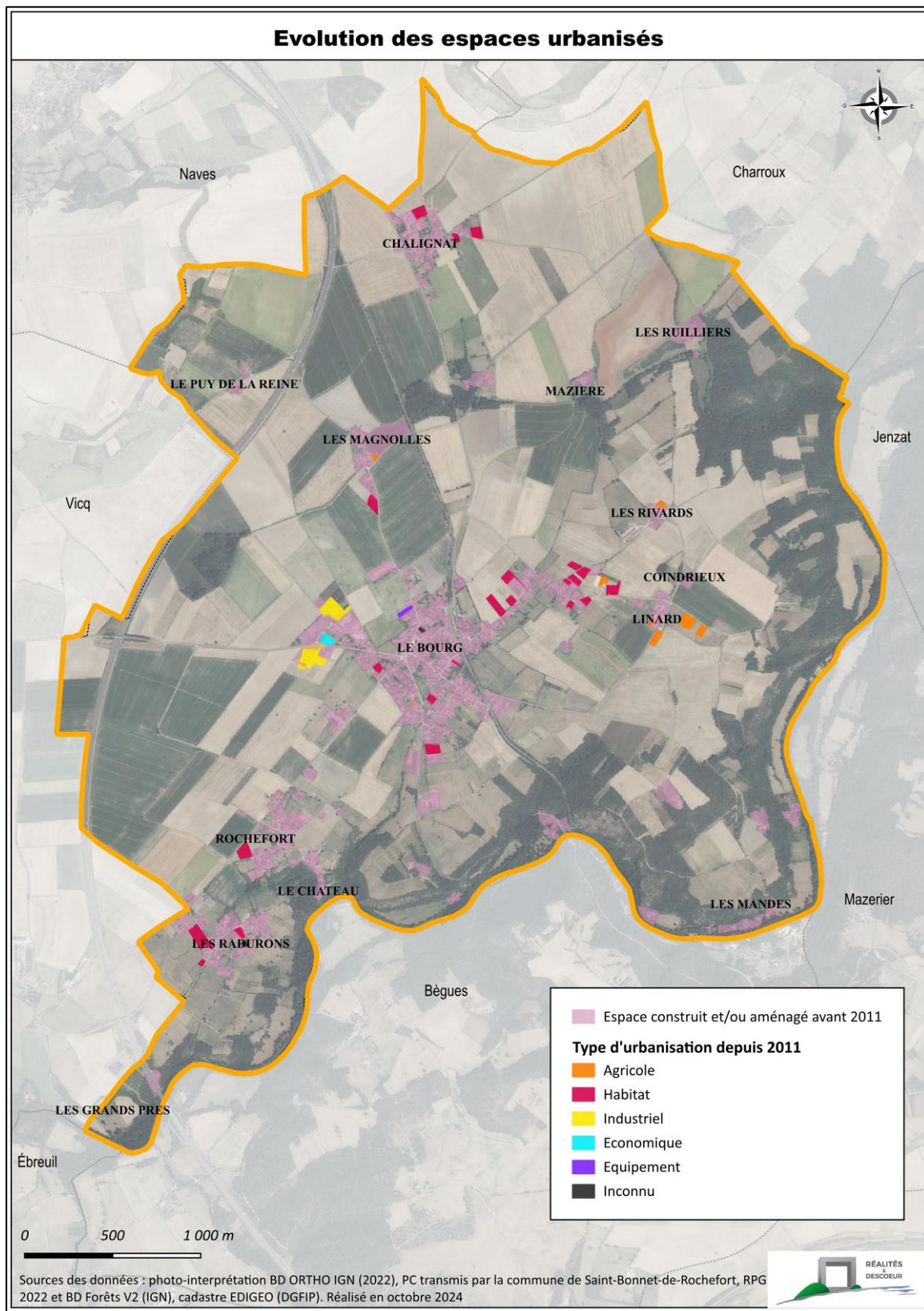
Ces espaces comprennent :

- Les espaces bâtis, aménagés : 86,1 ha
- Les infrastructures routières et ferroviaires : 122,5 ha

La majeure partie de l'urbanisation est concentrée sur le bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort et sur quelques hameaux (les Radurons, Rochefort, Chalignat...).

L'étude de l'évolution de l'occupation du territoire depuis 2012, s'appuie sur les permis de construire accordés sur la période 2012-2022 (10 années).

Depuis 2012, les espaces urbanisés ont progressé de 10,6 hectares. A noter que 3 projets à vocation économique, ou d'annexe à des constructions existantes se sont réalisés au sein des espaces urbanisés existants, représentant une emprise de 0,47 ha



#### 5.4. CAPACITE D'ACCUEIL THEORIQUE

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochfort dispose d'une Carte Communale.

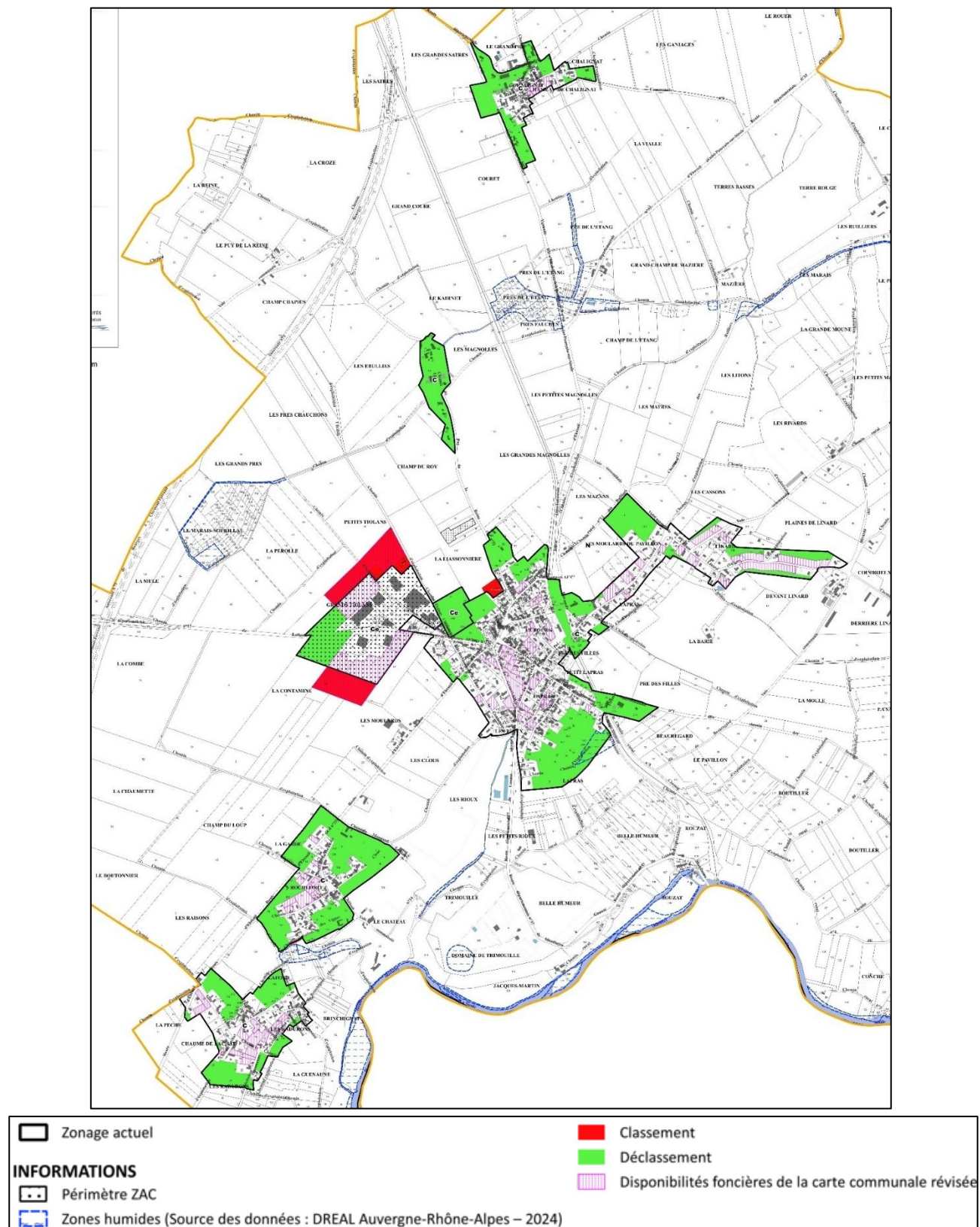
Les « dents creuses » ont été délimitées à partir d'une méthodologie théorique :

- Identification des parcelles non construites (parcelle accueillant un bâti de moins de 50 m<sup>2</sup> étant considérée comme non bâtie) situées en zone constructible,
- Identification des grandes parcelles partiellement construites, pour prise en compte du potentiel de division parcellaire, bien que très peu présent sur la commune.
- Exclusion des parcelles ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme ces dernières années (PC)

- Exclusion des parcelles non constructibles du fait de leur configuration, topographie, emprise d'un périmètre agricole, ... suite à une visite de terrain.

Les zones urbaines de la Carte communale opposable offrent de nombreuses possibilités d'accueil. Elles sont estimées à environ 60 ha (cf. carte ci-après : potentiel = disponibilités foncières + déclassement – foncier urbanisé au sein des déclassements).

Ce potentiel d'urbanisation apparaît relativement confortable. Il est globalement nettement supérieur au rythme actuel de développement de la commune, en particulier concernant le tissu résidentiel.



## 5.5. PROJECTION DE LA CONSOMMATION

Source : <https://mondiagnosticartificialisation.beta.gouv.fr/project/23189/>

Pour respecter la tendance générale fixée par la loi, la consommation d'espace **d'ici à 2031** devrait tendre vers une surface de **9.2 hectares** environ.

### Ce qu'il faut retenir

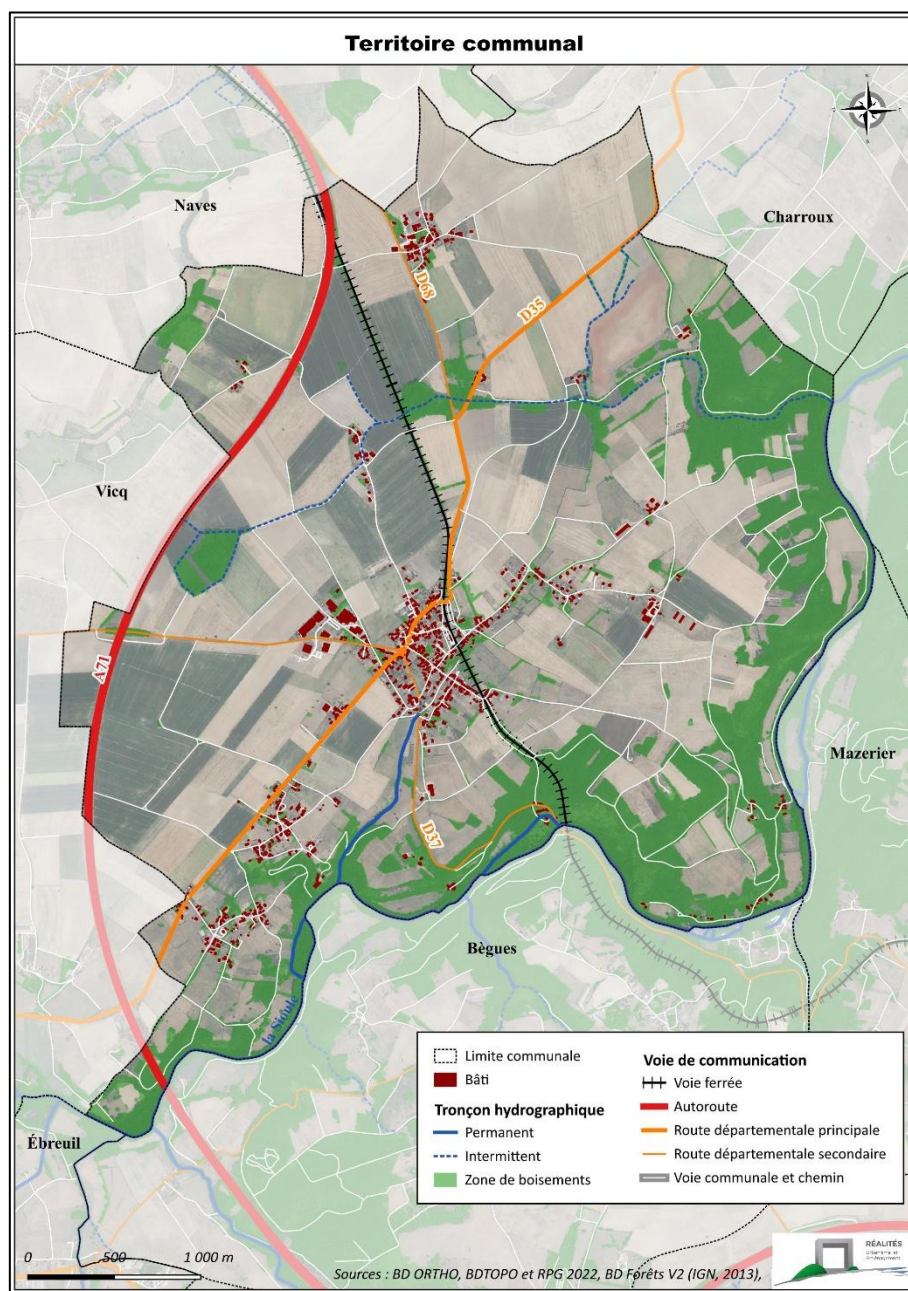
- Entre 2011 et 2020, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort a artificialisé 18,41 ha selon les données de l'observatoire pour les données de l'artificialisation des sols, 10,6 ha selon les données communales.
- Pour respecter la tendance générale fixée par la loi Climat & Résilience d'août 2021, la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 9.2 hectares environ.
- L'espace agricole représente la principale occupation du territoire communal (72,1%).



## 6. ORGANISATION URBAINE

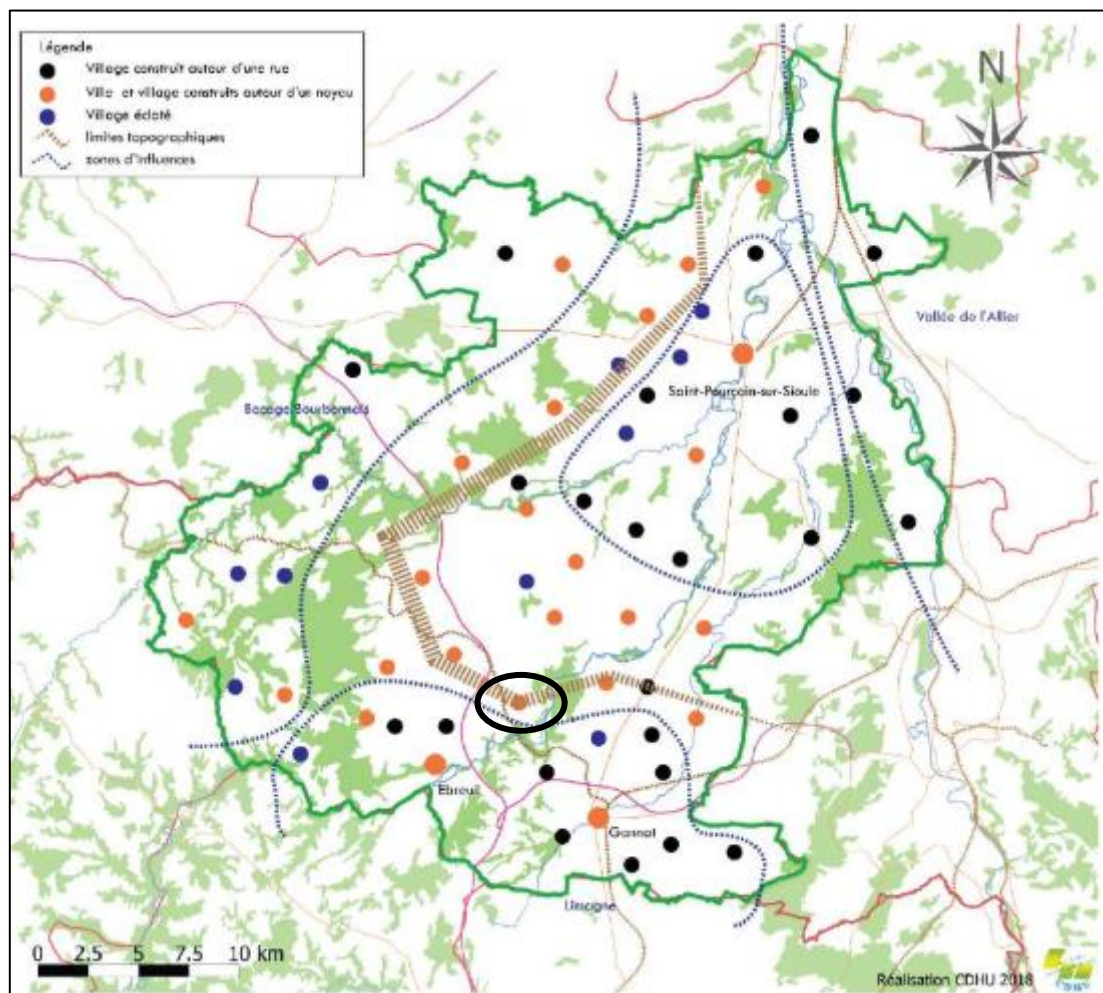
Source : Rapport de présentation – Carte Communale – Juin 2010

L'urbanisation de Saint-Bonnet-de-Rochefort se compose autour d'un bourg principal et de trois hameaux et environ 17 lieux-dits répartis sur le territoire communal.



La trame parcellaire de la commune est disparate avec un morcellement parcellaire important dans le bourg et dans une moindre mesure dans les hameaux. Pour ce qui est du maillage urbain hérité de l'histoire, celui-ci est relativement serré et peu relâché. Les parcelles sont plus importantes dans les espaces agricoles et naturels. Le morcellement parcellaire dans la vallée de la Sioule indique plutôt un nombre important de propriétaire et se différencie avec le reste du territoire agricole surtout dans la partie ouest où les parcelles sont de très grandes tailles. Leur configuration correspond surtout à une activité agricole tournée vers la culture.

La commune est identifiée par le SCOT dans la catégorie « ville et village construits autour d'un noyau ».



Source : Rapport de présentation, Tome 1, SCOT, 2022

### **La ville ou le village radioconcentrique (autour d'un noyau urbain marqué)**

De nombreuses villes du territoire se sont construites autour d'un noyau urbain dense. Elles ont été édifiées autour d'un élément fort du territoire (ville fortifiée, abbayes, château), souvent positionné sur un point remarquable du territoire (passage à gué, porte d'entrée sur un territoire, éperon rocheux). Par leur situation et leur histoire, ces communes apparaissent encore aujourd'hui comme les points importants du territoire : Gannat, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Chantelle, Ebreuil, Charroux. Elles forment également un arc de cercle qui correspond à une ligne géographique forte : la ligne qui sépare la plaine de la Sioule, les plateaux au sud de la Limagne et le bocage bourbonnais.

Deuxième point, nous remarquons aussi que ces villes et ces villages sont d'avantages présents dans la partie en plaine et donc sur la partie plate du territoire. Les noyaux denses sont la conséquence d'une optimisation de la logique d'implantation afin de limiter la consommation d'espace au détriment des espaces agricoles ou de la présence de fortifications aujourd'hui détruites.

### **6.1. LE BOURG DE SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT**

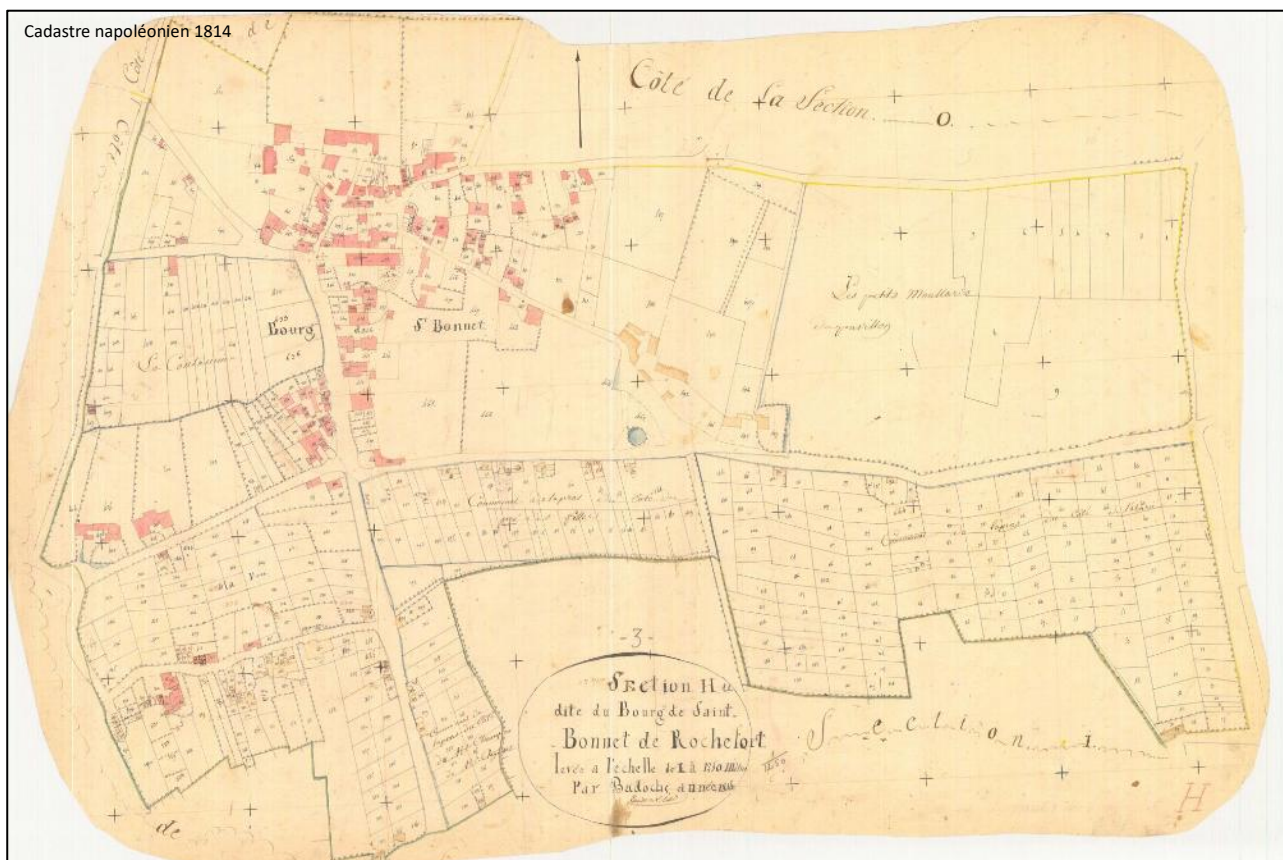
Le bourg a une réelle importance pour la commune. En effet, en plus de se positionner au croisement des principaux axes qui desservent le territoire, l'essentiel du bâti implanté sur le territoire de la commune est concentré dans ce centre-bourg. Il s'est développé sur un plateau central au centre-sud de la commune à environ un kilomètre au Nord des coteaux abrupts de la vallée de la Sioule. Implanté au carrefour RD68, RD35 et RD37, il constitue le noyau du réseau viaire de la commune et représente de la loin la plus importante partie urbanisée de Saint-Bonnet-de-Rochefort.

La ligne SCNF qui passe à l'Est du bourg et le dessert crée un effet de coupure. Cette infrastructure semble en effet avoir marqué la limite du développement urbain du bourg. En effet, seules quelques habitations se sont implantées au-delà de la voie ferrée, le long de la rue du pré des Filles menant au hameau des Cassons. Ces habitations sont essentiellement des habitations récentes construites dans la continuité de l'urbanisation.



La morphologie urbaine du bourg se caractérise par un parcellaire plus étroit que dans le reste de la commune et un bâti composé majoritairement de maisons R+1 alignées sur la voirie.

Le tissu bâti est relativement groupé sans pour autant être très dense. Cette particularité s'explique par la présence d'anciennes exploitations agricoles qui ont été transformées en maisons d'habitation et sont souvent agrémentées d'un jardin ce qui crée des espaces libres au sein même du bourg.



#### Comparaison 1950-1965 avec 2000-2005



Source : <https://remonterletemps.ign.fr/comparer/?lon=3.140743&lat=46.146382&z=15.5&layer1=18&layer2=10&mode=dub>

Le bourg de Saint-Bonnet-de-Rochefort n'a pas subi de transformations majeures entre le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle et le début des années 2000. Les constructions anciennes sont toujours là et de nouvelles habitations plus récentes ont vu le jour notamment dans les années 80.

Quelques lotissements se sont construits comme « Le Ponant » à l'Ouest avant la zone d'activités, et le lotissement des « Cyprès » entre la voie ferrée et la rue des Tisserands.



### Comparaison 2000-2005 avec aujourd'hui



Source : <https://remonterletemps.ign.fr/comparer/?lon=3.140743&lat=46.146382&z=15.5&layer1=18&layer2=10&mode=dub>

La principale évolution entre ces deux dates est l'extension et l'arrivée de nouvelles entreprises dans la zone d'activité à l'Ouest du bourg.

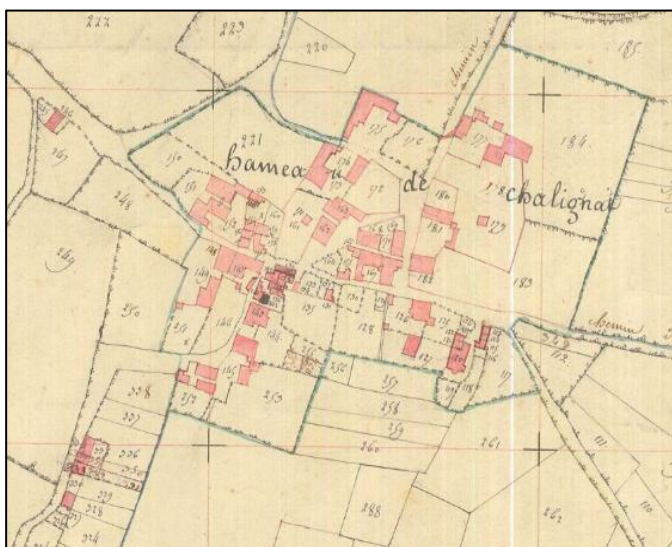
## 6.2. LES HAMEAUX ET LES LIEUX-DITS

Sur le reste du territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort, la trame bâtie est très lâche et est formée essentiellement de fermes isolées.

Trois hameaux principaux subsistent : le hameau de Rochefort, celui des Radurons au Sud et le hameau de Chalignat au Nord de la commune.

### 6.2.1. Le hameau de Chalignat

Situé à l'extrême Nord de la commune, à une altitude d'environ 300 m, le hameau de Chalignat s'est développé à proximité de la RD68. Il constitue le hameau de la commune qui présente la densité la plus importante, la rue de la Vialle représentant la colonne vertébrale du développement de ce site.



Plusieurs vestiges gallo-romains ont été découverts à proximité de ce hameau et témoignent donc d'une occupation ancienne du site de Chalignat.

Comptant une cinquantaine de bâtiments dont une vingtaine de résidences, ce hameau se caractérise par la conservation d'un caractère très rural : on note en effet la présence de plusieurs exploitations agricoles et d'un bâti de

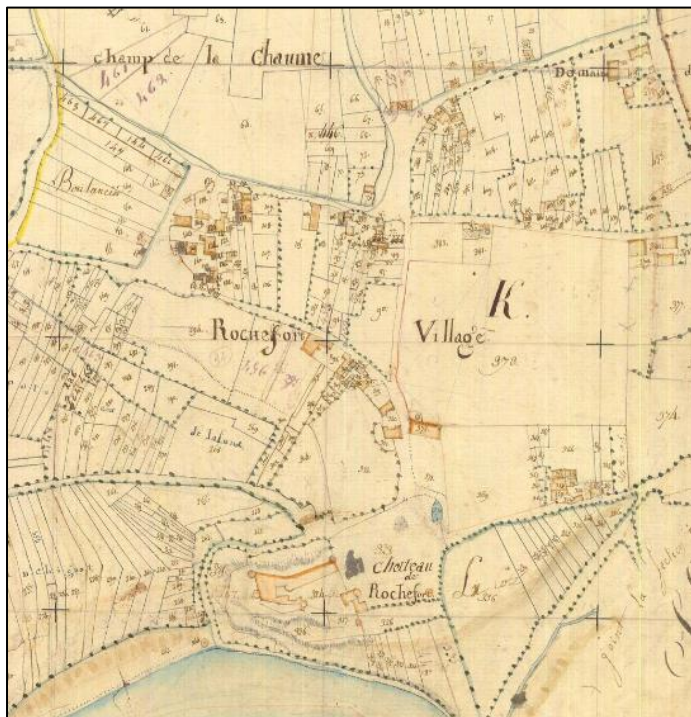


Pierre ancien qui constitue les murs et les constructions. La réhabilitation importante qui s'est développée sur la commune concerne pour une très large part, ce hameau.



### 6.2.2. Le hameau de Rochefort

Situé au Sud-Ouest de la commune et du centre-bourg, à une altitude d'environ 330 m, Rochefort est, après Chalignat, l'un des sites les plus anciennement occupés de la commune : au Sud-Est de ce hameau, se dresse en effet le château de Rochefort construits aux environs de 1150 au-dessus de la Sioule. Ce château est encore habité aujourd'hui et appartient à des propriétaires privés. Certains bâtiments du hameau encore existants constituent les annexes de ce château.



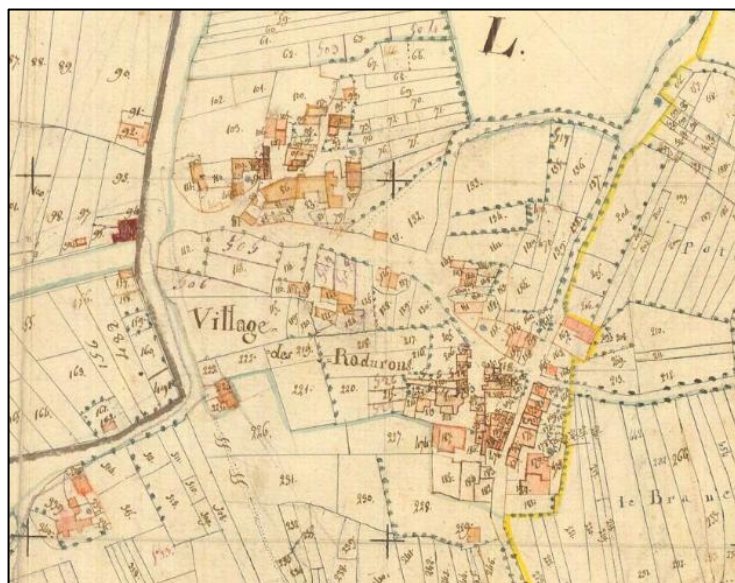
Implanté à proximité de la RD35, le hameau de Rochefort regroupe aujourd'hui une cinquantaine de bâtiments dont environ 25 résidences. Ce bâti s'est développé en étoile le long des chemins de la Pierre Levée, du Château, des Clous et de la Chaume. Aujourd'hui, le hameau de Rochefort se caractérise par la présence de nombreux bâtiments en pierre qui sont néanmoins quelquefois dégradés et vacants. Toutefois, une réhabilitation importante s'est développée sur la commune et cela a permis de restaurer certaines ruines afin de les convertir en habitats.





### 6.2.3. Le hameau des Radurons

Situé à l'extrême Sud-Ouest de la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort à une altitude d'environ 30m, le hameau des Radurons s'est développé à proximité de la RD35 et au Sud du hameau de Rochefort.



Constituant le troisième secteur urbanisé de Saint-Bonnet-de-Rochefort, les Radurons regroupent environ 40 bâtiments qui sont implantés de manière linéaire essentiellement le long des chemins de Lafond et de Brinchignat.

Comme dans les deux hameaux précédents, une majorité de constructions en pierre caractérise ce secteur et confère au site une identité rurale encore bien marquée. Le mouvement de réinvestissement des vieux bâtiments que connaît aujourd'hui la commune peut permettre de rénover les constructions encore abandonnées et dégradées de ce hameau.



#### 6.2.4. Les lieux-dits

Le reste de l'habitat se compose de quelques lieux-dits qui forment un habitat très dispersé. Ils sont constitués très majoritairement de fermes ou de maisons isolées construites pour l'activité agricole.

La commune recense environ 17 lieux-dits habités :

- Le Quernet
- Le Puy de la Reine
- L'Etang
- Mazière
- Les Ruilliers
- Les Rivards
- Grands Coindrieux
- Linard
- Les Cassons
- La Barie
- Les Tressots
- Les Hauts Tressots
- Les Mandes
- Rouzat
- Jacques Martin
- Trimouille
- Les Moulards

#### **Ce qu'il faut retenir**

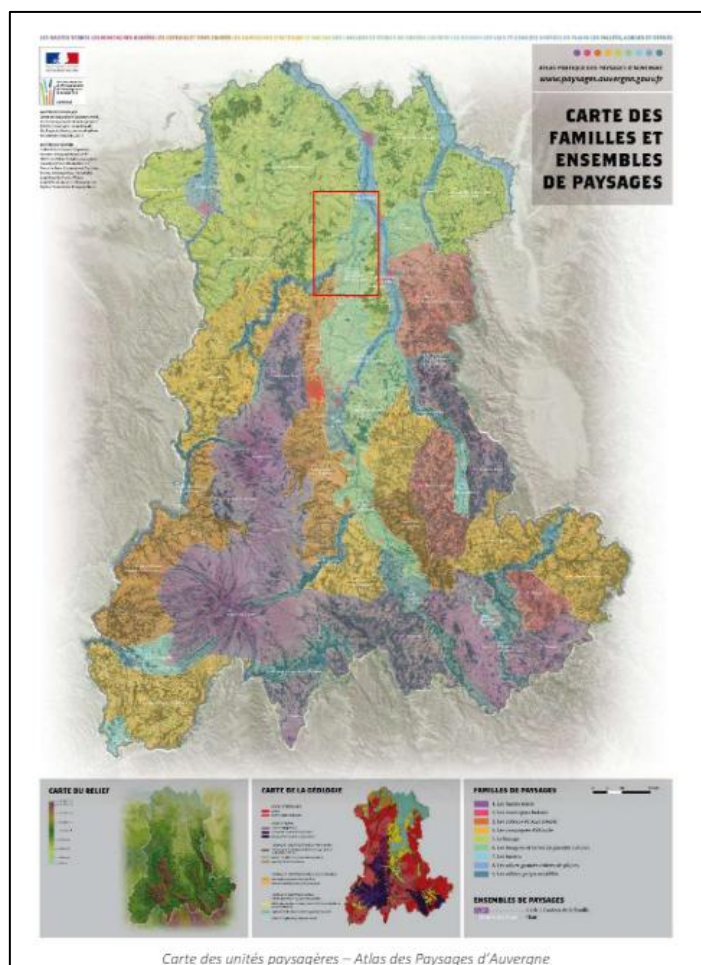
- Une commune identifiée par le SCOT comme « un village construit autour d'un noyau ».
- Une urbanisation divisée en : un bourg ; trois hameaux principaux et environ 17 lieux-dits habités et répartis sur le territoire.
- Le bourg représente la partie la plus urbanisée de la commune.
- Des silhouettes bâties anciennes bien préservées dans leur ensemble, à mettre en valeur.

## 7. ANALYSE DU PAYSAGE

Source : [http://www.paysages.auvergne-rhone-alpes.gouv.fr/IMG/pdf/livre\\_diren\\_03\\_web\\_cle517a85-1\\_tr.pdf](http://www.paysages.auvergne-rhone-alpes.gouv.fr/IMG/pdf/livre_diren_03_web_cle517a85-1_tr.pdf)

La Convention Européenne du Paysage adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 19 Juillet 2000 définit, dans son premier article, le paysage comme « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ».16

En ce sens, cette Convention reconnaît le paysage comme un patrimoine commun et culturel, partagé par une société. Un paysage ne se définit donc pas comme la somme des conditions géographiques réunies sur un territoire, mais bien comme la transcription, par un observateur, d'émotions que le territoire procure. En ce sens, le paysage est un objet infiniment subjectif, qui interroge aujourd'hui le cadre de vie des habitants et des acteurs d'un territoire, ainsi que l'insertion qualitative des projets territoriaux dans l'espace.



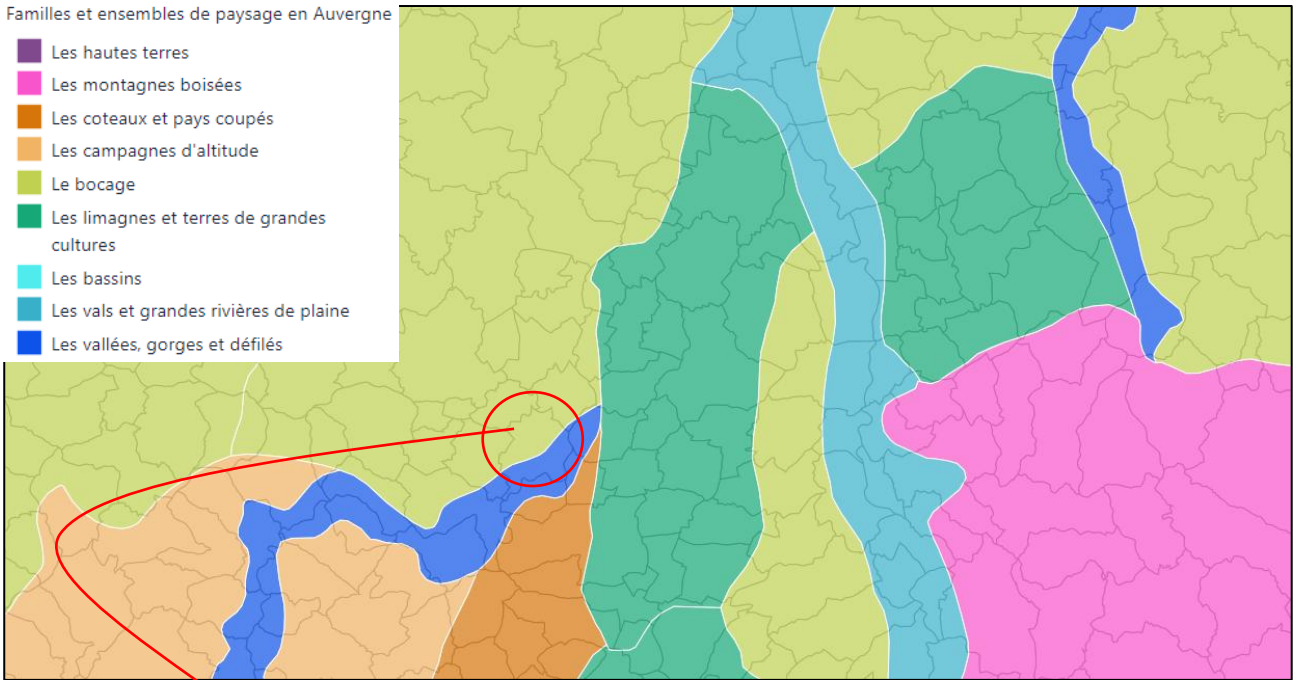
Ainsi, comme l'indique l'Atlas des Paysages d'Auvergne, la CCSPSL présente une diversité de situations. Le territoire est à la croisée de diverses unités paysagères qui s'expriment à l'échelle régionale : entre le Bourbonnais et la Limagne, entre le val d'Allier et la vallée et les gorges de la Sioule. Ainsi, le territoire de la CCSPSL ne dispose pas d'une image unique, d'une carte postale type, mais bien de plusieurs images associées. Cette diversité de situations, qui est l'une des grandes qualités paysagères de la CCSPSL, est liée à une topographie contrastée associée à des modes d'occupation du sol très divers. C'est dans une relation d'équilibre entre la géographie, l'agriculture et la forêt que les paysages de la CCSPSL s'écrivent. C'est de cet équilibre que naissent les différentes ambiances, les différentes entités qui composent le territoire de la CCSPSL.



**Familles et ensembles de paysage en Auvergne**

Familles et ensembles de paysage en Auvergne

- Les hautes terres
- Les montagnes boisées
- Les coteaux et pays coupés
- Les campagnes d'altitude
- Le bocage
- Les limagnes et terres de grandes cultures
- Les bassins
- Les vals et grandes rivières de plaine
- Les vallées, gorges et défilés



[https://carto.datara.gouv.fr/1/layers/77c582e3-8615-4205-a809-](https://carto.datara.gouv.fr/1/layers/77c582e3-8615-4205-a809-02098c36b734.map?object=FamillesetensemblesdepaysageenAuvergne;id;45)

[02098c36b734.map?object=FamillesetensemblesdepaysageenAuvergne;id;45](https://carto.datara.gouv.fr/1/layers/77c582e3-8615-4205-a809-02098c36b734.map?object=FamillesetensemblesdepaysageenAuvergne;id;45)

**Saint-Bonnet-de-Rochefort**

D'après la carte des familles et ensembles de paysage en Auvergne, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort s'inscrit dans les ensembles paysagers suivants :

- Le bocage (forêts et bocage bourbonnais)
- Les vallées, gorges et défilés (Vallée et gorges de la Sioule)

## 7.2. FORETS ET BOCAGE BOURBONNAIS

Source : centre de ressources régional des paysages d'Auvergne-Rhône-Alpes

C'est de loin l'ensemble de paysages le plus vaste d'Auvergne. Il occupe environ un tiers du département de l'Allier. Il est limité à l'ouest et au sud par les ensembles de la vallée du Cher, du Bocage du Bas-Berry et de la Combraille Bouronnaise. Le Val d'Allier coupe le département en deux sur un axe sud-nord et constitue la limite est de l'ensemble.

L'entité paysagère des Forêts et bocage bourbonnais se délimite donc par rapport au mode agricole, au travers de trois éléments :

### Le maillage bocager

Il a pour fonction de délimiter les parcelles agricoles, et est ici bien préservé. Au sein de cette trame, il se développe des prairies nécessaires à la fauche et au pâturage. Ce maillage définit plusieurs plans horizontaux successifs : ce sont les horizons de ce paysage. Derrière cette relative simplicité formelle, il existe une grande hétérogénéité de situations et de bocage.

Les haies bocagères ou "bouchures" (terme de campagne signifiant haie) sont l'un des éléments les plus typiques du Bocage Bourbonnais.

Caractéristiques :

- elles procurent un paysage verdoyant, semi-ouvert
- les prairies sont encloses de haies
- elles se composent de 2 strates : une haie basse taillée (strate arbustive : aubépine, prunellier, cornouiller, orme, charme, églantier, mûrier, houx, sureau, ...) et une strate arborée en ligne ou en bouquet (chêne dominant, châtaignier, frêne, charme, sorbier, saule, noisetier).

- elles soulignent l'organisation du parcellaire rural et portent la marque de l'homme en train de façonner le paysage. Le bocage est le résultat d'un long travail de l'homme sur son territoire pour l'adapter à l'élevage. Ce système agraire s'est mis en place au 17<sup>e</sup> siècle.

### **Les arbres et les forêts**

Ils offrent une dimension verticale au paysage. En effet, lorsqu'ils sont isolés dans les prés ou qu'ils émergent du maillage bocager, les arbres constituent des points focaux : ils ponctuent le paysage. Les forêts de l'entité paysagère des Forêts et bocage bourbonnais sont les principales forêts à l'échelle du territoire de la CCSPSL. Ce sont des 302 éléments observables depuis le lointain, notamment depuis les entités voisines ou depuis les points de vue structurants. C'est le cas de la forêt des Collettes et sa masse sombre, qui identifie l'entité des Forêts et bocage bourbonnais.

Les arbres isolés Ils constituent des éléments constitutifs du paysage bocager :

- Ces arbres sont souvent issus d'une disparition du bocage, qui ne laisse progressivement qu'une strate arborée ou des sujets isolés.
- Ils sont liés à un point d'eau, à une ferme.

Menaces, perspectives : Ces éléments peuvent être amenés à disparaître, par manque d'entretien et par absence de renouvellement. En effet, le vieillissement inéluctable atteint beaucoup d'arbres plantés au même moment entre le milieu et la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

Les emprises boisées ont les caractéristiques suivantes :

- Ces boisements sont généralement rarement traversés par les routes, car
  - o situés au cœur des espaces agricoles
  - o souvent privés, appartenant à grands domaines et châteaux
- De petite taille et souvent implantés sur les pentes, leur présence dans le paysage est atténuée jusqu'à s'assimiler visuellement au bocage pour certains cas.
- Une dominance de boisement naturel sous la forme de taillis et futaie. La variété des essences végétales, très liée à la nature des sols, participe à la biodiversité en créant les milieux de vie et des réserves floristiques et faunistiques indispensables à l'équilibre écologique du territoire. La complémentarité entre la forêt et le bocage s'enrichit avec les secteurs des têtes de bassin versant lesquels sont agrémentés de zones humides (sources, étangs).

### **Les petites routes**

Elles permettent d'apprécier l'entité paysagère dans une relation très intime. En effet, elles sont souvent accompagnées d'une première ligne de bocage qui empêche de voir au-delà. La découverte de l'entité paysagère ne se fait qu'au travers des dégagements offerts par le maillage bocager.

## **7.3. VALLEE ET GORGE DE LA SIOULE**

*Source : centre de ressources régional des paysages d'Auvergne-Rhône-Alpes*

Cet ensemble de paysages s'étend au nord-ouest du département du Puy-de-Dôme le long puis dans le prolongement de la face ouest de la Chaîne des Puys. Il continue ensuite vers le département de l'Allier en traversant les Combrailles. L'ensemble de paysages de la vallée et des gorges de la Sioule est un petit monde de nature à part au milieu des plateaux bocagers des Combrailles. Ce n'est qu'à partir de Pontgibaud que la Sioule s'écoule dans des gorges et ceci jusqu'à Ebreuil. Avant Pontgibaud, elle méandre dans une petite vallée.

Une grande partie de l'ensemble de paysages est fait de vallées encaissées en gorges. Les rivières y ont un cours tortueux au gré des failles, de la dureté des roches et des versants abrupts, souvent peu accessibles, d'où émergent des pans rocheux qui leur confèrent un caractère très "pittoresque".

Bien qu'actuellement en suspens, un projet de Réserve Naturelle Nationale est en discussion depuis les années 2000 sur la vallée de la Sioule. Entre la variété, la qualité des habitats naturels et l'intérêt communautaire de préserver les espèces qu'on y trouve, la présence de nombreux ouvrages et sites construits à grande valeur historique (viaduc des Fades, pont médiéval de Ménat, site thermal de Châteauneuf-les-Bains, site du Moyen-âge d'Ebreuil...) et la qualité des lieux et

points de vues qui se succèdent tout le long de son cours (rochers et route des gorges de Chouigny, belvédère de Queuille...), la Sioule est précieuse.

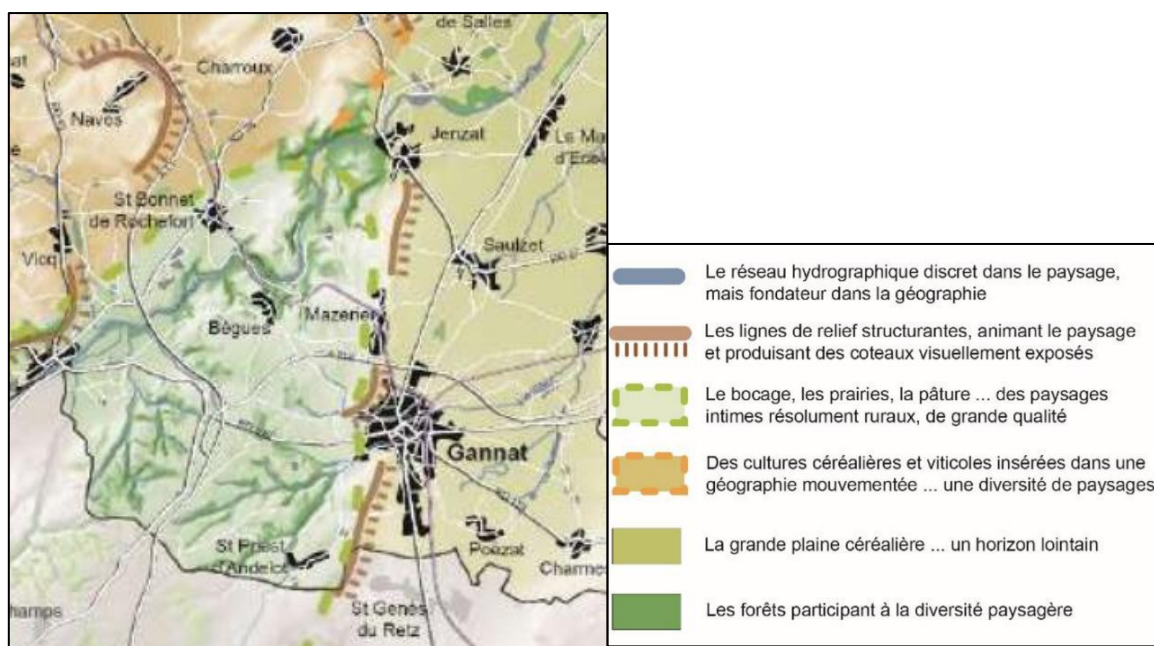
Les motifs paysagers :

- Des points de vue exceptionnels et multiples depuis les rebords de plateaux sur la vallée et les gorges
- Les pins accrochés sur les promontoires rocheux
- Le réseau des ruines industrielles

#### 7.4. LES PAYSAGES A L'ECHELLE DE L'INTERCOMMUNALITE

Source : SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne – Rapport de présentation – Tome 1 - 2022

Au sein de la CC, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort se situe dans un paysage rural, de bocage où sont majoritairement présentes les cultures céréalières et viticoles insérées dans une géographie mouvementée... une diversité de paysages.



Source : Diagnostic, SCOT, 2022.

- Le bocage, les prairies, la pâture ... des espaces intimes résolument ruraux, de grande qualité :

Sur le territoire de la CCSPSL, les modes agraires sont très divers et ne génèrent pas les mêmes ambiances paysagères. Ceux-ci sont les garants de la diversité paysagère et globalement de l'identité rurale du territoire de la CCSPSL. L'agriculture fonde son image première.

A l'ouest du territoire, les paysages sont marqués par les prairies et l'activité de pâturage. Les champs sont clos par un maillage bocager dense qui confère aux paysages une ambiance très intime, à l'image résolument rurale, champêtre, bucolique, rustique. Autour de St-Didier-la-Forêt, on retrouve un système bocager similaire. Toutefois, son maillage est moins important et plus disparate que dans la partie bourbonnaise du territoire de la CCSPSL.

- Les cultures céréalières et viticoles insérées dans une géographie mouvementée ... une diversité de paysages :

Au niveau de la partie centrale-ouest du territoire, là où le relief est plus colinéaire, on note la présence de cultures. Des grands champs occupent le territoire, sans pour autant produire un sentiment de monotonie, grâce notamment au mouvement des collines. La diversité des cultures participe également de cette hétérogénéité, en produisant une multiplicité de motifs paysagers dont les couleurs varient au gré des saisons. Dans cette partie du territoire, on note également la présence de vignes de l'AOC St-Pourçain. Malgré tout, elles marquent peu les paysages, car elles sont situées très en retrait par rapport aux routes et elles ne sont pas concentrées. Ainsi, le terroir de St-Pourçain ne se caractérise pas par un paysage viticole d'ampleur, les vignes sont noyées dans les cultures céréalières

## 7.5. LE PAYSAGE DE LA COMMUNE

Sur le plan paysager, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort fait partie de l'unité paysagère du bassin d'Ebreuil. Ce bassin s'inscrit dans la Limagne bourbonnaise, et constitue les premiers contreforts du Massif Central.

A l'image de la topographie du territoire, deux paysages bien différenciés s'observent sur la commune :

- A l'extrémité Est de la commune, un paysage marqué par la vallée encaissée des gorges de la Sioule. Ce paysage est marqué par des versants pentus et abrupts où le calcaire affleure. Par ailleurs, l'espace est cloisonné par les boisements linéaires qui suivent le cours d'eau et organisent les vues. Ceux-ci occupent 112 hectares, soit 7% du territoire communal. Dans ce secteur, l'habitat est limité à quelques écarts implantés au pied des falaises.
- Sur le reste de la commune, le relief est doux et tabulaire, formé de nombreux plateaux et buttes. Le paysage est très ouvert et se caractérise par des vues larges, dégagées et rasant où les éléments verticaux sont directement visibles.

A noter que ce paysage caractéristique de la campagne de la Limagne, est également associé à un bocage bourbonnais.

### Ce qu'il faut retenir

- la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort s'inscrit dans les ensembles paysagers suivants :
  - o Le bocage (forêts et bocage bourbonnais)
  - o Les vallées, gorges et défilés (Vallée et gorges de la Sioule)
- Quel que soit le contexte géographique, le positionnement des extensions urbaines par rapport au centre bourg est donc à interroger, les formes urbaines et volumétries également dans un double rapport entre l'extension et les formes historiques et entre l'extension et le grand paysage agricole.



## 8. PATRIMOINE

### 8.1. HISTOIRE

Source : <https://www.saintbonnetderochfort.fr/userfile/fichier-telechargement/1626420973-BM-2019.pdf>

La commune était traversée du nord au sud par la voie romaine Bourges - Clermont. Au nord, Chalignat existait à l'époque gallo-romaine.

Avant 1789, la commune faisait partie de l'ancienne province du Bourbonnais issue de la seigneurie de Bourbon médiévale. Elle faisait aussi partie de la généralité de Moulins

Pendant la période révolutionnaire de la Convention nationale (1792-1795), la commune prit le nom de Roche-Libre.

#### Chalignat

Chalignat existait dès l'époque gallo-romaine bien avant Saint Bonnet de Rochefort qui devient une paroisse à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. D'après Nicolas de Nicolay, « en 1569 à ladite paroisse de Saint Bonnet, autrefois est une ville appelée Chalignat, qui estoit en justice entre le sieur de la Vauguyon et l'abbé d'Esbreuil, l'abbaye au prieuré ». En 1155, son église, Sainte Marie de Chalignat, est placée, sous la juridiction de l'abbé d'Esbreuil. Au XV<sup>e</sup> siècle, elle est remplacée par une chapelle dont quelques restes sont inclus dans un bâtiment actuel.



#### Le pavillon



Il y avait à l'origine deux petits pavillons installés dans un grand parc arboré, entouré d'un long mur d'enceinte ouvert sur le devant par une porte en ferronnerie, et sur l'arrière par un grand portail. Un des deux pavillons ayant brûlé, il a été remplacé en 1794 par un grand corps de logis actuel accolé au deuxième pavillon encore existant par M. Barrault, né à Charroux, député de la Constituante. Le pavillon passe ensuite à la famille Barthélemy, puis à la famille Ponthenier dont une des filles épouse M. Chevrier, lieutenant au 22<sup>e</sup> de ligne en 1870, commandant au Tonkin en 1885, puis colonel du 92<sup>e</sup>. Le colonel Chevrier avait ramené du Tonkin des vases de Canton et des laques

qui sont toujours au Pavillon. Une de ses filles épousa le docteur Lazine, médecin à Saint Bonnet, originaire de Brioude. Ils habitèrent la maison pendant assez longtemps de 1950 à 1975 ; c'est M. Laurent, géomètre, qui en était le propriétaire. M et Mme Thivat en sont les propriétaires actuels.

#### Le Moulin des oies

Situé de l'autre côté de la Sioule, ce moulin était une dépendance du château de Rochefort, et l'un des trois moulins de la commune de Saint Bonnet. Les différentes générations d'une même famille l'ont exploité pendant 127 ans. On y accédait par une passerelle en bois aujourd'hui détruite par les crues. Cependant, elle est restée célèbre puisqu'une scène du film Fortunat avec Bourvil et Michèle Morgan a été tournée à cet endroit.



#### Le Pont de Pierre

Construit en 1865 sur la Sioule à Rouzat en remplacement d'un gué, il a permis l'ouverture de la départementale 35 vers Gannat et a facilité les transports effectués jusqu'alors avec les bacs ou par de grands détours. Ces perspectives ont incité le duc de Morny, propriétaire de Rouzat et demi-frère de Napoléon III, à soutenir cette réalisation qui lui permettait des déplacements plus simples et plus fréquents.

### **Les Radurons**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, une fontaine mécanique a été installée pour approvisionner la population du lieu en eau. Une très ancienne chapelle datant environ du XII<sup>e</sup> siècle s'élève encore sur un terrain privé. De style roman primitif, elle possède quelques contreforts et une croix, mais l'intérieur servant de grange depuis longtemps, a malheureusement bien souffert. C'est peut-être le témoin d'une seigneurie très ancienne, puisqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle les Alexandre sont seigneurs de la Chapt située au même lieu.



### **La Barrie**

Un ancien fief existait en ce lieu, puisqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, la Barrie appartenait à la famille de Chaddes, par alliance avec la famille de Barrières. En 1542, damoiselle Ligière de Chaddes, femme de Jehan de Barrières, écuyer, fait aveu « d'une grange, stablerie et cour, tenant aux maisons, grange, cour et aises de Blaise Julien et Anthoine Barry, aux ayses de Saint Bonnet de Rochefort ».

### **Linard**

On connaît, dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, un Frans de Lynards, dit de Bourbon et seigneur de Rochefort. En juillet 1265, un nommé Esperons reconnaît devoir un sentier de seigne, à la mesure de Charroux, pour les perrières de Linars. Au XVI<sup>e</sup> siècle, Jehan et Guillaume Linard, deux frères sont présents comme témoins dans la vente de deux bois au duc de Bourbon par une communauté de Bègues. On trouve encore mention de ce fief en 1544 et 1769. Il n'en reste rien aujourd'hui

### **Mazieres** (maison forte disparue)

La motte féodale de forme circulaire entourée de son fossé alimenté en eau par un ruisseau existe toujours, mais le château a complètement disparu : l'hostel de Mazières qui d'ancienneté est fortifié de tours et murailles crénelées de douves et de fossés à l'entour, « aves ses près, orts, vergiers, granges, stableries, terres et cens ». À l'origine, le fief de Mazières était propriété d'une famille qui portait le nom du lieu. Dès, 1301, Arnaud de Mazière, damoiseau, reconnaît tenir en fief du sire de Bourbon en sa châtellenie de Rochefort, sa terre de Mazières. En 1350, le fief est reconnu par Chatard Quotin, damoiseau. Mazières passera ensuite dans la famille d'Arçon, par le mariage de Margueritte Quotin avec Gille de Montchaurit, alias d'Arçon. En 1449, Guillaume et Berthon d'Arçon sont seigneurs d'Arçon et de Mazières. À partir de 1530, il fut transmis par les filles jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle aux familles de Muro, de Montravail et de Cauvissou. En 1626, la terre de Mazières fut acquise par Antoine de Salvat, écuyer, gendarme de la Compagnie du Marquis de Verneuil. Le fief fut vendu avant 1696 aux Barrin, seigneurs des Ruiller

### **Montgond** (maison forte)

Cette maison a dû être édifiée par un membre de la famille Montgond à Bellenaves. Antoine de Montgond, écuyer, fils de feu messire Bérauld de Montgond et d'Isabeau de Serpens (Isserpent) fait aveu de droits en la châtellenie de Gannat en octobre 1455 peu après la construction de la maison forte. Au XVI<sup>e</sup> siècle, un membre de la famille Voyron, issue de Charroux, porte le titre de sieur de Montgond. En 1769, Montgond appartient à la famille de Ligondès qui possède le château de Rochefort. La construction du X<sup>e</sup> siècle donne sur une cour rectangulaire où s'ouvrent également les bâtiments des communs, des murailles élevées clôturent le tout. Le corps de logis, de plan carré à deux niveaux et niveau de combles, est surmonté d'un toit en pavillon. Au milieu de la façade sud, une tour hexagonale dessert les étages par un escalier à vis éclairé par deux petites fenêtres. On y entre par une porte à pieds droits moulurés, surmontée d'un arc en accolade. Des fenêtres à meneaux ont été ouvertes au XVI<sup>e</sup> siècle. Une tour carrée servant de colombier s'élève à l'angle Sud- Ouest.



### **Montplaisir** (maison forte)

Située dans le bourg de Saint Bonnet de Rochefort, la maison forte du X<sup>e</sup> siècle constituait la partie ouest d'une grande cour rectangulaire, fermée par des murailles où les communs s'ouvraient sur l'intérieur. Le corps principal du bâtiment était flanqué d'une tour hexagonale abritant un escalier à vis permettant l'accès aux étages.

Cette tour fut transformée en tour troubadour au début du XVI<sup>e</sup> siècle, coiffée d'un toit conique à bords relevés. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le corps de logis fut agrandi et la façade ouverte de baies à arcs surbaissés. Une porte d'entrée monumentale à fronton triangulaire a été ouverte dans la tour. Une ancienne construction semble avoir existé sur ce lieu puisqu'on rencontre, dès 1234, un Châtard de Saint Bonnet de Rochefort, chevalier. En 1342, c'est Guyart de Boscarelli (Bouquetraud), damoiseau, qui fait hommage au duc de Bourbon pour un manoir qu'il possède à Saint Bonnet de Rochefort. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, Montplaisir appartient à la famille Alexandre car en 1520, Bertrand Alexandre, écuyer, marié à Catherine de Chiroux, habite à Saint Bonnet de Rochefort. Le manoir de Montplaisir entra dans la seigneurie de Rochefort et appartint à la famille de Ligondès.



### **Rouzat** (maison forte disparue)

Le fief de Rouzat se composait de deux moulins et d'un petit château fort sur la Sioule, plus de l'hôtel de Rouzat au village de Rochefort. Les premiers possesseurs connus de Rouzat sont Bertrand Alexandre, écuyer, seigneur de Rouzat et de Chiroux, qui avait épousé Catherine de Chiroux en 1520. En 1540, leur fille Anne apporte Rouzat à son époux, Pierre Maltaverne. Bénigne Alexandre de Rouzat, mariée en secondes nocces à Antoine de Chanteloube, laissa le fief à sa fille Gilberte qui se marie deux fois. Au cours du second mariage, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, les moulins, le château et l'hôtel de Rouzat furent vendus au seigneur de Rochefort, Pierre Charretier de Rouvignac : « un vieil chastel, bâtiment démoli, appelé le chastel de Rouzat ». Il appartint par la suite à la famille de Ligondès, qui le céda au duc de Morny au XIX<sup>e</sup> siècle, lors de la construction de la voie ferrée.

### **Les Ruilliers** (maison forte)

Cette maison forte du XVe siècle, située dans une grande cour rectangulaire, est entourée de grands murs d'enceinte s'ouvrant sur un portail armorié. Une allée bordée d'arbres rejoint le bâtiment. Celui-ci à deux niveaux et le niveau de combles est flanqué en façade d'une tour hexagonale excentrée à l'Ouest qui est prise en œuvre. Elle abrite un escalier à vis desservant les étages, éclairé par de petites ouvertures à angles moulurés du XVe siècle. Un toit hexagonal terminé par un lanternon surmonte la tour. À l'Est, un long bâtiment de commons est flanqué d'une tour ronde servant de pigeonier et couverte d'un toit conique et d'un lanternon. À la fin du XVe siècle, une famille de Chars possessionnée dans la châtellenie de Chantelle semble l'habiter et l'a peut-être même fait construire. En 1528, Gilbert de Chars porte le titre de seigneur des Ruilliers. En 1546, la famille Barin de Charroux installe Pierre aux Ruilliers. Son père, Jacques Barin, était notaire de la chancellerie du Bourbonnais en 1508. Les générations suivantes se succédèrent dans la maison : en 1597 François Barin, en 1626 Jean qui porte le titre d'écuyer et de sieur des Ruilliers, jusqu'à la révolution où le seigneur Barin émigre ; François Gilliot l'acquiert alors. En 1828, les descendants de Barin reprennent les Ruilliers et une partie des terres.



## **8.2. LES ENTITES ARCHEOLOGIQUES**

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort possède un patrimoine archéologique intéressant en témoignent les sites archéologiques répertoriés à ce jour sur le territoire communal, qui traduisent une implantation humaine très ancienne :

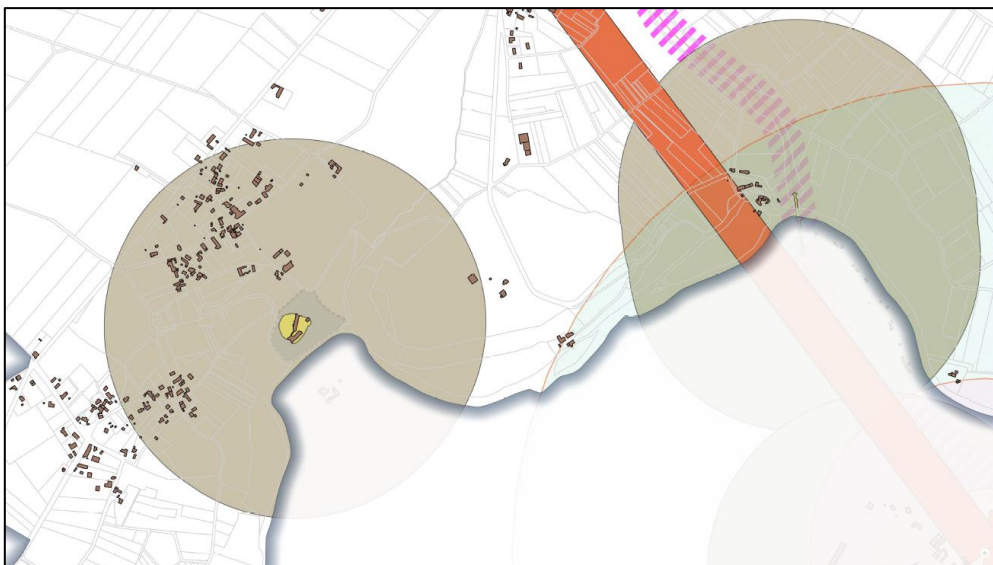


Numéro	Lieu-dit	Epoque
1	Le Prunier, la Chaumette	Haut-Empire
2	Les Ebulliés	Bas-Empire
3	Eglise Saint-Bonnet	Haut Moyen-Age
4	Château de Rochefort	Moyen-Age classique
5	Le Grande Couré, Couret	Gallo-romain
6	Les Quartiers	Moyen-Age
7	Les Grands Prés	Gallo-Romain
8	La Viale	Gallo-Romain
9	Les Satres	Haut-Empire
10	Jacques Martin	Moyen-Age classique
11	Le bourg	Moyen-Age classique
12	Rouzat, ancien moulin	Moyen-Age
13	Voie Clermont à Bourges	Gallo-romain
14	Les Ruilliers	Moyen-Age
15	Les Radurons	Moyen-Age
16	Mazere	Moyen-Age
17	Château des Ruilliers	Bas Moyen-Age
18	Boutefeu, la Mule	Gallo-romain
19	Jacques Martin	Epoque indéterminée
20	Les Grands prés	Haut-Empire
21	Lapras	Haut-Empire

En application des dispositions du livre V du code du patrimoine, les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement sont susceptibles d'être conditionnés à l'accomplissement de mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique. Ces mesures sont prescrites par le Préfet de région. Toute découverte fortuite doit être signalée sans délai, conformément à l'article 1.531-14 du code du patrimoine.

### 8.3. MONUMENTS HISTORIQUES

La commune compte 2 monuments historiques : viaduc de Rouzat et château de Rochefort inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques par arrêtés du 08/12/65 et 20/05/15.



- **Le château de Rochefort**

Edifié sur un éperon rocheux dominant la Sioule, Rochefort est construit entre 1150 et 1250 par les seigneurs du Bourbon pour contrôler les passages sur la Sioule. La forteresse est composée d'un corps polygonal avec donjon circulaire, surmonté d'une petite tour de guet crénelée. L'ensemble est protégé par une enceinte flanquée de tours rondes. Son architecture spécialement militaire ne comprenait aucun aménagement résidentiel ni somptuaire. Ce n'est qu'au XVIIe



siècle qu'un corps de logis fut construit à l'intérieur des fortifications et que les salons furent créés dans le plus pur style Louis XIII. En 1890, sous la conduite de l'architecte Moreau, le château fut restauré et une galerie fermée fut créée. Aujourd'hui, le château est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et est un site inscrit.

La première trace d'un fief à cet endroit remonte à la fin du XI<sup>ème</sup> siècle. Mais le développement du château fort date du XII<sup>ème</sup> et surtout du XIII<sup>ème</sup> siècle, quand les sires de Bourbon comprirent l'intérêt du site pour la défense de la frontière sud de leur domaine vers l'Auvergne. Au XIV<sup>ème</sup> siècle, Rochefort appartenait à Jean, bâtard de Bourbon, fils du duc Louis I<sup>er</sup>.

La seigneurie et le château furent achetés en 1623 par Pierre Chartier de Rouvignac, capitaine de cheval-légers. Il les donna en dot à sa fille Jeanne lorsqu'elle épousa en 1632 Jean du Ligondès, seigneur de La Chapelaude, d'une famille originaire des confins de la Marche, du Bourbonnais et du Berry. Depuis cette date, le château est toujours resté dans la famille du Ligondès.



- **Le viaduc de Rouzat**

Le viaduc de Rouzat, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1965 est l'un des quatre viaducs construits sur le Sioule, la Bouble et le Bellon pour permettre le passage de la ligne Commentry-Gannat (aujourd'hui maillon de la ligne Bordeaux-Lyon). Ce sont des chefs-d'œuvre d'architecture ferroviaire.

D'une longueur totale de 180 mètres et d'un poids total du tablier de 436 tonnes, le viaduc de Rouzat est le premier viaduc ferroviaire d'Eiffel. Neuf mois après avoir créé son entreprise, Gustave Eiffel obtient la commande de deux viaducs, un à Rouzat et l'autre à Neuvial, pour la ligne Commentry-Gannat. Cet édifice entièrement métallique est innovant : d'une part, il possède des jambes de forces au pied des piles avec une forme incurvée pour assurer leur stabilité, d'autre part Eiffel a inventé une nouvelle méthode de glissement du tablier pour construire ce viaduc. Achievé en 1869, la ligne a été inaugurée le 19 juin 1971.



### **Autres bâtiments et monuments patrimoniaux**

- **Le monument aux morts.**

Il se situe dans le cimetière de Saint-Bonnet-de-Rochefort.



- **L'Eglise**

La première église de Saint-Bonnet-de-Rochefort fut construite au début du 12<sup>ème</sup> siècle à l'emplacement de l'actuel édifice. Constituée originellement d'une nef, un clocher fut rajouté à la fin du 12<sup>ème</sup> siècle et une extension fut réalisée au 14<sup>ème</sup> siècle.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, ne tenant plus sur pied, une nouvelle nef romane, fut reconstruite par Monsieur Moreau, architecte de Moulins. Aujourd'hui, seul le clocher fut conservé. De plus, elle abrite une remarquable collection de vitraux de l'atelier du peintre verrier clermontois Martial Mailhot (19<sup>ème</sup> siècle).

L'église est dédiée à Saint-Bonnet, évêque de Clermont à la fin du VII<sup>ème</sup> siècle et patron des potiers.



#### 8.4. L'ARCHITECTURE LOCALE

Le territoire du SCot se trouve à la jonction entre les différentes influences architecturales régionales : la première au nord avec une utilisation plus présente de la brique et parfois de la brique polychrome, comme nous pouvons le voir dans la région de Moulins ; une seconde au sud avec système constructif d'avantage tourné autour de la pierre enduite. Si nous trouvons des influences marquées sur les parties en frange du territoire par l'utilisation de certains matériaux ou par la présence de certaines typologies d'habitats, sur la partie centrale, ses références sont moins marquées. Nous pouvons avoir parfois une architecture hybride, riche des différentes influences. Ces influences peuvent être relativement lointaines. Par exemple, nous pouvons observer sur le territoire des granges construites en pisé, un système constructif que nous retrouvons plus au sud, entre le Puy-de-Dôme et la Loire.

L'architecture vernaculaire présente sur le territoire répond au contexte dans lequel elle a été bâtie. Si aujourd'hui, avec l'industrialisation de la construction, il est tout à fait simple de construire avec des matériaux venant d'autres régions, voire d'autres pays, le bâti rural ancien existant reste un bon indicateur pour identifier : > les ressources auparavant disponibles et utilisées sur le territoire ; > les réponses architecturales particulières face au contexte climatique ou géographique du lieu.

Ces deux aspects ont profondément marqué le territoire et se ressentent encore dans le paysage bâti des communes. Ainsi, plusieurs marqueurs sont observables : les ouvertures, le type d'enduit, le système constructif, les modénatures.

Ces particularités architecturales sont de véritables marqueurs qui permettent de comprendre les échanges entre les styles et les typologies.

Les différentes constructions ont su s'accommoder des ressources que leur offraient le sol et le sous-sol. Les constructions de la commune présentent une grande homogénéité dans les types de matériaux utilisés et dans leur mise en œuvre.

### **Les toitures**

Les toitures sont des éléments importants du paysage urbain. Les formes variées du parcellaire génèrent des formes de toitures tout aussi variées, mais la présence de caractéristiques fortes contribue à l'unité des constructions et de leur ensemble. Les toitures présentent généralement sur le territoire, des pentes fortes (entre 80% et 120%). L'habitat traditionnel, rural, présentent des toitures à deux pans, tandis que les constructions plus nobles ont généralement 4 pans.

Les couvertures de terre cuite dominent le territoire. La petite tuile plate dite bourbonnaise est le matériau le plus anciennement utilisé. Les teintes variaient selon la terre de provenance. La tuile mécanique est venue remplacer la tuile plate dès le 20<sup>e</sup> siècle.



### **Les constructions – architecture traditionnelle**

La typologie architecturale traditionnelle rencontrée sur la commune est représentée par des pans de mur en pierre et des toitures à tuiles plates agrémentées parfois de génoises. Toutefois la commune, et notamment le bourg dispose d'un panel architectural diversifié et de qualité, chaque style étant caractéristique de son époque.

- **Les longères**

La longère est l'habitat rural emblématique du territoire, et typique du département de l'Allier.

Ce type d'habitat répond à des enjeux fonctionnels.

Ce sont des constructions sans étage en long qui associaient habitation et dépendance dans un seul corps de bâtiment. L'architecture globale y est ici d'une très grande simplicité : un volume parallélépipède en longueur recouvert de deux pans de toit en petite tuile de terre cuite à pente relativement forte (environ 80%).

Les bâtiments sont de plain-pied avec des combles servants de grenier. Il n'est pas rare de trouver une ouverture dans le toit de type « jacobine » pour avoir une ouverture fonctionnelle depuis la cour.

Ces maisons sont positionnées de manière parallèle à la rue ou à la route, avec un recul par rapport celle-ci qui permet d'avoir un espace de cour devant la propriété.

Dans les espaces plus denses, ces maisons peuvent avoir des typologies différentes. Elles peuvent :

- soit être implantées perpendiculairement à la rue ;
- soit avoir une organisation autour d'une cour avec un bâti en "U" ou en "L".





- **Les fermes agricoles du début 20<sup>e</sup> siècle**

Les fermes apparues fin 19<sup>e</sup> – début 20<sup>e</sup> siècles, conservent les marqueurs traditionnels de la longère, mais les fermes plus développées (comportant parfois un étage) se distinguent par une multiplication d'autres bâtiments agricoles complémentaires venant s'installer autour. L'ensemble des bâtiments forment des cours généralement fermées.



- **Les maisons de bourg**

Ce type d'habitat présente une disposition en front de rue, sur des parcelles étroites, et forme des ilots.

Les maisons de bourg présentes historiquement sont caractérisées par une hauteur de bâti R+1 avec combles où les ouvertures sont parfois sous forme de lucarne à fronton (type jacobine).



### **Les constructions – architecture d'aujourd'hui**

Le style des constructions récentes tranche avec la typologie architecturale traditionnelle. Toutefois, si de nombreuses communes ont été dénaturées en subissant une forte pression foncière et l'implantation de nombreux nouveaux



pavillons, celle de Saint-Bonnet-de-Rochefort a, compte-tenu du faible développement de l'urbanisation ces dernières années, pu garder un caractère rural encore très marqué, notamment dans ses hameaux.

Les constructions résidentielles récentes se sont peu à peu éloignées des modèles traditionnels observés précédemment. Si la forme individuelle isolée est toujours la seule représentée, la forme a considérablement évolué.

Dans la 1ère moitié du 20ème siècle, les volumes restent simples mais la forme des toitures se diversifie. Le matériau le plus courant pour les maçonneries reste la pierre. Les volumes restent des typologies de R+1.

Le développement résidentiel de la 2nd moitié du 20ème siècle laisse apparaître une tendance à la suppression des étages et à la variété des implantations. Les matériaux employés sont de types « industriel » mais les volumes restent simples.

Le développement récent tend à la généralisation des volumes compliqués. Les modèles employés ne correspondent plus à des typologies locales. Cette forme de développement banalise les territoires et perd l'identité du village traditionnel.

Par exemple, au sud du bourg, des logements se sont développés dans les années 80, le long de la route des Tressots.



Puis, ponctuellement au milieu de l'habitat traditionnel ou de façon plus isolée se construisent de nouvelles maisons modernes qui marquent une rupture avec l'architecture traditionnelle et rurale.



- **Les lotissements**

Les lotissements répondent à un choix et une demande des habitants : acquérir des logements plus individuels et adaptés à leurs modes de vies. Dans le territoire, cela se traduit par une urbanisation en frange des villes et des villages, sur des terrains autrefois destinés à l'agriculture.

A l'Est du bourg entre la rue des Tisserants et la ligne de chemin de fer, un lotissement de 6 maisons individuelles, « les Cyprès » a été réalisée dans les années 85.



A l'ouest du bourg un lotissement de pavillons HLM a été édifié. Il s'agit du lotissement « Le Ponant » à l'ouest du bourg construit par l'office public de l'habitat, « allier Habitat ». Leur style moderne et leurs couleurs vives contrastaient beaucoup avec le reste du bâti du bourg. Les habitations ont été rénovées et leurs couleurs sont désormais plus sobres.



### 8.5. LE PETIT PATRIMOINE

Le petit patrimoine est composé de petites constructions ou éléments situés sur l'ensemble du territoire. Ils constituent un témoignage de l'histoire du bourg, de l'évolution de l'activité et des usages de ses habitants.



Il s'agit de croix, puits, poids public, ... dans le domaine public mais aussi dans des propriétés privées.

Les **croix et calvaires**, nombreux sur le territoire communal, marquent souvent les lieux de passage sur le chemin du travail agricole. Héritiers des cultes solaires antiques, et récupérés par la chrétienté, ils rappellent la relation charnelle qu'entretiennent l'homme et la nature.



**Fontaines, lavoirs, abreuvoirs** sont aujourd'hui délaissés car l'eau " courante " équipe désormais tous les foyers. Jadis lieux de rencontre et d'échanges entre les villageois, ils conservent cependant leur force symbolique et quand ils ne sont pas transformés en bacs à plantes, ils participent à conserver un peu de vie à des espaces envahis par le goudron et l'automobile, mais souvent déserts et morbides.



*Fontaine- Les Radurons*

**Clôtures, murs, haies et barrières** : ces éléments de construction font partie de l'architecture traditionnelle. Le long des chemins, ce sont des murs de pierres sèches qui provenaient en général du stockage des pierres ramassées sur les terres agricoles pendant des années. Ils se prolongent vers les espaces bâtis des villages et des bourgs et se confondent avec les murs des constructions. En dehors de leur aspect fonctionnel qui est de clore et de délimiter les espaces ils constituent un lien esthétique très fort entre le bâti et le végétal.

Les murs et les haies hautes, en plus de leur valeur patrimoniale et paysagère, jouent un rôle de trame pour la faune sauvage.



**Ce qu'il faut retenir**

- Un patrimoine architectural qui rappelle le Moyen-Age et la féodalité.
- Un patrimoine rural à préserver, mettre en valeur ; et s'en inspirer pour les nouvelles constructions, notamment en termes d'insertion (parcelle, pente, paysage).
- La protection et la mise en valeur de ces patrimoines répondent à des enjeux d'identité, de logements et de développement touristique.



## D. LE PROJET COMMUNAL

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort dispose actuellement d'une carte communale approuvée conjointement par le Conseil Municipal le 3 juin 2010 et le Préfet de l'Allier par arrêté en date du 16 juillet 2010.

La commune a décidé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2023, de réviser la carte communale pour les raisons suivantes :

La révision de la carte communale constitue une opportunité pour la commune, de mener une réflexion globale sur son développement, à échéance de dix ans, voire davantage. Au vu des évolutions législatives intervenues, et de l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale le 17 octobre 2022, il est indispensable que la commune se dote d'un document global actualisé.

La commune a travaillé sur un document d'urbanisme avec une vision à l'échéance 2035, correspondant à une vision à 10 ans à minima, communément considérée dans le cadre de la définition d'une Carte Communale.

Les objectifs retenus par la commune ont été définis à partir des enjeux du diagnostic, des projets de la commune, ainsi qu'en cohérence avec les documents supra-communaux que sont notamment, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité entre les Territoires (SRADDET) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Saint-Pourçain Sioule Limagne.

Les différents échanges entre la municipalité de Saint-Bonnet-de-Rochefort, le bureau d'études et les Personnes Publiques Associées, ont permis un accompagnement soutenu de la commune dans la construction de son projet communal.

Les ambitions du projet communal sont ainsi de poursuivre l'idée générale de la carte communale actuelle, tout en réajustant les zonages au regard des évolutions constatées ces dernières années, et dans le but de pouvoir répondre aux besoins exprimés par les industriels en termes de vocations économiques, et aux besoins recensés par la municipalité en matière d'habitat.

**Le projet de révision de la carte communale vise une évolution harmonieuse du territoire.**

### 1. LES AMBITIONS EN TERMES D'ÉCONOMIE

#### 1.1. ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE

Sur un plan économique, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort présente la particularité d'accueillir le Naturopôle Nutrition-Santé, espace d'activités reconnu d'intérêt régional et bénéficiant de 2 certifications (Pôle d'Excellence Rurale depuis 2006 ; ISO 14001 depuis 2010).

Cet espace d'activités en pleine évolution, complémentaire au tissu économique local, participe activement au développement économique de la commune et de l'intercommunalité. Il a été reconnu d'intérêt régional.

L'offre d'emplois connaît une importante progression, dynamique favorable à une progression du nombre d'actifs résidant sur la commune et à proximité. En effet, près de la moitié des emplois du Naturopôle sont pourvus par personnes habitant à moins de 15 km.

En 2022, Saint-Bonnet-de-Rochefort compte 302 emplois, soit une progression de 65 emplois depuis 2011. Sur la même période, les actifs ayant un emploi résidant sur la commune, ont évolué de 270 à 303 personnes. Il en résulte une hausse de l'indicateur de concentration d'emploi ; il avoisine un ratio de 1, valeur mettant en avant un équilibre entre fonctions résidentielle et économique du territoire. En 2022, 21,7% des actifs ayant un emploi, habitent et travaillent sur la commune.

Dans ce contexte, le SCOT de Saint-Pourçain Sioule Limagne distingue Saint-Bonnet-de-Rochefort en tant que « pôle industriel », et non pas uniquement en tant que commune rurale.

Le Naturopôle présente aujourd'hui un taux de remplissage important. Les disponibilités restantes au sein du périmètre de ZAC et du zonage actuel de la Carte Communale, sont marquées par des enjeux agricoles et archéologiques (présence d'une ancienne voie romaine) qui limitent fortement leur potentiel opérationnel.

## 1.2. LE PROJET COMMUNAL

Le maintien et le développement des activités économiques du territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort constituent des enjeux forts pour les années à venir. Le développement économique du Naturopôle et le maintien des activités de proximité localisées dans le tissu urbain, amèneront de l'emploi sur la commune et permettront de manière indirecte de soutenir la démographie et l'accueil de nouveaux actifs sur la commune.

Afin de conforter son dynamisme économique, la commune souhaite ainsi redéfinir les contours de la zone constructible dédiée aux activités.

L'ambition communale est de permettre le repositionnement du potentiel de développement du Naturopôle afin de répondre non seulement au développement des entreprises présentes sur le site, mais également de celles qui souhaiteraient s'y implanter.

Dans le souci de favoriser l'évolutivité et l'adaptabilité du tissu urbain, l'évolution et l'implantation des entreprises hors Naturopôle, sont appelées à se faire au sein de la zone constructible.

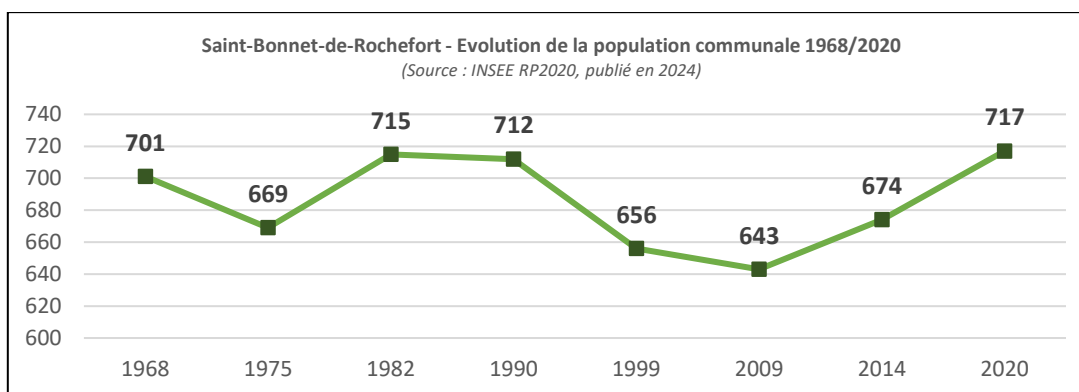
## 2. LES AMBITIONS EN TERMES DEMOGRAPHIQUES, LOGEMENTS ET CONSOMMATION FONCIERE

### 2.1. ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE

#### 2.1.1. Caractéristiques démographiques

Saint-Bonnet-de-Rochefort connaît net regain démographique :

- Une évolution démographique irrégulière marquée par une dynamique récente positive, conduisant une population de 717 habitants en 2020
- Sur la période 2014-2020, les données Insee publiées font apparaître une croissance communale nettement plus favorable que celle observée sur la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne (+0,1% contre +1,0% pour la commune)



- Un solde migratoire positif principal moteur de l'évolution démographique communale
- Un solde naturel qui devient positif
- Une population jeune : une pyramide des âges plus jeunes que celle de la CCSPSL
- Une progression de la représentativité des actifs sur la commune
- Une taille moyenne des ménages encore élevée (2,31)

Ainsi la commune se distingue au sein de l'intercommunalité par son dynamisme et son attractivité.

#### 2.1.2. Caractéristiques du parc de logements

Le parc des logements montre une progression régulière :

- 402 logements en 2020

- Sur les 11 dernières années de recensement (2009-2020), la production de nouveaux logements est de l'ordre de +18 logements, soit 1,6 logements par an selon les données INSEE
- Une prédominance des maisons individuelles :
  - o Plus de 76 % de résidences principales
  - o Près de 15% de résidences secondaires
  - o 98 % des logements sont des maisons, on compte seulement 8 appartements sur le territoire
  - o Un parc relativement ancien : seuls 20% datent d'après 1991
- Un taux de logements vacants limité (8,5%) et en diminution selon l'INSEE, une vacance réelle moins importante selon les données locales

L'évolution du parc de logements apparaît cohérente avec celle de la population.

### 2.1.3. Bilan de la carte communale actuelle

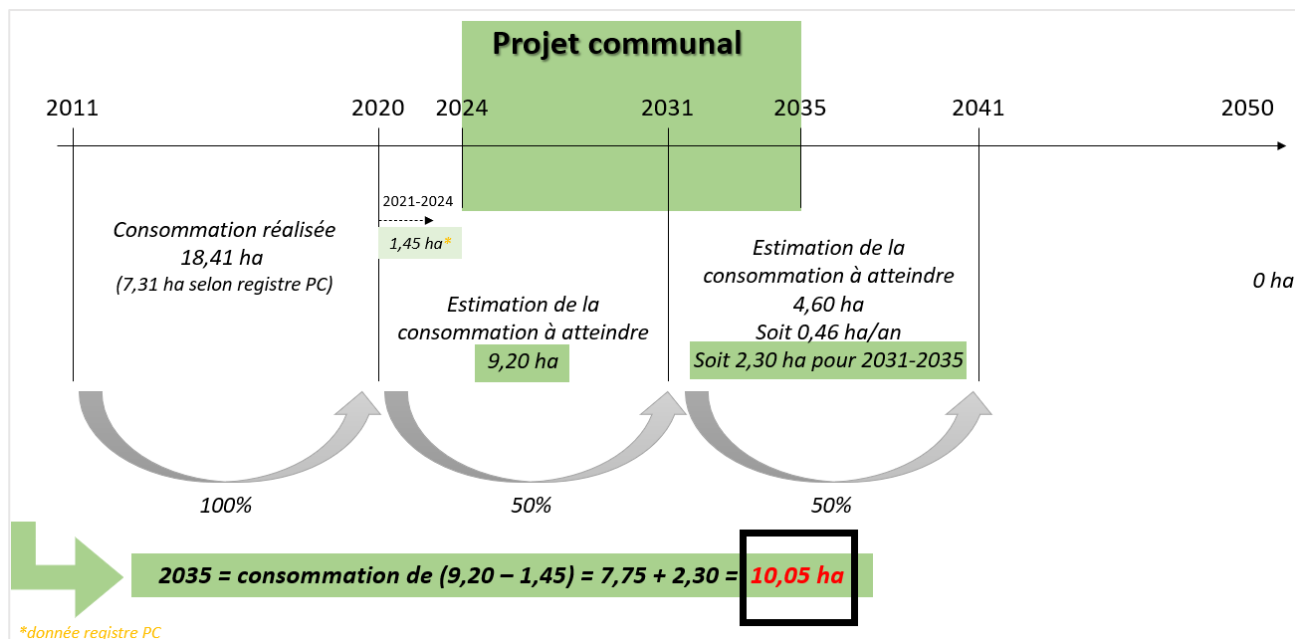
- Un rythme de construction qui s'accélère : l'analyse des permis de construire accordés sur la période 2011-2021, ayant conduit à la création d'un nouveau logement montre une moyenne de l'ordre de 2,7 logement/neuf/an et de 0,4 réhabilitation/an. Aucun logement collectif n'a été réalisé. Depuis 2021, la dynamique des logements est plus modérée avec 3 PC enregistrés pour de nouvelles maisons individuelles.
- La consommation d'espace toute vocation confondue hors agriculture, représente pour Saint-Bonnet-de-Rochefort une surface de 1,45 ha, de l'année 2011 à l'année 2024 (inclus).
- L'analyse des disponibilités constructibles restantes au zonage de la carte communale fait apparaître un potentiel brut de l'ordre de 64 ha. Ce potentiel de développement apparaît plus important que les objectifs de la Loi Climat & Résilience, nécessitant une réorganisation des secteurs constructibles.

## 2.2. PROJECTIONS

- Les documents supra communaux à prendre en compte : le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes, le SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne.
- Des scénarii d'évolution sont réalisés et se basent sur :
  - o Les projections basses du SCOT qui projettent une croissance annuelle moyenne de +0,3%/an sur les pôles industriels du territoire ;
  - o Les données communales qui montrent une évolution annuelle de +1,0% sur la période 2014-2020.
- Sur la base de ces 2 scénarii, les objectifs pour les années à venir de création de logements, et la consommation foncière qui en est déduite, ont nécessairement pris en compte les indicateurs suivants : le recyclage de logements vacants (une part de 15% de remise sur le marché est ambitionnée, en cohérence avec une contraction significative de la vacance au cours des dernières années), la taille des ménages (il est projeté une perte de -0,13 point à l'horizon 2035) et la densité des logements (base de 1 000 m<sup>2</sup>/logement neuf retenu).

PROJECTIONS A L'HORIZON 2035		
	Evolution basée sur les projections basses du <b>SCOT : +0,3%/an</b>	Evolution basée sur la <b>croissance communale : +1,0 %</b>
Nombre d'habitants en 2020	717 habitants	
Nombre d'habitants en 2035	750 hab. (+33 hab.)	832 hab. (+115 hab.)
Estimation nombre de logements nécessaires, déduction faite des logements produits depuis 2020	29	66
Estimation consommation foncière pour la vocation habitat	2,9 ha	6,6 ha

- Pour respecter la tendance générale fixée par la loi Climat Résilience, la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 9,2 hectares environ toutes vocations confondues (hors agriculture).  
Le projet communal porte sur la période 2024 -2035.  
Le graphique ci-dessous explique succinctement la méthode pour estimer la consommation d'espace à respecter sur la période du projet communal, et ce pour toutes les vocations, en partant d'une réduction attendue de 50% sur la période 2021-2031 et de 50% entre 2031 et 2041, afin d'atteindre les 0 ha sur la dernière période.



Source des données : observatoire CEREMA (Etat) / registre des PC

### 2.3. LE PROJET COMMUNAL

- **Poursuivre un rythme de croissance démographique comparable à celui des dernières années.**

Après une période à l'évolution démographique irrégulière, Saint-Bonnet-de-Rochefort a connu un net regain depuis 2009. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort ambitionne un développement comparable à ces dernières années à l'horizon 2035.

Estimation des besoins en logements (2020 - 2035)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1	Nombre de nouveaux habitants	115
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	15	Nombre de nouveaux logements	66
<b>1er facteur : desserrement des ménages</b>			
A - Taille des ménages en 2020 :	2,31	C - Nombre d'habitants en 2020 :	717
B - Taille des ménages en 2035 :	2,18	D - Nombre d'habitants en 2035 :	832
E - Nombre de logements nécessaires en 2020 : C/A =			
F - Nombre de logements nécessaires en 2035 : D/B =			
<b>G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =</b>			
<b>2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants</b>			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2035 : D - C =			
<b>I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =</b>			
<b>J - Nombre total de logements à créer : G + I =</b>			
<b>Besoin en constructions neuves</b>			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			
L - Logement vacants à remettre sur le marché			
<b>M - Nombre de logements neufs produits entre 2020 et 2035</b>			
<b>N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =</b>			
<b>Surface nécessaire pour une moyenne de 1000 m² par logement neuf à construire (en ha)</b>			



- **Réduire sa consommation d'espaces tout en offrant des capacités d'accueil**

Sur la période de référence 2011-2021, la commune a consommé 18,41 ha pour ses vocations habitat, activités, équipements (hors vocation agricole). Elle ambitionne pour les prochaines années de réduire sa consommation d'espaces en matière d'habitat et d'équipement en réévaluant les enveloppes constructibles afin de recentrer les possibilités d'accueil de nouvelles populations au sein des principaux pôles urbanisés : le bourg, les Radurons, Rochefort, Chalignat et favoriser la réhabilitation des bâtiments existants sur l'ensemble des villages.

Cette ambition se traduira par une évolution de la surface de la zone Constructible. Celle opposable est d'environ 110 ha, soit près de 7% du territoire communal. Le projet de délimitation de la zone Constructible conduira à une diminution de l'ordre de -45 ha, concourant à offrir le potentiel constructible suivant :

		Dent creuse de catégorie 1 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 2 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 3 (SCOT)	Extension	TOTAL	TOTAL dont ENAF
Habitat	Potentiel brut (ha)	3,09	1,17	2,21	3,89	10,36	
	Potentiel net (ha)	3,09	0,70	0,22	3,89	7,9	6,57
Économie (Naturopôle)	9,62					9,62	9,62
						17,52	16,19

En complément, la commune souhaite poursuivre les efforts de réhabilitation de l'existant et de remise sur le marché de bâtiments vacants, un objectif de 5 logements est poursuivi.

Les éléments du projet communal, tant en matière économique que résidentielle, participent activement à la préservation et valorisation des ressources du territoire et du cadre de vie que ce soit en matière d'environnement, de paysages, d'agriculture ou de patrimoine.

En effet, la re-délimitation des enveloppes constructibles préserve les silhouettes urbaines. Elle se traduit par une concentration autour du bâti existant du développement projeté, n'engendrant pas de développement en extension linéaire des enveloppes urbaines le long du réseau routier départemental.

Elle conduit à ne pas rapprocher l'urbanisation des sites d'exploitation agricoles et des Monuments Historiques. Elle favorise la préservation de la trame verte et bleue, notamment des secteurs appartenant à un zonage environnemental (Natura 2000, ZNIEFF de type 1 et 2) ou bien reconnus en tant que réservoir de biodiversité au SCOT, ou concernés par une zone humide identifiée au SAGE.

Enfin la commune prend note du décret n°2024-740 du 5 juillet 2024 qui qualifie de projet d'intérêt national majeur le projet d'extraction et de transformation de lithium par la société Imerys dans l'Allier, projet concernant notamment son territoire dans le cadre de l'aménagement d'un embranchement ferré inscrit à l'Ouest de l'A71 de l'autoroute (secteur du Champs Chapuis).

A ce titre, un fuseau constructible au sein de la zone non constructible pourrait être défini pour que ce rail puisse être réalisé, dès lors que le projet sera précisément défini.

# E. JUSTIFICATION DES CHOIX DU PROJET DE CARTE COMMUNALE

## 1. LES ZONAGES DE LA CARTE COMMUNALE

Les objectifs communaux ont été traduits par la délimitation :

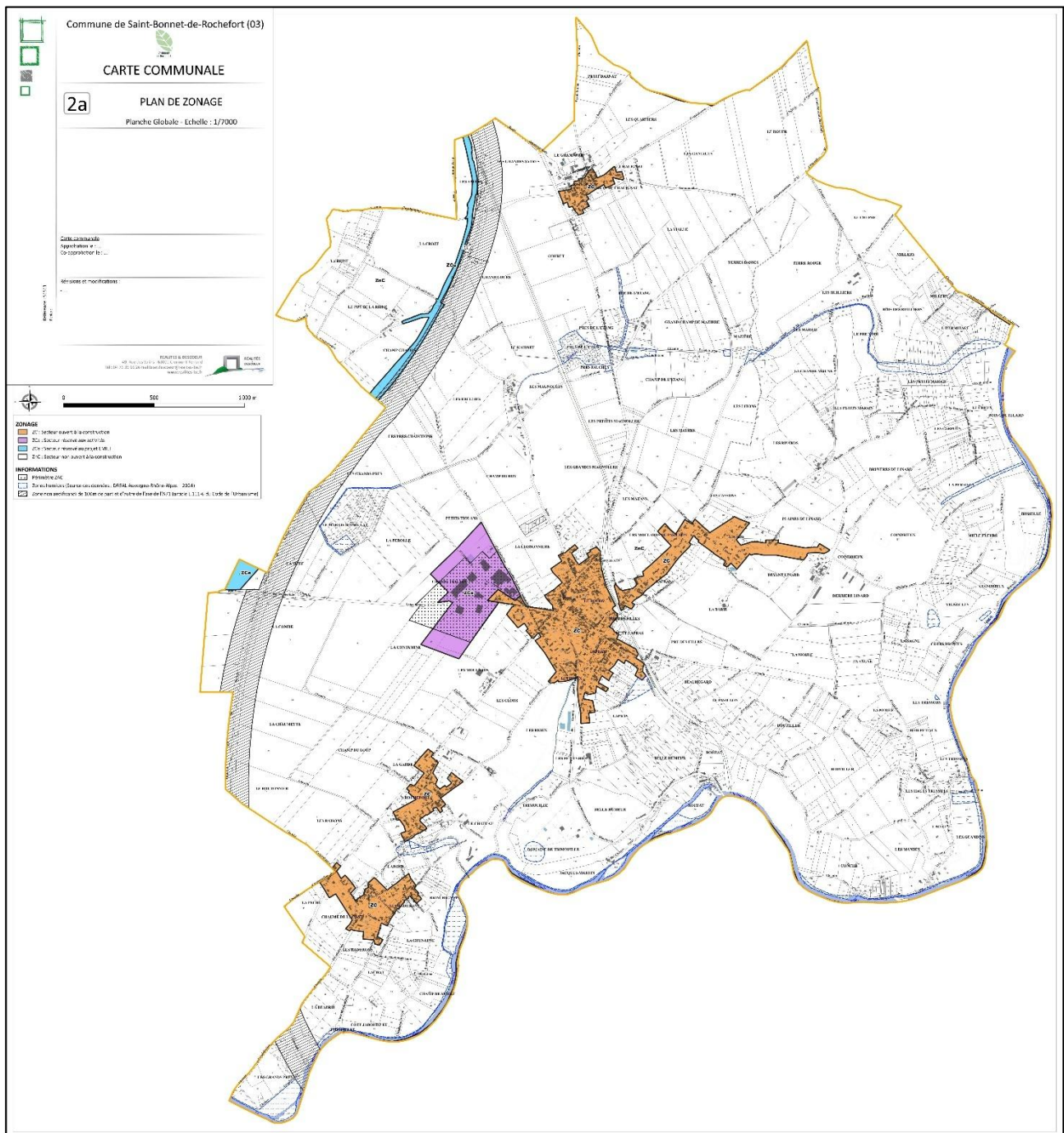
- de zones constructibles **ZC** pour les vocations habitat et services associés (commerces, équipements...) où les constructions sont autorisées ;
- d'une zone constructible dédiée au développement économique **ZCa** où les constructions sont autorisées ;
- d'une zone constructible dédiée au projet EMILI (Extraction du Mica Lithinifère par IMERYS) **ZCe** où les constructions sont autorisées ;
- d'une large zone inconstructible **ZnC** où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :
  - o de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;
  - o des constructions et installations nécessaires :
    - à des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
    - à l'exploitation agricole ou forestière,
    - à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les ambitions communales traduites dans le cadre de la révision générale de la Carte communale, visent à :

- Concentrer les possibilités d'accueil de population au sein des principaux pôles urbanisés : le bourg, les Radurons, Rochefort, Chalignat et favoriser la réhabilitation des bâtiments existants sur l'ensemble des villages, afin d'éviter autant que possible la consommation de nouveaux espaces agricoles ou naturels. Les zonages constructibles ZC proposés traduisent cet enjeu.
- Redéfinir les contours de la zone constructible dédiée aux activités (ZCa), pour permettre le repositionnement du potentiel de développement du Naturopôle afin de répondre non seulement au développement des entreprises présentes sur le site, mais également de celles qui souhaiteraient s'y implanter.
- Prendre en compte le projet d'aménagement d'un embranchement ferré prenant la forme d'une station de chargement, dans le cadre du projet EMILI qualifié de projet d'intérêt national majeur. Le projet d'aménagement s'inscrit sur le secteur de Champs Chapuis, au sein d'une zone constructible dédiée au projet EMILI (ZCe).
- Préserver les espaces agraires et naturels du territoire des nouvelles constructions et ainsi réduire le plus possible le mitage des paysages. L'essentiel du territoire est concerné par un zonage inconstructible (ZnC).

Les documents graphiques de la carte communale sont opposables aux tiers. Ainsi, les autorisations d'urbanisme sont instruites et délivrées sur la base du zonage de la carte communale et des prescriptions du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

La carte communale ne fixe donc par elle-même aucune règle d'urbanisme propre.



Projet de Carte communale : proposition de zonage

## 2. JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION DES SECTEURS CONSTRUCTIBLES

### 2.1. EVOLUTION DES SUPERFICIES

Le zonage de la Carte communale répartit l'ensemble du territoire concerné en zones constructibles (ZC et ZCa) et en zone non constructible (ZnC).

Un comparatif entre le zonage de la Carte communale en vigueur (*source : Géoportail de l'urbanisme*) et le projet révisé, permet de montrer le travail réalisé lors de la procédure de révision de la Carte communale.

Les modifications de zonages sont les résultats des échanges pour répondre au projet communal et de la prise en compte de plusieurs enjeux (les directives en matière de réduction de la consommation des espaces, les enjeux agricoles et naturels, des risques et contraintes).

Cette comparaison permet de visualiser les secteurs actuellement concernés par un zonage constructible, déclassés par le projet révisé, au bénéfice d'un reclassement en zone inconstructible ZnC. Mais également les zones actuellement constructibles, étendues dans le cadre du projet de révision de la Carte communale, au détriment de tènements aujourd'hui en zones inconstructibles.

La révision de la Carte communale vise l'identification de zones constructibles sur les secteurs le bourg, les Radurons, Rochefort, Chalignat, secteurs concernés par la Carte communale opposable. Ils constituent les pôles de vie les plus importants de la commune, les autres secteurs urbanisés étant constitués d'hameaux et écarts agricoles :

- La surface de la zone Constructible est 63,6 ha, soit 3,9 % du territoire communal.
- La surface de la zone Constructible dédiée aux activités économiques est 19,0 ha, soit 1,2% du territoire communal.
- Le projet de délimitation des zones Constructibles (ZC/ZCa), conduit à une diminution significative de leur périmètre vis-à-vis de ceux des zones Constructibles actuellement opposable : -44,8 ha.
- Le projet de délimitation privilégie les disponibilités constructibles au sein et en continuité de la trame bâti existante.
- Les potentiels estimés dans la zone Constructible concernent à la fois des parcelles libres et des tènements dont la division parcellaire sera nécessaire (traduisant ainsi une certaine augmentation de la densité).
- Le projet de délimitation de la zone Constructible du projet EMILI est de 7,39 ha.

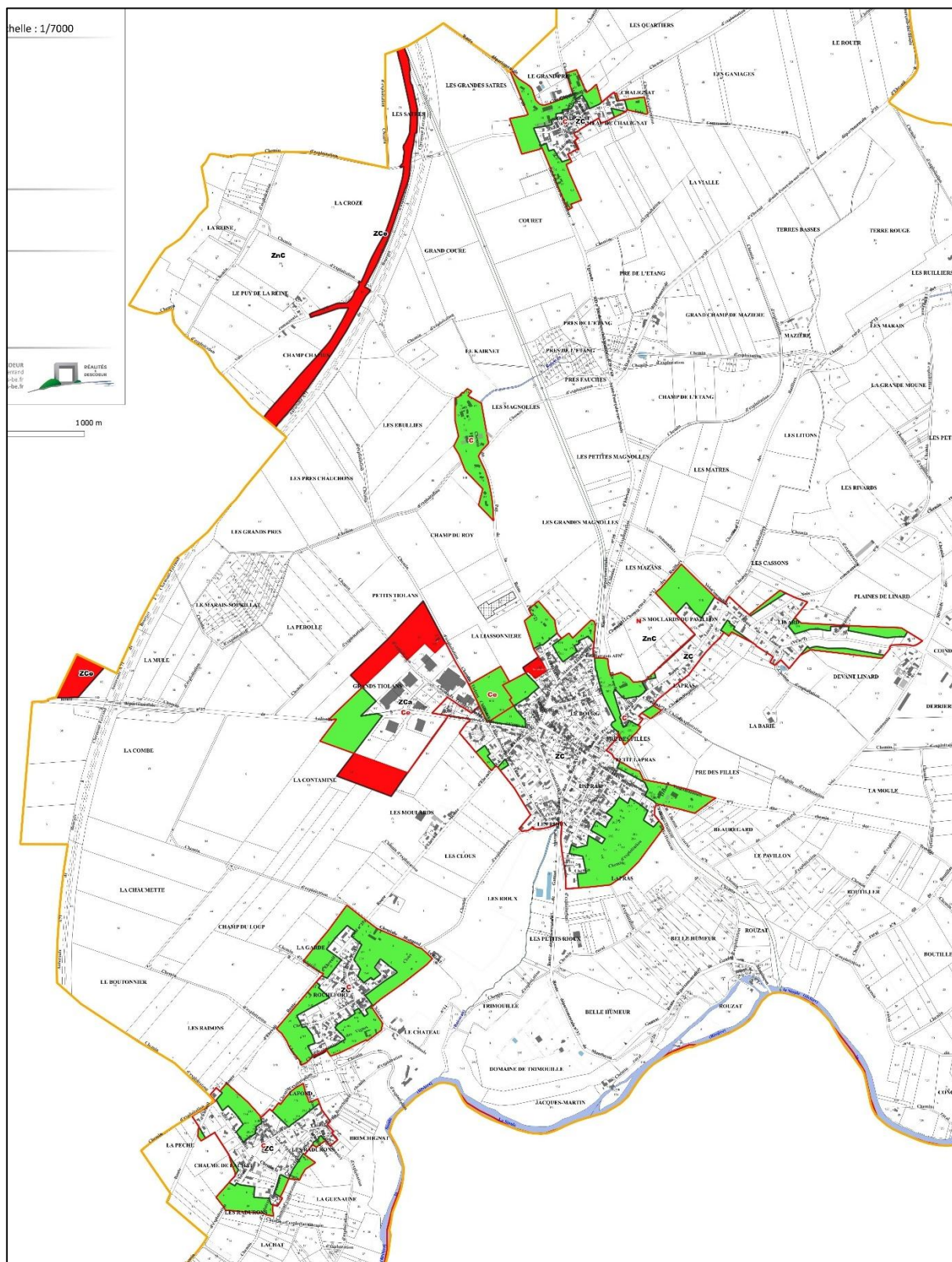
Le reste du territoire inscrit dans le périmètre de la Carte communale est proposé en zone Non Constructible.

Le zonage proposé dans le cadre de la révision de la Carte communale montre une évolution en termes de réduction des zones ZC/ZCa, au bénéfice des zones ZnC puisque 51,39 hectares de terrain actuellement en zone constructible ZC/ZCa ont été déclassés en zones non constructibles ZnC, notamment par le travail réalisé sur les limites des enveloppes urbaines, et la prise en compte des enjeux agricoles et naturels.

En parallèle, et afin notamment de répondre au projet communal de soutenir le développement économique (6,15 ha) et résidentiel (0,46 ha), 6,62 ha ont été reclassés de non constructibles à constructibles. Ces terrains se situent en continuité immédiate du tissu actuel.

Le projet EMILI, d'intérêt national concerne 7,39 ha de foncier reclassé de non constructible à constructible.





Le bilan du classement/déclassement BRUT en termes de zonages affiche ainsi :

- 51,39 ha de déclassement ZC au profit des zones inconstructibles ZNC (à vocations agricole et naturelle).
- 6,62 ha de classement ZNC en zones constructibles ZC et ZCa.
- 7,39 ha de classement ZNC en zone constructible ZCe.

## 2.2. LES ZONES CONSTRUCTIBLES

Dans le cadre des réflexions portées sur la révision de la Carte communale, la délimitation des zones a bien entendu subi des modifications par rapport à la Carte communale actuellement opposable.

A travers ce nouveau plan de zonage, la municipalité a souhaité limiter l'étalement urbain généré par les périmètres ZC actuels et favoriser une gestion économe de l'espace. Ainsi, un important travail de réduction a été effectué sur les zones constructibles ZC. Cette délimitation permet de préserver des possibilités de densification en « dents creuses » dans les enveloppes urbaines.

Par ailleurs le périmètre de la zone ZCa dédiée au développement économique porté par le Naturopôle a été repositionné au regard des contraintes d'aménagement du site.

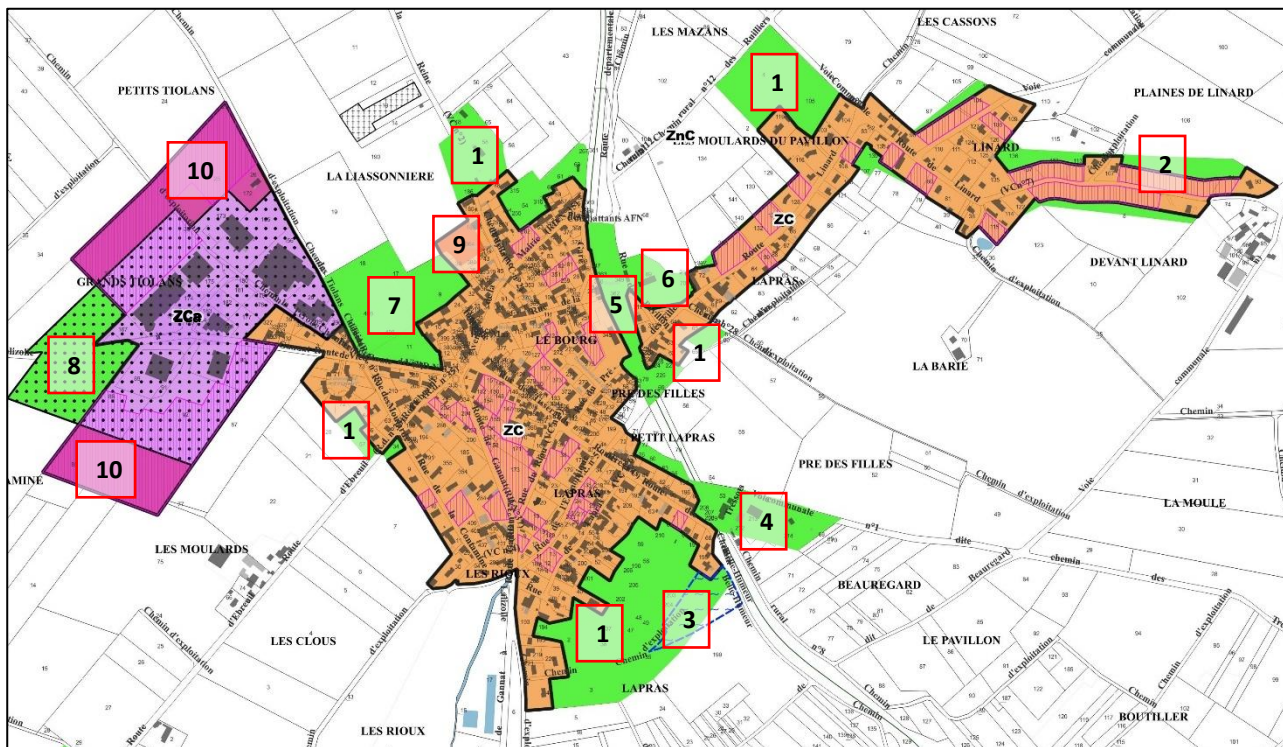
Une nouvelle zone ZCe a été créée concernant le projet EMILI aux abords de l'A71.

### 2.2.1. Le Bourg

Le bourg est le pôle centre du territoire communal, regroupant les équipements, services et commerces. Il s'agit du site ayant le plus évolué au cours du temps, bien que n'ayant pas subi de transformation majeure depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle concernant le tissu résidentiel. Les extensions se sont réalisées notamment au niveau des lotissements Le Ponant et des Cyprès.

L'évolution la plus importante concerne le développement des activités économiques au niveau du Naturopôle.

Le bourg constitue le secteur privilégié pour accueillir de nouveaux habitants.



Extraits du plan de zonage avec superposition du zonage projeté et identification des classements/déclassements

Le projet de révision de la Carte communale propose :

- Le déclassement de plusieurs tenements constructibles au document opposable. Les réductions de zonages proposées par le projet de révision concernent :
  1. Des espaces à vocation agricole, pour certains déclarés à la PAC, ainsi que des espaces naturels et/ou de jardin.
  2. Des espaces à vocation agricole, déclarés à la PAC, inscrits en périphérie d'un périmètre de PVR.
  3. Des espaces où une zone humide a été recensée dans le cadre des études du SAGE.
  4. Une exploitation agricole tournée vers l'élevage équin.
  5. Des espaces accueillant la voie ferrée et ses abords immédiats, n'ayant pas vocation à s'urbaniser.
  6. Le parc d'une "demeure bourgeoise" dénommée le Pavillon datant de 1794.



- 7. Le secteur dédié au développement des activités économiques artisanales, ces dernières étant appelées à évoluer au sein de la zone constructible mixte et non plus au sein d'un espace spécifique.
- 8. Les espaces non pertinents pour l'extension du Naturopôle bien qu'inscrits au sein du périmètre de ZAC. Ceci au regard de l'organisation foncier agricole, de la proximité de l'ancienne voie romaine.
- L'agrandissement du zonage constructible sur les secteurs suivants :
  - 9. Un espace d'équipements (stationnement, aire de camping-cars, tennis, aire de jeux...)
  - 10. Les espaces pertinents pour l'extension du Naturopôle bien qu'inscrits en dehors du périmètre de ZAC, en continuité des aménagements et infrastructures existants, en prenant en considération l'organisation foncier agricole.

Aucune extension du zonage constructible n'est proposée.

### 2.2.3. Chalignat / le Quernet

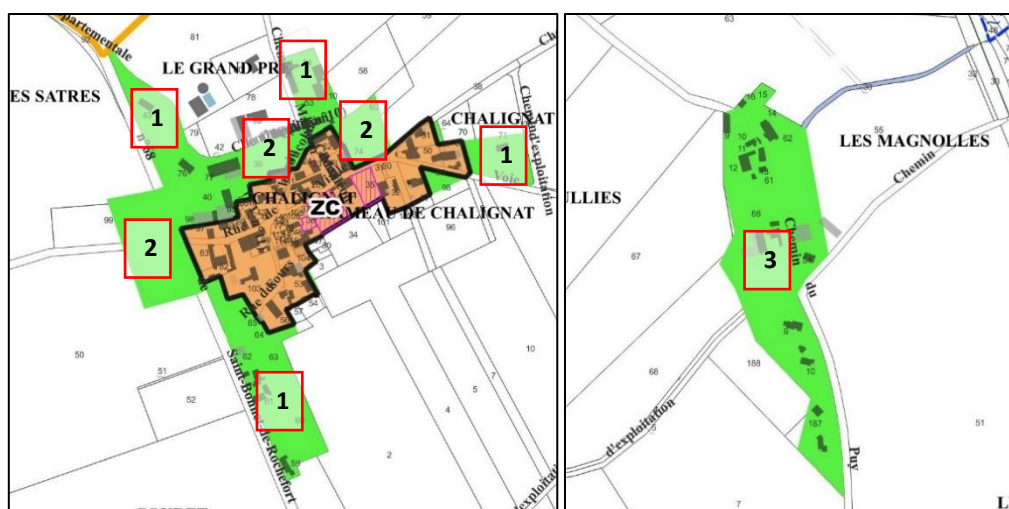
Situé à l'extrême Nord de la commune, le hameau de Chalignat s'est développé à proximité de la RD68. Il constitue le hameau de la commune qui présente la densité la plus importante, la rue de la Vialle représentant la colonne vertébrale du développement de ce site.

Comptant une cinquantaine de bâtiments dont une vingtaine de résidences, ce hameau se caractérise par la conservation d'un caractère très rural : on note en effet la présence de plusieurs exploitations agricoles et d'un bâti de pierre ancien qui constitue les murs et les constructions.

Au regard des orientations communales de relocaliser les droits à construire principalement au sein des enveloppes urbaines, de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels, mais également de préserver les potentiels d'évolution des exploitations agricoles, la définition du zonage constructible sur le village de Chalignat est fortement réduite. Il offre quelques disponibilités au cœur du village, à l'écart des bâtiments d'exploitation agricole.

Le lieu-dit du Quernet (ou Kairnet) est composé d'habitations et de constructions agricoles dispersées le long du Chemin du Puy de la Reine qui ne forment pas une véritable enveloppe urbaine.

Dans l'objectif de limiter le mitage du territoire et de préserver le fonctionnement agricole du secteur, aucune zone constructible n'y a été définie.



Extraits du plan de zonage avec superposition du zonage projeté et identification des classements/déclassements

Le projet de révision de la Carte communale propose uniquement :

- Le déclassement de plusieurs tènements constructibles au document opposable. Les réductions de zonages proposées par le projet de révision concernant :
  1. Des espaces urbanisés mais composant un tissu urbain lâche, en extension le long des voiries, en discontinuité vis à vis du cœur du hameau.
  2. Des espaces à vocation agricole (déclarés ou non à la PAC), accueillant pour certains des constructions agricoles.
  3. Des espaces urbanisés mais composant un tissu urbain lâche, en extension le long des voiries, ne formant pas une véritable enveloppe urbaine et concernés par la proximité de bâtiments agricoles.

Aucune extension du zonage constructible n'est proposée.

### 2.2.4. Les abords de L'A71

Dans le cadre du projet EMELI, le projet de plateforme de chargement ferroviaire s'organise autour d'un embranchement ferré devant relier un quai de chargement à la voie ferrée Gannat-Montluçon. Le site étend sur environ 18,7 ha, localisé majoritairement sur la commune de Vicq (constructions et installations principales). La commune de Saint-Bonnet-de-

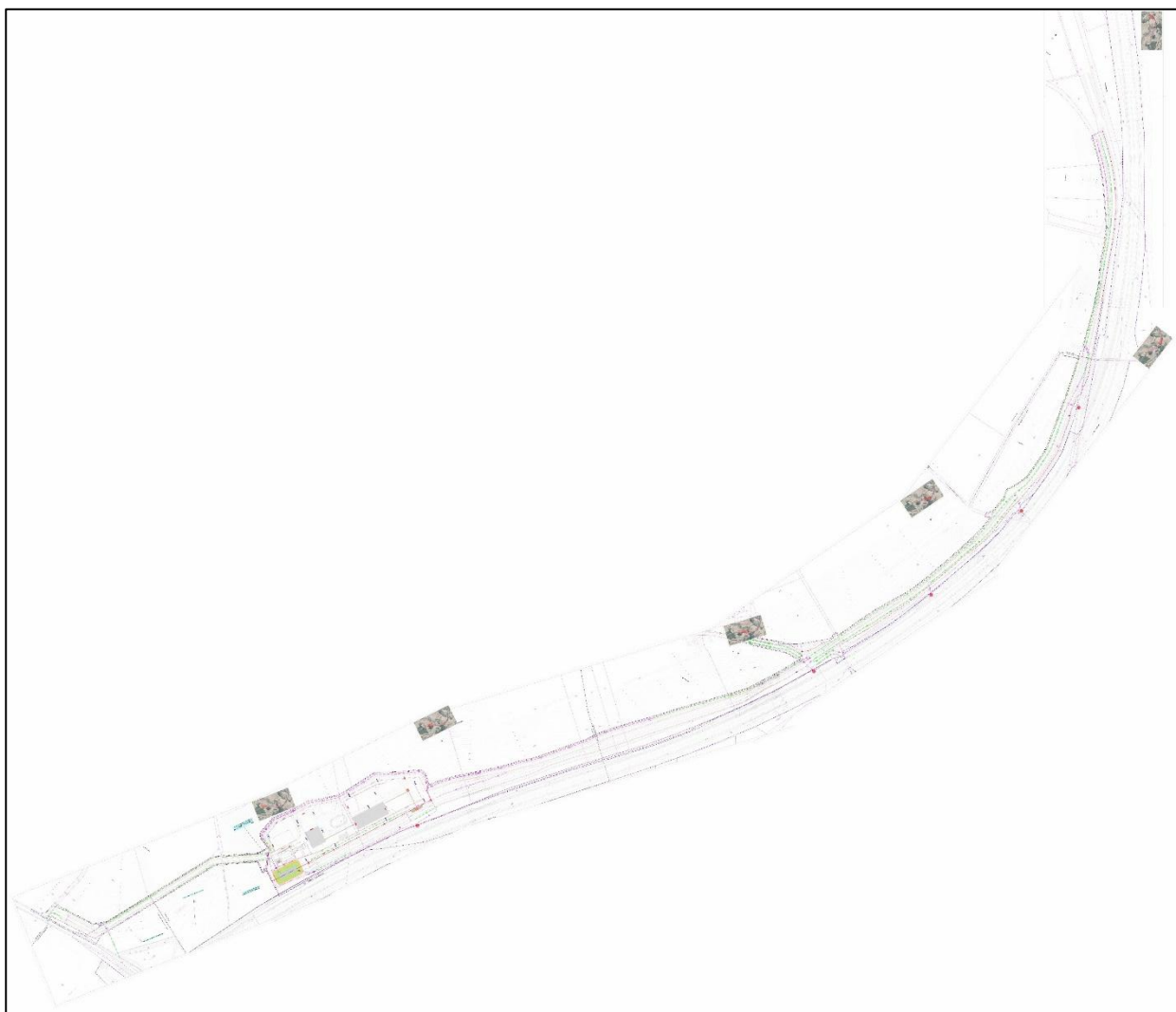


Rochefort accueille uniquement une connexion viaire avec la RD37 au Sud du site et une nouvelle voie ferrée au Nord pour se connecter au réseau existant, sur une emprise de 7,39 ha.

La plateforme de chargement assure ainsi une double fonction de site de stockage et lieu de chargement. En effet, le rythme des trains dépendant des sillons attribués par SNCF Réseau, il est nécessaire de prévoir un espace pour stocker les produits dans l'attente de leur chargement.

Les constructions projetées comprendront notamment une tour de chargement des sables feldspathiques, distante de 57 m de l'axe de l'A71. Les bâtiments présenteront une hauteur maximale de 20 m. Le bâti sera implanté de telle manière à proposer un front bâti de qualité vis-à-vis de l'A71. Les aménagements les plus proches de l'A71 concernent les installations ferroviaires et les ouvrages de gestion des eaux pluviales.

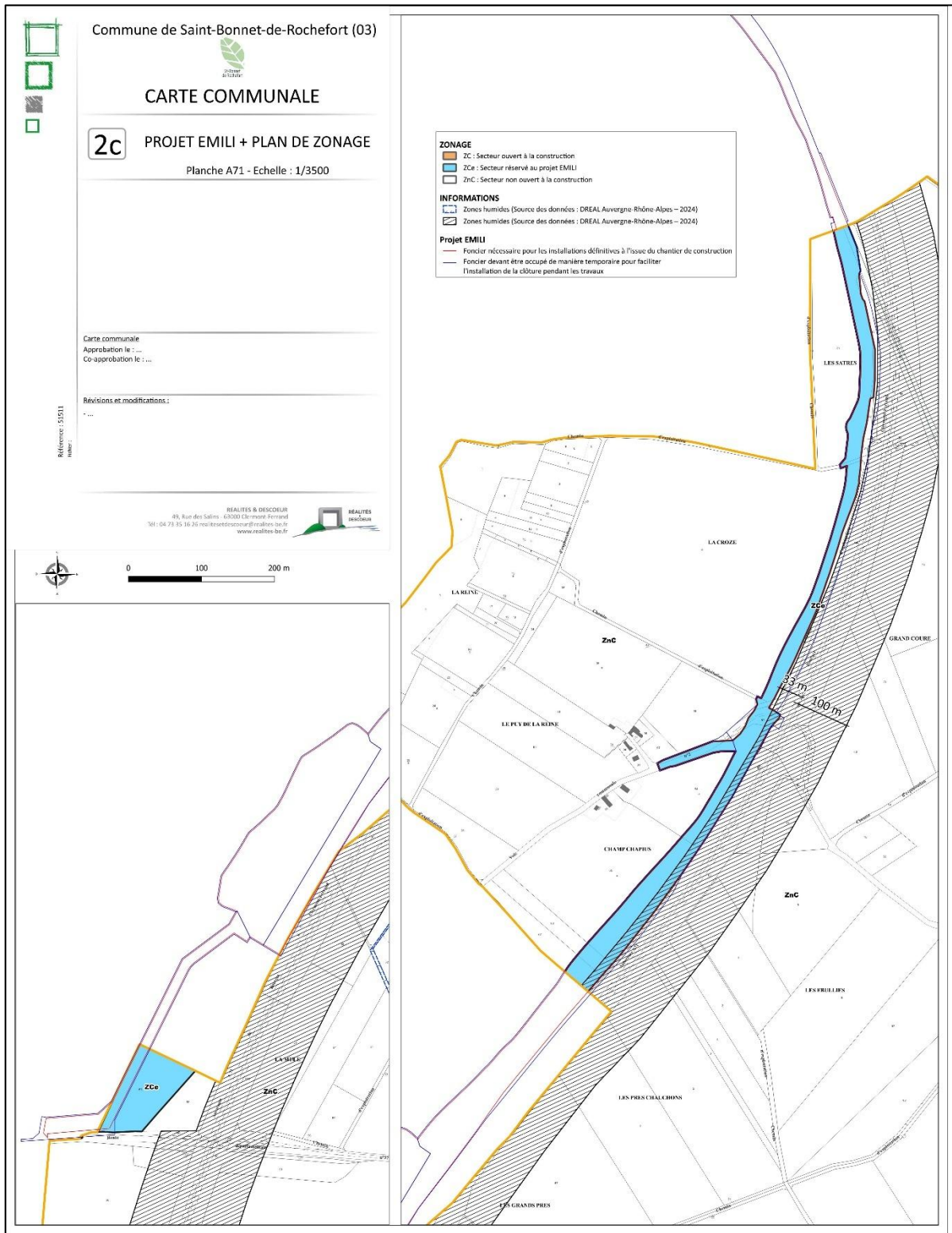
L'accès routier au site de chargement en phases chantier et exploitation, doit se connecter au réseau routier sur la RD37 au Sud du site. La parcelle YM 69 attenante à cette connexion viaire, pourra accueillir du stockage terre lié aux terrassements lors de la phase chantier.



*Plan d'organisation générale du site – Source : Imerys*

Le tènement concerné par le projet est classé en Zone Constructible réservée au projet EMILI (ZCe). La zone est délimitée au plus près des aménagements du projet.

Comme explicité en annexe 1b au rapport de présentation (Etude de dérogation à la loi Barnier (article L.111-9 du Code de l'Urbanisme)), un retrait minimal de 33 m, au lieu de 100 m actuellement, est imposé par rapport à l'axe de l'A71, de façon à permettre l'intégration du bâti et des installations dans leur environnement notamment par une végétalisation des abords du site (plantations arborées, merlons paysagés...).



Dans ce cadre, deux articles feront l'objet d'une attention particulière pour la délivrance des permis de construire :

- Art. R111-2 : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »
- Art. R111-2713 : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. »

### 3. LES SURFACES

Globalement, l'équilibre du territoire est conservé. Les surfaces définies par le projet de révision de la Carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort sont les suivantes :

Localisation	CC actuelle Surfaces (en ha)	CC révisée Surfaces (en ha)	Evolution (ha)	Part du territoire
Zone Constructible	109.4	63.6	-45.8	3.9%
Zone Constructible _ Economie	18.0	19.0	+1.0	1.2%
Zone Constructible _ EMILI	-	7.39	+7.39	0.5%
<b>TOTAL</b>	<b>127.4</b>	<b>82.6</b>	-37.4	5.5%
Zone Non Constructible	1513.9	1551.3	+37.4	94.5%
TERRITOIRE COMMUNALE	<b>1641.3</b>		-	-

*Les zonages se calent sur les limites communales (source : SIG, pci-parcellaire)*

Les Zones Constructibles (ZC/ZCa/ZCe) représentent une surface globale de 90 ha, soit 5.5 % de l'ensemble du territoire communal.

La Zone Non Constructibles (ZNC) concerne 94.5% du territoire.

Comparaison du Projet de révision de la carte communale par rapport au zonage opposable : la redistribution des espaces pouvant accueillir de nouvelles constructions a conservé un certain équilibre en termes d'accueil tout en réduisant les zonages constructibles.

Le bilan des superficies affiche une nette baisse de la surface des Zones Constructibles ZC de -44,8 ha, de -37,4 ha en prenant compte la définition de la zone ZCe.

## 4. LES CAPACITES D'ACCUEIL

### 4.1. EVOLUTION DU POTENTIEL D'ACCUEIL

En cohérence avec son attrait résidentiel et économique, la collectivité souhaite s'inscrire dans la continuité de la dynamique observée sur la dernière période de recensement, en conservant une évolution démographique positive et raisonnée. Cette politique d'accueil de nouveaux habitants vise à favoriser le renouvellement de la population et à limiter le phénomène de vieillissement. Pour cela, la commune souhaite se fixer un rythme démographique de l'ordre de +1,0% par an, soit l'accueil d'environ 115 habitants supplémentaires à horizon 2035.

Ainsi, sur la période 2020-2035, l'objectif est de produire environ 71 logements supplémentaires, dont 5 au moins au sein du patrimoine bâti existant.

Le diagnostic a mis en avant une consommation de l'ordre de 18,41 ha. Afin de s'inscrire dans une politique de réduction de la consommation d'espaces agricoles et naturels, l'objectif de la collectivité est de tendre vers une densité moyenne de l'ordre de 10 logements à l'hectare. Cela représente donc un besoin foncier net, uniquement pour l'habitat, de l'ordre de 6,6 ha (sans prise en compte de la rétention foncière).

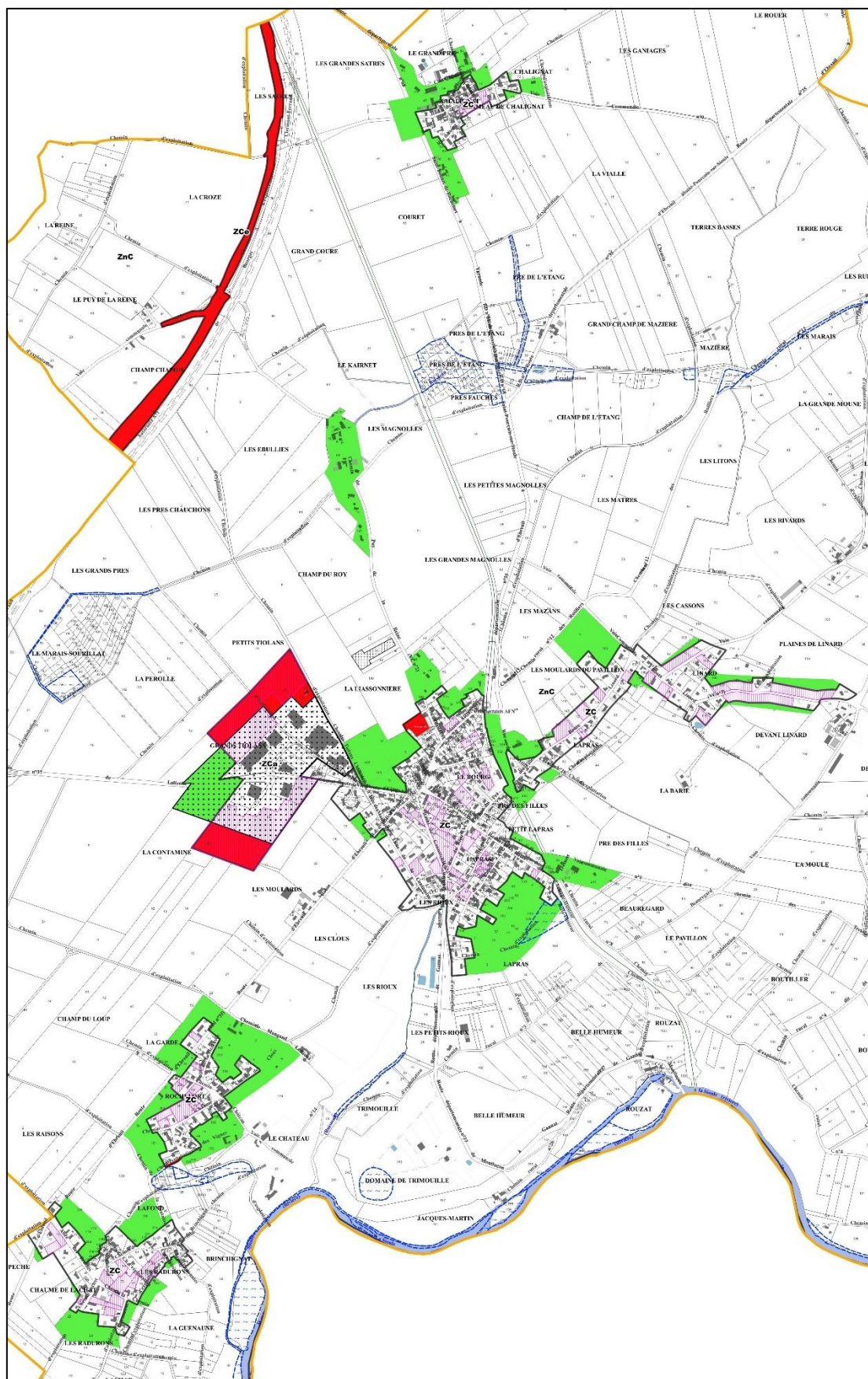
Estimation des besoins en logements ( 2020 - 2035)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1	Nombre de nouveaux habitants	115
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	15	Nombre de nouveaux logements	66
<b>1er facteur : desserrement des ménages</b>			
A - Taille des ménages en 2020 :	2,31	C - Nombre d'habitants en 2020 :	717
B - Taille des ménages en 2035 :	2,18	D - Nombre d'habitants en 2035 :	832
E - Nombre de logements nécessaires en 2020 : C/A =			
			310
F - Nombre de logements nécessaires en 2035 : D/B =			
			329
<b>G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =</b>			<b>19</b>
<b>2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants</b>			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2035 : D - C =			
			115
<b>I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =</b>			<b>53</b>
<b>J - Nombre total de logements à créer : G + I =</b>			<b>71</b>
<b>Besoin en constructions neuves</b>			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			
			34
L - Logement vacants à remettre sur le marché			
			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2020 et 2035			
			6
<b>N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =</b>			<b>66</b>
<b>Surface nécessaire pour une moyenne de 1000 m² par logement neuf à construire (en ha)</b>			
			<b>6,6 ha</b>







Le projet de révision de la Carte Communale opère une forte réduction des capacités d'accueil brute de l'ordre de - 44 ha (hors projet EMILI).



	Zonage projet		Classement
	Périmètre ZAC		Déclassement
	Zones humides (Source des données : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes – 2024)		Disponibilités foncières de la carte communale révisée

Comparativement au potentiel d'accueil estimé pour la Carte Communale opposable, on note l'effort important mené par la commune en termes de modération de la consommation des espaces, tout en répondant aux ambitions de développement démographique et économique envisagé dans le projet communal.

Le zonage constructible proposé dans le cadre de la révision de la Carte communale réduit le potentiel foncier offert à la construction. Ce potentiel brut est estimé à environ 19,98 ha (10,36 ha en zone ZC et 9,62 ha en zone ZCa).

Au global, en prenant en compte différents niveaux de complexité de mobilisation du foncier inscrit en zone constructible (ZC et ZCa), le projet de révision de la Carte communale présente un potentiel net réellement constructible d'environ 17,52 ha, dont 7,9 ha pour l'habitat et 9,62 ha pour les activités économiques.

A ce potentiel, s'ajoute celui de la zone ZCe dédiée au projet EMILI (7,39 ha) projet d'intérêt national majeur.








Ce potentiel apparaît légèrement supérieur au besoin projeté en matière d'accueil de population (6,6 ha). Toutefois, il résulte d'une part prépondérante du foncier de catégorie 1 ou considéré comme en extension, foncier pour lequel le SCOT ne prévoit de coefficient de rétention. Bien que ce foncier ne présente pas d'obstacle apparent à sa constructibilité, leur urbanisation dépend de la volonté des propriétaires de mobiliser leur foncier. Il existe ainsi une forte probabilité que tout le foncier identifié ne soit pas intégralement mobilisé à l'horizon de la carte communale.

		Projet Carte communale				
		Dent creuse de catégorie 1 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 2 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 3 (SCOT)	Extension	TOTAL
Habitat	Potentiel brut (ha)	3,09	1,17	2,21	3,89	10,36
	Potentiel net (ha)	3,09	0,70	0,22	3,89	7,9
Économie (Naturopôle)	9,62					9,62
						17,52
EMILI	7,39					7,39

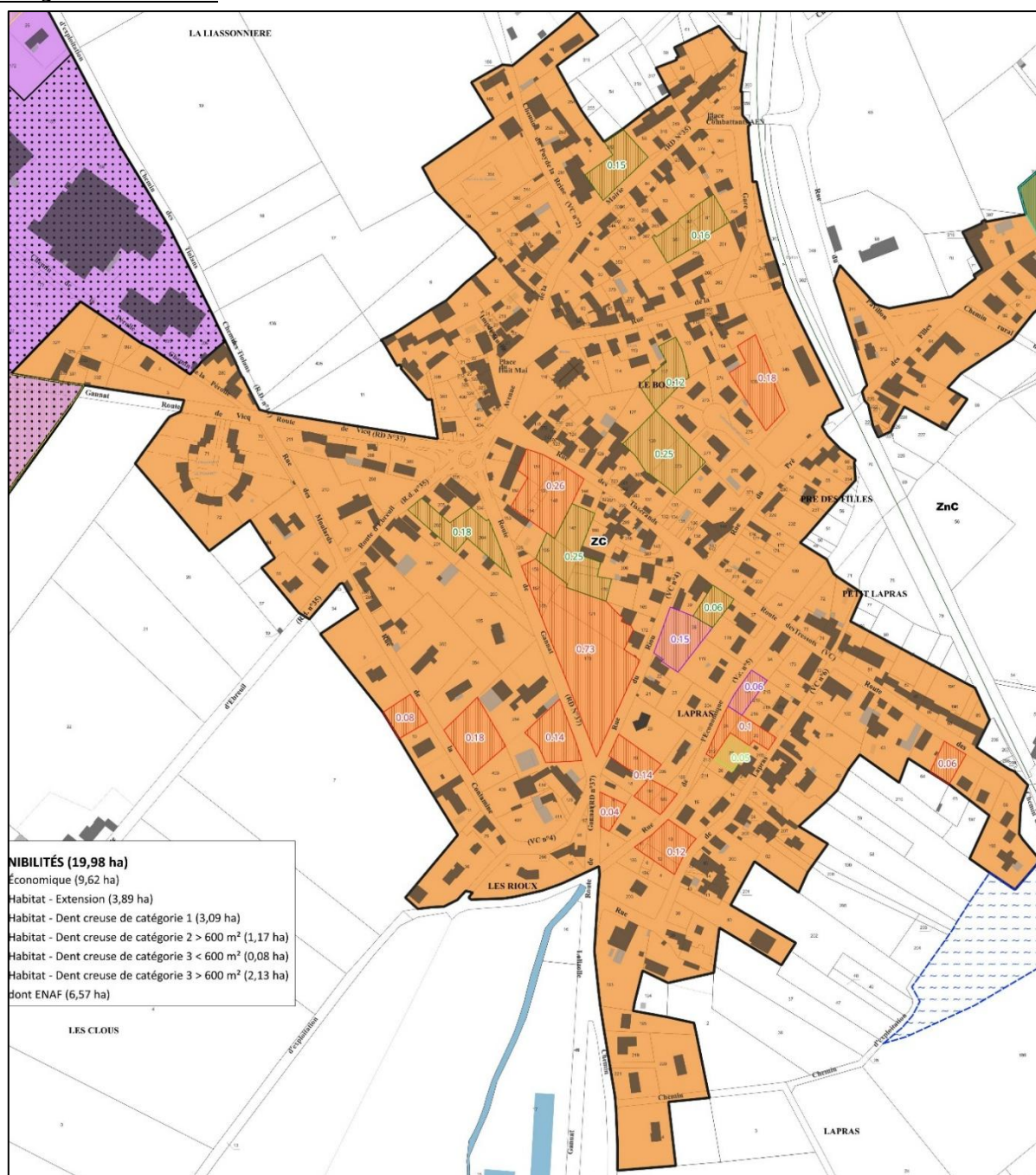
*Catégorie 1 : Foncier accessible, sans contrainte majeure à sa constructibilité / Pondération : rétention foncière de 0%*

*Catégorie 2 : Foncier accessible, avec contraintes (parcelles enclavées ou parcelles déjà bâties devant être divisées) / Pondération : rétention foncière de 60%*

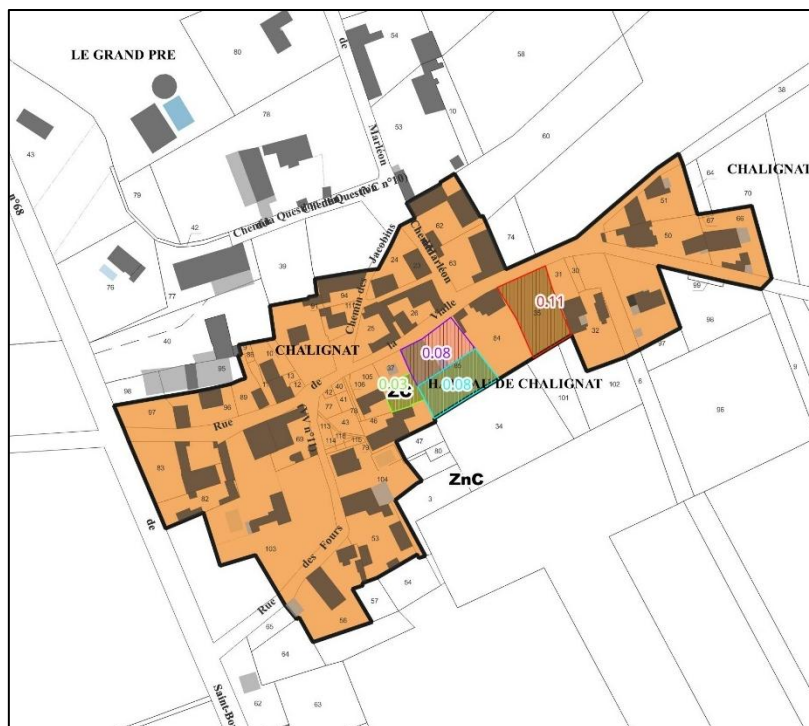
*Catégorie 3 : Foncier non accessible ou occupé (seul jardin d'une habitation, espace de stockage, voie d'accès...) / Pondération : rétention foncière de 90%*

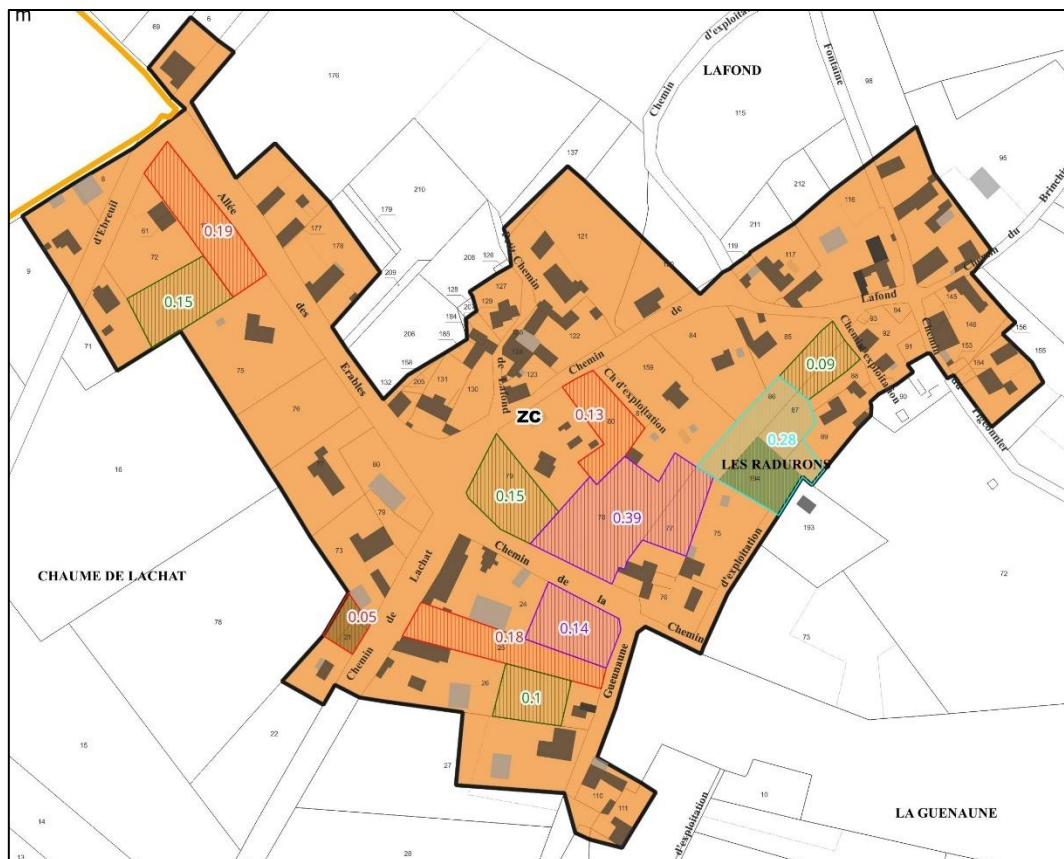
	Économique (9,62 ha)
	Habitat - Extension (3,89 ha)
	Habitat - Dent creuse de catégorie 1 (3,09 ha)
	Habitat - Dent creuse de catégorie 2 > 600 m <sup>2</sup> (1,17 ha)
	Habitat - Dent creuse de catégorie 3 < 600 m <sup>2</sup> (0,08 ha)
	Habitat - Dent creuse de catégorie 3 > 600 m <sup>2</sup> (2,13 ha)
	dont ENAF (6,57 ha)



**Le bourg – secteur Est :****Le bourg – secteur Ouest :**



**Chalignat :****Rochefort :**

**Les Radurons :****Naturopôle :**

## 4.2. CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS (ENAF)

En réduisant fortement les enveloppes constructibles et en resserrant l'urbanisation, le projet de révision de la Carte communale réduit fortement les potentialités de développement urbain et le mitage sur le territoire de Saint-Bonnet-de-Rochefort et participe ainsi à la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers de la commune.

Le projet de révision de la Carte communale a cherché à concentrer les potentiels fonciers le plus possible dans les enveloppes urbaines du bourg, des Radurons, de Rochefort et de Chalignat.

Néanmoins certains secteurs ouverts à la construction sont inscrits en périphérie, en continuité de la trame bâtie existante. Il s'agit en particulier du secteur du Naturopôle, secteur n'offrant plus de capacité d'accueil.

Les potentiels offerts par le projet révisé de Carte communale se positionnent sur des tènements de nature différente : agricole, naturelle, jardins.

Certains potentiels sont à appréhender comme de la densification car ils visent des tènements déjà aménagés et ne contribuent pas à la consommation d'ENAF, n'ayant ni une vocation agricole, ni naturelle, ni forestière. Ils concernent un potentiel net de 1,33 ha.

La consommation nette d'ENAF potentielle concernant des projets d'intérêt local, est de 16,19 ha.

La consommation nette d'ENAF potentielle concernant des projets d'intérêt national majeur, est de 7,39 ha.

La consommation nette d'ENAF potentielle total est de 23,58 ha.

		Projet Carte communale					
		Dent creuse de catégorie 1 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 2 (SCOT)	Dent creuse de catégorie 3 (SCOT)	Extension	TOTAL	TOTAL dont ENAF
Habitat	Potentiel net (ha)	3,09	0,70	0,22	3,89	7,9	6,57
Économie (Naturopôle)	9,62					9,62	9,62
						17,52	16,19
EMILI	7,39					7,39	7,39
						24,91	23,58

## 4.3. BILAN

Le projet communal porte à l'horizon 2035. Hors projet d'intérêt national majeur :

- Le potentiel constructible offert dans le cadre de la révision de la carte communale, est de 17,52 ha dont 16,19 ha d'ENAF.
- Cette projection apparaît inférieure de près de 2,2 ha à la consommation d'ENAF observée sur la période de référence fixée par la loi Climat et Résilience (18,41 ha), montrant le suivi d'une trajectoire de sobriété.